

Beaune Côte & Sud

communauté d'agglomération
www.beaunecoteetsud.com

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 26 FEVRIER 2024**

DELIBERATIONS

DELIBERATIONS

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 26 FEVRIER 2024

| N° DELIBERATION | OBJET | PAGE |
|----------------------------|--|-------------|
| CC-24-001 | Installation d'un nouveau conseiller communautaire | 3 |
| CC-24-002 | Compte-rendu des délégations données par le Conseil communautaire au Président au Bureau en vertu de l'article L 5211-10 | 5 |
| CC-24-003 | Modification et mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération | 22 |
| CC-24-004 | Réhabilitation de la Baignade à filtration naturelle de Montagny les Beaune "Beaune Côté Plage" : approbation du plan de financement | 35 |
| CC-24-005 | ZAC des Cerisières : cession de terrain au profit de la société ARGAN | 38 |
| CC-24-006 | ZAC du Pré Fleury Phase 2 - Cession de terrains au profit de la société Œuf de Beaune | 41 |
| CC-24-007 | Bilan financier 2023 du service ADS par commune bénéficiaire | 45 |
| CC-24-008 | Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2022-2027 : Bilan annuel | 53 |
| CC-24-009 | Transports : avenant n° 1 à la DSP Keolis | 92 |
| CC-24-010 | Rapport annuel des syndicats et bilans d'activité des organismes exerçant une compétence pour le compte de la Communauté d'Agglomération : SMEMAC | 108 |
| CC-24-011 | Demande de subvention auprès du Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté pour le projet de sensibilisation à l'art contemporain | 160 |
| CC-24-012 | Développement du secteur du Plateau et des Hautes-Côtes "Vivons plus haut" : demande de subventions pour contribuer à l'organisation de trois évènements | 163 |
| CC-24-013 | Tarifs des prestations Enfance | 166 |
| CC-24-014 | Rapport d'orientations budgétaires | 169 |
| CC-24-015 | Vœu de soutien pour la qualité de la relation citoyenne avec l'administration par l'amélioration des accueils physiques dans les services publics | 199 |
| CC-24-016 | Vœu pour la défense d'un cessez-le-feu à Gaza | 201 |

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_001-DE

Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 90

Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58

Nombre de Procurations : 18

Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER COMMUNAUTAIRE

RAPPORTEUR : M. SUGUENOT

M. Régis DEBOIBE a été élu, Maire de la Commune de MARIGNY-LES-REULLEE, lors du conseil municipal du 6 février 2024, en remplacement de M. Jean-Paul BOURGOGNE, démissionnaire.

M. Régis DEBOIBE est appelé à siéger dans les commissions et organismes pour lesquels le précédent maire avait été désigné, à savoir :

- Commission 4 : Politique environnementale – Nouvelles énergies – Cadre de vie,
- Conseil d'exploitation de la régie de l'assainissement collectif et de l'eau potable,
- Conseil d'exploitation de la régie de l'assainissement non –collectif,
- Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin versant de la Dheune.

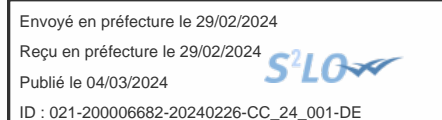
DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- PREND ACTE de la nomination de M. Régis DEBOIBE, en remplacement de M. Jean-Paul BOURGOGNE dans les conditions détaillées ci-dessus,
- DECIDE, conformément aux dispositions de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de procéder, par un vote à main levée, à la désignation de M. Régis DEBOIBE au sein des instances et organismes suivants :
 - de la Commission 4 « *Politique environnementale – Nouvelles énergies – Cadre de vie* »,
 - Conseil d'exploitation de la régie de l'assainissement collectif et de l'eau potable,
 - Conseil d'exploitation de la régie de l'assainissement non –collectif,
 - Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin versant de la Dheune,
- DESIGNER M. Régis DEBOIBE pour siéger au sein de ces instances,
- AUTORISE le Président à effectuer toute démarche afférente.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES



Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_002-DE

Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 90

Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58

Nombre de Procurations : 18

Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** Titulaires : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

**COMPTE RENDU DES DELEGATIONS DONNEES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU
PRESIDENT ET AU BUREAU COMMUNAUTAIRE
RAPPORTEUR : M. SUGUENOT**

Par délibérations du 16 juillet 2020 et du 13 décembre 2021, le Conseil Communautaire a délégué certaines compétences au Président et au Bureau.

Le Président doit rendre compte des décisions prises sur le fondement de ces délégations.

Celles que le Président et le Bureau ont été amenés à prendre pendant la période comprise entre le 25 novembre 2023 et le 13 février 2024 figurent en annexe.


DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir pris connaissance, à l'unanimité,

- PREND ACTE de la communication sur les décisions que le Président, ainsi que le Bureau Communautaire ont prises, en application des délégations qui leur ont été données entre le 25 novembre 2023 et le 13 février 2024 pour traiter des affaires énumérées à l'article L 5211-10 et dont la liste est jointe à la présente délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

| | |
|--|---|
| Envoyé en préfecture le 29/02/2024 Reçu en préfecture le 29/02/2024 Publié le 04/03/2024 ID : 021-200006682-20240226-CC_24_002-DE |  |
|--|---|

Jérôme CHODO



| |
|---|
| « La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.télérecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. » |
|---|

ANNEXE N°1 : DELEGATIONS DU PRESIDENT

- ❖ **Réaliser les emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et d'opérations financières utiles à la gestion des emprunts dans les conditions fixées par la délibération du 16 juillet 2020 :**

- ❖ **Réaliser les lignes de trésorerie nécessaires au fonctionnement de la Communauté d'Agglomération dans la limite d'un montant de 5 Millions d'euros :**

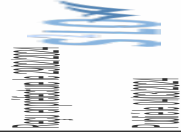
- ❖ **Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires dans le cadre des imputations budgétaires et fixation des modalités de fonctionnement de ces régies :**

| N° et date d'arrêté | Objet |
|---------------------|-------|
| | |

- ❖ **Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au Budget :**

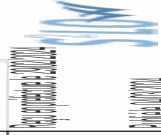
➔ MARCHES

| N° de marché | Lot | Objet | Attributaire | département de l'attributaire | Ville de l'attributaire | Montant Global et forfaitaire du marché en € HT offre de base | Montant simulation en € HT offre de base | Date de notification | Durée du marché |
|--------------|---|-----------------------------------|----------------|-------------------------------|-------------------------|---|--|----------------------|--|
| 2023C47090 | Lot 1 DAB | Marché d'assurances pour la CABCS | Gpt PNAS/AREAS | | | 54 419,55€ HT | | | |
| 2023C47091 | Lot 2 RC | | | | | | | | |
| 2023C47092 | Lot 3 Flotte | | MMA | | | 158 216,15€ HT | | 07/12/2023 | Le marché est conclu pour une durée maximale de cinq ans, avec possibilité de résiliation. Le marché prend effet au 1er janvier 2024 à 00h00 |
| 2023C47093 | Lot 4 Risques statutaires | | Gpt WTW | | | 1 486 323,79€ HT | | | |
| 2023C50105 | Lot 1 : Gardiennage et entretien courant des déchèteries | Bourgogne Déchets Services | | 21 | Ruffey les Beaugne | | | | |
| 2023C50106 | Lot 2 : Transport et traitement des DNR, gravats, plâtre, bois, carton, ferraille, végétaux | | | 21 | Ruffey les Beaugne | | 1 683 265€ HT | | |
| 2023C50107 | Lot 3 : Transport et traitement des Déchets Diffus Spécifique hors cadre EcoDDS | | EDIB | 21 | LONGVIC | | 4 656 025€ HT | | |
| 2023C50108 | Lot 4 : Collecte des boîtes d'apport volontaire pour le verre et le fibreux | Bourgogne Recyclage | | 21 | Ruffey les Beaugne | | | 28/12/2023 | Le marché prend effet à compter du 1er janvier 2024 pour une durée de 5 ans qui se justifie en raison de l'amortissement des véhicules mis à disposition pour l'exécution des prestations. |
| 2023C50109 | Lot 5 Collecte des cartons des professionnels à Beaugne | | | 21 | Ruffey les Beaugne | 357 150€ HT | | | |
| 2023C50110 | Lot 6 : réception et conditionnement des cartons des gros producteurs | | | 21 | Ruffey les Beaugne | | 251 625€ HT | | |
| 2023C50111 | Lot 7 : Réception et chargement des fibreux collectés en apport volontaire | | | 21 | Ruffey les Beaugne | | 247 500€ HT | | |



→ MARCHES (suite)

| N° de marché | Lot | Objet | Attributaire | Département de l'attributaire | Ville de l'attributaire | Montant global et forfaitaire du marché en € HT offre de base | Montant simulation en € HT offre de base | Date de notification | Durée du marché |
|--------------|---|---|---------------------------|-------------------------------|-------------------------|---|--|----------------------|--|
| 2023C51112 | | Acquisition d'un véhicule poids lourd neuf équipé d'une benne à ordures ménagères 20m3 et d'un léve conteneurs neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération Beauce Côte et Sud | BERNARD TRUCKS BOURGOGNE | 71 | SAINT MARCEL | 234 700,13€ HT | | 27/12/2023 | Le marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de sa notification |
| 2023C5113 | | Marché public d'assurances - Construction d'un complexe sportif sis rue Carnot « EN CHAREUIL » à Nohay (23340) | SMA8TP | 75 | PARIS CEDEX 15 | TRC : 16 174,11€ TTC DO : 28391,74€ TTC | | 29/12/2023 | Pour la garantie « TRC », le marché aura une durée prévisible allant de la notification du marché à la réception en ce qui concerne la garantie « Maintenance Visite », celle-ci couvrira une période de un an à compter de la fin de période de garantie « TRC ». Pour la garantie « DO », le marché est d'une durée de 10 ans fermes à compter de la réception de l'ouvrage. |
| 2023C64114 | | M5MC Capture et mise en fourrière d'ani maux pour la Communauté d'Agglomération Beauce Côte et Sud | SAP Chagny | 71 | CHAGNY | 67 826,20 € net de taxes | | 28/12/2023 | Le marché prend effet à compter du 1er janvier 2024 pour une durée de 3 ans |
| 2024C55001 | Lot 1 : Mobilier de bureau et accessoires | Fourniture de mobilier de bureau, accessoires et mobilier scolaire pour le groupement de commandes de la Communauté d'Agglomération Beauce Côte et Sud | SAS ERGOS | 21 | QUETIGNY | | sans minimum et avec un maximum de 200 000€ HT | 30/01/2024 | Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter du 29/01/2024 |
| 2024C52002 | | Dératization des sites et installations de la Communauté d'Agglomération Beauce Côte et Sud et de la Commune de Beauce | HDA BOURGOGNE | 71 | LANS | 87 456 € HT | | 31/01/2024 | Le marché est conclu pour une durée de 4ans à compter de sa notification |
| 2024C55003 | Lot 2 : Mobilier scolaire | Fourniture de mobilier de bureau, accessoires et mobilier scolaire pour le groupement de commandes de la Communauté d'Agglomération Beauce Côte et Sud | LA SAONNOISE DE MOBILIERS | 70 | FROIDCONCHE | | sans minimum et avec un maximum de 50 000€ HT | 13/02/2024 | Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa notification |



→ MARCHES SUBSEQUENTS

Accord-cadre relatif à la réalisation de travaux d'impression et de supports de communication pour les besoins de la Ville de Beaune et de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud

| Lot 1 : Signalétique et communication | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|------------------|-----------|----------|----------------------|--------------|-----------------|----------------------|---------------------------------|-----------------|
| Année | N° consultatio n | N° marché | N° ordre | Marché subséquent n° | Attributaire | MONTANT EN € HT | Date de notification | Commande | Durée du marché |
| 2023 | C27 | 26 | 3551 | 35 | S2E | 182€ HT | 21/12/2023 | Jeux d'adhésifs véhicules CABCS | 2 MOIS |

Accord-cadre pour l'acquisition de matériels informatiques pour les besoins de la Ville de Beaune et de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud

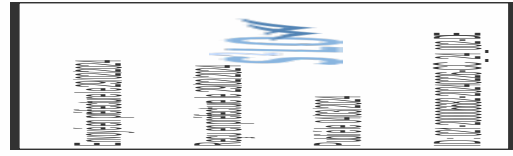
| Lot 1 : Ordinateur AIO et portable, Station de travail Fixe et Portable, accompagnés de leurs accessoires. | | | | | | | | | |
|--|------------------|-----------|----------|----------------------|---------------------|-----------------|----------------------|--|-----------------|
| Année | N° consultatio n | N° marché | N° ordre | Marché subséquent n° | Attributaire | MONTANT EN € HT | Date de notification | Commande | Durée du marché |
| 2023 | C29 | 67 | 0551 | 5 | ESPACE INFORMATIQUE | 6 209€ HT | 28/11/2023 | 15 stations d'accueil thunderbolt et 2 stations de travail | 3 mois |

Lot 3 : Ecran d'ordinateur, Ecran de projection fixe et sur trépied, Vidéoprojecteur, accompagnés de leurs accessoires et prestations poses.

| Année | N° consultatio n | N° marché | N° ordre | Marché subséquent n° | Attributaire | MONTANT EN € HT | Date de notification | Commande | Durée du marché |
|-------|------------------|-----------|----------|----------------------|--------------|-----------------|----------------------|---|-----------------|
| 2023 | C29 | 77 | 0753 | 7 | ECONOCOM | 3 845€ HT | 28/11/2023 | 30 écrans 24 pouces et 5 écrans 32 pouces | 3 mois |

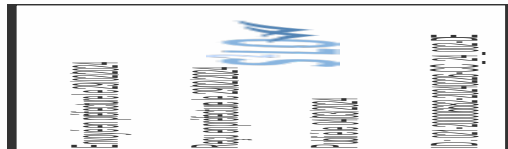
Lot 4 : Téléphone IP, Téléphone DECT, Micro-Casque, Kit piéton.

| Année | N° consultatio n | N° marché | N° ordre | Marché subséquent n° | Attributaire | MONTANT EN € HT | Date de notification | Commande | Durée du marché |
|-------|------------------|-----------|----------|----------------------|--------------|-----------------|----------------------|--|-----------------|
| 2024 | C29 | 80 | 0254 | 2 | INEO | 107 € HT | 02/02/2024 | 1 Téléphone DECT régie des eaux Chagny | 3 mois |

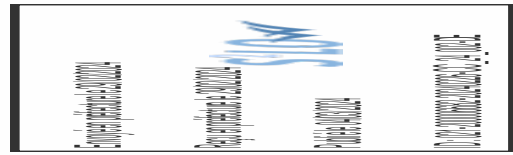


→ MARCHES SUBSEQUENTS (suite)

| Accord-cadre petits travaux d'entretien et de mise en conformité pour les besoins de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud | | | | | | | | | |
|---|---------------------|-----------|----------|----------------------------|--------------|--------------------|-------------------------|--------------------------------------|--------------------|
| Lot 1 : électricité - courants forts/courants faibles | | | | | | | | | |
| Année | N° consultatio n | N° marché | N° ordre | Marché subséquent n° | Attributaire | MONTANT EN € HT | Date de notification | Commande | Durée du marché |
| 2023 | C49 | 54 | 37S1 | 37 | GAUTHEY | 10 870,90 | 21/12/2023 | Réfection éclairage salle Michel Bon | 6 mois |

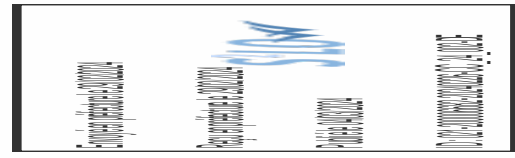


| N° marché | N° d'avenant | Intitulé du marché et lot concerné | Attributaire (nom, ville et code postal) | Montant du marché initial en € HT | Montant de l'avenant en € HT | Objet de l'avenant | Notification |
|------------|--------------|--|--|--|------------------------------|--|--------------|
| 1804#51 | 3 | Location et maintenance de photocopieurs neufs et multifonctions | espace copieur | Marché à prix unitaires appliqué aux quantités réellement exécutées Montant de simulation : 249 276,80 €HT | | Prolongation du marché pour une durée de deux années afin d'utiliser au mieux les capacités des matériels dans une logique de développement durable, et pour : - un coût copie identique à celui du marché initial (hors révision), - un loyer trimestriel minoré de 30 %. | 07/12/23 |
| 2023C03048 | 1 | Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création et la réalisation d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud | CITADIA CONSEIL 69003 LYON | 124 525 | / | Acter la fusion d'Even Conseil (co-traitant du groupement) et de Citadia (mandataire du groupement) à compter du 1er janvier 2024. La fusion simplifie la structuration du groupe sous une seule entité juridique : CITADIA. | 13/12/23 |
| 1802#50 | 2 | Maîtrise d'œuvre infrastructures – Réhabilitation des déchèteries de Meursault et de Nolay | NALDEO SAS (mandataire) 4 Chemin de l'Ermitage 25 000 BESANCON | Réhabilitation de la déchèterie de Meursault : <input checked="" type="checkbox"/> Enveloppe prévisionnelle relative à la déchèterie de Meursault : 1 100 000 € HT <input checked="" type="checkbox"/> Taux de rémunération : 3,70 % <input checked="" type="checkbox"/> Forfait provisoire de rémunération du MOE : 40 750 € Réhabilitation de la déchèterie de Nolay : <input checked="" type="checkbox"/> Enveloppe prévisionnelle relative à la déchèterie de Meursault : 1 000 000 € HT <input checked="" type="checkbox"/> Taux de rémunération : 4,08 % <input checked="" type="checkbox"/> Forfait provisoire de rémunération du MOE : 40 750 € | / | Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre pour la déchèterie de Nolay au stade AVP | 22/12/23 |
| 2021C13048 | 1 | élaboration, impression et distribution du journal de la communauté d'agglomération Beaune Côte et Sud Lot 1 : Composition – Mise en page – Impression – Façonnage – Livraison sur site du journal communautaire | estimprim | simulation : 46 395 € HT | / | Modification du nombre de pages pour l'impression du journal communautaire. Le format passe donc de 12 à 16 pages | 20/12/23 |



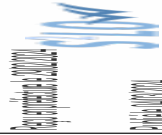
AVENANTS (suite)

| N° marché | N° d'avenant | Intitulé du marché et lot concerné | Attributaire (nom, ville et code postal) | Montant du marché initial en € HT | Montant de l'avenant en € HT | Objet de l'avenant | Notification |
|-------------|--------------|---|--|--|--|--|--------------|
| 2022C01004 | 2 | Marché n°2022C01004 – maîtrise d'œuvres infrastructures – Création d'un giratoire RD 970 / Rue de la Fertière à Beaune | Entreprise BAFU 10 Rond-Point de la Nation 21000 DIJON | Forfait provisoire 21 084 € HT | Après correction: 3 661,55 € HT | Correction d'une erreur matérielle: la phase OPC était déjà comprise dans le montant total du forfait provisoire. Réajustement du montant du forfait définitif | 18.01.24 |
| 2022C43016 | 1 | Construction d'un complexe sportif à Ladoix-Serrigny. Lot 1 : Terrassement, gros œuvre, VRD | GCBAT 24 rue en Vougeot, 21910 BARGES | 1 486 436,00€ HT | / | Prise en compte d'une modification technique | 18/01/24 |
| 2023M06052 | 1 | Construction d'un complexe sportif à Ladoix-Serrigny – Relance des lots 3-4-6-9 Lot 12 : Cloisonnement Lot 13 : Cloisonnement | SOPREMA ENTREPRISES SAS 5 Impasse Ecouard Belin. 21300 CHENOVE | 192 409,60€ HT | 10 057,60€ HT | Evolution de la technique de pose des panneaux solaires sur un pan de la toiture | 18/01/24 |
| 2018C006103 | 1 | Maîtrise d'œuvre infrastructures Création de 2 bassins de stockages / restitution sur le réseau unitaire de la CIBCS | SAS ARTELIA VILLE ET TRANSPORT 21 000 DIJON | BASSIN CENTRE: Forfait provisoire: 67 032€ taux de rémunération: 3,528 % + autres missions du Moe: 6 615,40 € BASSIN SUD: forfait provisoire: 104 272 € taux de rémunération: 2,744 % + autres missions du MOE: 9 206,60 € | BASSIN SUD: forfait définitif: 122 519,60 € + autres missions du MOE: 9 206,60 € Rémunération totale du MOE = 131 726,20 € soit une augmentation de 18 247,60 € | *Arrêt de l'opération bassin centre est au stade AYP * fixation de la rémunération du MOE pour la bassin sud | 19/01/24 |



AVENANTS (suite)

| N° marché | N° d'avenant | Intitulé du marché et lot concerné | Attributaire (nom, ville et code postal) | Montant du marché initial en € HT | Montant de l'avenant en € HT | Objet de l'avenant | Notification |
|------------|--------------|--|--|--|------------------------------|---|--------------|
| 2022C43017 | 1 | Construction d'un complexe sportif à Ladoix-Serrigny. Lot 2 : Charpente bois | Les Charpentiers de l'Ouche ZA de Genevrois 21410 ANCEY | 711 585,30 € HT | / | Prise en compte d'une modification de la charpente | 19/01/24 |
| 2023C07027 | 1 | Maîtrise d'œuvre infrastructures – Travaux de réhabilitation de la baignade naturelle à Montagny Les Beaune | Groupement conjoint avec mandataire solidaire : SINBIO SCOP (mandataire) 1 Allée Georges Charpak 67600 SELESTAT | *Enveloppe prévisionnelle : 900 000 € * Taux de rémunération : 9,70 % * Forfait provisoire HT : 87 300 € | / | Fixation du coût prévisionnel définitif des travaux | 06/02/24 |
| 2022C25041 | 1 | Prestation de nettoyage des bâtiments pour la Commune de Beaune et la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud Lot 6 : Vitrer les des bâtiments municipaux et communautaires | EDEN | Marché à prix unitaires appliqué aux quantités réellement exécutées | | - Ajout de la prestation de nettoyage des vitres salle activité Champagne - Ajout de la prestation nettoyage vitreries bureau placier halles | 08/02/2024 |
| 2023C26026 | 1 | M/SMC - Aménagement d'une aire de grand passage destinée aux gens du voyage sur le territoire de la CABCS – Etude de faisabilité | CATHS 18/26 Place Marnac 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE | tranche ferme: 15 750 € HT Tranche optionnelle: 5 700 € HT | | *report en phase 2 des prestations non réalisées en phase 1 pour un montant de 1 950 € *remise en fin de phase 2 d'un rapport comprenant les éléments de la phase 1 et 2 | 09/02/24 |



- ❖ **Signer les avenants portant sur les changements de coconventions en cours, dans le cadre de transferts de compétences des communes membres ou Syndicats vers la Communauté d'Agglomération, en application de l'article L 5211-5 III dernier alinéa du CGCT :**

- ❖ **Décider la conclusion et la révision des contrats de location de biens meubles ou immeubles pour une durée n'excédant pas 12 ans :**

- ⇒ Conventions de mise à disposition de locaux communaux au profit de la Communauté d'Agglomération :

| ORGANISME EXTERIEUR | LOCAUX | OBJET/MANIFESTATION | PERIODE |
|---------------------|--------|---------------------|---------|
| | | | |

- ⇒ Conventions de mise à disposition de locaux de la Communauté d'Agglomération au profit d'une Commune de l'EPCI :

| COMMUNE DE L'EPCI | LOCAUX | OBJET/MANIFESTATION | PERIODE |
|-------------------|--------|---------------------|---------|
| | | | |

- ⇒ Conventions de mise à disposition de locaux intercommunaux au profit d'organismes extérieurs :

| ORGANISME EXTERIEUR | LOCAUX | OBJET/MANIFESTATION | PERIODE |
|---------------------|--------|---------------------|---------|
| | | | |

- ⇒ Conventions d'exploitation liées aux compétences de la Communauté d'Agglomération au profit d'organismes extérieurs :

| ORGANISME EXTERIEUR | OBJET | PERIODE |
|---------------------|-------|---------|
| | | |

- ⇒ Conventions de mise à disposition de matériel appartenant à un organisme extérieur au profit de la Communauté d'Agglomération :

| ORGANISME EXTERIEUR | MATERIEL | PERIODE |
|---------------------|----------|---------|
| | | |

- ⇒ Conventions de mise à disposition de matériel appartenant à la Communauté d'Agglomération au profit d'organismes extérieurs :

| ORGANISMES | MATERIEL | PERIODE |
|------------|----------|---------|
| | | |

- ❖ Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € :
- ❖ Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges :
- ❖ Fixer les rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts :
- ❖ Intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, dans les conditions fixées par la délibération CC-20-015 du 16 juillet 2020 du :

| NOMS DES PARTIES (DEMANDEUR C/ DEFENDEUR) | OBJET | JURIDICTION |
|--|-------|-------------|
| | | |

- ❖ Négocier et signer les transactions proposées dans le cadre du règlement des sinistres et litiges et accepter les remboursements s'y rapportant :
- ❖ Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre s'y rapportant :
- ❖ Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté d'Agglomération dans la limite de 50 000 € :
- ❖ Passer les conventions pour l'accueil des stagiaires avec les établissements professionnels ou d'enseignement et fixer les éventuelles indemnités versées aux stagiaires :

**Bilan des stages non rémunérés réalisés à la Communauté d'Agglomération
Du 27/11/2023 au 16/02/2024**

| NOM ET PRENOM | FORMATION | ORGANISME DE FORMATION | SERVICE D'ACCUEIL | PERIODE DE STAGE |
|----------------|---------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------|
| RACLOT Louann | Cl de 3 ^{ème} | COLLEGE Jules Ferry BEAUNE | Ecole des Beaux-Arts | 27/11/2023 au 01/12/2023 |
| BERRY Emilie | 2 nd e BAC Pro ASSP | Lycée St Lazare St S AUTUN | Multi-Accueil NOLAY | 04/12/2023 au 22/12/2023 |
| BEAUMONT Lilou | 2 nd e BAC Pro AE PA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Multi-Accueil Blanches Fleurs BEAUNE | 04/12/2023 au 22/12/2023 |

| NOM ET PRENOM | FORMATION | ORGANISME DE FORMATION | SERVICE D'ACCUEIL | PERIODE DE STAGE |
|----------------------------|--------------------------------|----------------------------------|---|---|
| BRIERE Charlotte | 2 ^{nde} BAC Pro AE PA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs Blanches Fleurs BEAUNE | 04/12/2023 au 22/12/2023 |
| CHEVILLON Olivia | 2 ^{nde} BAC Pro AE PA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs CORPEAU et CHAGNY | 04/12/2023 au 22/12/2023 |
| DUMOULIN Noémie | 2 ^{nde} BAC Pro AE PA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs Echaliers BEAUNE | 04/12/2023 au 22/12/2023 |
| FRASCOLLA Léna | 2 ^{nde} BAC Pro AE PA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Multi-Accueil La Cabotte BEAUNE | 04/12/2023 au 22/12/2023 |
| GAMET Clarisse | 2 ^{nde} BAC Pro AE PA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs Peupliers BEAUNE | 04/12/2023 au 22/12/2023 |
| PERSONNE Matt | 2 ^{nde} BAC Pro AE PA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs CHAGNY | 04/12/2023 au 22/12/2023 |
| TOUTAIN Cléa | 2 ^{nde} BAC Pro AE PA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs Peupliers BEAUNE | 04/12/2023 au 22/12/2023 |
| HUBERT Emma | Cl de 3 ^{ème} | Collège Gaspard Monge BEAUNE | Multi-Accueil Blanches Fleurs BEAUNE | 18/12/2023 au 22/12/2023 |
| LEGER Amaury | Cl de 3 ^{ème} | Collège Gaspard Monge BEAUNE | DSI | 18/12/2023 au 22/12/2023 |
| KORDASS Majdolyne | BAFA | — | Accueil de loisirs Bretonnière BEAUNE | 26/12/2023 au 02/01/2024 |
| CAZOULAT Lucie | Cl de 3 ^{ème} | Collège Louise Michel CHAGNY | Multi-Accueil CHAGNY | 08/01/2024 au 11/01/2024 |
| BERNARD Manon | Cl de 3 ^{ème} | Collège Louise Michel CHAGNY | Multi-Accueil CHAGNY | 08/01/2024 au 11/01/2024 |
| THIERRY Lana | SAPAT 2 | EP LEFPA LONS-LE-SAUNIER | Multi-Accueil St Jacques BEAUNE | 08/01/2024 au 26/01/2024 |
| CHARPY Carla | 2 ^{nde} PRO Animation | Lycée Les Arcades DIJON | Accueil de Loisirs MEURSAULT | 08/01/2024 au 26/01/2024 |
| SIMON-CUENOT Cécile | DAG | GRETA BEAUNE | DRH | 08/01/2024 au 26/01/2024 |
| PISTRE Jeanne | BAC Pro ASSP | Lycée St Charles CHALON/SAONE | Multi-Accueil St Jacques BEAUNE | 08/01/2024 au 02/02/2024 |
| FLATTOT Jade | Tale ASSP | Lycée St Charles CHALON/SAONE | Multi-Accueil CHAGNY | 08/01/2024 au 02/02/2024 |
| MAHOTU-BOUTEILLEY Lyson | Cl de 4 ^{ème} EA | MFR AGENCOURT | Accueil de Loisirs MERCEUIL | 5 semaines entre le 08/01/2024 et le 15/03/2024 |
| BOUNOUS-CAUDOUX Chloé | 2 ^{nde} SAPAT | MFR AGENCOURT | Multi-Accueil Blanches Fleurs BEAUNE | 8 semaines entre le 08/01/2024 et le 29/03/2024 |
| DOS SANTOS NOBRE Karla | Cl de 3 ^{ème} | Collège Louise Michel CHAGNY | Multi-Accueil CHAGNY | 15/01/2024 au 18/01/2024 |
| VIGOT-SPAGNOLO Giovanna | 1 ^{ère} AEPA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs LADOIX-SERRIGNY | 15/01/2024 au 09/02/2024 |
| LEROY Clément | 1 ^{ère} AEPA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs Blanches Fleurs BEAUNE | 15/01/2024 au 09/02/2024 |

| NOM ET PRENOM | FORMATION | ORGANISME DE FORMATION | SERVICE D'ACCUEIL | PERIODE DE STAGE |
|---------------------|--|---------------------------------|--|--------------------------|
| SECULA Chloé | 1 ^{ère} AEPA | Lycée EJ Marey BEAUNE | Accueil de Loisirs Echaliers BEAUNE | 15/01/2024 au 09/02/2024 |
| MOREAU-LEGLEUX Elya | Cl de 3 ^{ème} | Collège Louise Michel CHAGNY | Multi-Accueil CHAGNY | 22/01/2024 au 25/01/2024 |
| GIBOULOT Léonie | Cl de 4 ^{ème} | Collège Jules Ferry BEAUNE | Multi-Accueil Blanches Fleurs BEAUNE | 29/01/2024 au 03/02/2024 |
| BELFEGAS Lina | 1 ^{ère} année soins infirmiers | IFSI BEAUNE | Multi-Accueil La Cabotte BEAUNE | 07/02/2024 au 15/03/2024 |
| REBOURGEON Laure | BAC Pro ASSP | Ecole Notre Dame COULOUTRE | Multi-Accueil La Cabotte BEAUNE | 16/02/2024 au 08/03/2024 |

**Bilan des stages rémunérés réalisés à la Communauté d'Agglomération
Du 27/11/2023 au 16/02/2024**

| NOM ET PRENOM | FORMATION | ORGANISME DE FORMATION | SERVICE D'ACCUEIL | PERIODE DE STAGE |
|---------------|-----------|------------------------|-------------------|------------------|
| NEANT | | | | |

- ❖ Fixer, dans le cas de recours au régime de l'expropriation pour l'exercice des compétences statutaires de la Communauté d'Agglomération, et dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres à notifier aux expropriés et répondre à leur demande :
- ❖ Exercer, au nom de la Communauté d'Agglomération, le droit de préemption dans les zones d'activités économiques et dans les zones d'activités concertées d'intérêt communautaire :
- ❖ Exercer, au nom de la Communauté d'Agglomération, le droit de préemption délégué par les communes, au cas par cas :
- ❖ Exercer, au nom de la Communauté d'Agglomération, le droit de préemption urbain dans les périmètres fixés, après délibération concordante de la ou des communes concernées, par le conseil de communauté pour la mise en œuvre du programme local de l'habitat :
- ❖ Conserver et administrer les propriétés de la Communauté d'Agglomération et signer en conséquence tous les actes conservatoires de ses droits :

- ❖ **Passer les conventions nécessaires aux occupations de terrain de la Communauté d'Agglomération et fixer le montant des indemnités qui seraient dues dans ce cadre par la Communauté d'Agglomération :**

- ❖ **Passer les conventions d'autorisation de passage de canalisation en terrain privé au profit de la Communauté d'Agglomération ainsi que tout document relatif à l'institution de ces servitudes :**

- ❖ **Passer les conventions de transfert d'équipements collectifs de lotissements dans le domaine public :**

| COMMUNE | OBJET | COUT | DATE CONTROLE DE LEGALITE |
|---------|-------|------|---------------------------|
| | | | |

- ❖ **Passer les conventions fixant les modalités d'intervention de la Communauté d'Agglomération dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (P. U. P.) :**

- ❖ **Autoriser au nom de la Communauté d'Agglomération le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre :**

- ❖ **Prendre toute décision pour l'attribution des subventions allouées, dans le cadre du Fonds Régional des Territoires**

- ❖ **Prendre toute mesure, négocier et signer les conventions conclues, dans le cadre des ruptures conventionnelles**

Annexe n°2 : Délégations du Bu
Applicables à compter du 13 décembre 2021
En vertu de la délibération n° CC-21-107

Bureau du 7 décembre 2023

| N° DELIBERATION | OBJET |
|--------------------|--|
| BU-23-073-1 | Création de postes |
| BU-23-074 | Transformations de postes |
| BU-23-075 | Modification de taux d'emploi |
| BU-23-076 | Renouvellement de mises à disposition d'agents |
| BU-23-077 | ZA Les Gouteaux : conventions de servitude au profit d'ENEDIS |
| BU-23-078 | Avenant à la convention cadre et à la convention d'application avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropole de Bourgogne |
| BU-23-079 | Actualisation du règlement de fonctionnement des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant |
| BU-23-080 | Participation financière de la commune de Beaune pour le renforcement du réseau Eau Potable du Secteur Madeleine |
| BU-23-081 | Modification de la convention relative au prêt de matériel pour intégrer la facturation des déchets produits lors des manifestations |
| BU-23-082 | Renouvellement de la convention avec l'Eco-organisme en charge des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) |
| BU-23-083 | Modalités d'accès des usagers commerciaux aux transports scolaires |
| BU-23-084 | Fonds de concours aux Communes |
| BU-23-085 | Mise à disposition de locaux municipaux au profit de la Communauté d'Agglomération |

Bureau du 18 janvier 2024

| N° DELIBERATION | OBJET |
|----------------------------|--|
| BU-24-001 | Création d'un poste de conseiller en organisation et sécurisation des procédures au sein de la DGS |
| BU-24-002 | Création d'un poste au sein de la DRH |
| BU-24-003 | Convention avec l'AIST |
| BU-24-004 | Réservation de terrain phase 2 de la ZAC du Pré Fleury au profit de la société Clos Monopole |
| BU-24-005 | Réservation de terrain phase 2 de la ZAC du Pré Fleury au profit de la société Domaine du Château Philippe Le Hardi |
| BU-24-006 | PLH - Demande de subvention pour la rénovation d'un logement communal sur la Commune de Bligny-les-Beaune |
| BU-24-007 | Convention de partenariat avec l'Association Bourgogne Energies Renouvelables dans le cadre du PCAET et du PLH : convention d'application 2024 |
| BU-24-008 | Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération et le service de jour des Papillons Blancs |
| BU-24-009 | Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération et la résidence autonomie Les Primevères |
| BU-24-010 | Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération, la Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or et l'Union Départementale des Associations Familiales de la Côte d'Or : Dispositif Ligue et Faire Lire au sein des structures Petite Enfance Blanches Fleurs et Saint Jacques |
| BU-24-011 | Convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération, la Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or et l'Union Départementale des Associations Familiales de la Côte d'Or : Dispositif Ligue et Faire Lire au sein des structures Enfance |
| BU-24-012 | Admission en non-valeur |

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_003-DE



Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024
 Nombre de Conseillers en exercice : 90
 Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58
 Nombre de Procurations : 18
 Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président

Présents : *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,

Suppléants : M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
 Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
 M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
 M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),

Délégués ayant donné procuration :

Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
 Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
 Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
 M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
 M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
 Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
 Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
 Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
 M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
 Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
 M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
 M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
 M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
 M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
 Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
 Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
 M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
 M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,

Délégués absents non représentés :

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

MODIFICATION ET MISE A JOUR DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

RAPPORTEUR : M. SUGUENOT

Le rapporteur explique que, conformément à l'article 5-2.5 de ses statuts, la Communauté d'agglomération est actuellement compétente en matière de « *construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire* ». L'intérêt communautaire en matière d'équipements sportifs a été défini par délibération du 23 juin 2008 en fonction des critères définis et approuvés à la majorité qualifiée des conseillers communautaires.

En application, les équipements suivants ont été déclarés d'intérêt communautaire :

- Complexe Sportif Michel BON – Beaune
- Complexe Sportif Jean DESANGLE – Beaune
- FORUM des Sports – Beaune
- Stade Guigone de Salins – Beaune
- Complexe Sportif Saint Nicolas Hubert ROUGEOT – Meursault
- COSEC – Chagny par représentation substitution

La Communauté d'agglomération souhaite aujourd'hui étendre cette compétence en lui permettant de soutenir financièrement les associations de sport collectif, disposant d'un centre de formation à destination des enfants du territoire communautaire et bénéficiant d'un agrément du ministre chargé des sports.

La définition de l'intérêt communautaire dans ce domaine sera à définir afin de fixer une ligne de partage entre l'action communautaire et celle relevant des communes membres dans le domaine. L'intérêt communautaire devra faire l'objet d'une délibération spécifique après la modification des statuts. Il sera proposé que l'intérêt communautaire intègre des critères liés à un nombre minimum d'adhérents, dont plus de la moitié seraient domiciliés en dehors de la commune siège de l'association, et que l'association ne bénéficie pas par ailleurs d'une mise à disposition des équipements sportifs communautaires.

Par ailleurs, la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique, dite « Loi engagement et proximité », et notamment son article 3, sont venus modifier le Code général des collectivités territoriales en supprimant la notion de « *compétence optionnelle* ». Désormais, les communautés d'agglomération se voient transférer des compétences obligatoires et peuvent se voir transférer des compétences « *supplémentaires* » par les communes membres. Il convient donc de modifier les statuts quant à la présentation des compétences pour les adapter à cette évolution.

L'article 5 des statuts de la Communauté d'agglomération Beaune Côte et Sud serait donc modifié comme suit :

1. Les titres des items 5-2 et 5-3 « *Compétences optionnelles* » et « *Autre compétences* » sont supprimés et remplacés par un titre d'item « *Compétences supplémentaires* » et sont renumérotées pour se suivre.
2. Il est intégré au sein de ce nouvel item « *Compétences supplémentaires* », la compétence suivante : « *soutien aux associations de sport collectif disposant d'un centre de formation et bénéficiant d'un agrément du ministre chargé des sports* ».

Il est donc proposé au Conseil communautaire de se prononcer sur la modification des statuts de la Communauté d'agglomération Beaune Côte et Sud pour :

- d'une part revoir la présentation des compétences figurant à l'article 5 ;
- d'autre part, étendre sa compétence en matière sportive en intégrant la compétence « *soutien aux associations de sport collectif disposant d'un centre de formation et bénéficiant d'un agrément du ministre chargé des sports* ».

Conformément à l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales, la modification des statuts est soumise à l'accord des communes membres qui disposent d'un délai de trois mois, à compter de la notification de la présente délibération, pour se prononcer. La modification des statuts sera ensuite prononcée par arrêté préfectoral sous réserve de recueillir l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.

Au-delà de ce délai, la décision est réputée favorable.

DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- DECIDE la modification des statuts de la Communauté d'agglomération en y intégrant la compétence supplémentaire suivante : « *Article 5-2.20 : soutien aux associations de sport collectif disposant d'un centre de formation et bénéficiant d'un agrément du ministre chargé des sports* » ;
- SOLLICITE les avis des communes membres de la Communauté d'agglomération relatifs à la modification des statuts en application de l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales ;
- APPROUVE la mise à jour des statuts tels qu'annexés ;
- AUTORISE le Président à effectuer toute démarche nécessaire à la procédure de modification des statuts.


**MODIFICATION ET MISE A JOUR DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION****RAPPORTEUR : M. SUGUENOT**

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Envoyé en préfecture le 29/02/2024
Reçu en préfecture le 29/02/2024
Publié le 04/03/2024
ID : 021-200006682-20240226-CC_24_003-DE



Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le **PRESIDENT** et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES


Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

STATUTS

ARTICLE 1 : NOM ET COMPOSITION

En application des articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est formé une Communauté d'Agglomération dénommée :

BEAUNE, CÔTE ET SUD – COMMUNAUTE BEAUNE-CHAGNY-NOLAY

Cette communauté est constituée entre les communes désignées ci-après :

ALOXE-CORTON,
AUBIGNY LA RONCE,
AUXEY-DURESSES,
BAUBIGNY,
BEAUNE,
BLIGNY-LES-BEAUNE,
BOUILLAND,
BOUZE-LES-BEAUNE,
CHAGNY,
CHANGE,
CHASSAGNE MONTRACHET,
CHAUDENAY,
CHEVIGNY-EN-VALIERE,
CHOREY-LES-BEAUNE,
COMBERTAULT,
CORBERON,
CORCELLES-LES-ARTS,
CORGENGOUX,
CORMOT- VAUCHIGNON,
CORPEAU,
DEZIZE LES MARANGES,
EBATY,
ECHEVRONNE,
LA ROCHEPOT,
LADOIX-SERRIGNY,
LEVERNOIS,
MARIGNY-LES-REULLEE,
MAVILLY-MANDELLOT,
MELOISEY,
MERCEUIL,
MEURSANGES,
MEURSAULT,
MOLINOT,
MONTAGNY-LES-BEAUNE,
MONTHELIE,
NANTOUX,
NOLAY,
PARIS L'HOPITAL,
PERNAND-VERGELESSES,
POMMARD,
PULIGNY MONTRACHET,
RUFFEY-LES-BEAUNE,
SAINT AUBIN,
SAINTE-MARIE-LA BLANCHE,

SAINT-ROMAIN,
SANTENAY,
SANTOSSE,
SAVIGNY-LES-BEAUNE,
TAILLY,
THURY,
VAL-MONT
VIGNOLES,
VOLNAY.

Cette communauté pourra donner lieu à des adhésions de communes volontaires à cet effet, y compris, le cas échéant, si ces communes sont à ce jour membres de communautés de communes (art. L. 5211-18 et L. 5214-26 du CGCT).

ARTICLE 2 : DUREE

La Communauté est instituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 3 : SIEGE

Le siège de la Communauté est fixé au 14 de la rue Philippe Trinquet, à BEAUNE.

En application des dispositions de l'article L. 5211-11 du CGCT, le conseil de communauté peut se réunir en son siège ou dans un lieu choisi par le conseil de communauté dans l'une des communes membres.

Le siège de la communauté pourra être transféré à la suite d'une modification statutaire conforme aux dispositions de l'article L. 5211-20 du CGCT.

ARTICLE 4 : OBJET

Les espaces composant la communauté sont riches de leurs synergies et de leur diversité, Ces espaces forment un ensemble cohérent, issu d'ailleurs de solidarités solidement enracinées.

C'est pourquoi, ces espaces ont décidé, conformément aux dispositions de l'article L. 5216-1 du CGCT, de former une communauté d'agglomération visant à associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité en vue d'élaborer et conduire ensemble un projet commun et urbain de développement et d'aménagement de leur territoire, en synergie entre espaces ruraux et urbains du territoire.

ARTICLE 5 : COMPETENCES

La communauté a pour compétences :

5-1. Compétences obligatoires

5-1.1. En matière de développement économique :

5-1.1.1. Actions de développement économique d'intérêt communautaire dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du Code général des collectivités territoriales ;

5-1.1.2. Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

5-1.1.3. Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;

5-1.1.4 Promotion du tourisme, dont la création d'office du tourisme ;

5-1.2. En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

5-1.2.1. Schéma de cohérence territoriale (SCOT) et schéma de secteur ;

5-1.2.2. Création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;

5-1.2.3. Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du Code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même Code.

5-1.3. En matière d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire :

5-1.3.1. Programme local de l'habitat ;

5-1.3.2. Politique du logement d'intérêt communautaire ;

5-1.3.3. Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;

5-1.3.4. Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;

5-1.3.5. Actions, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;

5-1.3.6. Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

5-1.4. En matière de politique de la ville dans la communauté :

5-1.4.1. Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

5-1.4.2 Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

5-1.4.3 Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5-1.5 En matière de gestion et prévention des milieux aquatiques

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau ainsi que l'accès à ce canal, à ce lac ou à ce plan ;
- La défense contre les inondations et contre la mer ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

5-1.6 En matière d'accueil des gens du voyage : Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° et 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-64 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

5-1.7 Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés

5-2. Compétences supplémentaires

5-2.1. En matière de voirie :

5-2.1.1. Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ;

5-2.1.2. Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire.

5-2.2. Assainissement :

Intégralité de la compétence (assainissement collectif et autonome ; zonages en la matière).

5-2.3. Eau

5-2.4. En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie

5-2.4.1 Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques des trois bassins situés sur le territoire communautaire ;

5-2.4.2 Lutte contre la pollution de l'air ;

5-2.4.3 Lutte contre les nuisances sonores ;

5-2.4.4 Soutien aux actions de maîtrise de la demande de l'énergie.

5-2.5. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

5-2.6 Action sociale d'intérêt communautaire.

5-2.7 Création et gestion des maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrés.

5-2.8 Politique de circulation douce ;

5-2.9 Charte paysagère ;

5-2.10 Etudes à l'échelle de la communauté en matière de préservation du patrimoine naturel et environnemental, ainsi que du patrimoine bâti ;

5-2.11 Etude de prise de compétences en matière scolaire (écoles primaires et maternelles), parascolaire (classes vertes et de découverte) ;

5-2.12 Relais d'assistantes maternelles ;

5-2.13 Police municipale intercommunale ; Gardes champêtres intercommunaux ;

5-2.14 Fourrière animale intercommunale ;

5-2.15 Soutien par le système associatif de l'initiation et du perfectionnement à l'enseignement de la musique ;

5-2.16 Intégralité de la compétence extrascolaire incluant la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements extra scolaires ;

5-2.17 Intégralité de la compétence périscolaire incluant la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements périscolaires ;

5-2.18 Construction, aménagement, entretien et gestion des structures d'accueil de la petite enfance ;

5-2.19 Grands équipements touristiques structurants conciliant développement économique et préservation des éléments constitutifs du paysage et de l'identité du territoire répondant à au moins trois des six critères suivants :

- 1- Contribuer à la diversification de l'offre touristique du territoire
- 2- Etre implantés sur plusieurs communes
- 3- Répondre au concept Loisirs/ Nature
- 4- Avoir une répercussion sur la durée du séjour
- 5- Contribuer à augmenter le potentiel d'accueil sur le territoire
- 6- Prendre en compte l'intégration du handicap

5-2.20 Soutien aux associations de sport collectif disposant d'un centre de formation et bénéficiant d'un agrément du ministre chargé des sports.

5-3. Limites des transferts de compétences

Dans tous les domaines sus énumérés, seules sont dévolues à la communauté d'agglomération, les attributions relevant des compétences des conseils municipaux, à l'exclusion des pouvoirs propres du Maire et des compétences relevant d'autres organismes, sauf régime juridique le permettant expressément.

5-5. Assistance aux communes

La communauté pourra assister les communes en tant que maître d'ouvrage délégué via des conventions de mandat (loi du 12 juillet 1985), en tant que co-maître d'ouvrage (ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004), en tant que prestataire de services ou par tout autre moyen légal (notamment ceux des articles L. 5216-7-1 et II de l'article L. 5211-4-1 du CGCT modifié par la loi du 13 août 2004), à la demande desdites communes.

La communauté mettra aussi en place un service intercommunal de contrôle en matière d'hygiène et de sécurité, dont la sécurité des installations sportives et des aires de jeu, à l'exclusion des pouvoirs de police administrative. Ce service, créé pour les besoins des équipements de la communauté, pourra être mis à la disposition des communes membres en tant que de besoin, par exemple via le régime du II de l'article L. 5211-4-1 du CGCT.

Naturellement, si ces prestations ou assistances doivent être précédées de procédures de mises en concurrence et/ou de publicité, communes et communauté s'y plieront en respectant scrupuleusement ces règles.

Dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des marchés publics, la communauté et des communes membres pourront aussi constituer des groupements de commandes.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXERCICE DES COMPETENCES

Conformément aux dispositions du III de l'article L. 5216-5 du CGCT, l'intérêt communautaire des compétences sus énumérées, exercées par la communauté

d'agglomération, est déterminé à la majorité des deux tiers des membres du conseil de la communauté d'agglomération.

Conformément aux dispositions du V de l'article L. 5216-5 du CGCT, par convention passée avec le département, la communauté d'agglomération peut exercer pour le département tout ou partie des compétences d'aide sociale que celui-ci lui confie.

Conformément aux dispositions du VI de l'article L. 5216-5 du CGCT, la communauté d'agglomération et les communes peuvent recourir au régime des fonds de concours, dans les limites prévues par lesdites dispositions.

La communauté peut acquérir des terrains, constituer des réserves foncières ou recourir au régime de l'expropriation pour l'exercice de ses compétences statutaires.

Le droit de préemption urbain :

- peut être, conformément aux dispositions en vigueur, délégué par les communes au cas par cas ;
- peut être délégué à la communauté d'agglomération dans les zones d'activités économiques qui auront été déclarées d'intérêt communautaire et dans les ZAC qui auront été déclarées d'intérêt communautaire, soit au cas par cas, soit de plein droit dans les conditions fixées par le Code de l'urbanisme ;
- peut être délégué à la communauté d'agglomération dans les périmètres fixés, après délibération concordante de la ou des communes concernées, par le conseil de communauté pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat, conformément aux dispositions du II^{bis} de l'article L. 5216-5 du CGCT.

La communauté a la faculté de conclure, avec des tiers non membres, collectivités territoriales, établissements public de coopération intercommunale ou autres, pour des motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal pour les membres de la communauté, des contrats portant notamment sur des prestations de service, à la condition que l'objet desdits contrats se limite toujours aux domaines de compétences exercés à titre principal par la communauté d'agglomération dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-57 du CGCT, les décisions du conseil communautaire dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil communautaire.

ARTICLE 7 : LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

La communauté est administrée par un conseil communautaire composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes intéressées parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue.

La durée du mandat de chaque membre du conseil communautaire est celle de son mandat municipal. Tout conseil municipal peut, à tout moment, changer ses délégués au sein du conseil communautaire.

ARTICLE 8 : REPARTITION DES SIEGES

Les sièges au sein du conseil de communauté sont répartis par arrêté préfectoral.

ARTICLE 9 : LE PRESIDENT

Le Président est l'organe exécutif de la communauté. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes de la communauté.

Il est le chef des services de la communauté. Il représente celle-ci en justice.

Le Président est élu parmi les membres du Conseil communautaire.

Le mandat du Président prend fin en même temps que celui des membres du conseil communautaire.

ARTICLE 10 : LE BUREAU

Le Conseil de communauté élit en son sein un bureau composé d'un président, de vice-présidents et éventuellement d'autres membres.

Les membres du Bureau ne disposent pas de suppléant.

Le nombre de vice-Présidents est librement déterminé par le conseil communautaire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif de celui-ci.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du conseil communautaire.

ARTICLE 11 : LE REGLEMENT INTERIEUR

Le conseil communautaire adoptera un règlement intérieur fixant, en particulier, les règles de fonctionnement du conseil, du bureau et des commissions, les modalités de tenue du débat d'orientations budgétaires, le régime des questions écrites ou orales en séance.

ARTICLE 12 : RECEVEUR

Les fonctions de receveur sont exercées par le trésorier de NOLAY.

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE PERSONNEL

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 du CGCT :

- Le transfert de compétences à la communauté entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre.

- Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à la communauté sont transférés à celle-ci tout continuant de bénéficier des conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

- Les modalités concrètes de ce transfert, comme il l'est prévu par l'article susvisé du CGCT, fera l'objet d'une décision conjointe de la commune et de la communauté, prise respectivement après avis du comité technique paritaire compétent pour la commune et, s'il existe, du comité technique paritaire compétent pour la communauté.

- Les questions relatives à la situation des fonctionnaires territoriaux exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré seront réglées par convention entre les communes et la communauté après avis des commissions administratives paritaires concernées, dans le respect des conditions de statut et d'emploi fixées par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- En tout état de cause, les agents transférés en vertu des alinéas précédents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable.

Ce régime s'applique également aux agents des structures intercommunales concernées par un transfert de compétences du syndicat vers la communauté en application des dispositions des articles L. 5216-6 et L. 5216-7 du CGCT.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS PATRIMONIALES

Le transfert de compétences entraîne obligatoirement la mise à disposition des biens, d'équipement, des services nécessaires à l'exercice de ces compétences et la substitution de la Communauté dans tous les droits et obligations des communes (emprunts, délégation de service public, contrats, etc...), dans les conditions et les limites prévues par les dispositions du III de l'article L. 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il en va de même en cas d'extension du périmètre ou des compétences de la communauté en application des dispositions du CGCT.

Le CGCT impose que le transfert des compétences à la communauté entraîne de plein droit l'application, à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1 du CGCT.

Conformément à la jurisprudence (CE, 18 décembre 2002, Commune de Saint-Gély-du-Fesc ; CE, 22 novembre 2002, Cnes de Beaulieu-sur-mer, req.n°244.138), les modalités de transfert des biens immobiliers affectés aux ZAC et aux zones d'activités économiques pourront être définies entre la date de création de la communauté et la date de définition de l'intérêt communautaire par délibérations à la majorité qualifiée des conseils municipaux.

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Les recettes du budget de la communauté d'agglomération comprennent :

1° Les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 nonies C et à l'article 1609 nonies D du code général des impôts ;

2° Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté d'agglomération ;

3° Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;

4° Les subventions et dotations de l'Etat, de la région, du département et des communes ;

5° Le produit des dons et legs ;

6° Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;

7° Le produit des emprunts ;

8° Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L. 2333-64 du CGCT.

Les dépenses de la communauté d'agglomération seront prévues dans son ou ses budgets, avec notamment l'inscription des dépenses obligatoires, au nombre desquelles figurera l'attribution de compensation à verser aux communes membres.

ARTICLE 16 : HIERARCHIE DES NORMES

Les règles législatives et réglementaires en vigueur, autres que supplétives, l'emportent le cas échéant, notamment en cas de modification législative ou réglementaire, sur les dispositions des présents statuts. Notamment, en cas de modification de la numérotation des dispositions du CGCT ou de changement de code applicable à la communauté d'agglomération, les nouvelles dispositions l'emporteraient sur celles des présents statuts et il conviendrait de se reporter, alors, aux nouvelles dispositions en vigueur ou, le cas échéant, aux dispositions inchangées mais renumérotées.

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_004-DE



Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 90

Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58

Nombre de Procurations : 18

Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

REHABILITATION DE LA BAIGNADE A FILTRATION NATURELLE DE MONTAGNY-LES-BEAUNE : APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT
RAPPORTEUR : M. THOMAS

Par délibération n° CC/23/090 du 11 décembre 2023, le Conseil communautaire a approuvé le programme des travaux pour la réhabilitation de la Baignade à filtration naturelle de Montagny-les-Beaune « Beaune Côté Plage ».

Il convient aujourd'hui de délibérer pour approuver le plan de financement de l'opération et ainsi solliciter des subventions auprès des financeurs potentiels.

Le plan de financement ci-dessous est ainsi présenté :

Dépenses HT :

| | |
|---|-----------------------|
| Travaux : | 1 831 748.00 € |
| Maîtrise d'œuvre : | 192 466.82 € |
| Bureau de contrôle technique : | 0.00 € |
| Bureau de coordination SPS : | 4 200.00 € |
| Autres : | |
| - Contrôle extérieur : - Relevé topographique : | 15 000.00 € |
| | 8 240.00 € |
| TOTAL HT : | 2 051 654.82 € |
| TVA 20 % : | 410 330.96 € |
| Total TTC : | 2 461 985.78 € |

Recettes :

| | |
|---|----------------------------------|
| Etat (<i>DETR</i>) : | 718 079.19 € (35.00 %) |
| Conseil Départemental : (<i>Dispositif Grand Projet</i>) | 500 000.00 € (24.37 %) |
| Conseil Régional Bourgogne Franche Comté : (<i>Contrat de Pays/Région</i>) | 215 000.00 € (10.48 %) |
| Autofinancement : | 618 575.63 € (30.15 %) |
| TOTAL FINANCEMENTS : | 2 051 654.82 € (100.00 %) |

DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, par 75 voix pour et 1 abstention,

- APPROUVE le plan de financement de la réhabilitation de la baignade de Montagny-les-Beaune tel que présenté,
- AUTORISE le Président ou son représentant à solliciter les subventions des partenaires institutionnels,
- AUTORISE le Président ou son Représentant à signer toute convention, ou document à intervenir.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

| |
|--|
| <p>Envoyé en préfecture le 29/02/2024 Reçu en préfecture le 29/02/2024 Publié le 04/03/2024</p> <p style="text-align: right;">S²LO</p> <p>ID : 021-200006682-20240226-CC_24_004-DE</p> |
|--|

Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_005-DE



Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 90

Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58

Nombre de Procurations : 18

Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** Titulaires : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

ZAC DES CERISIERES : CESSION DE TERRAIN AU PROFIT DE LA SOCIETE ARGAN
RAPPORTEUR : M. SUGUENOT

Par courrier en date du 19 janvier 2024, M. Guilhem DONNARIEIX, Directeur commercial de la société ARGAN a fait part de son souhait d'acquérir le lot 1 de la ZAC des Cerisières, représentant une superficie d'environ 17 197 m², sis sur la parcelle cadastrée numéro EA 347 à BEAUNE, au prix de 60€HT/m², après négociation et avis formulé de la DGFIP.

Le lot 1 avait été précédemment cédé, par délibération en date du 18 mars 2021, à la société Sarl CARGOHUB Capital. La cession n'a pas pu aboutir dans les conditions fixées.

La société ARGAN est une foncière familiale spécialisée dans le développement et la location d'entrepôts logistiques et sites de fabrication PREMIUM. Elle souhaite acquérir ce foncier afin d'accompagner l'installation d'une entreprise du secteur santé-pharma sur le territoire, qui construira un centre de site de distribution de 7000 m², avec pour ambition d'accueillir environ 40 emplois.

Afin de pouvoir réserver d'une manière ferme ces terrains, un compromis de vente pourrait être signé, au prix énoncé, en demandant le versement d'un acompte de 10% du prix HT lors de la signature du compromis, et le paiement du solde à la réitération par acte authentique.

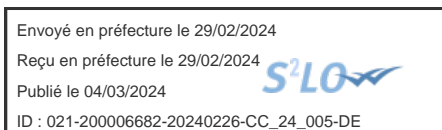
DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- AUTORISE la cession du lot 1 de la ZAC des Cerisières, d'une emprise de 17 197 m², sis sur la parcelle cadastrée numéro EA 347 à BEAUNE, au prix de 60€HT/m², au profit de la société ARGAN ou à toute autre personne physique ou morale qui s'y substituerait,
- FIXE la validité de cette offre à 6 mois à compter de la date de délibération,
- AUTORISE le demandeur à déposer un permis de construire avant que le transfert de propriété ne soit effectif,
- AUTORISE le demandeur à réaliser l'étude de sol sur ce terrain, avant que le transfert de propriété ne soit effectif,
- AUTORISE le Président ou son représentant, à signer tout acte ou document relatif à la cession de ce terrain.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

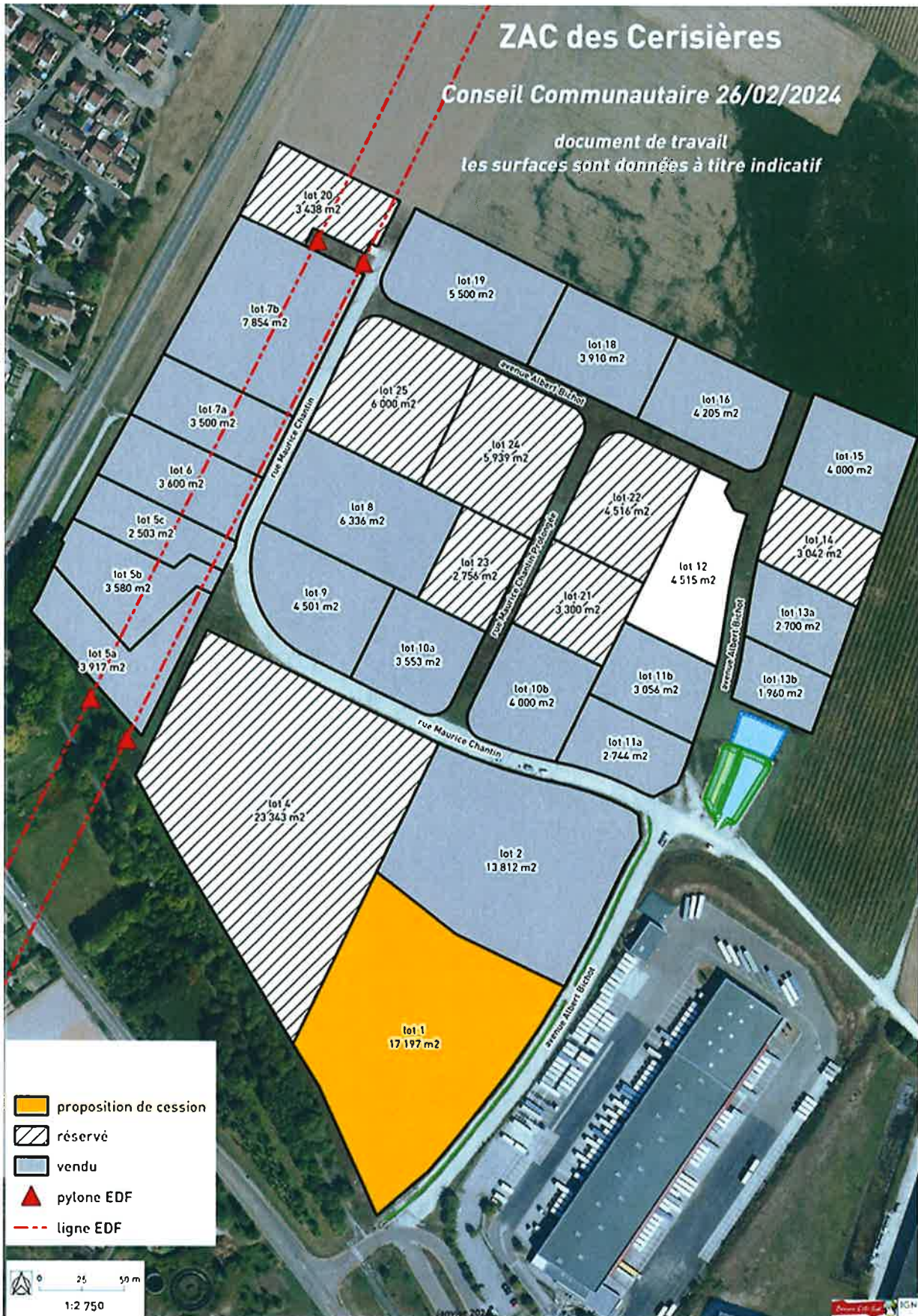
Pour extrait certifié conforme,
 LE PRESIDENT
 pour le PRESIDENT et par délégation
 LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES



Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »



Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_006-DE



| |
|--|
| <p>Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024 Nombre de Conseillers en exercice : 90 Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58 Nombre de Procurations : 18 Nombre de Votants : 76</p> |
|--|

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président

Présents : *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,

Suppléants : M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),

Délégués ayant donné procuration :

Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,

Délégués absents non représentés :

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

ZAC DU PRÉ FLEURY – PHASE 2 : CESSION DE TERRAINS AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ ŒUF DE BEAUNE

RAPPORTEUR : M. SUGUENOT

Par courrier en date du 28 décembre 2023, Madame Virginie FOURNIER, représentante de la société Œuf de Beaune a confirmé son souhait d'acquérir les lots 9 à 14 de la ZAC du Pré Fleury, représentant une superficie d'environ de 16 620 m², à prendre sur les parcelles cadastrées AB 86, AB87, AB88, AB89, AB90, AB91, AB93, à CHAGNY, propriété de la Communauté d'Agglomération. L'emprise exacte devra être déterminée par un géomètre.

Le prix est de 50€ HT/m², après négociation tenant compte d'une surface de plus de 1,5 ha conduisant à réduire le coût des viabilités au m² et après avis formulé de la DGFIP.

La société Œuf de Beaune souhaite acquérir ces lots afin de développer son activité de production de cuves en béton de forme ovoïdes utilisées pour la vinification ou l'élevage, contribuant notamment à leur micro-oxygénation.

La société souhaite construire des locaux de 4000 m² pour stocker les produits finis et les matériaux, préparer et recevoir les commandes avec ses camions.

La surface plancher attribuée à ces lots est de 23 300 m², celle-ci étant calculée selon la constructibilité totale affectée à la zone, phases 1 et 2, soit 200 000 m² au prorata de la superficie du terrain (cf. délibération du Conseil Communautaire du 10 février 2014), la surface cessible étant de 142 400 m².

Afin de pouvoir réserver d'une manière ferme ce terrain, un compromis de vente pourrait être signé au prix énoncé, en demandant le versement d'un acompte de 10% du prix HT lors de la signature du compromis, et le paiement du solde à la réitération par acte authentique.

Enfin, la société Œuf de Beaune a fait part de sa demande que les lots 8 et 15 puissent lui être réservés dans le cadre d'un projet de développement de son activité dans une deuxième phase. Il est proposé le principe d'une option sur ces 2 lots sous réserve de présentation d'un projet dans un délai de 12 mois.

DECISION


Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- AUTORISE la cession des lots 9 à 14 de de la phase 2 du Pré Fleury représentant une superficie de 16 620 m² à prendre sur les parcelles cadastrées AB 86, AB87, AB88, AB89, AB90, AB91, AB93, à CHAGNY, au prix de 50€ HT/m², au profit de la société Œuf de Beaune, ou à toute autre personne physique ou morale qui s'y substituerait,
- FIXE la validité de cette offre à 6 mois à compter de la présente délibération,
- AUTORISE le demandeur à déposer un permis de construire avant que le transfert de propriété ne soit effectif,

- AUTORISE le demandeur à réaliser l'étude de sol sur ce terrain, avant que le transfert de propriété ne soit effectif,
- AUTORISE le Président, ou son représentant, à signer tout acte ou documents relatifs à la cession de ces terrains,
- VALIDE le principe d'une option sur les lots 8 et 15 au profit de la société Œuf de Beaune pour permettre un développement ultérieur, sous condition de présenter un projet dans un délai de 12 mois, à compter de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

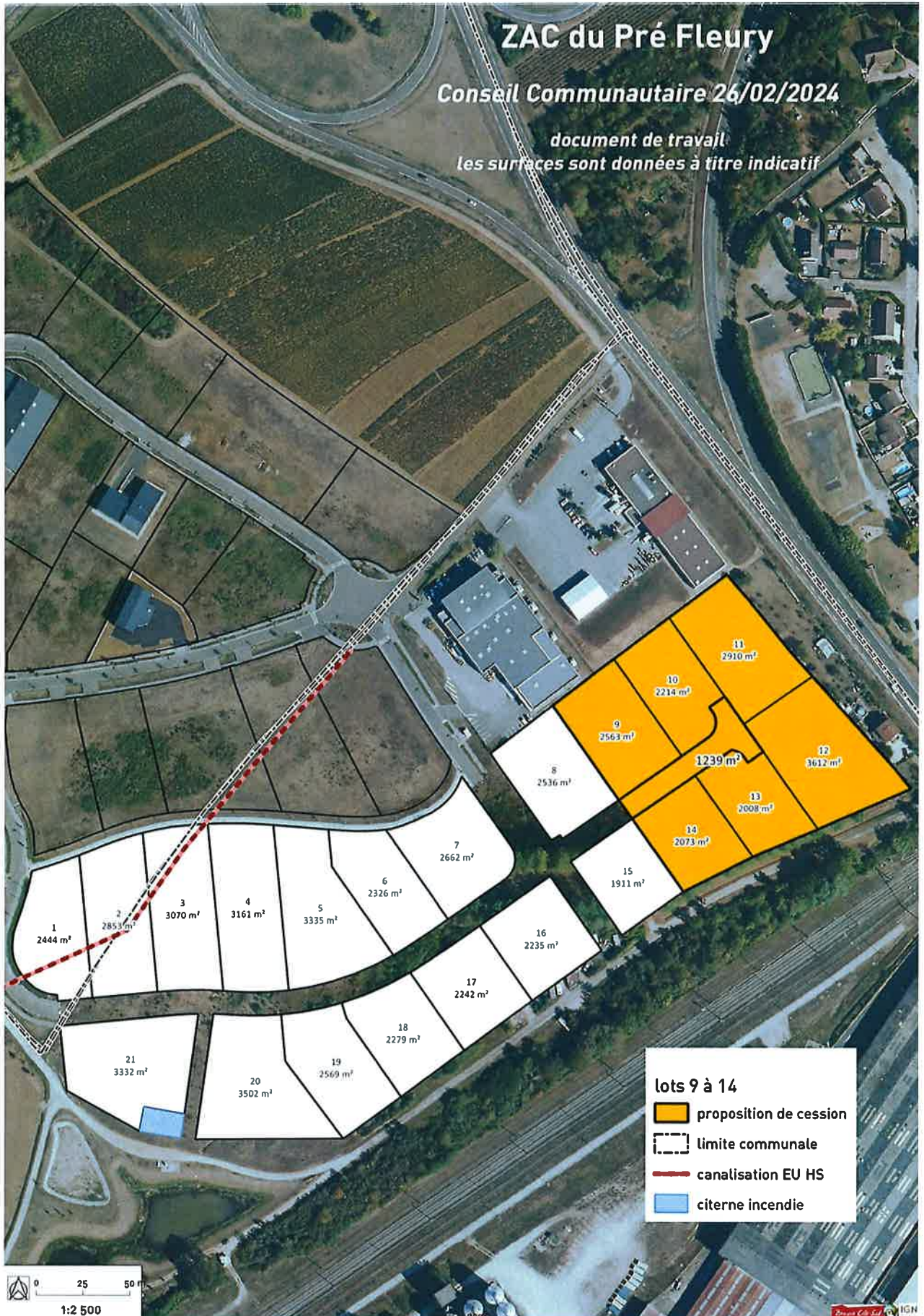
Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

| |
|--|
| <p>Envoyé en préfecture le 29/02/2024 Reçu en préfecture le 29/02/2024 Publié le 04/03/2024 ID : 021-200006682-20240226-CC_24_006-DE</p>  |
|--|


Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »



Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_007-DE

**Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024****Nombre de Conseillers en exercice : 90****Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58****Nombre de Procurations : 18****Nombre de Votants : 76****Présidence de :** M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

BILAN FINANCIER 2023 DU SERVICE ADS PAR COMMUNE BENEFICIAIRE
RAPPORTEUR : M. BOLZE

Suite à l'abandon des missions d'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) par la Direction Départementale des Territoires (DDT), le Conseil communautaire a décidé, par délibération du 17 février 2015, la création d'un service commun d'instruction pour les communes ne disposant pas des moyens nécessaires pour assurer ces missions.

Par cette même délibération, il a approuvé l'organisation du service ainsi que le dispositif de facturation de la prestation aux communes bénéficiaires. Une convention de mise à disposition du service signée avec chaque commune adhérente détaille cette organisation.

31 Communes sont actuellement adhérentes au service : 25 sont dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) et 6 d'une carte communale. Le nombre de dossiers à traiter est stable depuis 4 ans, environ 1000 dossiers par an (1019 en 2023).

La répartition du coût du service pour l'année 2023, par Commune bénéficiaire, et le bilan d'activité du service sont joints en annexe (annexes 1 à 3). Il est rappelé que le coût par commune est établi sur la base du coût réel du service composé des charges fixes (masse salariale principalement) et de charges variables (affranchissement en particulier). Ce coût est rapporté au nombre et au type d'actes traités sur l'année (pondération) pour obtenir un coût à l'acte, et un coût par commune.

DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- APPROUVE la répartition du coût réel du service ADS, pour l'année 2023 par Commune bénéficiaire.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Envoyé en préfecture le 29/02/2024
 Reçu en préfecture le 29/02/2024
 Publié le 04/03/2024
 ID : 021-200006682-20240226-CC_24_007-DE



Pour extrait certifié conforme,
 LE PRESIDENT
 pour le PRESIDENT et par délégation
 LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »



communauté d'agglomération
www.beaunecoteetsud.com

Modalités de calcul du coût du service ADS

Année 2023

Comme prévu par convention conclue entre chaque commune adhérente et la Communauté d'Agglomération BEAUNE, Côte et Sud, la facturation annuelle est établie sur la base du coût réel du service et en fonction des prestations bénéficiant aux communes.

Les prix unitaires des actes, pour l'année 2023, sont les suivants :

- Certificat d'urbanisme a (simple information) - Cua : 50,62 €,
- Certificat d'urbanisme b (opérationnel) - CUb : 101,25 €,
- Déclaration préalable - DP : 151,87 €,
- Permis de construire - PC : 253,12 €,
- Permis d'aménager - PA : 354,37 €,
- Permis de démolir - PD : 177,18 €,

Éléments de calculs :

Pour l'année 2023, le coût complet de fonctionnement du service peut être établi en fonction des éléments suivants :

- Adhésion de 31 communes

| | | | |
|----------------------|--------------------|---------------------|-------------------------|
| Baubigny | Corberon | Marigny-les-Reullés | Ruffey-les-Beaune |
| Bligny-les-Beaune | Corcelles-les-Arts | Mavilly-Mandelot | Sainte-Marie-la-Blanche |
| Bouilland | Corgengoux | Meloisey | Saint Romain |
| Bouze-les-Beaune | Corpeau | Merceuil | Santenay |
| Chassagne Montrachet | Ebaty | Meursault | Savigny-les-Beaune |
| Chaudenay | Ladoix-Serrigny | Montagny-les-Beaune | Tailly |
| Chorey-les-Beaune | La Rochepot | Nolay | Vignoles |
| Combertault | Levernois | Pernand-Vergelesses | |

- **Volume d'acte de 1019 dossiers** sur les 31 communes susmentionnées ;
- **Charges fixes d'exploitation :**
 - o Masse salariale correspondant à 2 instructeurs, 1 attaché en charge de la gestion du service et appui du Directeur : **155 715 €** ;
 - o Charges récurrentes d'exploitation (matériel, frais RGPD, hébergement, maintenance) : **4462 €**
- **Charges variables d'exploitation :**
 - o Affranchissement : **4292,83 €**
 - o Formation : **912 €**
 - o Forfait de fourniture administrative (1€ dossier) : **1019 €**

→ Le coût réel de fonctionnement du service est de 166 400,83 €

Les actes ne comportent pas la même complexité et, par conséquent, ne nécessitent pas le même volume de travail. Le calcul du prix de revient des différentes autorisations a donc fait l'objet de la pondération suivante sur la base d'un acte de référence : le permis de construire.

Un permis de construire est donc égal à 1, la pondération des autres actes est la suivante : certificat d'urbanisme simple (0,2), certificat d'urbanisme opérationnel (0,4), déclaration préalable (0,6), permis de démolir (0,7), permis de construire et permis valant division (1), permis d'aménager (1,4).

Le coût de revient pour un permis de construire (acte de référence) est déterminé sur la base des coûts réels constatés. Il est corrigé du coefficient de pondération par acte pour obtenir le coût de revient des autres types d'acte.

Evolution du coût des actes depuis 2010

Le coût des actes étant déterminé à partir du cout réel du service (masse salariale, affranchissement et du nombre d'actes traités dans l'année, pour garantir un strict équilibre financier, il évolue donc nécessairement chaque année. Cette indication est donc purement indicative.

| Types d'actes | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Moyenne 2015 - 2023 |
|-----------------------|----------|----------|----------|----------|---------------------|
| Cua | 51,47 € | 42,70 € | 49,95 € | 50,62 € | 52,79 € |
| Cub | 102,93 € | 85,40 € | 99,89 € | 101,25 € | 105,58 € |
| DP | 154,40 € | 128,11 € | 149,84 € | 151,87 € | 158,37 € |
| PC | 257,33 € | 213,51 € | 249,74 € | 253,12 € | 263,88 € |
| PA | 360,26 € | 298,91 € | 349,63 € | 354,37 € | 369,53 € |
| PD | 180,13 € | 149,46 € | 174,82 € | 177,18 € | 184,77 € |
| | | | | | |
| Nombre d'actes | 978 | 1012 | 1056 | 1056 | 1016 |
| Adhérents | 31 | 31 | 31 | 31 | |

SERVICE ADS - Communauté d'Agglomération de Beaune Côte et Sud

Annexe 2 : Coût du service par commune bénéficiaire pour l'année 2023

Montant du fonds de concours soumis à l'approbation du conseil communautaire du 25 mars 2024

| Communes | Cua | 50,62 | Cub | 101,25 | DP | 151,87 | PC | 253,12 | PD | 177,18 | PA | 354,37 | Total actes | Total Coût 2023 |
|-------------------------|------------|-------------|-----------|-------------|------------|--------------|------------|--------------|-----------|-------------|-----------|-------------|-------------|---------------------|
| Baubigny | 1 | 50,62 | 3 | 303,74 | 1 | 151,87 | 3 | 759,36 | 1 | 177,18 | 0 | 0,00 | 9 | 1 442,78 € |
| Bligny-les-Beaune | 23 | 1164,35 | 2 | 202,50 | 27 | 4100,54 | 15 | 3796,79 | 1 | 177,18 | 2 | 708,73 | 70 | 10 150,10 € |
| Bouilland | 0 | 0,00 | 2 | 202,50 | 9 | 1366,85 | 4 | 1012,48 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 15 | 2 581,82 € |
| Bouze-les-Beaune | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 6 | 911,23 | 1 | 253,12 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 7 | 1 164,35 € |
| Chassagne Montrachet | 20 | 1012,48 | 3 | 303,74 | 5 | 759,36 | 8 | 2024,96 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 36 | 4 100,54 € |
| Chaudenay | 0 | 0,00 | 4 | 404,99 | 35 | 5315,51 | 10 | 2531,20 | 0 | 0,00 | 2 | 708,73 | 51 | 8 960,43 € |
| Chorey-les-Beaune | 24 | 1214,97 | 0 | 0,00 | 25 | 3796,79 | 3 | 759,36 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 52 | 5 771,13 € |
| Combertault | 0 | 0,00 | 1 | 101,25 | 22 | 3341,18 | 4 | 1012,48 | 0 | 0,00 | 1 | 354,37 | 28 | 4 809,27 € |
| Corberon | 0 | 0,00 | 5 | 506,24 | 6 | 911,23 | 7 | 1771,84 | 2 | 354,37 | 0 | 0,00 | 20 | 3 543,67 € |
| Corcelles-les-Arts | 8 | 404,99 | 3 | 303,74 | 13 | 1974,33 | 6 | 1518,72 | 0 | 0,00 | 1 | 354,37 | 31 | 4 556,15 € |
| Corgengoux | 0 | 0,00 | 1 | 101,25 | 5 | 759,36 | 9 | 2278,08 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 15 | 3 138,68 € |
| Corpeau | 0 | 0,00 | 2 | 202,50 | 37 | 5619,26 | 2 | 506,24 | 2 | 354,37 | 0 | 0,00 | 43 | 6 682,36 € |
| Ebatty | 7 | 354,37 | 2 | 202,50 | 5 | 759,36 | 1 | 253,12 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 15 | 1 569,34 € |
| Ladoix-Serrigny | 4 | 202,50 | 5 | 506,24 | 23 | 3493,05 | 20 | 5062,39 | 2 | 354,37 | 2 | 708,73 | 56 | 10 327,28 € |
| La Rochepot | 0 | 0,00 | 2 | 202,50 | 16 | 2429,95 | 5 | 1265,60 | 0 | 0,00 | 1 | 354,37 | 24 | 4 252,41 € |
| Levernois | 1 | 50,62 | 3 | 303,74 | 13 | 1974,33 | 10 | 2531,20 | 1 | 177,18 | 0 | 0,00 | 28 | 5 037,08 € |
| Marigny les Reuillée | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 1 | 253,12 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 1 | 253,12 € |
| Mavilly-Mandelot | 23 | 1164,35 | 0 | 0,00 | 6 | 911,23 | 2 | 506,24 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 31 | 2 581,82 € |
| Meloisey | 0 | 0,00 | 3 | 303,74 | 12 | 1822,46 | 4 | 1012,48 | 3 | 531,55 | 0 | 0,00 | 22 | 3 670,23 € |
| Merceuil | 0 | 0,00 | 3 | 303,74 | 21 | 3189,31 | 3 | 759,36 | 1 | 177,18 | 0 | 0,00 | 28 | 4 429,59 € |
| Meursault | 0 | 0,00 | 1 | 101,25 | 44 | 6682,36 | 36 | 9112,31 | 0 | 0,00 | 2 | 708,73 | 83 | 16 604,65 € |
| Montagny-les-Beaune | 0 | 0,00 | 2 | 202,50 | 7 | 1063,10 | 5 | 1265,60 | 0 | 0,00 | 1 | 354,37 | 15 | 2 885,56 € |
| Nolay | 0 | 0,00 | 4 | 404,99 | 34 | 5163,64 | 8 | 2024,96 | 1 | 177,18 | 0 | 0,00 | 47 | 7 770,77 € |
| Pernand Vergelesses | 23 | 1164,35 | 1 | 101,25 | 25 | 3796,79 | 4 | 1012,48 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 53 | 6 074,87 € |
| Ruffey-les-Beaune | 0 | 0,00 | 1 | 101,25 | 36 | 5467,38 | 6 | 1518,72 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 43 | 7 087,35 € |
| Sainte-Marie-la-Blanche | 0 | 0,00 | 3 | 303,74 | 17 | 2581,82 | 13 | 3290,55 | 1 | 177,18 | 6 | 2126,20 | 40 | 8 479,51 € |
| Saint Romain | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 14 | 2126,20 | 2 | 506,24 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 16 | 2 632,44 € |
| Santenay | 0 | 0,00 | 4 | 404,99 | 24 | 3644,92 | 9 | 2278,08 | 1 | 177,18 | 2 | 708,73 | 40 | 7 213,91 € |
| Savigny-les-Beaune | 0 | 0,00 | 4 | 404,99 | 23 | 3493,05 | 17 | 4303,03 | 1 | 177,18 | 0 | 0,00 | 45 | 8 378,26 € |
| Tailly | 1 | 50,62 | 1 | 101,25 | 13 | 1974,33 | 3 | 759,36 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 18 | 2 885,56 € |
| Vignoles | 0 | 0,00 | 2 | 202,50 | 16 | 2429,95 | 18 | 4556,15 | 1 | 177,18 | 0 | 0,00 | 37 | 7 365,78 € |
| Total | 135 | 6834 | 67 | 6784 | 540 | 82011 | 239 | 60496 | 18 | 3189 | 20 | 7087 | 1019 | 166 400,83 € |

Prix unitaire par acte

Beaune Côte et Sud

Communauté d'Agglomération

www.beaunecoteetsud.com

Beaune Côte & Sud

communauté d'agglomération
www.beaunecoteetsud.com

Bilan synthétique d'activité du service ADS

Année 2023

1) Les adhérents : 31 communes

Le service d'instruction des autorisations du droit des sols a été mis en place à la suite de la fin de la mise à disposition des services de l'Etat pour les communes (loi ALUR).

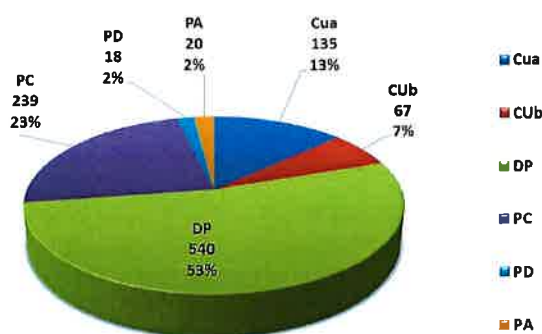
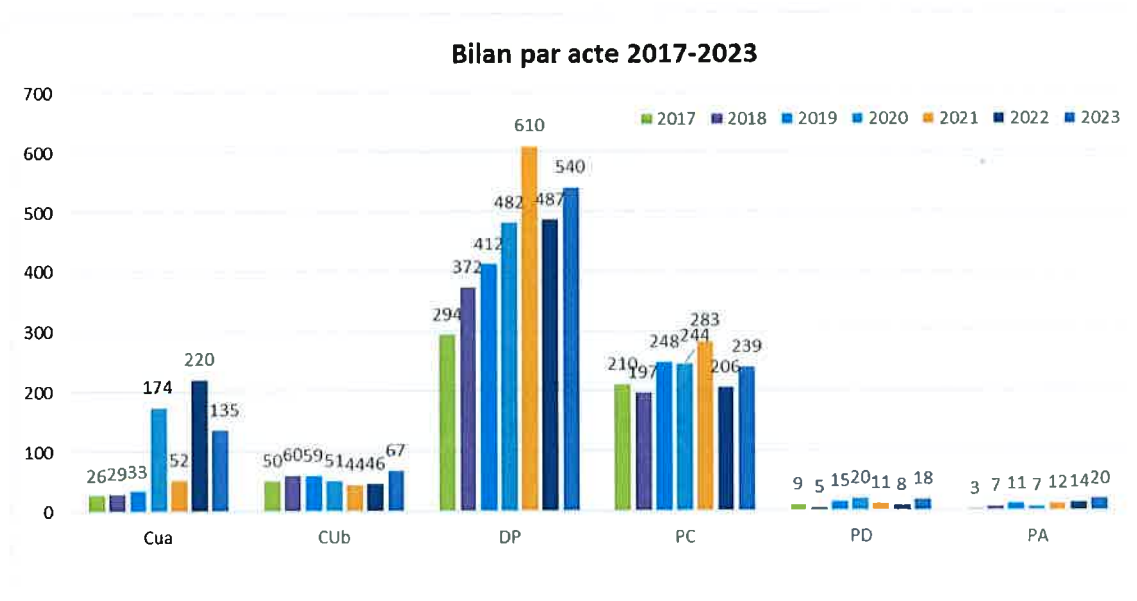
Il est opérationnel depuis le 1er juillet 2015. Le service ADS traite, pour le compte des communes, les certificats d'urbanisme de simple information (CUa), les certificats d'urbanisme opérationnel (CUb), les déclarations préalables (DP), les permis de construire (PC), les permis de démolir (PD) et les permis d'aménager (PA).

Le nombre de communes adhérentes pourrait augmenter à l'avenir si de nouvelles communes se dotent d'un document d'urbanisme.



2) Le volume et les différents types de dossiers pris en charge

Le nombre de dossiers traités a été en constante augmentation les premières années de fonctionnement du service, il s'est stabilisé à environ 1000 dossiers par an depuis 2020.



En 2023, l'activité reste, comme les années précédentes, essentiellement concentrée sur le traitement des déclarations préalables (53%) et des permis de construire (23%).

En plus des 1019 dossiers, sont également pris en charge, sans frais pour les communes, les demandes de prorogation (2), les demandes de transferts (7) ou les retraits (21) à la demande du bénéficiaire ou suite à un contentieux.

Rappel :

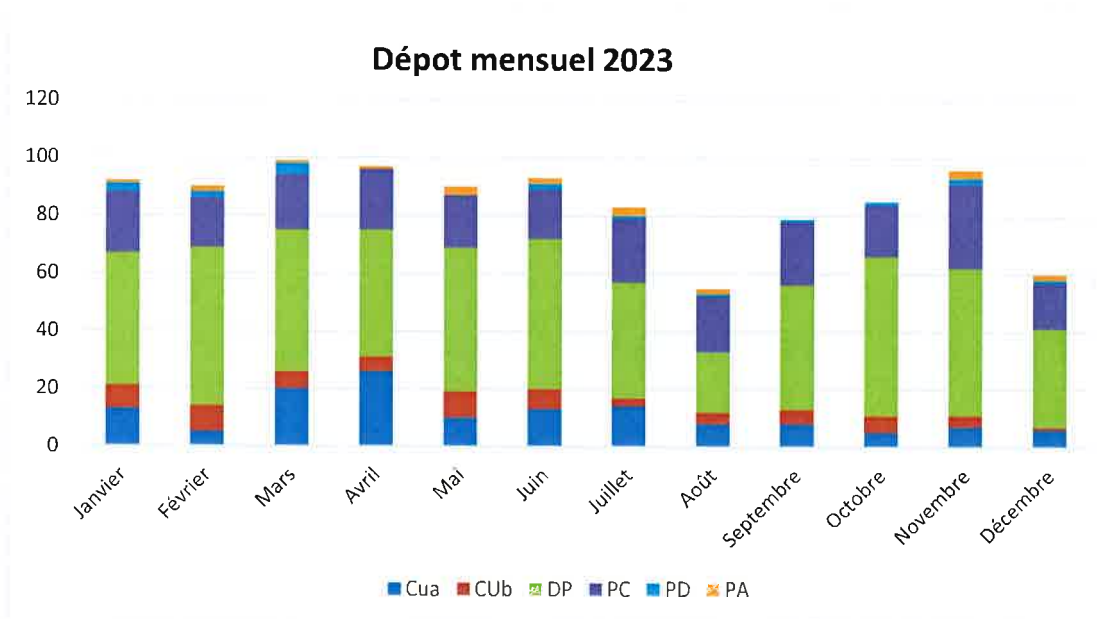
La commune a cependant la possibilité de conserver le traitement des certificats d'urbanisme et des déclarations préalables simple (ravalement, clôtures, changement de menuiserie...) ne générant pas de taxe d'aménagement. Lorsque les communes conservent le traitement de certains actes, elles doivent assurer l'ensemble des formalités afférentes.

Certaines missions ne sont pas confiées au service commun comme la réception du public, la vérification de la conformité des actes, l'archivage et la gestion des contentieux.

Les actes liés à la fiscalité, dont les autorisations d'urbanismes sont le fait générateur, restent de l'entière compétence des services de l'État.

Le volume de dossier mensuel

En moyenne, le service enregistre **84 dossiers par mois**, les périodes de dépôt plus importantes ne sont pas forcément les mêmes d'une année sur l'autre.



Données en matière de logement (lien avec le PLH)

Les actes traités par le service permettent de recenser 42 autorisations délivrées pour la création de logement, un chiffre inférieur aux 3 dernières années (autour de 70). Les demandes concernent majoritairement (75%) des maisons individuelles de 4 et 5 pièces. 55 lots à bâtir ont été autorisés via des permis d'aménager il s'agit là aussi très majoritairement de lots destinés à des maisons individuelles.

Typologie des dossiers traités par le service

La majorité des dossiers sont liés à des travaux sur des bâtiments existants et la construction d'annexes (garages, abris de jardins)

115 dossiers liés à des projets de panneaux photovoltaïques

71 dossiers liés à des projets de piscine ou incluant une piscine

45 dossiers liés à projets de bâtiments agricoles dont 10 cuveries

3) Le suivi des dossiers

Il est important de rappeler que la Mairie reste le premier niveau d'information pour les particuliers, notamment pour connaître les règles applicables du PLU et exposer son projet, le service n'intervient que sur les demandes complexes ou en cas de difficulté. Des rendez-vous peuvent être organisés avec les Maires, les particuliers ou les professionnels, pour les dossiers importants. Le logiciel d'instruction Cart@DS permet à chaque commune d'avoir accès à chaque dossier.

4) Contrôle de légalité et contentieux

La référente au niveau du contrôle de légalité est madame GALLOY. Il y a eu, comme les années précédentes, très peu de recours gracieux et de contentieux sur les dossiers traités. Dans ce genre de cas, le service vient en appui de l'avocat de la commune.

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_008-DE



Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 90

Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58

Nombre de Procurations : 18

Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) 2022-2027 : BILAN ANNUEL 2023
RAPPORTEUR : M. VALLET

Le Conseil communautaire du 28 mars 2022 a approuvé un nouveau Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) pour la période 2022-2027.

Le PCAET 2022-2027 s'articule autour de 8 orientations qui sont déclinées en 20 actions portant sur différentes thématiques : l'économie circulaire, la mobilité, l'aménagement durable, les énergies renouvelables, la préservation des milieux naturels et de la ressource en eau, l'adaptation au changement climatique, la qualité de l'air...

Bilan de réalisation du PCAET en 2023

Cette deuxième année de mise en œuvre du PCAET a été principalement marquée par un riche programme d'animations et d'évènements, près d'une vingtaine, grâce notamment aux conventions de partenariat de la CABCS avec les différents partenaires (Bourgogne Energies Renouvelables, CMA, CCI, Chambre d'agriculture...).

Une grande diversité a pu être proposée que ce soit dans le format des animations, les sujets traités et le type de public : atelier avec les enfants, formation élus, séance sur le photovoltaïque à destination des agriculteurs, promotion des Répar'Acteurs, conférence sur la rénovation énergétique des copropriétés, balades thermiques.

Synthèse des principales actions engagées ou réalisées sur le territoire en 2023

Orientation 1 : Vers des filières de production plus durables

- Dans le cadre de la convention de partenariat avec la CCI, 5 nouvelles entreprises du territoire ont pu bénéficier d'un « diagnostic énergie »,
- Le service Gestion et prévention Déchets a conduit différentes actions sur la lutte contre le gaspillage alimentaire, la promotion du don et du réemploi, ainsi que le tri du papier lors d'interventions scolaires ou lors de manifestations,
- En partenariat avec la CMA : campagne d'affichage sur les abris de bus en faveur des Répar'Acteurs du territoire et promotion de la FabLab des Vignes à Savigny-les-Beaune à destination des artisans commerçants,
- Début des travaux de la Matériauthèque de la déchetterie de Meursault,
- Poursuite des actions du Plan Alimentaire Territorial par le Pays Beaunois (Etude sur le foncier public du territoire du Pays beaunois, Accompagnement des agriculteurs sur la conversion en bio...).

Orientation 2 : Promouvoir une mobilité diversifiée sobre en carbone

- Aménagement cyclable du boulevard urbain de Beaune : premières tranches de travaux,
- Nouvelle Délégation de Service Public (DSP) avec l'entreprise KEOLIS pour la période 2023-2029 : passage en carburant HVO (huile végétale hydrotraitée) qui permet de diminuer les gaz à effets de serre de 69% par rapport aux moteurs diesel,
- Mis en place d'un service de 3 navettes 100% électriques sur Beaune.

Orientation 3 : Aménager durablement le territoire

- Dans le cadre de la convention de partenariat avec l'association BER : organisation de 4 balades thermiques visant à sensibiliser le public sur les enjeux de la rénovation énergétique des bâtiments. Deux premières balades ont été faites à Chaudenay et Echevronne en fin 2023, deux autres sont programmées sur début 2024,
- Début des travaux sur la copropriété Saint-Jacques à Beaune (43 lots) avec une aide 50 000 € de la CABCS,
- Programme de sensibilisation avec Bourgogne Energie Renouvelable baptisé « Coach Copro » qui a mobilisé les syndicats de copropriété et les copropriétaires autour de la rénovation énergétique.

Orientation 4 : Investir dans les énergies renouvelables et inciter les porteurs de projet

- Animation auprès des agriculteurs/viticulteurs sur la production d'énergie photovoltaïque en autoconsommation.

Orientation 5 : Adapter le territoire aux effets du changement climatique

- Une campagne de sensibilisation sur l'eau dans des établissements scolaires (exemple : le collège de Nolay),
- Mise en place d'une unité mobile de traitement d'eau potable à Vignoles,
- Signature d'un avenant à la DSP Eau potable incluant la construction d'usines de traitement d'eau, l'amélioration des rendements et la surveillance de la nappe de Vignoles,
- Intégration des enjeux de trame verte et bleue dans le nouveau Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT),
- Poursuite des actions de la charte de la CAVB « Engager nos terroirs dans nos territoires ».

Orientation 7 : Accompagner et sensibiliser les communes à la gestion de leur patrimoine communal

- Trois séances de sensibilisation à destination des élus sur la transition énergétique (une quinzaine d'élus mobilisés sur 12 communes).

Orientation 8 : Renforcer l'exemplarité de la collectivité

- Poursuite du programme d'action du PLPDMA (Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés),
- 2 projets éducatifs en périscolaire à Meursault et Ladoix-Serigny
- 2 projets éducatifs « Ecole des Branchés » à Beaune (Site Champagne) et Savigny-lès-Beaune,
- Mise à disposition de « mallettes pédagogiques » pour permettre aux agents de monter des animations : Médiathèque, site périscolaire et Espaces Beaunois.

Un bilan détaillé par orientation est présenté en annexe.

Perspectives 2024

Pour maintenir la dynamique territoriale de 2023, les différents partenariats seront reconduits, avec l'ambition de mettre en place des animations destinées à des publics toujours aussi variés. En plus de conserver les actions qui ont trouvé un intérêt et un public, l'année 2024 devrait permettre de tester de nouvelles actions et animations en matière de sensibilisation à la transition écologique et énergétique.

Deux stratégies, structurantes pour l'avenir, vont faire l'objet de travaux et donner lieu, probablement, à une formalisation en schéma et programme d'actions : la première sur la production d'énergies renouvelables, la deuxième sur le volet mobilités.


Au-delà des actions qu'elle conduit directement, la Communauté d'agglomération conserve un rôle de d'animateur, coordinateur et soutien éventuel pour les actions menées par l'ensemble des acteurs sur le territoire

DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- APPROUVE le bilan annuel 2023 du PCAET et ses perspectives pour 2024,
- AUTORISE le Président, ou son représentant, à effectuer toute démarche afférente à ces dossiers, et à signer, le cas échéant, tout document.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

| |
|---|
| <p>Envoyé en préfecture le 29/02/2024 Reçu en préfecture le 29/02/2024 Publié le 04/03/2024 ID : 021-200006682-20240226-CC_24_008-DE</p>  |
|---|

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
 pour le **PRESIDENT** et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES


 Jérôme CHODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION BEAUNE CÔTE & SUD 2022-2027

BILAN 2023

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_008-DE



Beaune Côte & Sud

Communauté d'Agglomération
www.beaunecoteetsud.com

Cit'ergie
European Energy Award



Préambule

Le programme du PCAET comprend 8 orientations, 20 fiches actions et de nombreuses sous actions.

- 1 **Vers des filières économiques plus durables**
- 2 **Promouvoir une mobilité sobre en carbone**
- 3 **Aménager durablement le territoire**
- 4 **Investir dans les Energies Renouvelables et inciter les porteurs de projets**
- 5 **Adapter le territoire aux effets du changement climatique**
- 6 **Améliorer la qualité de l'air**
- 7 **Accompagner les communes dans leur démarche énergie climat**
- 8 **Renforcer l'exemplarité Interne de la collectivité**

Présentation du contenu d'une fiche action

Contenu d'une fiche action

Partie « **Présentation de l'action** »
 Contexte, Objectifs visés, Cibles

Partie « **Mise en œuvre de l'action** »
 Description de l'action, partenariats et calendrier

Partie « **Suivi et évaluation** »
 Indicateurs et estimation des gains énergétiques et climatiques

Partie « **Coûts prévisionnels** »
 Le budget prévisionnel regroupe le budget validé et les nouvelles enveloppes.

| Orientation 8 : Renforcer l'exemplarité de la collectivité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|--|----------------------|---------------|----------------------|--|--|------------------|---------------|------------------|---------------|--|--------------|-------------|---|---|---|---|---|---|---|---------------------|--|--|--|--|
| Action 18 : Promouvoir la responsabilité au sein de l'administration | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DESCRIPTION DE L'ACTION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Contexte | Les agents disposent d'une capacité à agir dans leurs gestes du quotidien: dématérialisation, déplacements, télétravail, gestion des déchets ou maîtrise de l'énergie... sont autant de possibilités de prendre conscience de ses impacts et de les réduire. Cette capacité à agir et conscience collective s'exerce directement dans les compétences exercées, ou dans d'autres fiches actions. La présente fiche se concentre sur les actions de l'administration elle-même, les règles qu'elle se fixe pour elle et ses agents. La crise sanitaire a en outre permis de faire émerger ou de généraliser des pratiques vertueuses désormais bien ancrées qu'il convient de conserver. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs visés | > Déployer au quotidien des éco-gestes grâce à tous les agents > Réduire l'impact environnemental de l'administration | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cibles | > Agents > Tous | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MISE EN ŒUVRE ET ETAPES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectifs | Description | Filets, partenariats, calendrier, budget | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Structurer une politique de commande publique durable et favoriser la dématérialisation Efficacité énergétique <input type="checkbox"/> Émissions de GES <input type="checkbox"/> Qualité de l'air <input type="checkbox"/> Développement Éco <input type="checkbox"/> Adaptation <input type="checkbox"/> | 1/ Poursuivre les actions de dématérialisation. -Préciser les sujets/documents à traiter par priorité. -La refonte du portail famille en 2022 permettra notamment de dématérialiser les inscriptions. 2/ Retenir par défaut des pratiques vertueuses par défaut, les écarts devant être justifiés. -Ex: techniques de travaux sans tranchées, taux de matériaux recyclés... | Calendrier : 2021-2022 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Formaliser un Plan de mobilité Administration (déplacements professionnels et domicile-travail des agents) Efficacité énergétique <input type="checkbox"/> Émissions de GES <input type="checkbox"/> Qualité de l'air <input type="checkbox"/> Développement Éco <input type="checkbox"/> Adaptation <input type="checkbox"/> | 1/ Maintenir les réunions en distanciel. 2/ Maintenir la possibilité de télétravail pour optimiser l'usage des locaux. 3/ Favoriser et valoriser l'usage du vélo et des vélos de service. 4/ Déployer des bornes de recharge de VE sur plusieurs sites dont la petite enfance. | Calendrier : 2021-2024 Budget : 30 000 € (si externalisé) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Favoriser la sensibilisation des agents à travers la diffusion des bonnes pratiques, d'écogestes (expositions, communication, écogestes, co-développement lors des événements...) Efficacité énergétique <input type="checkbox"/> Émissions de GES <input type="checkbox"/> Qualité de l'air <input type="checkbox"/> Développement Éco <input type="checkbox"/> Adaptation <input type="checkbox"/> | 1/ Maintenir/Mettre à jour un événement annuel fédérateur, impliquant les agents. 2/ Faciliter le co-développement pour les événements internes, notamment par la mise en commun des plannings. 3/ Valoriser les économies d'énergie et d'eau, identifier avec les agents les actions impliquant des petits travaux et y consacrer un budget (ex: éclairage automatique, contrôle du chauffage de la salle plénière, arrosage des espaces verts...) 4/ Utiliser les feuilles de paie pour diffuser des recommandations d'écogestes (production numérique par exemple) et les dématérialiser. | Calendrier : 2021-2024 Budget : 5 000€ | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PILOFAGE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Résumé CAECS / Service | > Service Marchés / Achats > Service Transport et Mobilité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| BREVET - EVALUATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Indicateurs de suivi | > Nombre d'événements internes > Indicateurs de marchés avec clauses environnementales > Suivi de la consommation des locaux > Suivi du volume de déchets internes > Evolution des parts modales des agents | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Estimation des gains énergétiques et climatiques | <table border="1"> <thead> <tr> <th>Hypothèse de résultats</th> <th colspan="2">Gains potentiels CO2</th> <th colspan="2">Gains potentiels kWh</th> </tr> <tr> <th></th> <th>Est. 2024 (2024)</th> <th>Objectif 2027</th> <th>Est. 2024 (2024)</th> <th>Objectif 2027</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Impact des actions de sobriété et d'exemplarité SE</td> <td>10 488 tCO2e</td> <td>9 844 tCO2e</td> <td>-</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>Gains sur déplacements dom-travail (CO2e comptabilisé dans orientation 3, mobilité)</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>Gains totaux</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> | Hypothèse de résultats | Gains potentiels CO2 | | Gains potentiels kWh | | | Est. 2024 (2024) | Objectif 2027 | Est. 2024 (2024) | Objectif 2027 | Impact des actions de sobriété et d'exemplarité SE | 10 488 tCO2e | 9 844 tCO2e | - | - | Gains sur déplacements dom-travail (CO2e comptabilisé dans orientation 3, mobilité) | - | - | - | - | Gains totaux | | | | |
| Hypothèse de résultats | Gains potentiels CO2 | | Gains potentiels kWh | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Est. 2024 (2024) | Objectif 2027 | Est. 2024 (2024) | Objectif 2027 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Impact des actions de sobriété et d'exemplarité SE | 10 488 tCO2e | 9 844 tCO2e | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gains sur déplacements dom-travail (CO2e comptabilisé dans orientation 3, mobilité) | - | - | - | - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gains totaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| COÛTS PRÉVISIONNELS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Budget validé | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nouvelles enveloppes | 33 000 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Budget prévisionnel* | 33 000 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |





ORIENTATION 1 : VERS DES FILIERES DE PRODUCTION DURABLE



ACTION N° 1 : Vers des Soutenir les filières économiques vers des pratiques exemplaires

| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
|---|--|--|---|
| Définir une stratégie partenariale de sensibilisation et d'accompagnement des entreprises (TPE, PME, PMI, entreprises du tourisme) sur les enjeux de maîtrise de l'énergie, de réduction des déchets et d'émissions de GES | <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir le Programme Environnemental Régional Fédérateur (PERF') de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI). Il a pour objectif d'identifier, d'optimiser et de réduire les consommations d'énergies, de matières et les déchets des entreprises. | <ul style="list-style-type: none"> 11 entreprises du territoire ont pu bénéficier des « Diagnostics énergie » un des dispositifs du Programme PERF' (dont 5 en 2023) : présentation d'un bilan de la situation énergétique de l'entreprise et propositions de travaux d'économie d'énergie. | <ul style="list-style-type: none"> Sous réserve du contenu du nouveau conventionnement avec la CCI <ul style="list-style-type: none"> <i>Diagnostique énergie (également avec la CMA)</i> <i>Visite énergie et Déchets : réduire sa consommation de déchets en entreprise</i> <i>Bureaux VERTueux : diminuer les impacts environnementaux au bureau</i> |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place 2 groupes de travail avec les professionnels du tourisme | <ul style="list-style-type: none"> Animation de groupe de travail sur la gestion des déchets mobilisant les professionnels du tourisme : une dizaine de personnes présentes | <ul style="list-style-type: none"> Animation d'un groupe de socio-professionnels autour de la thématique responsable afin de faire émerger et développer une offre de séjour responsable sur laquelle communiquer (2 à 3 réunions en 2024) Une réunion d'information/sensibilisation à destination des hébergeurs (hébergements locatifs) Mise en place d'une charte du voyageur Réflexion sur la création et mise à disposition des prestataires touristiques d'un kit de sensibilisation des voyageurs Deux réunions d'informations sur la gestion des biodéchets des professionnels par le service Collecte & Traitement des déchets de la CABCS. |
| Accompagner les exploitants et professionnels du secteur agricole et viticole dans la prise en compte des enjeux énergétiques et climatiques | <ul style="list-style-type: none"> Réaliser le bilan carbone de la filière viticole (à l'échelle régionale) | <ul style="list-style-type: none"> Bilan carbone réalisé par le Bureau Interprofessionnel des Vins de Bourgogne (BIVB) | <ul style="list-style-type: none"> Communication et mise en place d'actions |
| | <ul style="list-style-type: none"> Réaliser des Diagnostics Carbone d'exploitations cibles | <ul style="list-style-type: none"> Signature d'un convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Côte d'Or (CA21) pour 3 ans intégrant ces actions | <ul style="list-style-type: none"> Méthode à consolider avant déploiement |
| | <ul style="list-style-type: none"> Limiter l'impact environnemental des effluents | | <ul style="list-style-type: none"> Action à revoir les interprofessions (BIVB CAVB) |





ORIENTATION 1 : VERS DES FILIERES DE PRODUCTION DURABLE

| ACTION N° 2 : Promouvoir l'économie circulaire et la réduction des déchets | | | |
|---|--|---|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Contribuer au développement de l'alimentation durable sur le territoire  | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le Programme Alimentaire Territorial (PAT), porté par le Pays Beaunois | <ul style="list-style-type: none"> Etude sur le foncier public du territoire du Pays Beaunois avec la CA21 Accompagnement des agriculteurs sur la conversion en Bio (avec Bio Bourgogne) Sensibilisation des agriculteurs du territoire du Pays Beaunois aux pratiques de l'agriculture biologique | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite du PAT Recherche de moyens humains Réalisation d'une étude sur la valeur agronomique des terres de la CABCS en partenariat avec la Chambre d'agriculture |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des actions de sensibilisation des publics relatives à la consommation locale, la diminution des rations carnées ou encore la lutte contre le gaspillage alimentaire | <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisations à la réduction des déchets lors des interventions scolaires ou lors de manifestations | <ul style="list-style-type: none"> Relance d'actions de sensibilisation en 2024 |
| Favoriser les actions de réemploi, de réutilisation et de réparation  | <ul style="list-style-type: none"> Relancer le « Village de la réparation », en partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) | <ul style="list-style-type: none"> Signature d'une convention de partenariat avec la CMA pour 3 ans intégrant ces actions | <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec la CMA : un événement « Village de la réparation » envisagé pour 2024 |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place et proposer des ateliers de réparation FabLab (atelier ouvert au public, équipé d'outils de fabrication standards et numériques, permettant à chacun, de concevoir, réaliser ou réparer des objets). | <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec la CMA, une animation a été réalisée à destination des entreprises artisanales avec l'organisation d'une « porte ouverte » du FabLab des Vignes de Savigny-lès-Beaune | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'activité de ressourcerie d'Emmaüs sur Beaune | <ul style="list-style-type: none"> Présence d'Emmaüs en déchèterie lors de la Semaine Européenne de réduction des déchets 2023 (du 18 au 26 novembre 2023) | <ul style="list-style-type: none"> Renforcer la mission d'Emmaüs sur le secteur de l'Agglomération |
| | <ul style="list-style-type: none"> Créer une Matériauthèque au sein de la déchèterie de Meursault | <ul style="list-style-type: none"> Début des travaux en 2023 | <ul style="list-style-type: none"> Fin des travaux pour 2024 |



| | | | |
|--|---|--|---|
| <p>Réduire à la source les déchets des entreprises (PLPDMA) et poursuivre le développement du tri et du recyclage</p> | <ul style="list-style-type: none"> Opérations de communication et d'accompagnement des administrations et des entreprises sur le tri du papier | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'accompagnement des écoles et des mairies pour le tri du papier. | <ul style="list-style-type: none"> Continuer à sensibiliser sur la réduction et le tri des déchets dont les papiers/cartons. |
|--|---|--|---|

Meursault



Bligny-lès-Beaune



Campagne d'affichage en partenariat avec la CMA concernant le réseau des « Répar'Acteurs »





ORIENTATION 2 : PROMOVOIR UNE MOBILITE DIVERSIFIEE SOBRE EN CARBONE

| ACTION N° 3 : Développer la sobriété énergétique et les modes doux | | | |
|---|---|---|---|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Inciter au déploiement des véhicules électriques, zéro émissions | <ul style="list-style-type: none"> Définir une stratégie communautaire d'équipements de bornes de recharge sur le territoire et les moyens à consacrer. | <ul style="list-style-type: none"> Mise en attente, l'équipement des particuliers est privilégié. | <ul style="list-style-type: none"> Le SICECO a engagé une étude sur les mobilités décarbonnées |
| | <ul style="list-style-type: none"> Conseiller et informer les élus sur la mise en place d'infrastructures de recharge pour véhicules électrique | | |
| Décarboner le mix énergétique des parcs de véhicules (bus, BOM, VL, privés et publics | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre les échanges et réflexions autour du déploiement du GNV ou BioGNV (gaz naturel pour véhicules) | <ul style="list-style-type: none"> Schéma régional de déploiement de stations GNV validé en janvier 2021 | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etudier les propositions de stations multi-énergies (GNV / BioGNV, hydrogène...) sur le territoire | <ul style="list-style-type: none"> 2 projets étudiés mais écartés | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des réflexions et examen des différents projets |
| | <ul style="list-style-type: none"> Projet de navette électrique sur la ligne urbaine du centre-ville de Beaune. | <ul style="list-style-type: none"> 3 navettes 100% électriques sur Beaune mises en place en 2023 | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Ouvrir à des variantes biocarburants dans le renouvellement de la Délégation de service public (DSP) de transport urbains (avril 2023). | <ul style="list-style-type: none"> Passage de la flotte de bus en HVO (Huile végétale hydrotraitée) avec la nouvelle DSP (2023-2029) | |
| Développer l'usage du vélo dans les déplacements domicile-travail ainsi que dans les usages de loisirs et touristiques | <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un schéma directeur d'aménagement cyclable permettant de définir une stratégie et une continuité dans les futurs aménagements cyclables | | <ul style="list-style-type: none"> Lancement des démarches pour élaborer un schéma des mobilités intégrant le volet cyclable |
| | <ul style="list-style-type: none"> Ainsi, proposer un fonds de concours pour mener des travaux d'aménagements cyclables d'intérêt communal sur les tronçons retenus dans ce Schéma | | <ul style="list-style-type: none"> En attente du schéma des mobilités |



| | | | |
|--|---|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre le développement d'aménagements cyclables d'intérêt communautaire sur le territoire (en adéquation avec les recommandations du Schéma) | | <ul style="list-style-type: none"> En attente du schéma des mobilités |
| | <ul style="list-style-type: none"> Réaliser l'aménagement du tronçon Beaune - Savigny-lès-Beaune | | <ul style="list-style-type: none"> Etudes et concertations en cours |
| | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre le développement des mobilités douces sur la ville de Beaune notamment le long de la rocade et du boulevard circulaire. | <ul style="list-style-type: none"> Premières tranches de travaux réalisées | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des travaux |
| | <ul style="list-style-type: none"> Proposer une aide financière à l'acquisition de vélos à assistance électrique (cumulable avec l'aide de l'Etat ou l'aide du Département). | | <ul style="list-style-type: none"> En attente du schéma des mobilités |



Premières tranches de travaux autour du boulevard circulaire



Navette électrique sur Beaune





ORIENTATION 2 : PROMOVOIR UNE MOBILITE DIVERSIFIEE SOBRE EN CARBONE

| ACTION N° 4 : Limiter les déplacements et favoriser les alternatives à la voiture individuelle | | | |
|---|---|--|---|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Consolider et étendre l'accompagnement des entreprises dans la mise en place de Plans de Mobilité Interentreprises (PMIE) | <ul style="list-style-type: none"> Inciter les entreprises à la réalisation de Plan de Mobilité Interentreprises (PMIE) et les accompagner dans leur mise en œuvre opérationnelle | | <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des entreprises sur les Plans de Mobilité Interentreprises (PDIE) |
| | <ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre de PMIE, sensibiliser les entreprises au télétravail | | |
| Développer et promouvoir le covoiturage et le Transport A la Demande (TAD) sur le territoire | <ul style="list-style-type: none"> Création d'un parking de covoiturage à la sortie sud de l'autoroute (en lien avec le parking de la Cité des Vins) | <ul style="list-style-type: none"> Parking de covoiturage réalisé | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la réflexion déjà engagée sur la mise à disposition d'une application de covoiturage à l'échelle du territoire de la CABCS et spécialisée dans le covoiturage en milieu rural. | | <ul style="list-style-type: none"> En attente du schéma des mobilités |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mener une étude sur l'évolution du TAD lors du renouvellement du marché de transport urbain en 2023. | | <ul style="list-style-type: none"> Réflexion sur l'évolution du Transport à la Demande et Renforcement de la communication |
| Développer les modes de transport touristiques doux | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un groupe de travail à destination des professionnels du tourisme sur la mobilité touristique | <ul style="list-style-type: none"> Premier groupe de travail en 2023 | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des groupes de travail |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etudier l'utilisation des modes alternatifs, sobres en carbone à destination des pôles touristiques. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Suivre les démarches relatives à l'Atelier des Territoires | <ul style="list-style-type: none"> Démarche arrêtée sous sa forme initiale Mise en place du programme « Vivons plus haut » | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite du programme « Vivons plus haut » |





ORIENTATION 3 : AMENAGER DURABLEMENT LE TERRITOIRE

| ACTION N° 5 : Intégrer les enjeux énergie climat dans les outils de planification et les opérations d'aménagement | | | |
|--|---|--|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Sensibiliser et former les élus sur les nouvelles formes d'habiter pour densifier et lutter contre l'étalement urbain | <ul style="list-style-type: none"> Montrer par des retours d'expérience ou des visites des opérations réussies d'aménagement ou de construction | <ul style="list-style-type: none"> Référentiel établi par la Direction Départementale des Territoires (DDT) 71 diffusé en 2022 | <ul style="list-style-type: none"> Action en partenariat avec le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) |
| Mobiliser les outils de l'Agglomération au service des projets d'habitat exemplaires | <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir les « opérations d'habitats exemplaires » | <ul style="list-style-type: none"> Recensement progressif des opérations intéressantes | <ul style="list-style-type: none"> Action en partenariat avec le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) |
| En lien avec le Pôle Rénovation Conseil, travailler sur la formulation de préconisations énergétiques à destination des porteurs de projets, en amont du dépôt de dossier | <ul style="list-style-type: none"> Diffusion d'information à destination des maîtres d'ouvrage | <ul style="list-style-type: none"> Recensement progressif des opérations intéressantes | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Monter des actions de sensibilisation ciblées sur des zones géographiques | <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec Bourgogne Energies Renouvelables (BER) : 4 balades thermiques ont été réalisées à Échevronne, Chaudenay, Bligny-lès-Beaune et à Sainte-Marie-La-Blanche (6 au total depuis 2022) | <ul style="list-style-type: none"> Reconduction de balades thermiques sur le territoire |
| Elaborer des référentiels d'aménagement durable et avoir des objectifs pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage CABCS | <ul style="list-style-type: none"> Faire un retour d'expérience des exigences environnementales renforcées expérimentées sur la ZAC Pré Fleury | <ul style="list-style-type: none"> En attente de l'achèvement de la zone | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mener avec le Pays Beaunois un travail de sensibilisation et d'accompagnement sur les aménagements d'espaces publics | | <ul style="list-style-type: none"> Action à lancer |
| Développer des outils pour la prise en compte de la performance énergétique | <ul style="list-style-type: none"> Mener un travail concerté de production de recommandations d'intégration de la performance énergétique en secteur patrimonial | <ul style="list-style-type: none"> Discussion avec l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) sur ces sujets, notamment dans le cadre de l'étude sur la Valeur Universelle du Bien (VUE) UNESCO | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des réflexions |
| | <ul style="list-style-type: none"> Diffuser les recommandations aux artisans | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des actions avec la CMA | <ul style="list-style-type: none"> Possibilité de réaliser des diagnostics énergétiques chez les artisans |



ACTION N° 5 : Intégrer les enjeux énergie climat dans les outils de planification et opérations d'aménagement

| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
|---|---|--|---|
| Mobiliser le parc existant pour lutter contre l'étalement urbain | <ul style="list-style-type: none"> Lutter contre la vacance des logements | <ul style="list-style-type: none"> Lancement de l'enquête sur les logements vacants en cours : préparation des supports et documents de communication et diffusion aux communes pour avis | <ul style="list-style-type: none"> Diffusion des données logements vacants communales aux communes Envoi des enquêtes Traitement et présentation des résultats |
| | <ul style="list-style-type: none"> Encadrer le développement des résidences secondaires | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place du dispositif d'autorisation préalable au changement d'usage sur Beaune Réunion d'information à destination des autres communes intéressées | |
| Accompagner les communes dans la traduction des orientations du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT), du Plan Local de l'Habitat (PLH) et du PCAET au sein de leur document de planification | <ul style="list-style-type: none"> Identifier les enjeux au moment de l'élaboration ou la révision de leur document d'urbanisme | <ul style="list-style-type: none"> Pas de nouvelle révision de PLU engagée à ce jour | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Relayer auprès des communes les guides existants permettant d'intégrer les enjeux climats air énergie (et biodiversité) dans les documents de planification | <ul style="list-style-type: none"> Diffusion des guides recensés | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Accompagner la mise en compatibilité des Plan Local d'Urbanisme (PLU) après l'adoption du SCoT. | <ul style="list-style-type: none"> SCoT approuvé le 28 juin 2023 | <ul style="list-style-type: none"> Analyse de mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le SCoT |

BALADE THERMIQUE
CHAUDENAY - 71119
PLACES LIMITÉES - 15 PERSONNES
JEUDI 21 DÉCEMBRE 2023 À 18H30

Plus d'infos sur : <https://www.beaunecoteetsud.com/2023/11/22/balade-thermique-a-chaudenay/>

GRATUIT !
Identifiez les déperditions de chaleur d'un bâtiment et obtenez des conseils

Inscription par mail : planclimat-energie@beaunecoteetsud.com
ou au 03.80.24.58.54

Beaune Côte Sud
Communauté d'Agglomération

Bourgogne
Énergies
Renouvelables






ORIENTATION 3 : AMENAGER DURABLEMENT LE TERRITOIRE

| ACTION N° 6 : Améliorer la qualité énergétique du parc de logements existant | | | |
|---|---|--|---|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Réduire les consommations d'énergie du parc de logement privé et faire évoluer son mix énergétique | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la plateforme territoriale de rénovation énergétique (PTRE) Effilogis animée à l'échelle du Pays Beaunois par le Pôle Rénovation Conseil | <ul style="list-style-type: none"> 326 personnes ont contacté le Pôle Rénovation Conseil (au 31/10/2023) 9 dossiers déposés en 2023 12 dossiers finalisés en 2023 | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite du dispositif |
| | <ul style="list-style-type: none"> Améliorer la connaissance des copropriétés (action PLH) afin de mettre en place un plan d'intervention adapté en conséquence. | <ul style="list-style-type: none"> Convention avec Bourgogne Energie Renouvelable (BER) pour mener des actions autour de la rénovation énergétique des copropriétés Des entretiens avec les 4 principaux syndicats du territoire Des rencontres avec les professionnels de la rénovation en copropriété | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite du partenariat avec BER 2 petits déjeuners des syndicats 1 conférence 1 visite de copropriété rénovée 3 thermocopro |
| | <ul style="list-style-type: none"> S'appuyer sur Bourgogne Energies Renouvelables (BER) pour sensibiliser et former les syndicats de copropriété et les copropriétaires et ainsi mener une rénovation énergétique en copropriété | <ul style="list-style-type: none"> Un petit-déjeuner des syndicats Une conférence « Réussir la rénovation énergétique de sa copropriété » à destination des copropriétaires, syndicats et professionnels 3 thermocopro | |
| Réduire les consommations d'énergie du parc de logement public et social et faire évoluer son mix énergétique | <ul style="list-style-type: none"> Soutenir la réhabilitation performante des logements communaux conventionnés. | <ul style="list-style-type: none"> Aide inscrite au PLH avec critère de performance à atteindre et déjà sollicitée en 2021 et 2022. En 2023, Sainte-Marie-la-Blanche s'est vue accordée cette subvention pour la création de 7 logements communaux | <ul style="list-style-type: none"> Plusieurs sollicitations pour 2024 notamment pour des projets à Bligny-les-Beaune (déjà accordée), Combertault et Molinot |
| | <ul style="list-style-type: none"> Engager une discussion soutenue avec les organismes bailleurs sur les stratégies de réhabilitation de leur patrimoine social | <ul style="list-style-type: none"> Les stratégies des 4 bailleurs du territoire ont été suivies et discutées dans les CUS | |
| Identifier et réduire les situations de précarité énergétique | <ul style="list-style-type: none"> S'appuyer sur la vision intercommunale des besoins des populations fragiles, développée par le PLH | | <ul style="list-style-type: none"> Action à lancer |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etudier la faisabilité d'un dispositif de repérage et d'accompagnement des ménages en précarité énergétique | | <ul style="list-style-type: none"> Action à lancer |





| | | | |
|--|--|---|---|
| <p>Accompagner la qualification des professionnels de l'habitat; les aider à répondre aux demandes de rénovation énergétique et ainsi leur permettre d'en tirer les bénéfices économiques</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de la PTRE, poursuivre la mission d'animation des entreprises | | <ul style="list-style-type: none"> • Selon les moyens de la PTRE |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Valoriser les programmes ciblant les professionnels de l'immobilier sur le territoire en relayant les informations diffusées | <ul style="list-style-type: none"> • Petit-déjeuner des agents immobiliers organisé par le Pôle Rénovation Conseil | |



Conférence « Réussir la rénovation énergétique de sa copropriété »

**Nous avons besoin de vous !
 Ensemble, trouvons des solutions de logement**

Pour pouvoir proposer à chacun une solution à chaque étape de sa vie

Pour soutenir le dynamisme et l'attractivité des communes

LES LOGEMENTS VACANTS SONT PEUT-ÊTRE LA CLÉ !

Nous cherchons un logement

Notre voisin possède un logement vacant

Je souhaite déménager pour avoir plus d'espace

Il a besoin de travaux mais a un fort potentiel

Vous êtes propriétaire d'un logement vacant ?
 Aidez-nous à comprendre pourquoi et à faciliter sa remise sur le marché en répondant au questionnaire.

Beauce Côte Sud
 communauté d'agglomération
 www.beaucecotesud.com

**PETIT DÉJEUNER SYNDICS
 LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES COPROPRIÉTÉS**

LE 21 SEPTEMBRE 2023 À BEAUNE

Café à partir de 8h45
 Réservé aux syndicats professionnels

Autour d'un café et de viennoiseries, nous échangerons sur les actualités de la rénovation énergétique en copropriété, sur vos besoins et sur les réalités de terrain.

Le programme

De 8h45 à 9h
 Discussions informelles autour d'une tasse de café et des croissants.

De 9h à 9h45
 • Interconnaissance
 • Informations sur MPR copropriétés

De 9h45 à 10h
 Questions / réponses

Inscriptions

CA Beauce Côte et Sud
 urbanisme-habitat@beaucecotesud.com
 03.80.24.58.57

ORGANISÉ PAR

Beauce Côte Sud
 communauté d'agglomération
 www.beaucecotesud.com

Bourgogne
 Énergies
 Renouvelables





ORIENTATION 4 : INVESTIR DANS LES ENERGIES RENOUVELABLES ET INCITER LES PORTEURS DE PROJET

| ACTION N° 7 : Encourager le développement de la filière biomasse | | | |
|---|--|---|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Elaborer un état des lieux de la filière biomasse et porter des actions de sensibilisation sur ces enjeux | <ul style="list-style-type: none"> Faire un état des lieux détaillé du potentiel bois énergie sur le territoire de la CABCS | | <ul style="list-style-type: none"> A discuter avec l'Association FIBOIS BFC et l'Association des Communes Forestières |
| | <ul style="list-style-type: none"> Communiquer sur l'interdiction du remplacement des chaudières au fioul d'ici 2022 | <ul style="list-style-type: none"> Depuis le 1er juillet 2022, il n'est plus possible de faire installer une chaudière au fioul | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser et former les élus sur les enjeux du bois énergie et de la gestion durable de la forêt. | | <ul style="list-style-type: none"> Formation envisagée à destination des élus des communes adhérentes à l'Association des Communes Forestières Animations proposées par l'association FIBOIS BFC |
| | <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser et former les agriculteurs sur la valorisation de la plaquette forestière (paillage). | <ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre de la convention signée avec la CA21 : journée d'animation sur la valorisation en bois plaquette à Baubigny => annulée faute de participants | <ul style="list-style-type: none"> Report à confirmer car faible demande |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etudier la mise en place d'une plate-forme de centralisation pour structurer et développer la valorisation des déchets de bois auprès de l'ensemble des acteurs. | | <ul style="list-style-type: none"> A discuter avec l'Association FIBOIS BFC |





ORIENTATION 4 : INVESTIR DANS LES ENERGIES RENOUVELABLES LES PORTEURS DE PROJET

| ACTION N° 7 : Encourager le développement de la filière biomasse | | | |
|---|---|---|---|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Promouvoir le développement de réseaux de chaleur et de chaufferies bois | <ul style="list-style-type: none"> Evaluer l'implantation de réseaux de chaleur en zones rurales de moyenne densité et sur les bâtiments collectifs (publics et privés). | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Evaluer l'intérêt d'un réseau de chaleur en zone urbaine de forte densité (Beaune, Chagny) pour substituer le bois au gaz naturel. | <ul style="list-style-type: none"> Etude d'opportunité en cours sur Beaune | <ul style="list-style-type: none"> Autres opportunités à évaluer |
| | <ul style="list-style-type: none"> Accompagner et soutenir la création d'un ou plusieurs réseaux de chaleur sur le territoire de la CABCS. | | <ul style="list-style-type: none"> Selon les projets identifiés et les sollicitations |
| Etudier les opportunités de valorisation des produits issus de la filière viticole | <ul style="list-style-type: none"> Définir un groupe de travail avec les viticulteurs de la région pour encourager les projets de valorisation des déchets viticoles. | <ul style="list-style-type: none"> Soutient au projet Valosarm | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Evaluer l'installation d'une chaufferie bois collective par réseau de chaleur à partir de sarments de vigne | | |
| Encourager les démarches favorisant le stockage et la séquestration du carbone | <ul style="list-style-type: none"> Encourager l'utilisation de matériaux biosourcés dans les aménagements. | | <ul style="list-style-type: none"> Des animations peuvent être envisagées avec l'association FIBOIS BFC, sur la partie « bois construction » |
| | <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir et accompagner les projets en agroécologie et agroforesterie. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Encourager la plantation de haies bocagères (haies utilisées pour délimiter une parcelle). | <ul style="list-style-type: none"> Visite d'un projet à Chassagne-Montrachet : prévue => annulée suite à des contraintes au niveau de la CA21 | <ul style="list-style-type: none"> Reconduction de la visite à Chassagne-Montrachet |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etablir le bilan carbone des différents types de gestion des forêts, à l'échelle de la parcelle | | |





ORIENTATION 4 : INVESTIR DANS LES ENERGIES RENOUVELABLES ET INCITER LES PORTEURS DE PROJET

| ACTION N° 8 : Promouvoir le déploiement du solaire sur le territoire | | | |
|---|--|---|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Réaliser un état des lieux du potentiel en solaire thermique pour les bâtiments publics et privés | <ul style="list-style-type: none"> Cibler et étudier l'implantation de panneaux solaires thermiques sur les sites collectifs du territoire | | <ul style="list-style-type: none"> Définir une stratégie en matière d' ENR sur le territoire Reconduction de l'animation sur l'autoconsommation avec la CA21 |
| | <ul style="list-style-type: none"> Interpeller les entreprises et sites privés à fort potentiel | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Communiquer sur le Fond Chaleur Territorial (ADEME) pour le public et le privé (sauf particuliers). | | |
| Encourager le solaire photovoltaïque au sol sur les terrains artificialisés ou dégradés | <ul style="list-style-type: none"> Etudier les sites pouvant accueillir du solaire photovoltaïque au sol sur des surfaces dégradées ou sur des surfaces artificialisées | <ul style="list-style-type: none"> Etude au cas par cas des projets soumis par les opérateurs | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Inciter et accompagner les porteurs de projets au développement du solaire photovoltaïque au sol | <ul style="list-style-type: none"> Animation sur le solaire photovoltaïque en autoconsommation auprès des agriculteurs/viticulteurs avec la CA21 | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Soutenir et accompagner au besoin les futurs projets de centrale photovoltaïque au sol sur les communes de Baubigny et de Chagny | | |
| Accompagner le déploiement du solaire photovoltaïque sur les bâtiments publics | <ul style="list-style-type: none"> Réaliser l'inventaire des bâtiments communautaires (propriété ou location) favorables à l'installation de panneaux photovoltaïques. | <ul style="list-style-type: none"> Inventaire réalisé par le SICECO sur les communes adhérentes au Conseil en Energie Partagé (CEP) | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Identifier les toits communaux susceptibles d'accueillir des installations photovoltaïques pour les communes volontaires et suivre le cas échéant le montage opérationnel. (Lien avec la fiche action N°16). | <ul style="list-style-type: none"> Convention des communes avec le SICECO | |

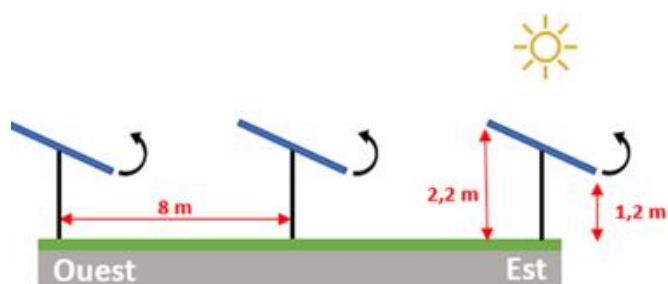




ORIENTATION 4 : INVESTIR DANS LES ENERGIES RENOUVELABLES ET INCITER LES PORTEURS DE PROJET



Réunion sur l'autoconsommation auprès des agriculteurs/viticulteurs – 08/11/23



| ACTION N°9 : Développer les autres énergies renouvelables | | | |
|---|--|--|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Qualifier le potentiel du gisement géothermique du territoire | <ul style="list-style-type: none"> Déterminer le potentiel global géothermique à l'échelle de la CABCS | | <ul style="list-style-type: none"> Définir une stratégie en matière d'ENR sur le territoire |
| | <ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'installation de systèmes géothermiques à l'échelle des bâtiments publics | | |
| Vérifier avec les acteurs du territoire le potentiel de développement en récupération de chaleur fatale | <ul style="list-style-type: none"> Evaluer le potentiel de récupération de chaleur fatale sur le site de TERREAL | | <ul style="list-style-type: none"> Projet en réflexion |
| | <ul style="list-style-type: none"> Evaluer et qualifier le potentiel de récupération de chaleur fatale sur le territoire | | |
| Poursuivre les démarches engagées relatives au déploiement d'unités de méthanisation sur le territoire | <ul style="list-style-type: none"> Prendre appui sur l'étude SOLAGRO de 2018 pour faciliter l'implantation d'unités de méthanisation sur le territoire en injection de biométhane dans le réseau de gaz | <ul style="list-style-type: none"> Différents sites étudiés, aucun ne convient pour l'instant | <ul style="list-style-type: none"> La réflexion est maintenue |
| | <ul style="list-style-type: none"> Soutenir et encourager les agriculteurs pour le développement des projets collectifs | <ul style="list-style-type: none"> En fonction des projets soumis | |
| | <ul style="list-style-type: none"> La collecte des biodéchets par les collectivités sera obligatoire à partir de 2024 : étudier si cette opportunité constitue une nouvelle source d'approvisionnement pour la méthanisation. | <ul style="list-style-type: none"> Nouvelle réglementation sur les biodéchets depuis le 1^{er} janvier 2024 | |





Site de compostage partagé dans le territoire de Beaune, Côte & Sud



Communication sur le compostage sur le site de Beaune, Côte & Sud





ORIENTATION 5 : ADAPTER LE TERRITOIRE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

| ACTION N°10 : Maîtrise des consommations d'eau et de la qualité de la ressource | | | |
|--|--|---|---|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Réalisation d'un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable permettant d'anticiper les problèmes d'alimentation. | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la stratégie de diversification de la ressource en eau sur le territoire en mobilisant les ressources alternatives | <ul style="list-style-type: none"> Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable finalisé et approuvé par le Conseil communautaire (approuvé en 2022) Mise en place d'une unité mobile de traitement d'eau potable à Vignoles | Mise en œuvre du SDAEP : <ul style="list-style-type: none"> Exécution des chantiers planifiés et évolutions du prix de l'eau pour financer les investissements inscrits au SDAEP Construction actée de 2 usines de traitement d'eau pour sécuriser les approvisionnements (Avenant 2 à la DSP) Mise en place d'un outil prédictif de surveillance de la nappe de Vignoles (Avenant 2 à la DSP) |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mener un travail à l'échelle de la CABCS sur la caractérisation des ressources stratégiques et travail sur les nouvelles ressources | | |
| Garantir la qualité de l'eau sur le territoire | <ul style="list-style-type: none"> Animer et mettre en œuvre le programme d'actions lié aux études entreprises sur les Bassins d'Alimentation de Captage (BAC). | <ul style="list-style-type: none"> Etude sur la préservation de la ressource de 3 captages prioritaires | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Communiquer sur le programme d'actions pour la préservation des captages prioritaires. | | |
| Structurer un programme global d'économie en eau sur le territoire à destination du grand public | <ul style="list-style-type: none"> Faire vivre le volet Communication/Animation dans la DSP Eau Potable afin de renforcer la sensibilisation des usagers aux économies d'eau. | <ul style="list-style-type: none"> Actions de sensibilisation dans des établissements scolaires dont une au collège de Nolay Sensibilisations sur la pollution de l'eau Les alerte sécheresse transmis par la préfecture sont diffusées sur le site internet de l'agglomération et diffusé à l'ensemble de mairies | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la sensibilisation |
| | <ul style="list-style-type: none"> Diffuser plus largement les arrêtés lors de périodes de sécheresses critiques et améliorer la communication grand public | | |



| | | | |
|---|--|--|---|
| Encourager les économies en eau auprès des filières économiques | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'opération de sensibilisation menée auprès des viticulteurs pour limiter les consommations d'eau | | <ul style="list-style-type: none"> Actions envisagées avec la CA21 |
| | <ul style="list-style-type: none"> Envisager un partenariat avec Veolia pour la mise en place de compteur téléleveur dans les exploitations viticoles | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Prévoir un travail de diagnostic sur les démarches d'économies en eau à amorcer avec les entreprises du territoire | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Recensement et organisation des projets émanant d'agriculteurs ou de collectifs d'agriculteurs | | |
| Poursuivre l'amélioration du rendement de la production et de la réduction des consommations | <ul style="list-style-type: none"> Maintenir le taux de renouvellement du réseau pour qu'il soit satisfaisant | <ul style="list-style-type: none"> Taux de renouvellement proche de 1,1 en 2023 | <ul style="list-style-type: none"> Hausse des objectifs de rendements avec mise en place d'équipements complémentaires de pré-localisation de fuites et sectorisation (Avenant 2 à la DSP) |
| | <ul style="list-style-type: none"> Améliorer le maillage des compteurs et équipements d'alerte en cas de fuite | <ul style="list-style-type: none"> Travaux d'amélioration des sectorisations | Voir ci-dessus |

Affiche diffusée pour la campagne de communication aux économies d'eau, avec la promotion de l'application « Veolia et moi »





ORIENTATION 5 : ADAPTER LE TERRITOIRE AUX EFFETS CLIMATIQUES

| ACTION N°11 : Engager une politique incitative en faveur de la gestion alternative des eaux pluviales | | | |
|--|--|---|-------------------|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Structurer la compétence au sein de la collectivité | <ul style="list-style-type: none"> Valider le zonage ainsi que le règlement de service | <ul style="list-style-type: none"> Règlement d'intervention des eaux pluviales validé en 2022 | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Réaliser le Schéma directeur des eaux pluviales | | |
| Privilégier les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales dans les nouveaux aménagements | <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales dans les aménagements via le règlement de service | <ul style="list-style-type: none"> Intégré dans le règlement d'intervention des eaux pluviales validé en 2022 | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Contrôler les dimensionnements des installations de gestion des eaux pluviales lors des demandes de raccordement ou des permis d'aménager | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Encourager l'expérimentation d'un projet communal ou intercommunal de désimperméabilisation de voirie/d'espaces publics. | | |
| Encourager des initiatives de recyclage des eaux de pluies auprès des particuliers et des professionnels | <ul style="list-style-type: none"> Conseiller et sensibiliser les particuliers et les professionnels sur les mesures de récupération des eaux pluviales | <ul style="list-style-type: none"> Conseils prodigués, notamment lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etudier la mise à disposition d'une aide pour des équipements de récupération d'eaux de pluie | | |
| Déployer les programmes d'aides financières concernant les eaux pluviales | <ul style="list-style-type: none"> Déployer le programme d'aides pour les actions visant la désimperméabilisation et les techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Communiquer sur les aides à destination des porteurs de projets pour la réutilisation des eaux de pluie. | | |





ORIENTATION 5 : ADAPTER LE TERRITOIRE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

| ACTION N°12 : Conforter la place de la nature en zone urbaine et en zone rurale | | | |
|--|--|---|-------------------|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Accompagner les communes à décliner la Trame Verte et Bleue dans leurs outils de planification et d'aménagement pour une meilleure prise en compte | <ul style="list-style-type: none"> Elaborer et valider un plan d'action Trame Verte et Bleue (TVB) et définir les moyens nécessaires | <ul style="list-style-type: none"> Intégration des enjeux de trame verte et bleue dans le nouveau SCOT adopté en 2023 | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Intégrer les enjeux de la TVB dès le processus de transmission de la délibération pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) communal | <ul style="list-style-type: none"> Analyse des projets de PLU soumis pour avis à la CABCS | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Associer les structures telles que les syndicats de rivières lors des réunions des personnes associées (PPA) des PLU. | <ul style="list-style-type: none"> Décision de la commune, compétente en matière de PLU | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Affiner les enjeux de la TVB en utilisant l'outil de Hiérarchisation des Milieux Humides élaboré par les Conservatoires d'Espaces Naturels (CEN) BFC | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Soutenir financièrement les communes dans leurs projets en faveur de la biodiversité ou dans la réalisation de diagnostics écologiques, en liens avec les enjeux Trame Verte et Bleue (TVB). | | |
| Poursuivre et amplifier les actions en faveur de la gestion différenciée des espaces. Formaliser l'engagement des communes. | <ul style="list-style-type: none"> Se servir d'un site pilote sur le territoire de la CABCS pour illustrer la gestion différenciée : les Etangs d'Or | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place sur le site des Etangs d'Or | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Conseil et sensibilisation des communes sur la gestion différenciée | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Continuer à déployer la charte "Engager nos terroirs dans nos territoires" auprès des viticulteurs. | <ul style="list-style-type: none"> Charte toujours déployée par la Confédération des Appellations et des Vignerons de Bourgogne (CAVB) | |



| | | | |
|--|--|--|---|
| Adapter les pratiques agricoles et viticoles en tenant compte des exigences en vigueur (sites classés Unesco + AOC) | <ul style="list-style-type: none"> Porter une dynamique d'animation et de sensibilisation, dans la continuité des échanges initiés par la Commission Développement Durable. | <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec la CA21 : Démonstration organisée du projet viticole collectif réalisé en 2023 à Chassagne-Montrachet à destination des viticulteurs du territoire : prévue mais ayant dû être annulée | <ul style="list-style-type: none"> Relance de l'action de démonstration organisée du projet viticole collectif réalisé en 2023 à Chassagne-Montrachet à destination des viticulteurs du territoire |
| | <ul style="list-style-type: none"> Créer un groupe de travail relatif à la préservation de la biodiversité, porté par la CA21/la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO)/L'association des Climats du Vignoble de Bourgogne/les viticulteurs pour favoriser la plantation d'arbres isolés, d'arbustes, de haies en tenant compte des préconisations de la LPO | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mobiliser les aides financières à la replantation de bosquets, d'arbres et de haies bocagères | | |
| Restauration des rivières et zones humides | <ul style="list-style-type: none"> Mener le projet de restauration de la Bouzaise | <ul style="list-style-type: none"> Des bureaux d'études sont missionnés par le syndicat de la Dheune | <ul style="list-style-type: none"> Continuer à être associé aux décisions et aux travaux du projet |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mener des travaux d'aménagement sur les rivières de la collectivité pour favoriser la biodiversité | <ul style="list-style-type: none"> Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) piloté par le Syndicat de la Dheune approuvé | |





ORIENTATION 5 : ADAPTER LE TERRITOIRE AUX EFFETS CLIMATIQUES

DU CHANGEMENT

CLIMATIQUE

| ACTION N°13 : Adapter le territoire aux phénomènes extrêmes | | | |
|--|--|---|---|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| S'adapter aux événements climatiques extrêmes : risque inondation, grêle, sécheresse, tempêtes... | <ul style="list-style-type: none"> Recensement des initiatives individuelles, puis animation et mise en œuvre opérationnelle d'une réflexion collective autour des méthodes de lutte contre le gel | | <ul style="list-style-type: none"> Actions à lancer |
| | <ul style="list-style-type: none"> Suivre les démarches portées par le Conseil Départemental de Côte d'Or sur les méthodes de lutte contre le gel et être relai d'information sur le territoire. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Installer une station de mesures à Corgengoux pour le suivi hydrologique ainsi que les suivis des assecs. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Capitaliser les pratiques culturelles permettant de limiter le ruissellement lors des orages. Ainsi, permettre une meilleure connaissance sur l'évolution des pratiques agricoles et viticoles. | | |
| Adapter le territoire aux vagues de chaleurs et canicules de plus en plus fréquentes | <ul style="list-style-type: none"> Etudier la faisabilité d'une caractérisation concrète des îlots de chaleur sur le territoire de la CABCS en lien avec l'étude PRSE3. Permettra ainsi d'aménager les espaces urbains et favoriser les îlots de fraîcheur. | <ul style="list-style-type: none"> Premiers travaux effectués en SIG avec la méthode du Cerema | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite du travail initié |
| | <ul style="list-style-type: none"> Végétaliser les espaces. Faciliter la création de parcs et jardins, de coulées verte, de jardin partagés. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Proposer des temps de formation et sensibilisation pour des projets d'aménagement plus durables. (Lien avec la fiches action 5) | | |





ORIENTATION 6 : AGIR POUR LA QUALITE DE L'AIR

| ACTION N°14 : Réduire les émissions de polluants atmosphériques | | | |
|--|--|-------------------|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Renforcer la connaissance et les partenariats | <ul style="list-style-type: none"> Établir régulièrement une feuille de route définissant les actions prioritaires à mener sur le territoire pour l'amélioration de la qualité de l'air | | <ul style="list-style-type: none"> Liens avec le schéma des mobilités |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etudier et mobiliser les aides relatives à la qualité de l'air | | |
| Initier des échanges avec la filière agricole sur les problématiques liées à la qualité de l'air | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un lieu d'échange avec la filière agricole afin de travailler ensemble sur les problématiques de qualité de l'air liées notamment aux produits phytosanitaires et au brûlage | | <ul style="list-style-type: none"> Actions à discuter avec la CA21 dans le cadre de la Convention de partenariat |
| | <ul style="list-style-type: none"> Concertation collective permettant de flécher les études et campagnes de mesures nécessaires à la connaissance sur ces problématiques | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Suite aux conclusion des études et débats collectifs, mise en place d'actions concrètes permettant de sensibiliser et d'améliorer les pratiques | | |
| Promouvoir le renouvellement des appareils de chauffage au bois ancien et sensibiliser aux bonnes pratiques | <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les habitants aux bonnes pratiques : qualité du bois, bonne utilisation des équipements, de manière à obtenir la température de combustion la plus élevée possible, entretien des appareils | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Favoriser le développement d'une filière bois-énergie locale | | |
| Engager des actions de sensibilisation et de communication | <ul style="list-style-type: none"> Lutter contre le brûlage de déchets verts par les particuliers. Sensibiliser sur les nuisances générées, rappeler l'interdiction et la faire respecter, mais également promouvoir les alternatives. | | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des rencontres avec la référente du Contrat Local de Santé (Pays Beaunois) |
| | <ul style="list-style-type: none"> Travailler à la réduction des émissions de l'industrie en diffusant les bonnes pratiques pour réduire les émissions de polluants notamment sur les chantiers. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Engager des actions de sensibilisation et d'élimination des espèces invasives telles que l'ambrosie en lien avec les actions du Contrat Local de Santé. | | |





ORIENTATION 6 : AGIR POUR LA QUALITE DE L'AIR

| ACTION N°15 : Limiter l'exposition de la population et encourager un urbanisme favorable à la santé | | | |
|---|---|-------------------|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Renforcer les actions de sensibilisation, d'information et de prévention | <ul style="list-style-type: none"> Renforcer la communication en période de pics de pollution | | <ul style="list-style-type: none"> Actions à lancer Liens avec le Schéma des mobilités |
| | <ul style="list-style-type: none"> Prévoir des interventions régulières à destination du grand public sur les enjeux de qualité de l'air | | |
| Etudier la diminution de la vitesse sur l'autoroute et ses impacts | <ul style="list-style-type: none"> Grâce à la modélisation haute définition (10mx10m), croiser les concentrations de polluants avec les zones aménagés | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Compléter la modélisation par des campagnes de mesures sur certains secteurs clefs afin de déterminer la nature des polluants présents | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Les résultats permettront d'orienter les choix en matière d'aménagement plus durable du territoire | | |
| Surveiller l'exposition des Etablissements Recevant du Public (ERP) aux polluants atmosphériques | <ul style="list-style-type: none"> Identifier les ERP en fonction de leur proximité aux sources de polluants | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Suivant les résultats, propositions d'actions à mettre en place en lien avec les gestionnaires et utilisateurs des bâtiments | | |
| Poursuivre l'application de la réglementation dans les ERP et engager des actions d'amélioration | <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et relais d'information à destination des maires sur les obligations de surveillance de la qualité de l'air (en application et à venir) | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un guide des recommandations pour une meilleure qualité de l'air | | |





ORIENTATION 7 : ACCOMPAGNER LES COMMUNES D'ÉNERGIE CLIMAT AIR ÉNERGIE

| ACTION N°16 : Accompagner et sensibiliser les communes à la gestion de leur patrimoine communal | | | |
|---|---|--|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Baisse des consommations d'énergie des bâtiments du patrimoine communal | <ul style="list-style-type: none"> Avec l'aide du SICECO, généraliser le Conseil en Energie Partagé (CEP) pour disposer d'un bilan global et d'une capacité à répondre aux aides (exemple : Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)) | <ul style="list-style-type: none"> Discussion avec le SICECO | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Organiser une veille sur les aides mobilisables et les diffuser | <ul style="list-style-type: none"> Veille en place | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Suivants les besoins des communes et les projets envisagés, mettre en place des commandes groupées de travaux. | <ul style="list-style-type: none"> En fonction des demandes | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Répondre aux besoins des communes dans le montage des projets grâce à l'accompagnement de la Plateforme Ressource. | <ul style="list-style-type: none"> Accompagnement en place | |
| Identification et exploitation des potentiels renouvelables du patrimoine communal | <ul style="list-style-type: none"> Pour les communes intéressées, organiser la réalisation collective d'études d'opportunité de réseaux de chaleur alimentés au bois énergie (et/ou chaufferies bois) | <ul style="list-style-type: none"> En fonction des demandes | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Identifier les toits communaux susceptibles d'accueillir des installations photovoltaïques | <ul style="list-style-type: none"> Des outils et simulateurs gratuits existent Discussion avec le SICECO en parallèle | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Exploiter le potentiel identifié en aidant si nécessaire les communes dans le montage de l'opération | <ul style="list-style-type: none"> En fonction des demandes | |
| Organisation d'échanges entre pairs : communication, sensibilisation et information des élus et services | <ul style="list-style-type: none"> Organiser des échanges entre pairs (élus et services) pour permettre les partages d'opérations exemplaires (patrimoine, voirie...) et l'émergence de projets partagés | <ul style="list-style-type: none"> Trois séances de sensibilisations des élus sur la transition énergétique : Comprendre, S'inspirer, Agir - une quinzaine d'élus mobilisés | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des ateliers de sensibilisation des élus avec de nouvelles animations innovantes |



ORIENTATION 8 : RENFORCER L'EXEMPLARITE DE LA COLLECTIVITE

| ACTION N°17 : Promouvoir la responsabilité au sein de l'administration | | | |
|--|---|---|---|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Structurer une politique de commande publique durable et poursuivre la dématérialisation | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre les actions de dématérialisation | <ul style="list-style-type: none"> Le service Autorisation du Droit des Sols (ADS) fonctionne de manière dématérialisée depuis le 1^{er} janvier 2022 / un nouveau service de dépôt en ligne a été créé. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Identifier par métiers des pratiques vertueuses | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Proposer un cadre général pour l'achat public responsable à l'échelle de tous les services et achats. | | |
| Formaliser un Plan de mobilité Administration (déplacements professionnels et domicile-travail des agents) | <ul style="list-style-type: none"> Maintenir certaines réunions en distanciel | <ul style="list-style-type: none"> Certaines réunions se déroulent en visioconférence | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Maintenir la possibilité de télétravail pour optimiser l'usage des locaux | <ul style="list-style-type: none"> Télétravail mis en place au niveau de la CABCS | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Favoriser et valoriser l'usage du vélo et des vélos de service | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Déployer des bornes de recharge pour véhicules électriques sur plusieurs sites dont la petite enfance | <ul style="list-style-type: none"> Installation d'une borne à l'annexe ST JEAN | |
| Poursuivre la sensibilisation des agents à travers la diffusion des bonnes pratiques, d'écogestes. | <ul style="list-style-type: none"> Réaliser un événement annuel fédérateur, impliquant les agents | | <ul style="list-style-type: none"> Animation prévue avec Bourgogne Energie Renouvelable (BER) à destination des agents, autour de la maîtrise des usages |
| | <ul style="list-style-type: none"> Faciliter le covoiturage pour les événements internes, notamment par la mise en commun des plannings | <ul style="list-style-type: none"> Création d'une plateforme de mise en relation pour le covoiturage, à disposition des agents communautaires et de la ville de Beaune | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Valoriser les économies d'énergie et d'eau, identifier avec les agents les actions impliquant des petits travaux et y consacrer un budget | | |



| | | | |
|---|---|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> Utiliser les feuilles de paye pour diffuser des recommandations d'écogestes et les dématérialiser | | |
| Tendre vers une qualité de l'air | <ul style="list-style-type: none"> Actions de sensibilisation auprès des agents de la collectivités | | <ul style="list-style-type: none"> Actions à rediscuter en 2024 |
| | <ul style="list-style-type: none"> Création d'une charte relative à la qualité de l'air intérieur. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Retours d'expériences : communiquer plus largement sur les actions mises en place dans les bâtiments de la CABCS. | | |



ORIENTATION 8 : RENFORCER L'EXEMPLARITE DE LA COLLECTIVITE

| ACTION N°18 : Maitrise de l'énergie (Patrimoine intercommunal) | | | |
|---|---|--|-------------------|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Maintien du suivi d'exploitation et des performances des bâtiments | <ul style="list-style-type: none"> Contrôler l'exploitation des bâtiments et les indicateurs de performance | <ul style="list-style-type: none"> Contrôle et suivi en place | |
| Encourager la performance environnementale lors de projets neufs ou en rénovation | <ul style="list-style-type: none"> Etudier pour tout projet neuf ou de rénovation l'intégration de critères environnementaux, énergétiques et climatiques performants. | <ul style="list-style-type: none"> Action engagée | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Rationaliser les surfaces occupées et les consommations liées, en particulier pour la restauration scolaire actuellement dispersée sur 34 sites | <ul style="list-style-type: none"> Réflexion engagée | |
| Amélioration des performances environnementales de la flotte de véhicules | <ul style="list-style-type: none"> Partager une stratégie d'achat harmonisée avec Beaune avec laquelle la CABCS partage un gestionnaire. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Identifier les véhicules sur lesquels une énergie moins carbonée peut être déployée sans affecter le fonctionnement | <ul style="list-style-type: none"> Achat d'un véhicule électrique : mis à disposition des agents de l'Annexe Saint Jean | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Former les agents volontaires à l'écoconduite | <ul style="list-style-type: none"> Formation des chauffeurs de Bennes à Ordures Ménagères | |
| Mobilisation de tous les financements sur les travaux éligibles portés par la CABCS | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la valorisation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) sur les travaux les plus significatifs | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Mobiliser les appels à projets régionaux pour financer les projets les plus ambitieux | | |





ORIENTATION 8 : RENFORCER L'EXEMPLARITE DE LA COLLECTIVITE

| ACTION N°19 : Encourager le soutien aux compétences communautaires vertueuses | | | |
|---|--|---|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Eau potable et assainissement | <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre le suivi des consommations des stations (indicateur du PCAET) et affiner le suivi des consommations d'énergie par postes sur les usines et réseaux | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Systématiser les techniques sans tranchées sauf justification, recycler les matériaux sur chantier | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Avec le Schéma directeur de l'eau potable, adopter un objectif de réduction des fuites et définir une stratégie d'investissement correspondante. Identifier et exploiter des sources non conventionnelles (réutilisation des eaux usées (REUSE), pluie...) | <ul style="list-style-type: none"> Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable finalisé et approuvé en décembre 2022 | <ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du Schéma Voir actions 10 et 11 |
| | <ul style="list-style-type: none"> Développer les énergies renouvelables sur les réseaux | <ul style="list-style-type: none"> Les opportunités sont étudiées | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etudier la possibilité de développer une filière de traitement et réutilisation des sables | | |
| Restauration scolaire | <ul style="list-style-type: none"> Maintenir dans le cadre du nouveau marché de restauration les taux de produits bio, locaux et labellisés (référence 70%) | <ul style="list-style-type: none"> Le nouveau marché public de restauration applicable depuis le 1er janvier 2022 répond aux obligations de la loi EGALIM d'une offre bio et locale. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Utiliser le nouveau marché pour sensibiliser au gaspillage alimentaire dans l'assiette et travailler avec le Pays Beanois pour renforcer l'approvisionnement local | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de recommandations Réalisation d'expérimentations : étude en cours sur le gaspillage des entrées. | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire en lien avec le tri à la source des biodéchets |



| | | | |
|-----------------------------|---|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Anticiper l'échéance de 2025 pour interdire les contenants de cuisson, réchauffe et service en plastique | <ul style="list-style-type: none"> • En réflexion : idées de contenants en inox ou en matériaux biosourcés • Le nouveau marché public de restauration applicable depuis le 1er janvier 2022 répond aux obligations à venir en matière de conditionnement. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Rationnaliser les tournées de distribution de repas | <ul style="list-style-type: none"> • Inscrit dans le cahier des charges du Marché et les critères d'évaluation du prestataire • Des solutions sont déployées pour accroître l'efficacité des tournées (2 camions au lieu de 3, mise à disposition des clés de chaque établissement...) | |
| Transports en commun | <ul style="list-style-type: none"> • Etudier le développement d'une billettique commune avec la Région pour permettre l'interopérabilité ou la création de tickets combinés | <ul style="list-style-type: none"> • Réflexion en cours | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Faire des fiches pour les nouveaux arrivants/salariés pour la découverte du réseau de transports en commun, démarcher les nouvelles entreprises | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • A l'occasion du renouvellement de la Délégation de Service Public (DSP) en 2023, étudier la faisabilité d'un changement de motorisation (GNV ou électrique) | <ul style="list-style-type: none"> • DSP renouvelée en 2023 : les bus diesel sont dorénavant alimentés avec du bio-carburant HVO et mise en circulation de 3 navettes électriques | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Elaborer un PLPDMA | <ul style="list-style-type: none"> • PLPDMA élaboré et validé au Conseil Communautaire de Février 2021 | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du PLPDMA |



| | | | |
|----------------------|---|--|--|
| Collecte des déchets | <ul style="list-style-type: none"> Utiliser les marchés publics pour imposer des matériaux recyclés comme les granulats ou les enrobés | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Optimiser les fréquences de collecte pour réduire l'impact carbone de cette activité | | <ul style="list-style-type: none"> Etude à réaliser en 2024 sur le secteur de la régie de collecte (Beaune et trois communes) |



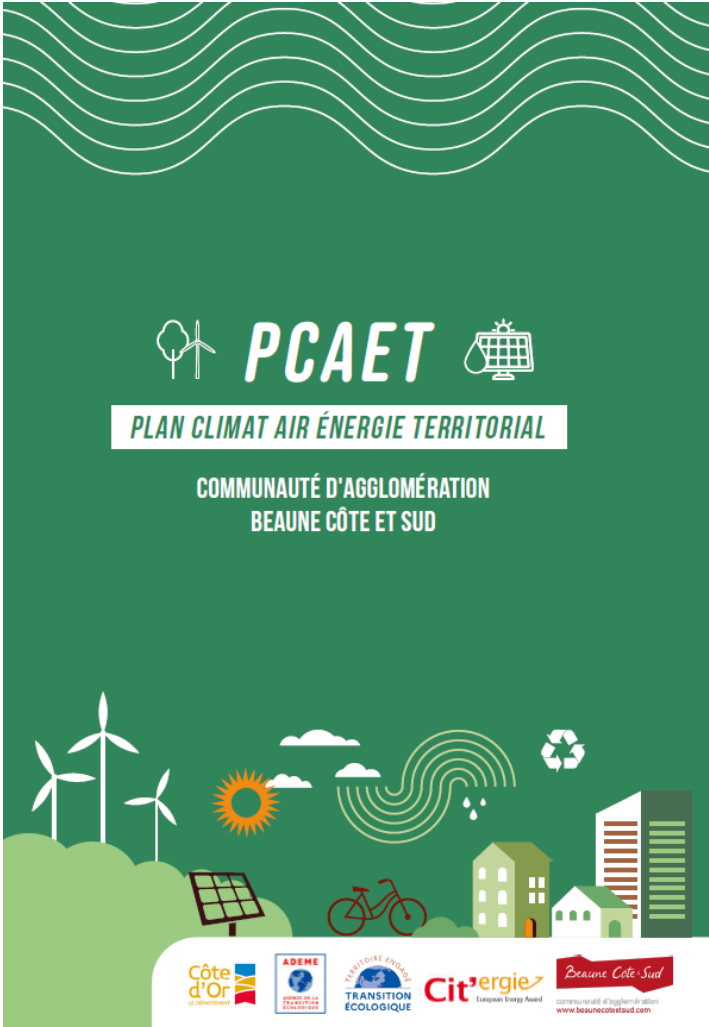
Affiche de communication sur le Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)



ORIENTATION 8 : RENFORCER L'EXEMPLARITE DE LA COLLECTIVITE

| ACTION N°20 : Impliquer les citoyens et acteurs du territoire | | | |
|--|---|--|--|
| Objectifs des fiches actions | Description des actions | État d'avancement | Perspectives 2024 |
| Accompagnement des acteurs économiques dans la généralisation des bonnes pratiques | <ul style="list-style-type: none"> Avec les chambres consulaires, identifier les bonnes pratiques en place, les valoriser pour les diffuser, et faire connaître les dispositifs d'aide en place. | <ul style="list-style-type: none"> Diffusion d'un guide dans le cadre de la convention avec la CMA | |
| Sensibilisation en milieu périscolaire et scolaire | <ul style="list-style-type: none"> Préciser les ressources disponibles en interne pouvant être mises à disposition des animateurs | <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec BER : transfert de compétences pédagogiques sur les thèmes du développement durable, à destination des animateurs des périscolaires du territoire | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise à disposition de « mallettes pédagogiques » pour les animateurs périscolaires |
| | <ul style="list-style-type: none"> Etudier le déploiement de programmes nationaux de sensibilisation à la transition écologique, en milieu scolaire sur le territoire (économie d'eau et d'énergie, écomobilité notamment) | <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec Bourgogne Energies Renouvelables (BER) : 2 projets éducatifs sur les thèmes liés à l'énergie ont été organisés au sein de 2 périscolaires du territoire à Meursault et Ladoix-Serigny (2 projets scolaire et 2 projets périscolaires avaient déjà eu lieu en 2022) | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des projets éducatifs en périscolaire et scolaire en lien avec la nouvelle convention 2024 |
| Responsabilisation des citoyens : inciter aux changements de comportement (logement, déplacements, achats...) | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en avant régulièrement des possibilités d'action pour les citoyens dans la communication institutionnelle (CABCS, communes). | <ul style="list-style-type: none"> Création d'une plaquette de présentation du PCAET tout public Refonte du site internet pour mettre en valeur les actions de l'Agglo | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Utiliser des événements spécifiques pour humaniser les conseils prodigués sous une forme ludique enthousiasmante | <ul style="list-style-type: none"> Ateliers proposés lors de la Semaine Européenne du Développement Durable 2023 avec Emmaus Stand événementiel lors du festival « Vivons Plus Haut » | <ul style="list-style-type: none"> Renouveler et développer en 2024 |
| | <ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'écoresponsabilité des événements de la CABCS et soutenus par elle : gestion des déchets, accessibilité des visiteurs, maîtrise de l'énergie, achats locaux durables | <ul style="list-style-type: none"> Approbation d'une nouvelle convention avec les organisateurs de manifestation (facturation au-delà de 1m3 collecté, le tri correctement réalisé n'étant pas pris en compte) | |





Plaquette de présentation du PCAET de la CABCS

Plan Climat Air Énergie Territorial

Refonte site internet



Les ambitions du PCAET (2022-2027)



Le Plan Climat en Action



Quelles aides pour rénover votre logement et favoriser les énergies renouvelables ?



La Communauté d'Agglomération est labellisée « Territoire engagé pour la transition écologique »



Les chiffres clés du territoire



Contact Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET)



Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 01/03/2024

Reçu en préfecture le 01/03/2024

Publié le 05/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_009-DE



Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024
 Nombre de Conseillers en exercice : 90
 Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58
 Nombre de Procurations : 18
 Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président

Présents : *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,

Suppléants : M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
 Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
 M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
 M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),

Délégués ayant donné procuration :

Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
 Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
 Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
 M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
 M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
 Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
 Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
 Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
 M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
 Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
 M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
 M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
 M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
 M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
 Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
 Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
 M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
 M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,

Délégués absents non représentés :

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

TRANSPORTS : AVENANT 1 AU CONTRAT KEOLIS (DSP TRANSPORTS)

RAPPORTEUR : M. COSTE

Par délibération du 27 février 2023, le Conseil communautaire a approuvé le contrat de délégation de service public (DSP) pour la gestion du transport urbain à la société KEOLIS, pour une durée de 7 ans et 4 mois, à compter du 1^{er} avril 2023.

Cette nouvelle DSP, caractérisée notamment par la mise en circulation de 3 navettes électriques en heures creuses, a été mise en place en 3 phases successives, avec un démarrage du service complet du nouveau réseau le 28 août 2023.

Après six mois de mise en place du nouveau réseau, on constate une augmentation de 12% de la fréquentation globale par rapport à 2022.

Afin de tenir compte des retours formulés par des usagers sur certaines lignes (secteurs Maladière et Vignes Rouges) et renforcer l'attractivité de la ligne A, il est nécessaire d'apporter quelques ajustements sur les circuits des lignes A, B et C. C'est l'objet de l'avenant n°1 proposé au présent rapport.

Par ailleurs, une erreur s'est glissée entre l'article 31.2 de la convention et l'annexe 14 qui détaille le forfait de charges de la convention. L'avenant a donc également pour objet de corriger l'article 31.2 pour le rendre conforme à l'annexe 14, et régulariser le trop-perçu de KEOLIS en 2023.

1 - Ajustement des lignes A, B et C :

- 1.1 Ligne A : le tracé est modifié tout en confortant la desserte du centre-ville, notamment avec une desserte autour du boulevard circulaire, pour améliorer la fréquentation en ajoutant à la clientèle touristique, une clientèle locale grâce à l'ajout de correspondances. Ce nouveau tracé apportera également un service supplémentaire aux usagers venant du parking de covoiturage.
- 1.2 Ligne B : 2 circuits distincts heures pleines « B1 » et heures creuses « B2 » sont proposés : le circuit B1 heures pleines desservira les zones d'activités, la ZAC des Cerisières avec la création d'un nouvel arrêt, et la ZAC Porte de Beaune. Le circuit B2 heures creuses ne desservira plus les ZAC, mais offrira une desserte supplémentaire aux quartiers Vignes Rouges et Vérottes pour répondre à la demande des usagers.
- 1.3 Ligne C : le circuit sera bouclé à l'arrêt « Bataillon de La Garde » vers le magasin Leclerc. Cet aménagement permettra la liaison Leclerc-Forum plus directement. La ligne sera scindée en 2, C1 et C2 qui partiront alternativement d'un côté et de l'autre de l'arrêt « Bataillon de la Garde ».

Globalement, ces ajustements amélioreront significativement les correspondances sur le boulevard circulaire et faciliteront les jonctions entre les différents quartiers.

TRANSPORTS : AVENANT 1 AU CONTRAT KEOLIS (DSP TRANSPORTS)**RAPPORTEUR : M. COSTE**

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES


Jérôme CHIODO

« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

Dans ce cadre, cinq nouveaux arrêts devront être aménagés et neuf arrêts verront leur nom changer.

KEOLIS ajustera son offre de manière à ce que le nombre global de kilomètres parcourus annuellement reste inchangé, et donc sans impact sur la contribution forfaitaire versée par la Communauté d'agglomération au délégataire. L'ajustement se fera notamment sur la ligne A, avec une diminution de fréquence les vendredis et samedis (fréquence 1 heure au lieu de 30 minutes) et sur la ligne B avec une légère diminution de la fréquence.

La communication sera assurée par le délégataire, qui devra modifier l'ensemble des fiches horaires et plans, ainsi que l'affichage aux points d'arrêt. Elle sera assurée par le biais du nouveau site internet du délégataire et par l'appli mobile qui sera mise en service.

Ces ajustements entreront en vigueur le lundi 4 mars 2024.

2 - Article 31.2 de la convention

Lors de la rédaction définitive du contrat, le montant indiqué à l'article 31.2 de la convention « Niveau du forfait de charges » n'a pas été mis à jour et diffère de celui défini après négociation à l'annexe 14 qui détaille la composition du forfait de charge sur la durée de la DSP.

Pour l'année 2023, la différence de 8 483.56 € facturé par KEOLIS à la Communauté d'Agglomération au titre de l'année 2023 sera reversée par le délégataire. Le tableau de synthèse de l'article 31.2 de la DSP sera modifié en conséquence.

3 – Fondement juridique de l'avenant n°1 :

Ces modifications mineures sont fondées sur les articles de la Commande publique :

- L.3135-1 disposant qu'un « *contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence (...) lorsque (...): 6° Les modifications sont de faible montant* »,
- R.3135-8 disposant quant à lui que « *le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen et à 10 % du montant du contrat de concession initial* ».

DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- APPROUVE l'avenant n°1 à la Délégation de Service Public pour la gestion des transports publics urbains, scolaires et à la demande, conclu avec la société KEOLIS,
- AUTORISE le Président ou son Représentant à signer l'avenant 1 ainsi que tout document afférent et effectuer toute démarche.

PROJET



Beaune Côte & Sud

communauté d'agglomération
www.beaunecoteetsud.com

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BEAUNE COTE ET SUD

Délégation de service public pour la gestion des transports
publics urbains, scolaires et à la demande

AVENANT n°1

au contrat du 29 mars 2023

26 février 2024

PROJET

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud,

représentée par son président, Monsieur Alain SUGUENOT, ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Communautaire du 26 février 2024.

ci-après dénommée " **l'Autorité Organisatrice**", d'une part,

ET

La **Société Keolis SA**, société anonyme au capital de 619 793 616,00 euros, dont le siège social est situé au 34, avenue LEONARD De Vinci, 92400 Courbevoie, immatriculée au RCS de Paris sous le n°552 111 809, agissant au nom et pour le compte de sa filiale KEOLIS Beaune Mobilités, représentée par Didier CAZELLES, agissant en qualité de Directeur Général Adjoint France, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée " **le Délégué** ", d'autre part

conjointement dénommées « **les Parties** »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PROJET

ARTICLE LIMINAIRE - OBJET DU PRESENT AVENANT :

Le présent avenant a pour objet d'apporter au contrat de délégation de service public les adaptations techniques et financières induites par :

1. La modification de la consistance de l'offre de transport

- Ligne A : modification du tracé et de la fréquence de passage
- Ligne B : modification du tracé
- Ligne C : modification du tracé et de la fréquence de passage
- Modalités financières
- Mise à jour de l'annexe 1 du contrat

2. Révision des montants du niveau de forfait de charge

ARTICLE 1 : Modification de la consistance de l'offre de transport

Conformément à l'article 17.2 du contrat de service public et afin de répondre aux besoins des habitants, l'Autorité Organisatrice a souhaité apporter des modifications à l'offre de transport. Ces modifications concernent les lignes A, B et C, et prendront effet le **lundi 04 mars 2024**.

- **La ligne A : Parking P+R / Cité des vins / Place Carnot / Monuments aux Morts / Faubourg Perpreuil / Parking P+R**

Nouveau plan de la ligne A :



PROJET

Nouveaux horaires :

| Ligne A : Parking P+R - Cité du cinéma | | | | | | | | | | | |
|--|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Toute l'année | | | | | | | | | | | |
| Jours de fonctionnement | Lun | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Mar | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Mer | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Jeu | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Ven | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Sam | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Arrêt | Dim | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Parking P+R | | 9:53 | 10:53 | 11:53 | 12:53 | 13:53 | 14:53 | 15:53 | 16:53 | 17:53 | 18:23 |
| Cité des climats de bourgogne | | 9:56 | 10:56 | 11:56 | 12:56 | 13:56 | 14:56 | 15:56 | 16:56 | 17:56 | 18:26 |
| Palais des congrès | | 9:59 | 10:59 | 11:59 | 12:59 | 13:59 | 14:59 | 15:59 | 16:59 | 17:59 | 18:29 |
| Commissariat | | 10:01 | 11:01 | 12:01 | 13:01 | 14:01 | 15:01 | 16:01 | 17:01 | 18:01 | 18:31 |
| Place Carnot | | 10:04 | 11:04 | 12:04 | 13:04 | 14:04 | 15:04 | 16:04 | 17:04 | 18:04 | 18:34 |
| Alsace | | 10:05 | 11:05 | 12:05 | 13:05 | 14:05 | 15:05 | 16:05 | 17:05 | 18:05 | 18:35 |
| Ferry Transco | Corresp C | 10:06 | 11:06 | 12:06 | 13:06 | 14:06 | 15:06 | 16:06 | 17:06 | 18:06 | 18:36 |
| Cité du Cinéma - marey | Corresp C | 10:07 | 11:07 | 12:07 | 13:07 | 14:07 | 15:07 | 16:07 | 17:07 | 18:07 | 18:37 |
| Monuments aux morts | Corresp C | 10:09 | 11:09 | 12:09 | 13:09 | 14:09 | 15:09 | 16:09 | 17:09 | 18:09 | 18:39 |
| Bastion | Corresp C | 10:11 | 11:11 | 12:11 | 13:11 | 14:11 | 15:11 | 16:11 | 17:11 | 18:11 | 18:41 |
| Marie de Bourgogne | Corresp C | 10:12 | 11:12 | 12:12 | 13:12 | 14:12 | 15:12 | 16:12 | 17:12 | 18:12 | 18:42 |
| Faubourg Perpreuil | | 10:12 | 11:12 | 12:12 | 13:12 | 14:12 | 15:12 | 16:12 | 17:12 | 18:12 | 18:42 |
| St Jacques | | 10:13 | 11:13 | 12:13 | 13:13 | 14:13 | 15:13 | 16:13 | 17:13 | 18:13 | 18:43 |
| Templier Jacques de Molay | | 10:16 | 11:16 | 12:16 | 13:16 | 14:16 | 15:16 | 16:16 | 17:16 | 18:16 | 18:46 |
| Cité des climats de bourgogne | | 10:19 | 11:19 | 12:19 | 13:19 | 14:19 | 15:19 | 16:19 | 17:19 | 18:19 | 18:49 |

Impact en matière de points d'arrêt :

Pour l'occasion, 4 arrêts sont créés sur ce nouvel itinéraire :

- L'arrêt **Alsace**, situé rue d'Alsace ;
- L'arrêt **Faubourg Perpreuil**, situé Faubourg Perpreuil ;
- L'arrêt **De Gaulle**, situé Avenue Charles De Gaulle ;
- L'arrêt **Templiers – Jacques de Molay**, situé rue du Faubourg Saint-Jacques.

6 autres arrêts seront renommés :

- L'arrêt Very devient **Bastion des Hospices**;
- L'arrêt Jardin Anglais devient l'arrêt **Cité du Cinéma**;
- L'arrêt De Gaulle devient l'arrêt **Palais des congrès**
- L'arrêt Cité des climats de Bourgogne devient l'arrêt **Cité des Vins**
- L'arrêt Place Carnot devient l'arrêt **Hôtel Dieu Carnot**
- L'arrêt Ferry Transco devient l'arrêt **Château**

PROJET

- **La ligne B :**

- Ligne B1 : Gare / Echaliers / ZAC Cerisières / Zac Porte de Beaune / Palais des congrès / Marie de Bourgogne / Gare
- Ligne B2 : Gare / Palais des congrès / Cuirassiers/ Prévailles / Jaffelin/ Marie de Bourgogne / Gare

Nouveaux plans des lignes B1 et B2 :

B1 (heures de pointe)



B2 (heures creuses)



PROJET

Nouveaux horaires :

| Ligne B1 : Gare - ZAC | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------|-----------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Toute l'année | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jours de fonctionnement | Lun | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Mar | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Mer | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Jeu | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Ven | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Arrêt | Sam | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Gare | | 7:40 | 8:10 | 8:40 | 11:40 | 12:10 | 12:40 | 13:10 | 13:40 | 16:40 | 17:10 | 17:40 | 18:10 | 18:40 | 19:10 |
| Echaliers | | 7:43 | 8:13 | 8:43 | 11:43 | 12:13 | 12:43 | 13:13 | 13:43 | 16:43 | 17:13 | 17:43 | 18:13 | 18:43 | 19:13 |
| Lac | | 7:44 | 8:14 | 8:44 | 11:44 | 12:14 | 12:44 | 13:14 | 13:44 | 16:44 | 17:14 | 17:44 | 18:14 | 18:44 | 19:14 |
| Route de Vedun | | 7:45 | 8:15 | 8:45 | 11:45 | 12:15 | 12:45 | 13:15 | 13:45 | 16:45 | 17:15 | 17:45 | 18:15 | 18:45 | 19:15 |
| ZAC Cerisières | | 7:49 | 8:19 | 8:49 | 11:49 | 12:19 | 12:49 | 13:19 | 13:49 | 16:49 | 17:19 | 17:49 | 18:19 | 18:49 | 19:19 |
| Philippe Le Bon | | 7:53 | 8:23 | 8:53 | 11:53 | 12:23 | 12:53 | 13:23 | 13:53 | 16:53 | 17:23 | 17:53 | 18:23 | 18:53 | 19:23 |
| Buffon | | 7:53 | 8:23 | 8:53 | 11:53 | 12:23 | 12:53 | 13:23 | 13:53 | 16:53 | 17:23 | 17:53 | 18:23 | 18:53 | 19:23 |
| CD21 | | 7:54 | 8:24 | 8:54 | 11:54 | 12:24 | 12:54 | 13:24 | 13:54 | 16:54 | 17:24 | 17:54 | 18:24 | 18:54 | 19:24 |
| Champollion | | 7:56 | 8:26 | 8:56 | 11:56 | 12:26 | 12:56 | 13:26 | 13:56 | 16:56 | 17:26 | 17:56 | 18:26 | 18:56 | 19:26 |
| Ampère | | 7:57 | 8:27 | 8:57 | 11:57 | 12:27 | 12:57 | 13:27 | 13:57 | 16:57 | 17:27 | 17:57 | 18:27 | 18:57 | 19:27 |
| ZAC Porte de Beaune | | 7:58 | 8:28 | 8:58 | 11:58 | 12:28 | 12:58 | 13:28 | 13:58 | 16:58 | 17:28 | 17:58 | 18:28 | 18:58 | 19:28 |
| Palais des Congrès | | 7:59 | 8:29 | 8:59 | 11:59 | 12:29 | 12:59 | 13:29 | 13:59 | 16:59 | 17:29 | 17:59 | 18:29 | 18:59 | 19:29 |
| Marie de Bourgogne | Corresp C | 8:01 | 8:31 | 9:01 | 12:01 | 12:31 | 13:01 | 13:31 | 14:01 | 17:01 | 17:31 | 18:01 | 18:31 | 19:01 | 19:31 |
| Bouley | | 8:01 | 8:31 | 9:01 | 12:01 | 12:31 | 13:01 | 13:31 | 14:01 | 17:01 | 17:31 | 18:01 | 18:31 | 19:01 | 19:31 |
| Gare | Corresp C | 8:04 | 8:34 | 9:04 | 12:04 | 12:34 | 13:04 | 13:34 | 14:04 | 17:04 | 17:34 | 18:04 | 18:34 | 19:04 | 19:34 |

| Ligne B2 : Gare - Cuirassiers | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|-----------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---|---|---|---|---|---|
| Toute l'année | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jours de fonctionnement | Lun | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | | | | | | |
| | Mar | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | | | | | | |
| | Mer | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | | | | | | |
| | Jeu | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | | | | | | |
| | Ven | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | | | | | | |
| Arrêt | Sam | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Gare | | 9:30 | 9:40 | 10:40 | 10:50 | 11:40 | 12:10 | 14:20 | 15:40 | | | | | | |
| Echaliers | | 9:33 | 9:43 | 10:43 | 10:53 | 11:43 | 12:13 | 14:23 | 15:43 | | | | | | |
| Lac | | 9:34 | 9:44 | 10:44 | 10:54 | 11:44 | 12:14 | 14:24 | 15:44 | | | | | | |
| Route de Verdun | | 9:35 | 9:45 | 10:45 | 10:55 | 11:45 | 12:15 | 14:25 | 15:45 | | | | | | |
| Palais des Congrès | | 9:38 | 9:48 | 10:48 | 10:58 | 11:48 | 12:18 | 14:28 | 15:48 | | | | | | |
| Marie-Noël | | 9:40 | 9:50 | 10:50 | 11:00 | 11:50 | 12:20 | 14:30 | 15:50 | | | | | | |
| Roupenel 2 | | 9:41 | 9:51 | 10:51 | 11:01 | 11:51 | 12:21 | 14:31 | 15:51 | | | | | | |
| Roupenel 1 | | 9:42 | 9:52 | 10:52 | 11:02 | 11:52 | 12:22 | 14:32 | 15:52 | | | | | | |
| Chazeaux | | 9:43 | 9:53 | 10:53 | 11:03 | 11:53 | 12:23 | 14:33 | 15:53 | | | | | | |
| Cuirassiers | | 9:45 | 9:55 | 10:55 | 11:05 | 11:55 | 12:25 | 14:35 | 15:55 | | | | | | |
| Rates 2 | | 9:46 | 9:56 | 10:56 | 11:06 | 11:56 | 12:26 | 14:36 | 15:56 | | | | | | |
| Rates 1 | | 9:46 | 9:56 | 10:56 | 11:06 | 11:56 | 12:26 | 14:36 | 15:56 | | | | | | |
| Levéés | | 9:47 | 9:57 | 10:57 | 11:07 | 11:57 | 12:27 | 14:37 | 15:57 | | | | | | |
| Prévoles | | 9:49 | 9:59 | 10:59 | 11:09 | 11:59 | 12:29 | 14:39 | 15:59 | | | | | | |
| Jaffelin | | 9:50 | 10:00 | 11:00 | 11:10 | 12:00 | 12:30 | 14:40 | 16:00 | | | | | | |
| Bastion | | 9:51 | 10:01 | 11:01 | 11:11 | 12:01 | 12:31 | 14:41 | 16:01 | | | | | | |
| Marie de Bourgogne | Corresp C | 9:52 | 10:02 | 11:02 | 11:12 | 12:02 | 12:32 | 14:42 | 16:02 | | | | | | |
| Bouley | | 9:52 | 10:02 | 11:02 | 11:12 | 12:02 | 12:32 | 14:42 | 16:02 | | | | | | |
| Gare | Corresp C | 9:55 | 10:05 | 11:05 | 11:15 | 12:05 | 12:35 | 14:45 | 16:05 | | | | | | |

PROJET

Impact en matière de points d'arrêt :

Pour l'occasion, un arrêt est créé sur le nouveau tracé :

- L'arrêt **Les Cerisières**, situé rue de la Cerisière.

3 autres arrêts seront renommés :

- L'arrêt Palais des congrès devient **Porte de Beaune**
- L'arrêt Pétaisse devient l'arrêt **Jaffelin**
- L'arrêt Sécurité Sociale devient l'arrêt **Porte Marie de Bourgogne**

- **La ligne C :**

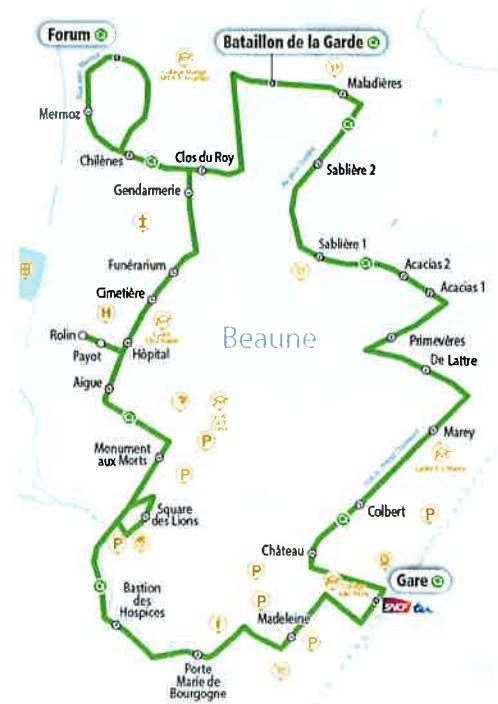
- Ligne C1 : Bataillon de la garde / Acacias / Marey / Monument aux Morts / Bouzaise / Hôpital / Chilène / Bataillon de la garde
- Ligne C2 : Bataillon de la garde / Chilène / Hôpital / Monument aux Morts / Square des lions / Gare / Acacias / Bataillon de la garde

Nouveaux Plans des lignes C1 et C2 :

Ligne C1



Ligne C2



PROJET

Nouveaux horaires :

| Ligne C1 : Bataillon de la Garde via Bouzaise | | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---|
| Toute l'année | | | | | | | | | |
| Jours de fonctionnement | Lun | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Mar | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Mer | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Jeu | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Ven | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Arrêt | Sam | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bataillon de la Garde | 09:02 | 10:24 | 11:46 | 13:08 | 14:30 | 15:52 | 17:10 | 18:32 | |
| Maladières | 09:03 | 10:25 | 11:47 | 13:09 | 14:31 | 15:53 | 17:11 | 18:33 | |
| Sablrière 2 | 09:05 | 10:27 | 11:49 | 13:11 | 14:33 | 15:55 | 17:13 | 18:35 | |
| Sablrière 1 | 09:06 | 10:28 | 11:50 | 13:12 | 14:34 | 15:56 | 17:14 | 18:36 | |
| Acacias 2 | 09:08 | 10:30 | 11:52 | 13:14 | 14:36 | 15:58 | 17:16 | 18:38 | |
| Acacias 1 | 09:08 | 10:30 | 11:52 | 13:14 | 14:36 | 15:58 | 17:16 | 18:38 | |
| Primevères | 09:09 | 10:31 | 11:53 | 13:15 | 14:37 | 15:59 | 17:17 | 18:39 | |
| De Lattre | 09:11 | 10:33 | 11:55 | 13:17 | 14:39 | 16:01 | 17:19 | 18:41 | |
| Marev | 09:12 | 10:34 | 11:56 | 13:18 | 14:40 | 16:02 | 17:20 | 18:42 | |
| Colbert | 09:13 | 10:35 | 11:57 | 13:19 | 14:41 | 16:03 | 17:21 | 18:43 | |
| Ferry Transco | 09:16 | 10:38 | 12:00 | 13:22 | 14:44 | 16:06 | 17:24 | 18:46 | |
| Cité du cinéma - Marey | 09:17 | 10:39 | 12:01 | 13:23 | 14:45 | 16:07 | 17:25 | 18:47 | |
| Monument aux morts | 09:18 | 10:40 | 12:02 | 13:24 | 14:46 | 16:08 | 17:26 | 18:48 | |
| Square des Lions | 09:21 | 10:43 | 12:05 | 13:27 | 14:49 | 16:11 | 17:29 | 18:51 | |
| Jaffelin <i>corresp B</i> | 09:22 | 10:44 | 12:06 | 13:28 | 14:50 | 16:12 | 17:30 | 18:52 | |
| Lycée Viticole | 09:22 | 10:44 | 12:06 | 13:28 | 14:50 | 16:12 | 17:30 | 18:52 | |
| Bouzaise | 09:23 | 10:45 | 12:07 | 13:29 | 14:51 | 16:13 | 17:31 | 18:53 | |
| Clair Matin | 09:24 | 10:46 | 12:08 | 13:30 | 14:52 | 16:14 | 17:32 | 18:54 | |
| Aigue | 09:26 | 10:48 | 12:10 | 13:32 | 14:54 | 16:16 | 17:34 | 18:56 | |
| Payot | 09:26 | 10:48 | 12:10 | 13:32 | 14:54 | 16:16 | 17:34 | 18:56 | |
| Rolin | 09:26 | 10:48 | 12:10 | 13:32 | 14:54 | 16:16 | 17:34 | 18:56 | |
| Hopital | 09:27 | 10:49 | 12:11 | 13:33 | 14:55 | 16:17 | 17:35 | 18:57 | |
| Cimetière | 09:28 | 10:50 | 12:12 | 13:34 | 14:56 | 16:18 | 17:36 | 18:58 | |
| Funérarium | 09:29 | 10:51 | 12:13 | 13:35 | 14:57 | 16:19 | 17:37 | 18:59 | |
| Gendarmerie | 09:30 | 10:52 | 12:14 | 13:36 | 14:58 | 16:20 | 17:38 | 19:00 | |
| Chilènes | 09:30 | 10:52 | 12:14 | 13:36 | 14:58 | 16:20 | 17:38 | 19:00 | |
| Forum | 09:31 | 10:53 | 12:15 | 13:37 | 14:59 | 16:21 | 17:39 | 19:01 | |
| Mermoz | 09:31 | 10:53 | 12:15 | 13:37 | 14:59 | 16:21 | 17:39 | 19:01 | |
| Chilènes | 09:32 | 10:54 | 12:16 | 13:38 | 15:00 | 16:22 | 17:40 | 19:02 | |
| Clos du Roy | 09:32 | 10:54 | 12:16 | 13:38 | 15:00 | 16:22 | 17:40 | 19:02 | |
| Bataillon de la Garde | 09:36 | 10:58 | 12:20 | 13:42 | 15:04 | 16:26 | 17:44 | 19:06 | |

PROJET

| Ligne C2 : Bataillon de la Garde via Gare | | | | | | | | |
|---|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Toute l'année | | | | | | | | |
| Jours de fonctionnement | Lun | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Mar | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Mer | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Jeu | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | Ven | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Arrêt | Sam | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bataillon de la Garde | 9:42 | 11:04 | 12:26 | 13:48 | 15:10 | 17:50 | 19:06 | |
| Clos du Roy | 9:44 | 11:06 | 12:28 | 13:50 | 15:12 | 17:52 | - | |
| Chilènes | 9:45 | 11:07 | 12:29 | 13:51 | 15:13 | 17:53 | - | |
| Forum | 9:46 | 11:08 | 12:30 | 13:52 | 15:14 | 17:54 | - | |
| Mermoz | 9:47 | 11:09 | 12:31 | 13:53 | 15:15 | 17:55 | - | |
| Chilènes | 9:48 | 11:10 | 12:32 | 13:54 | 15:16 | 17:56 | - | |
| Gendarmerie | 9:48 | 11:10 | 12:32 | 13:54 | 15:16 | 17:56 | - | |
| Funérarium | 9:49 | 11:11 | 12:33 | 13:55 | 15:17 | 17:57 | - | |
| Cimetière | 9:50 | 11:12 | 12:34 | 13:56 | 15:18 | 17:58 | - | |
| Hopital | 9:51 | 11:13 | 12:35 | 13:57 | 15:19 | 17:59 | - | |
| Payot | 9:51 | 11:13 | 12:35 | 13:57 | 15:19 | 17:59 | - | |
| Rolin | 9:51 | 11:13 | 12:35 | 13:57 | 15:19 | 17:59 | - | |
| Aigue | 9:52 | 11:14 | 12:36 | 13:58 | 15:20 | 18:00 | - | |
| Monument aux morts | Corresp A | 9:53 | 11:15 | 12:37 | 13:59 | 15:21 | 18:01 | - |
| Square des lions | 9:56 | 11:18 | 12:40 | 14:02 | 15:24 | 18:04 | - | |
| Bastion | Corresp A | 9:59 | 11:21 | 12:43 | 14:05 | 15:27 | 18:07 | - |
| Marie de Bourgogne | Corresp A/B | 10:00 | 11:22 | 12:44 | 14:06 | 15:28 | 18:08 | - |
| Madeleine | 10:02 | 11:24 | 12:46 | 14:08 | 15:30 | 18:10 | - | |
| Gare | Corresp B | 10:05 | 11:27 | 12:49 | 14:11 | 15:33 | 18:13 | 19:29 |
| Ferry Transco | 10:06 | 11:28 | 12:50 | 14:12 | 15:34 | 18:14 | | |
| Colbert | 10:08 | 11:30 | 12:52 | 14:14 | 15:36 | 18:16 | | |
| Marey | 10:08 | 11:30 | 12:52 | 14:14 | 15:36 | 18:16 | | |
| De Lattre | 10:09 | 11:31 | 12:53 | 14:15 | 15:37 | 18:17 | | |
| Primevères | 10:11 | 11:33 | 12:55 | 14:17 | 15:39 | 18:19 | | |
| Acacias 1 | 10:12 | 11:34 | 12:56 | 14:18 | 15:40 | 18:20 | | |
| Acacias 2 | 10:12 | 11:34 | 12:56 | 14:18 | 15:40 | 18:20 | | |
| Sablère 1 | 10:14 | 11:36 | 12:58 | 14:20 | 15:42 | 18:22 | | |
| Sablère 2 | 10:15 | 11:37 | 12:59 | 14:21 | 15:43 | 18:23 | | |
| Maladières | 10:15 | 11:39 | 13:01 | 14:23 | 15:45 | 18:25 | | |
| Bataillon de la Garde | 10:15 | 11:40 | 13:02 | 14:24 | 15:46 | 18:26 | | |

- **Modalités financières**

Contribution forfaitaire

La répartition des kilomètres commerciaux évolue de la façon suivante :

| | Kilomètres annuels avec les anciens tracés | Kilomètres annuels avec les nouveaux tracés |
|---------------|--|---|
| Ligne A | 35 243 Km | 32 726 Km |
| Ligne B | 41 356 Km | 48 709 Km |
| Ligne C | 50 885 Km | 46 049 Km |
| Totaux | 127 484 Km | 127 484 Km |

PROJET

Le volume kilométrique reste identique. Par conséquent, il n'y a pas d'impact sur la contribution forfaitaire versé au délégataire.

Recettes commerciales

L'objectif de recettes perçues par le délégataire pour le compte de l'Autorité délégante reste inchangé.

Information Voyageur

Conformément à l'article 23.3 de la convention, le délégataire sera chargé de la mise à jour de l'information et de la communication à destination des usagers.

Les frais de communication afférents à ces modifications sont inclus dans le budget marketing et communication telle que définie à la Convention de DSP.

- **L'annexe 1 du contrat :**

L'annexe 1 relative à la consistance des services et au kilométrage contractuel annuel est jointe à l'avenant en annexe.

ARTICLE 2 : Révision des montants du niveau de Forfait de Charge

Une erreur s'est glissée dans le tableau de synthèse, article 31.2 présentant l'évolution du forfait de charge sur la durée du contrat.

Keolis a donc facturé un forfait de charge sur l'année 2023 de 1 805 480.80€ au lieu de 1 796 997.24€.

Le tableau de synthèse révisé à prendre en compte sur les années du contrat et en lien avec le détail du CEP (annexe du contrat) est le suivant :

Keolis régularisera lors du solde du forfait de charge 2023 le trop facturé de **8 483.56€ euros (constant)**.

PROJET

| Exercice | Forfait de charge (FCn) en € HT (valeur septembre 2022) |
|--------------------------------|--|
| du 01.04.2023 au 31.12.2023 | 1 796 997,24 € |
| du 01.01.2024 au 31.12.2024 | 2 189 565,16 € |
| du 01.01.2025 au 31.12.2025 | 2 184 701,36 € |
| du 01.01.2026 au 31.12.2026 | 2 200 908,06 € |
| du 01.01.2027 au 31.12.2027 | 2 211 898,49 € |
| du 01.01.2028 au 31.12.2028 | 2 116 850,28 € |
| du 01.01.2029 au 31.12.2029 | 2 079 932,41 € |
| du 01.01.2030 au 31.07.2030 | 1 287 052,73 € |

ARTICLE 3 : prise d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet lorsque la dernière de ces actions aura été accomplie :

- Signature par les deux Parties
- Notification de l'avenant au Concessionnaire
- Transmission en Préfecture

ARTICLE 4 : effets de l'avenant

Les autres dispositions du contrat, non contraires aux stipulations du présent avenant ou non modifiées par celui-ci poursuivent leurs effets.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Beaune, le

A Paris, le



PROJET

Pour l'Autorité Organisatrice,

Le Président Alain SUGUENOT

Pour le Délégué

Le Directeur Général Adjoint France Didier
CAZELLES

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024
Reçu en préfecture le 29/02/2024
Publié le 04/03/2024



ID : 021-200006682-20240226-CC_24_10_1-DE

Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024
Nombre de Conseillers en exercice : 90
Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58
Nombre de Procurations : 18
Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président

Présents : Titulaires : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,

Suppléants : M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),

Délégués ayant donné procuration :

Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,

Délégués absents non représentés :

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

**RAPPORTS ANNUELS DES SYNDICATS ET BILANS D'ACTIVITES DES ORGANISMES
EXERCANT UNE COMPETENCE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION :
SYNDICAT MIXTE DE L'EAU MORVAN AUTUNOIS COUCHOIS (SMEMAC)
RAPPORTEUR : M. BECQUET**

La Communauté d'Agglomération est représentée dans un certain nombre de syndicats intercommunaux extérieurs pour l'exercice de compétences qu'elle n'exerce pas directement.

Les compétences Déchets, Eau potable et Rivières sont ainsi assurées pour tout ou partie du territoire communautaire par des syndicats au sein desquels la Communauté d'Agglomération siège.

Ceux-ci doivent produire un rapport annuel correspondant à leurs compétences conformément aux dispositions de l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités territoriales – CGCT-.

Le bilan d'activité ci-dessous, est joint à la présente délibération.

| Syndicat | Compétence | Exercice |
|---|-------------|----------|
| Syndicat Mixte de l'Eau Morvan Autunois Couchois (SMEMAC) | Eau Potable | 2022 |

DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- PREND ACTE de la communication du rapport sur le prix et la qualité du service public Eau potable du Syndicat mixte de l'eau morvan autunois.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Jérôme CHIODO



| |
|---|
| Envoyé en préfecture le 29/02/2024 Reçu en préfecture le 29/02/2024 Publié le 04/03/2024 ID : 021-200006682-20240226-CC_24_10_1-DE |
|---|

« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

- RPQS -

EAU POTABLE



Exercice 2022

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| I - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE..... | 7 |
| I - 1 - Organisation administrative du service | 7 |
| I - 2 – Mode de gestion du service | 8 |
| I - 3 - Prestations assurées dans le cadre du service | 10 |
| I - 4 - Estimation de la population desservie (D 101.0) et du nombre d’abonnés | 11 |
| I - 5 – Estimation du nombre d’abonnés domestiques et non domestiques..... | 12 |
| I - 6 – Eaux brutes..... | 13 |
| I - 7 – Eaux traitées | 15 |
| I - 7 - 1 – Volume produit (V1) | 15 |
| I - 7 - 4 – Bilan des volumes importés (V2) et exportés (V3) | 16 |
| I - 7 - 5 – Bilan des volumes vendus aux autres services | 17 |
| I - 7 - 6 – Volume mis en distribution (V4)..... | 18 |
| I - 7 - 7 – Volume consommé autorisé (V6) et volume de perte en réseau (V5) | 18 |
| I - 7 - 7 – Volume vendu aux abonnés | 19 |
| I - 7 - 8 – Volume vendu aux gros consommateurs | 20 |
| I - 7 - 9 – Autres volumes..... | 21 |
| I - 7 - 10 – Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l’eau potable..... | 22 |
| I - 8 – Linéaire de réseau de distribution | 22 |
| II - INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE..... | 23 |
| II - 1 – Qualité de l’eau - contrôle réglementaire de l’ars (P 101.1 et P 102.1)..... | 23 |
| II - 2 – Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P 103.2)..... | 23 |
| II - 3 – Indicateurs de performance du réseau | 24 |
| II - 3 - 1 – Rendement du réseau de distribution (P104.3) et indice linéaire de consommation | 24 |
| II - 3 - 2 – Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)..... | 27 |
| II - 3 - 3 – Indice linéaire des pertes en réseau (P106.3) | 28 |
| II - 3 - 4 – Appréciation des ILP et ILC selon les critères de l’Agence de l’Eau | 29 |
| II - 3 - 5 – Taux moyen de renouvellement des réseaux d’eau potable (P107.2) | 30 |
| II - 4 – Indice d’avancement de la protection des ressources en eau (P108.3) | 30 |
| II - 5 – Taux d’occurrence des interruptions de service non programmées (P151.1) | 32 |
| II - 6 – Délai maximal d’ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)..... | 32 |
| II - 7 – Taux d’impayés sur les factures de l’année précédente (P154.0) | 32 |
| II - 8 – Taux de réclamations (P155.1)..... | 33 |
| III - TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICE PUBLIC D’EAU POTABLE | 34 |
| III - 1 – Modalités de tarification en vigueur | 34 |
| III - 1 - 1 – Définition du prix de l’eau potable..... | 34 |
| III - 1 - 2 – Autres tarifs | 34 |

| | |
|---|-----------|
| III - 1 - 3 – Modalités de facturation | 34 |
| III - 1 - 4 – Détail des redevances dues aux Agences de l'Eau | 34 |
| III - 2 – Factures types du SMEMAC en 2022 (part « eau potable »)..... | 36 |
| III - 3 – Recettes du service | 38 |
| IV - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS | 39 |
| IV - 1 – Montants..... | 39 |
| IV - 2 – Branchements en plomb | 39 |
| IV - 3 – Etat de la dette du service | 39 |
| IV - 4 – Amortissements | 40 |
| IV - 5 – Durée d'extinction de la dette (P153.2) | 40 |
| IV - 6 – Taux d'abandon de créances ou versements a un fond de solidarité (P109.0) | 40 |
| ANNEXE 1 : SYNTHESE DES INDICATEURS DE PERFORMANCE | 41 |
| ANNEXE 2 : SYNTHESE DES PRINCIPAUX TRAVAUX REALISES PAR LE SMEMAC SUR L'ANNEE 2022 | 42 |
| ANNEXE 3 : NOTES DES AGENCES DE L'EAU | 43 |

TABLE DES ILLUSTRATIONS

| | |
|--|----|
| CARTE 1 : COMMUNES DESSERVIES PAR LE SMEMAC EN PRODUCTION D'EAU POTABLE | 7 |
| TABLEAU 1 : CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC EN COURS SUR LE TERRITOIRE DU SMEMAC | 8 |
| TABLEAU 2 : LISTE ET DESCRIPTIF DES AVENANTS AU CONTRAT DE DELEGATION DU SMEMAC | 9 |
| TABLEAU 3 : REPARTITION DES PRESTATIONS ASSUREES DANS LE CADRE DU SERVICE DE L'EAU | 10 |
| TABLEAU 4 : NOMBRE D'HABITANTS / ABONNES DESSERVIS PAR LE SMEMAC (INDICATEUR D101.1) | 11 |
| TABLEAU 5 : ABONNES DU SMEMAC SELON LEUR TYPOLOGIE | 12 |
| TABLEAU 6 : VOLUMES D'EAU BRUTE PRELEVES DANS LES RESSOURCES DU SMEMAC | 13 |
| TABLEAU 7 : PROPORTION DES VOLUMES PRELEVES DANS LA RESSOURCE EN EAU BRUTE DU SMEMAC (COMPARATIF 2021 ET 2022) | 14 |
| TABLEAU 8 : VOLUME PRODUIT PAR LES USINES | 15 |
| TABLEAU 9 : VOLUME PRODUIT ET MIS EN DISTRIBUTION | 15 |
| TABLEAU 8 : BILAN DES VOLUMES IMPORTEES (V2) ET EXPORTES (V3) | 16 |
| FIGURE 1 : BILAN DES IMPORTS / EXPORTS (DONNEES 2021 ENTRE PARENTHESES) | 17 |
| TABLEAU 9 : EVOLUTION DU VOLUME VENDU AUX AUTRES SERVICES D'EAU | 17 |
| TABLEAU 10 : EVOLUTION DES VOLUMES MIS EN DISTRIBUTION (V4) | 18 |
| TABLEAU 11 : EVOLUTION DU VOLUME CONSOMME AUTORISE (V6) ET DU VOLUME DE PERTE (V5) | 18 |
| TABLEAU 12 : VOLUME VENDU AUX ABONNES DU SERVICE | 19 |
| FIGURE 2 : EVOLUTION DU VOLUME VENDU AUX ABONNES SUR LES 8 DERNIERES ANNEES | 20 |
| TABLEAU 13 : VOLUME VENDU AUX GROS CONSOMMATEURS | 20 |
| FIGURE 3 : EVOLUTION DU VOLUME VENDU AUX GROS CONSOMMATEURS SUR LES 7 DERNIERES ANNEES | 21 |
| TABLEAU 14 : AUTRES VOLUMES MIS EN ŒUVRE | 21 |
| FIGURE 4 : BILAN DES VOLUMES MIS EN ŒUVRE AU COURS DE L'EXERCICE | 22 |
| TABLEAU 15 : LINEAIRE DU RESEAU DE CANALISATIONS (HORS BRANCHEMENTS) | 22 |
| TABLEAU 16 : QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE (CONTROLE ARS) | 23 |
| TABLEAU 17: DETAIL DU CALCUL DE L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE | 24 |
| TABLEAU 18 : EVOLUTION DU RENDEMENT ET DE L'ILC DU SMEMAC | 25 |
| GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DU RENDEMENT ET DE L'ILC DU SMEMAC | 25 |
| TABLEAU 19 : INDICATEURS DE RENDEMENT DU RESEAU DE L'ANNEE | 26 |
| TABLEAU 20 : EVOLUTION DES RENDEMENTS ET ILC SUR AUTUN ET LES AUTRES COMMUNES DEPUIS 2020 | 26 |
| TABLEAU 21 : INDICE LINEAIRE DES VOLUMES NON COMPTEES (P105.3) | 27 |
| FIGURE 5 : EVOLUTION DE L'ILVNC SUR LE SMEMAC | 28 |
| TABLEAU 22 : INDICE LINEAIRE DES PERTES EN RESEAU (P106.3) | 28 |
| FIGURE 6 : EVOLUTION DE L'ILP SUR LE SMEMAC | 29 |
| TABLEAU 23 : COMPARATIF DE L'ILP SUR AUTUN ET LES AUTRES COMMUNES DU SMEMAC | 29 |
| TABLEAU 24 : EVOLUTION DU TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX SUR 5 ANS | 30 |
| TABLEAU 25 : INDICE D'AVANCEMENT DE LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU DU SMEMAC | 31 |
| TABLEAU 26: TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS NON PROGRAMMEES | 32 |
| TABLEAU 27 : TAUX DU RESPECT DU DELAI CONTRACTUEL D'OUVERTURE DE BRANCHEMENT | 32 |
| TABLEAU 28 : MONTANTS ET TAUX D'IMPAYES (€ TTC) | 32 |
| TABLEAU 29 : TAUX DE RECLAMATIONS ECRITES | 33 |
| TABLEAU 30 : VALEUR DE LA REDEVANCE « POLLUTION DOMESTIQUE » | 35 |
| TABLEAU 31: VALEUR DE LA REDEVANCE « PRELEVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU » | 35 |
| GRAPHIQUE 2 : DECOMPOSITION DU PRIX DE LA FACTURE D'EAU DE 120 M ³ (PART EAU POTABLE) | 37 |
| TABLEAU 32: RECETTES D'EXPLOITATION DU SERVICE DE L'EAU | 38 |
| TABLEAU 33 : MONTANTS FINANCIERS PAYES AU COURS DE L'EXERCICE | 39 |
| TABLEAU 34 : NOMBRE DE BRANCHEMENTS EN PLOMB RESTANTS SUR LE TERRITOIRE | 39 |
| TABLEAU 35 : ETAT DE LA DETTE DU SERVICE | 39 |
| TABLEAU 36 : DOTATION ANNUELLE AUX AMORTISSEMENTS | 40 |

Indicateurs du service d'eau potable à fournir dans le cadre du SISPEA

Outil destiné aux collectivités locales pour piloter leurs services, réponse aux exigences des usagers et des citoyens soucieux de transparence, et base de données nationale des prix de l'eau et des performances, l'observatoire des services publics d'eau et d'assainissement a été initié par la loi sur l'eau du 30 décembre 2006.

*C'est l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) qui a mis en place **un Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA)** : cette base de données a vocation à consolider au niveau national un certain nombre d'indicateurs techniques et financiers figurant au rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS), rapport que toute collectivité compétente en eau potable ou en assainissement doit présenter annuellement à son assemblée délibérante.*

***Les indicateurs du service de l'eau potable** sont au nombre de 17. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'utilisateur.*

✓ Indicateurs descriptifs (3)

D101.0 : estimation du nombre d'habitants desservis

D102.0 : prix TTC du service au m³ pour 120 m³

D151.0 : délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés définis par le service

✓ Indicateurs de performance (14)

P101.1 : taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie

P102.1 : taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques

P103.2 : indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

P104.3 : rendement du réseau de distribution

P105.3 : indice linéaire des volumes non comptés

P106.3 : indice linéaire de pertes en réseau

P107.2 : taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

P108.3 : indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

P109.0 : montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité

P151.1 : taux d'occurrence des interruptions de service non programmées

P152.1 : taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés

P153.2 : durée d'extinction de la dette de la collectivité

P154.0 : taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente

P155.1 : taux de réclamations

AVANT-PROPOS

Au titre de l'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Président du Syndicat doit présenter devant son assemblée délibérante un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) de l'eau potable et de l'assainissement, destiné notamment à l'information des usagers, au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Ce document est constitué conformément aux dispositions décrites par les articles D2224-1 et suivants du CGCT.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, des indicateurs techniques et financiers doivent obligatoirement figurer dans les RPQS des services d'eau potable et d'assainissement, tels que définis par les annexes V et VI du CGCT.

Cette évolution vise à permettre aux services d'eau et d'assainissement et à leurs usagers de bénéficier de la démarche de performance mise en place. Les années passants, ces indicateurs se fiabilisent et permettent de disposer d'un historique et d'apprécier l'évolution des performances des services, et donc les efforts qui y sont consacrés.

Le présent document regroupe l'ensemble des indicateurs techniques et financiers du service de l'eau potable du SMEMAC, et toutes les données pertinentes relatives à son exploitation au cours de l'année 2022.

Avant sa présentation devant l'assemblée délibérante, ce rapport est présenté devant la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Après avis et validation de l'assemblée délibérante, ce rapport et les données qu'il contient sont mis à disposition du public pour consultation, notamment via la plateforme de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement SISPEA (<http://m.services.eaufrance.fr/>).

CONTACTS

Monsieur le Président du SMEMAC
SMEMAC – Syndicat Mixte de l'Eau Morvan Autunois Couchois
Allée du Champ de Foire – 71490 SAINT-EMILAND

03.85.99.00.32 / administration@smemac.org

www.smemac.fr

I - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE

I - 1 - ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU SERVICE

Le SMEMAC (Syndicat de Mixte de l'Eau Morvan Autunois Couchois) est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) créé par arrêté préfectoral du 15 décembre 2010.

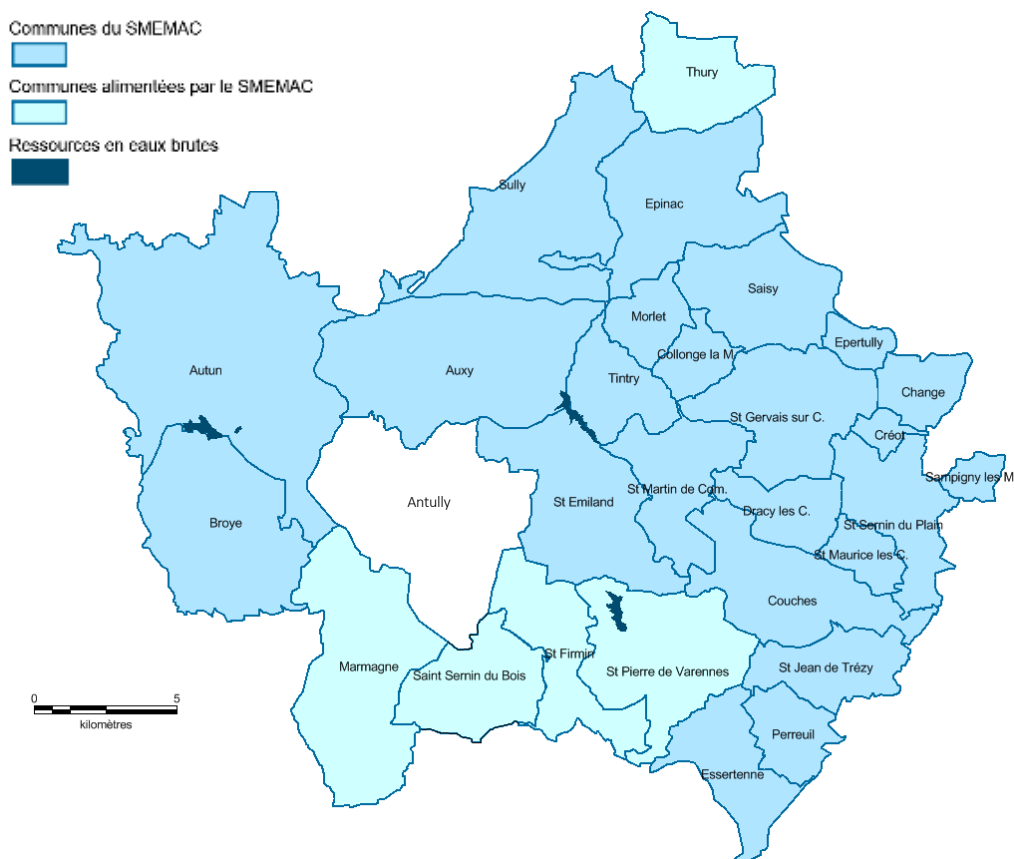
Depuis le 11 septembre 2015, date de l'arrêté préfectoral modifiant ses statuts, le SMEMAC exerce les compétences eau potable (compétence obligatoire) et les compétences assainissement collectif et non collectif (compétences à la carte). Enfin, l'arrêté inter-préfectoral de juillet 2019 permet, pour chaque collectivité adhérente au SMEMAC pour la compétence eau potable, de demander son adhésion pour la compétence assainissement à n'importe quel moment en cours d'année.

Concernant **la compétence eau potable**, le SMEMAC assure l'ensemble des missions suivantes :

- ◆ Protection des ressources (démarches BAC, périmètres de protection) ;
- ◆ Production d'eau potable (exploitation des usines, entretien des ouvrages de production) ;
- ◆ Distribution d'eau potable (travaux sur le réseau, entretien, renouvellement).

En 2022, il regroupait les communes suivantes pour l'exercice de cette compétence eau potable : Autun, Auxe, Broye, Change, Collonge-la-Madeleine, Couches, Créot, Dracy-les-Couches, Eperully, Epinac, Essertenne, Morlet, Perreuil, Saint-Jean-de-Trézy, Saint-Emiland, Saint-Gervais-sur-Couches, Saint-Martin-de-Commune, Saint-Maurice-les-Couches, Saint-Sernin-du-Plain, Saisy, Sampigny-les-Maranges, Sully et Tintry.

Soit un total de 23 communes dont 5 en représentation-substitution (voir carte ci-après) :



Carte 1 : Communes desservies par le SMEMAC en production d'eau potable

I - 2 – MODE DE GESTION DU SERVICE

Le SMEMAC a signé un contrat de délégation de service public avec la société Véolia Eau – Compagnie Générale des Eaux pour une durée de 12 ans.

| Entité | Délegataire | Début du contrat | Fin du contrat | Durée | Divers |
|--------|------------------|------------------|----------------|--------|------------|
| SMEMAC | Véolia Eau (CGE) | 01/01/14 | 31/12/2025 | 12 ans | 7 avenants |

Tableau 1 : Contrat de délégation de service public en cours sur le territoire du SMEMAC

| Entité | Avenant n° | Date d'entrée en vigueur | Objet |
|--------|------------|--------------------------|--|
| SMEMAC | 1 | 01/01/2014 | Complément au BPU initial, ajout de précision ou clarification pour se conformer aux intentions initiales, gestion de la TVA selon nouvelle réglementation. |
| | 2 | 09/01/2015 | Précisions sur le périmètre d'affermage, compléments au BPU initial, intégration du prix de VEG de l'achat d'eau au Département, intégration des conséquences d'une VEG continue pour Thury, précisions sur la date de mise en service de l'unité de Saint-Emiland, intégration de la gestion des terres de décantation de Saint-Emiland, modalités d'adoption des nouvelles conventions, programmation pour la mise en application du fonds de travaux. |
| | 3 | 25/11/2015 | Intégration de la commune de Broye, modification du patrimoine affermé, modification des investissements, suppression vente d'eau en gros à Broye, méthodologie pour les opérations de raccordement, achat d'eau au Conseil Départemental, ajustement du fond de travaux (retenue Brandon). |
| | 4 | 12/08/2016 | Réhabilitation de l'usine de production de Saint Blaise, reprise des investissements après travaux, modification des conditions de reversement de la part SMEMAC, précision sur la lecture des indices dans les formules de révisions. |
| | 5 | 04/05/2017 | Application des tarifs CUCM sur les territoires des communes d'Essertenne et de Perreuil, modification des dates de facturation, limitation des longueurs de branchements et du règlement de service. |
| | 6 | 17/07/2019 | Prise en compte des impacts de la loi Brottes, recalage des volumes de référence de VEG, semestrialisation de la facture, modification des conditions de renouvellement des branchements plomb, affectation du fonds CFE excédentaire, intégration du suivi du réseau de piézomètres du barrage de Brandon, fixation des objectifs de performance par l'ILP, évolution des missions en matière de contrôle des hydrants, modification du parcellaire de l'usine de St-Blaise . |

| | | | |
|--|---|------------|---|
| | 7 | 29/06/2022 | Passage d'une actualisation annuelle à deux actualisations annuelles de la formule d'indexation du contrat de délégation de service public, le 01/04 et le 01/10, visant à refléter l'évolution des coûts des facteurs de production du service et à maintenir l'équilibre économique de la structure des coûts du service. |
|--|---|------------|---|

Tableau 2 : Liste et descriptif des avenants au contrat de délégation du SMEMAC

I - 3 - PRESTATIONS ASSUREES DANS LE CADRE DU SERVICE

| La répartition des tâches est la suivante : | | Véolia Eau | SMEMAC |
|---|---|------------|--------|
| Gestion du service | application du règlement du service | X | |
| | fonctionnement, surveillance et entretien des installations | X | |
| | relève des compteurs | X | |
| Gestion des abonnés | accueil des usagers | X | X |
| | facturation | X | |
| | traitement des doléances client | X | X |
| Mise en service | des branchements | X | |
| Entretien et renouvellement | de l'ensemble des ouvrages | X | |
| | de la voirie liée aux ouvrages | X | |
| | des branchements | X | |
| | des canalisations | X | |
| | des clôtures | X | |
| | des compteurs | X | |
| | des équipements électromécaniques | X | |
| | des forages | - | - |
| | des ouvrages de traitement | X | |
| | du génie civil | X | |
| | des plantations | X | |
| Renouvellement | des branchements plomb (n'existant que sur Autun) | X | X |
| | des portails | X | |
| | des équipements hydrauliques de traitement et pompage | X | |
| | des installations électriques et informatiques | X | |
| | de la téléalarme, télésurveillance, et télégestion | X | |
| | des vannes et accessoires hydrauliques | X | |
| Prestations particulières | entretien des points de distribution publics | X | |
| | traitement des boues | X | |

Tableau 3 : Répartition des prestations assurées dans le cadre du service de l'eau

NB : le SMEMAC est en charge des investissements.

I - 4 - ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D 101.0) ET DU NOMBRE D'ABONNÉS

L'indicateur D101.1 correspond au nombre de personnes desservies par le service, c'est-à-dire les personnes domiciliées dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elles sont raccordées ou techniquement raccordables. Les résidents saisonniers sont pris en compte dans cet indicateur.

| Communes | Nombre d'habitants | Nombre d'abonnés 2021 | Nombre d'abonnés 2022 | Ratio |
|------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Autun | 14009 | 6467 | 6546 | 2,14 |
| Auxy | 943 | 462 | 461 | 2,05 |
| Broye | 767 | 438 | 445 | 1,72 |
| Change | 224 | 145 | 147 | 1,52 |
| Collonge-la-Madeleine | 50 | 28 | 30 | 1,67 |
| Couches | 1352 | 770 | 771 | 1,75 |
| Créot | 82 | 65 | 66 | 1,24 |
| Dracy-lès-Couches | 156 | 129 | 133 | 1,17 |
| Epertully | 61 | 52 | 50 | 1,22 |
| Epinac | 2194 | 1328 | 1347 | 1,63 |
| Essertenne | 482 | 242 | 246 | 1,96 |
| Morlet | 53 | 65 | 65 | 0,82 |
| Perreuil | 568 | 257 | 259 | 2,19 |
| St-Emiland | 319 | 215 | 218 | 1,46 |
| St-Gervais-sur-Couches | 214 | 171 | 169 | 1,27 |
| St-Jean-de-Trézy | 390 | 204 | 207 | 1,88 |
| St-Martin-de-Communes | 107 | 72 | 76 | 1,41 |
| St-Maurice-les-Couches | 188 | 123 | 124 | 1,52 |
| St-Sernin-du-Plain | 609 | 427 | 427 | 1,43 |
| Saisy | 350 | 259 | 258 | 1,36 |
| Sampigny-les-Maranges | 153 | 96 | 95 | 1,61 |
| Sully | 502 | 320 | 330 | 1,52 |
| Tintry | 81 | 55 | 55 | 1,47 |
| TOTAL 2022 | 23 854 | 12 390 | 12 525 | 1,90 |
| TOTAL 2021 | 24 100 | | 12 390 | 1,95 |
| TOTAL 2020 | 24 369 | | 12 380 | 1,97 |
| TOTAL 2019 | 24 740 | | 12 431 | 1,99 |
| TOTAL 2018 | 24 900 | | 12 451 | 2,00 |
| TOTAL 2017 | 25 353 | | 12 505 | 2,03 |
| TOTAL 2016 | 25 412 | | 12 450 | 2,04 |
| TOTAL 2015 | 24 971 | | 12 077 | 2,07 |

Tableau 4 : Nombre d'habitants / abonnés desservis par le SMEMAC (indicateur D101.1)

Les chiffres de 2022 sont en légère baisse par rapport à 2021 pour le nombre d'habitants et en légère hausse pour le nombre d'abonnés + 1,1 % d'abonnés.

La variation du nombre d'abonnés la plus forte est sur la commune d'Autun, + 79 abonnés entre 2021 et 2022.

Si l'on analyse globalement les chiffres de ces huit dernières années, on constate que le nombre d'abonnés se stabilise autour de 12 400 depuis 2015. En 2022, le nombre d'habitants est la plus faible valeur enregistrée depuis ces dernières années. En conséquence, le ratio « nombre d'habitants / nombre d'abonnés » diminue progressivement depuis 2015, ce qui signifie que le nombre de personnes par foyer comptabilisé diminue légèrement chaque année.

NB : Le SMEMAC vend également de l'eau à des communes voisines (via les ventes en gros) :

- St-Pierre-de-Varennes, St-Firmin, Marmagne, St-Sernin-du-Bois et Thury **sont entièrement alimentées** par les eaux du SMEMAC ; elles représentent 5 040 habitants (données 2019).
- Antully de manière permanente, Nolay, Dezize-les-Maranges, Paris-l'Hôpital sont alimentées de façon ponctuelle par les eaux du SMEMAC.

→ Le SMEMAC approvisionne au total près de 30 000 habitants en eau potable.

I - 5 – ESTIMATION DU NOMBRE D'ABONNES DOMESTIQUES ET NON DOMESTIQUES

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L. 213-10-3 du code de l'environnement.

Les abonnés non domestiques sont ceux dont les effluents, par leur quantité ou leurs caractéristiques ne sont pas assimilables à ceux des effluents domestiques et qui sont, de ce fait, assujettis à la redevance de pollution non domestique de l'agence de l'eau.

| Entité | Type d'abonné | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 (%) |
|--------|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|
| SMEMAC | Domestiques et assimilés | 12 484 | 12 430 | 12 420 | 12 369 | 12 378 | 12 514 | + 1,1 % |
| | Non domestiques | 14 | 14 | 11 | 11 | 12 | 12 | 0 % |
| | Autres services d'eau | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 0 % |
| | TOTAL ABONNES | 12 505 | 12 451 | 12 438 | 12 387 | 12 397 | 12 533 | + 1,1 % |

Tableau 5 : Abonnés du SMEMAC selon leur typologie

Parmi les abonnés « non domestiques », 12 correspondent aux gros consommateurs et 7 correspondent à de la vente en gros (VEG) à d'autres services d'eau potable.

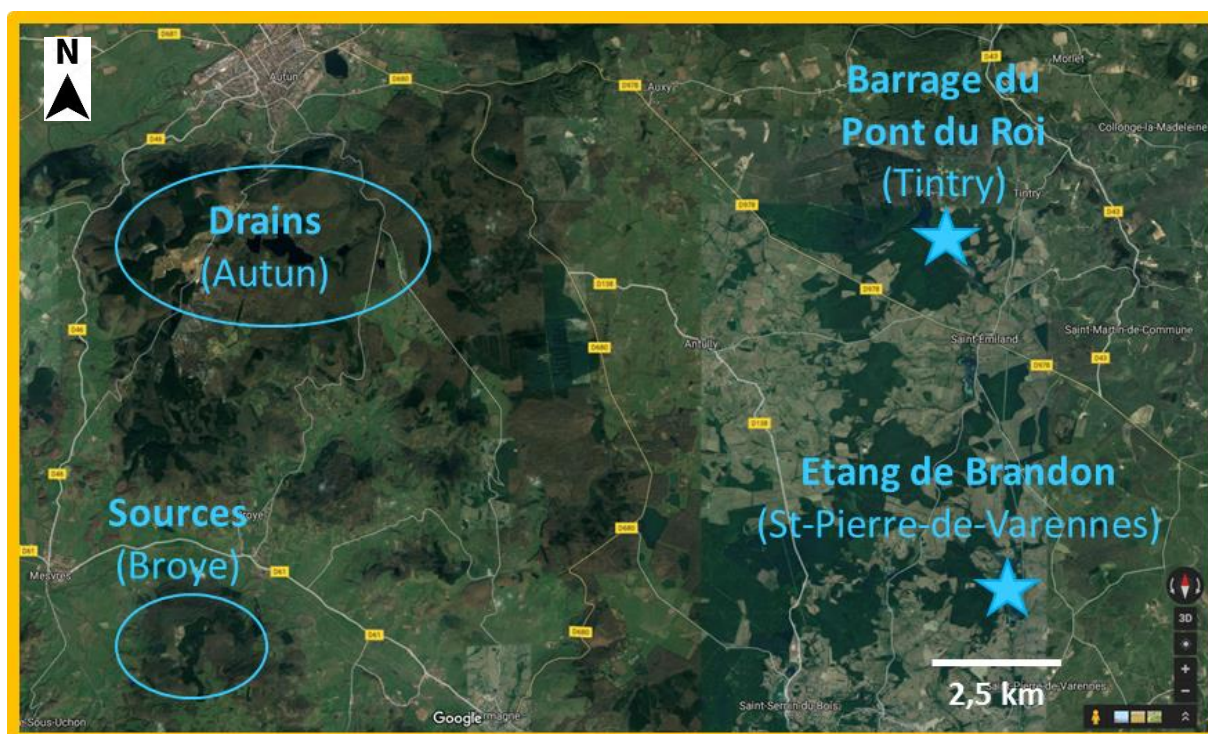
I - 6 – EAUX BRUTES

Les eaux brutes correspondent à des eaux, superficielles ou souterraines, telles qu'elles se présentent dans le milieu naturel avant traitement, en vue de leur usage en eau potable.

Les eaux brutes du SMEMAC sont exclusivement issues de ressources superficielles.

Pour son alimentation en eau brute, le SMEMAC dispose actuellement de 4 ressources :

- L'étang de Brandon (commune de St-Pierre-de-Vareennes)
- La retenue du Pont-du-Roi (commune de Tintry)
- Les systèmes de drains et étangs dits « de St-Blaise » (commune d'Autun)
- Les sources de la commune de Broye (alimentant exclusivement cette dernière)



Les prélèvements effectués sur la ressource (volumes d'eau brute) sont les suivants :

| Ressource | Prélèvements (en m ³ d'eau brute) | | | | | | |
|--------------------------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Etang de Brandon | 1 027 282 | 458 237 | 717 161 | 759 429 | 863 694 | 872 700 | 526 274 |
| Retenue du Pont du Roi | 406 372 | 1 486 050 | 1 315 434 | 1 073 758 | 1 043 722 | 957 656 | 1 308 913 |
| Captages de Saint-Blaise | 760 724 | 163 577 | 89 336 | 437 802 | 461 210 | 373 775 | 343 651 |
| Sources de Broye | 8 000* | 8 000* | 8 000* | 3 757* | 3 696* | 3 920* | 3 750* |
| TOTAL | 2 202 378 | 2 115 864 | 2 129 931 | 2 274 746 | 2 372 322 | 2 208 051 | 2 182 588 |

* Volume estimé en l'absence de dispositif de comptage

Tableau 6 : Volumes d'eau brute prélevés dans les ressources du SMEMAC

Suite à l'achèvement des travaux de réhabilitation de l'usine en octobre 2021, les captages de Saint-Blaise ont de nouveau pu être mobilisés pour son approvisionnement et l'alimentation en eau de la ville d'Autun : en 2022, ils ont représenté 15,7 % du volume total prélevé dans les ressources.

Concernant les deux autres ressources, les prélèvements sur le Pont du Roi ont augmenté par rapport à 2021 et ceux du Brandon ont diminué. La ressource du Brandon a été préservée comme réserve en cas de manque d'eau dans la retenue du Pont du Roi en période de sécheresse. L'étang de Brandon a été utilisé comme réserve de secours. L'étang de Brandon a fourni 526 274 m³, soit 24,1 % du volume total (baisse par rapport à 2021). Pour 2022, la retenue du Pont du Roi reste la ressource majeure du SMEMAC avec 1 308 913 m³ prélevés, soit 60 % du volume total.

En l'absence de dispositif de comptage, le volume produit par les sources de Broye a été estimé par le délégataire à 3 750 m³, soit 0,2% du volume total.

Le volume global prélevé est en baisse de 25 463 m³ par rapport à 2021.

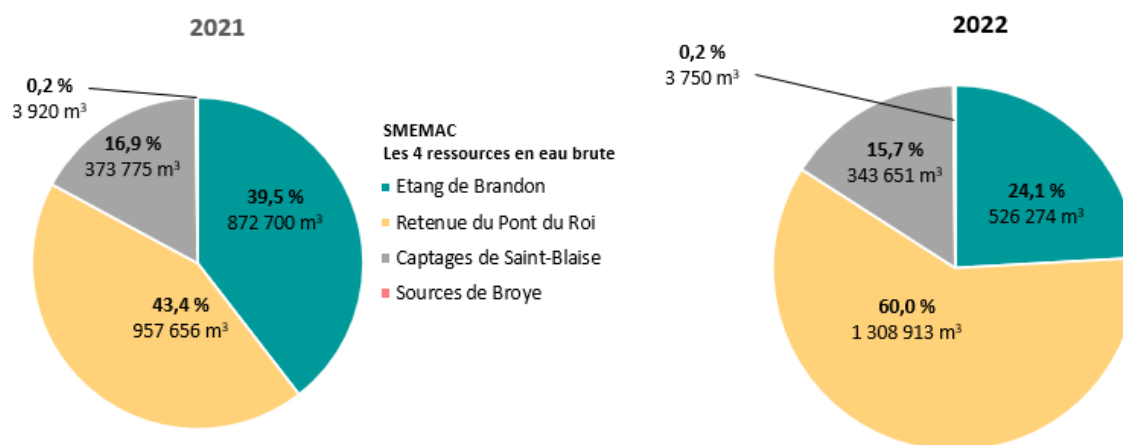


Tableau 7 : Proportion des volumes prélevés dans la ressource en eau brute du SMEMAC (comparatif 2021 et 2022)

I - 7 – EAUX TRAITEES

I - 7 - 1 – Volume produit (V1)

Le volume produit (V1) correspond au volume comptabilisé à la sortie des usines de production d'eau potable. Il s'agit donc du volume d'eau brute initial, auquel est retranché le volume de service, c'est-à-dire le volume utilisé pour le bon fonctionnement des usines et le traitement de l'eau (lavage des filtres...).

- Volume total produit par les usines du SMEMAC

Pour sa production d'eau potable, le SMEMAC dispose de 2 usines de traitement : l'usine de St-Emiland (commune de St-Emiland) et l'usine de Saint-Blaise (commune d'Autun).

| Volumes (en m ³) | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 (%) |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume prélevé | 2 115 865 | 2 129 931 | 2 274 746 | 2 372 322 | 2 208 051 | 2 182 588 | - 1,2 % |
| Besoin des usines | 119 874 | 133 103 | 203 603 | 270 113 | 208 443 | 209 697 | + 0,6 % |
| Volume produit V1 | 1 995 991 | 1 996 828 | 2 071 143 | 2 102 209 | 1 999 608 | 1 972 891 | - 1,3 % |

Tableau 8 : volume produit par les usines

→ On note qu'en 2022, le besoin des usines est similaire à 2021 (+ 0,6 %).

- Volume produit et mis en distribution, par usine

| Usine de traitement | Débit nominal (m ³ /j) | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | N/N-1 (%) |
|---------------------------------|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Saint-Emiland | 10 000 | 1 871 699 | 1 919 467 | 1 742 997 | 1 772 139 | 1 726 485 | 1 739 232 | + 0,7 % |
| Saint-Blaise | 3 600 | 116 292 | 69 361 | 324 389 | 326 374 | 269 203 | 229 909 | - 14,6 % |
| Sources de Broye | - | 8 000* | 8 000* | 3 757* | 3 696* | 3 920* | 3 750* | - 4,3 % |
| TOTAL V _{produit} (V1) | - | 1 995 991 | 1 996 828 | 2 071 143 | 2 102 209 | 1 999 608 | 1 972 891 | - 1,3 % |

* Volume estimé en l'absence de dispositif de comptage – alimentation directe de la commune

Tableau 9 : volume produit et mis en distribution

→ Une diminution du volume produit par les usines du SMEMAC est constatée (- 1,3 %).

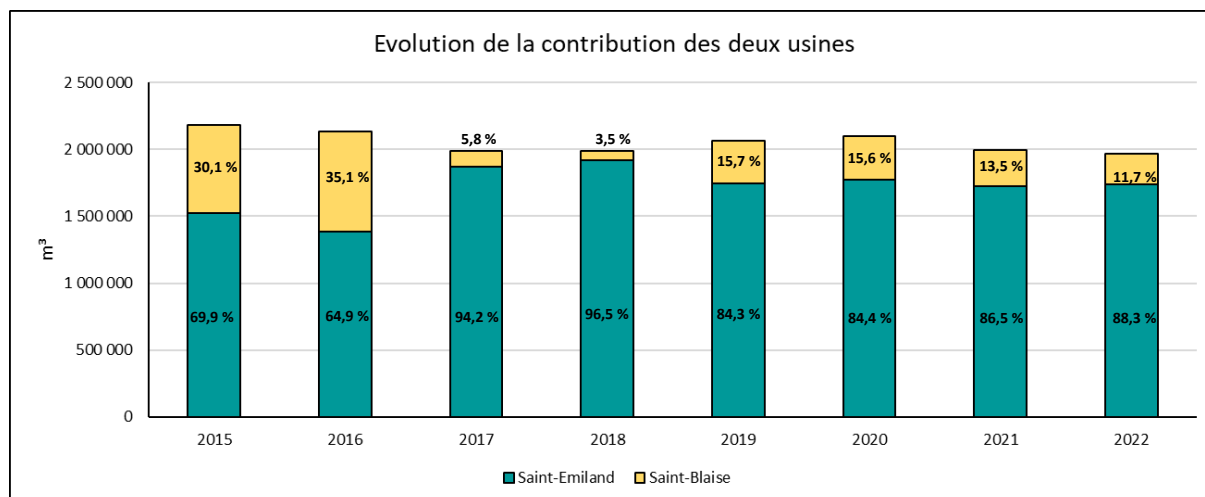
Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, le volume mis en distribution diminue et le rendement de réseau augmente.

Le nombre de fuites sur le réseau a diminué sur le territoire du SMEMAC. Le tableau ci-dessous illustre le phénomène :

| Fuites réparées | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Différence N/N-1 |
|-----------------|------|------|------|------|------|------------------|
| SMEMAC | 141 | 190 | 178 | 190 | 132 | - 58 fuites |
| dont Autun | 25 | 57 | 55 | 47 | 38 | - 9 fuites |

Les travaux de régulation de pression sur la commune d'Autun sont opérationnels depuis début novembre 2022.

- Part de contribution de chaque usine sur le volume total



I - 7 - 4 – Bilan des volumes importés (V2) et exportés (V3)

Le volume importé (V2) correspond au volume d'eau potable acheté à des services d'eau extérieurs au périmètre du SMEMAC. **Le volume exporté (V3)** correspond au volume d'eau potable vendu à des services d'eau extérieurs au périmètre du SMEMAC.

Le bilan des volumes importés (V2) et exportés (V3) est calculé selon un équilibre d'achat et de vente entre les différentes collectivités, lorsque cela est possible. C'est le cas pour les achats et ventes d'eau en gros avec la CUCM et la CABCS et pour les ventes en gros avec la commune d'Antully.

On notera, depuis 2019, la fin de la vente d'eau en gros aux communes de Mesvres et Etang-sur-Arroux.

Le bilan de ces volumes, tel qu'il est présenté par le délégataire dans son rapport d'activité 2022 (RAD), est donné ci-après.

| | Secteur | Collectivité gestionnaire | Volumes (m ³) 2021 | | |
|-----------------------------|---|--|---------------------------------------|---------------------------------------|--|
| | | | Achat | Vente | Bilan |
| rBilan des volumes V2 et V3 | Antully | Commune d'Antully | 3 006 | 40 828 | 37 822 (vente) 33 622 (vente 2021) |
| | Nord CUCM | CUCM | 497 135 | 782 688 | 315 553 (vente) 320 790 (vente 2021) |
| | Thury - Nolay Paris l'Hôpital Dezize-les-Maranges | CABCS | - | 71 665 | 60 218 (vente) 40 645 (vente 2021) |
| | Dezize-les-Maranges | | 11 447 | - | |
| | Sampigny-les-Maranges | | 342 | - | 342 (achat) 250 (achat 2021) |
| | Mesvres Etang-sur-Arroux | Communes de Mesvres et d'Etang-sur-Arroux | - | 0 | Arrêt des ventes en 2019 |
| | | | | TOTAL V_{importé} (V2) | |
| | | | TOTAL V_{exporté} (V3) | | 413 593 m³ (394 807 m ³ en 2021) |

Tableau 8 : Bilan des volumes importés (V2) et exportés (V3)

Suite à la nouvelle convention de VEG signée avec Antully en juillet 2020, on raisonne maintenant par échanges d'eau (comme pour la CUCM).

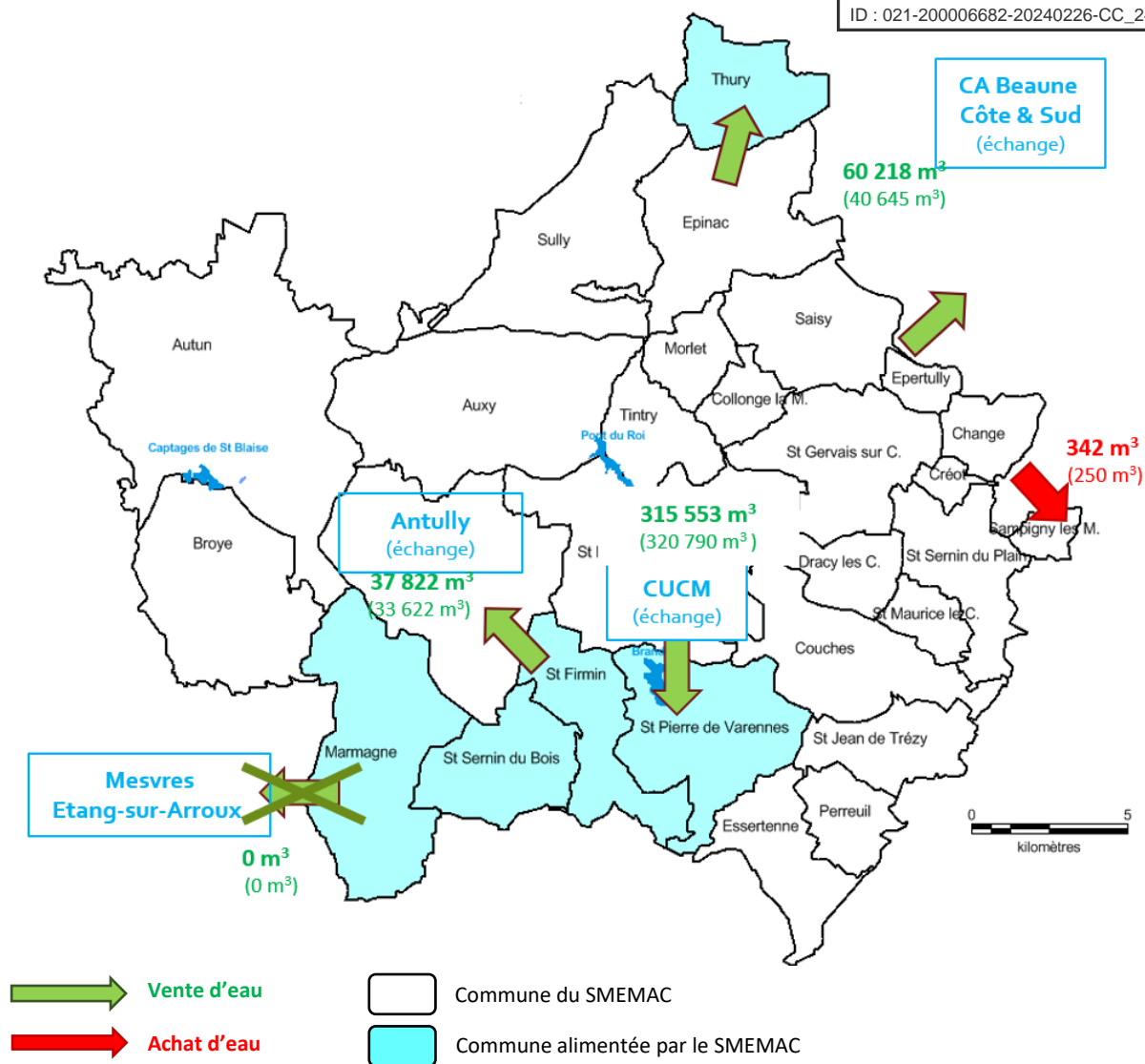


Figure 1 : Bilan des imports / exports (données 2021 entre parenthèses)

I - 7 - 5 – Bilan des volumes vendus aux autres services

| Service gestionnaire | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Antully | 7 393 | 10 981 | 38 155 | 33 622 | 37 822 | + 12,5% |
| Mesvres - Etang-sur-Arroux | 1 996 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| Communauté Agglomération BC&S | 53 431 | 39 081 | 55 775 | 40 395 | 59 876 | + 48,2% |
| Communauté Urbaine Creusot Montceau | 260 512 | 309 298 | 320 260 | 320 790 | 315 553 | - 1,6% |
| TOTAL (m³) | 323 332 | 359 360 | 414 190 | 394 807 | 413 251 | + 4,7% |

Tableau 9 : Evolution du volume vendu aux autres services d'eau

Le volume total vendu à d'autres services d'eau potable est en hausse de 4,7 % par rapport à 2021.

I - 7 - 6 – Volume mis en distribution (V4)

Le volume mis en distribution (V4) correspond au volume issu des ouvrages de production et introduit dans le réseau de distribution du SMEMAC. Son calcul prend donc en compte le volume produit (V1) et les volumes importés (V2) et exportés (V3).

$$\text{Volume mis en distribution « V4 »} = (V1 + V2) - V3$$

| Volume | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|
| Production (V1) | 1 987 991 | 1 996 828 | 2 071 143 | 2 102 209 | 1 999 608 | 1 972 891 | - 1,3 % |
| Importés (V2) | 1 840 | 1 994 | 2 761 | 110 | 250 | 342 | + 36,8 % |
| Exportés (V3) | 329 843 | 323 332 | 359 360 | 414 190 | 395 057 | 413 593 | + 4,7 % |
| TOTAL V_{distribution} (V4) (V4 = V1 + V2 - V3) | 1 659 988 | 1 675 490 | 1 714 544 | 1 688 129 | 1 604 801 | 1 559 640 | - 2,8 % |

Tableau 10 : Evolution des volumes mis en distribution (V4)

Le volume mis en distribution en 2022 a diminué par rapport à 2021 (- 2,8 %).
 Pour rappel, le volume V1 intègre depuis 2018 le volume estimatif des sources de Broye.

I - 7 - 7 – Volume consommé autorisé (V6) et volume de perte en réseau (V5)

Le volume consommé autorisé (V6) correspond à la somme des volumes comptabilisés lors des campagnes de relevés de compteur chez les abonnés et autres usagers équipés de compteurs, des volumes non comptés (défense incendie, arrosage public...) et de service du réseau (purges, lavage des réservoirs...). Il est fourni par le délégataire.

Le volume de perte en réseau (V5) est calculé à partir de la différence entre le volume mis en distribution (V4) et le volume consommé autorisé (V6). Il s'agit donc du volume d'eau traitée introduit dans le réseau de distribution mais qui n'a pas été consommé : il représente les fuites sur le réseau ou les ouvrages.

| Volume | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Volume mis en distribution (V4) | 1 659 988 | 1 675 490 | 1 714 544 | 1 688 129 | 1 604 801 | 1 559 640 | - 2,8 % |
| Volume consommé autorisé (V6) | 1 341 375 | 1 348 126 | 1 309 618 | 1 273 891 | 1 251 068 | 1 241 960 | - 0,7 % |
| TOTAL V_{perte} (V5) (V5 = V4 - V6) | 318 613 | 327 364 | 404 926 | 414 238 | 353 733 | 317 680 | - 10,2 % |
| Pourcentage de perte (par rapport à V4) | 19 % | 20 % | 24 % | 25 % | 22 % | 20 % | - |

Tableau 11 : Evolution du volume consommé autorisé (V6) et du volume de perte (V5)

Le volume de perte est en baisse, 20 % cette année, notamment du fait de la diminution de l'utilisation de la station de Saint Blaise.

I - 7 - 7 – Volume vendu aux abonnés

Le volume vendu aux abonnés (dont gros consommateurs) est calculé sur une période de référence de 12 mois, selon les relevés de compteurs effectués (2 fois par an via radio-relève sur le territoire du SMEMAC).

| Communes | Volumes vendus (m ³) | | | | | | | Variation N/N-1 (%) | Variation (m ³) |
|------------------------|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|--------------------------------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | | |
| Autun | 848 828 | 786 750 | 774 136 | 750 740 | 726 476 | 708 498 | 723 231 | 2,1% | 14 733 |
| Auxy | 43 532 | 38 036 | 38 256 | 37 450 | 38 231 | 37 807 | 38 442 | 1,7% | 635 |
| Broye | 26 223 | 28 728 | 26 512 | 26 465 | 26 616 | 25 784 | 28 922 | 12,2% | 3 138 |
| Change | 10 291 | 10 931 | 11 533 | 10 567 | 11 622 | 11 085 | 11 956 | 7,9% | 871 |
| Collonge-la-Madeleine | 7 240 | 7 268 | 8 578 | 5 067 | 10 599 | 3 214 | 2 696 | -16,1% | -518 |
| Couches | 79 203 | 74 492 | 75 255 | 67 699 | 67 379 | 63 459 | 59 464 | -6,3% | -3 995 |
| Créot | 3 999 | 4 009 | 4 622 | 4 414 | 3 993 | 3 958 | 3 853 | -2,7% | -105 |
| Dracy-les-Couches | 9 279 | 12 182 | 9 737 | 8 732 | 8 470 | 7 645 | 8 162 | 6,8% | 517 |
| Epartully | 3 227 | 3 081 | 3 166 | 3 616 | 3 841 | 3 192 | 3 553 | 11,3% | 361 |
| Epinac | 90 611 | 86 607 | 89 164 | 85 831 | 91 132 | 89 656 | 87 565 | -2,3% | -2 091 |
| Essertenne | 19 585 | 18 827 | 19 890 | 20 620 | 20 122 | 22 020 | 19 724 | -10,4% | -2 296 |
| Morlet | 5 740 | 5 210 | 4 220 | 4 514 | 3 832 | 4 257 | 4 479 | 5,2% | 222 |
| Perreuil | 21 986 | 20 117 | 22 461 | 23 918 | 23 382 | 23 397 | 24 250 | 3,6% | 853 |
| St-Emiland | 19 089 | 17 590 | 18 352 | 17 489 | 17 004 | 18 570 | 19 053 | 2,6% | 483 |
| St-Gervais-sur-Couches | 16 569 | 15 517 | 16 549 | 15 030 | 14 938 | 13 835 | 15 715 | 13,6% | 1 880 |
| St-Jean-de-Trézy | 18 664 | 18 876 | 19 170 | 18 980 | 22 751 | 19 102 | 17 822 | -6,7% | -1 280 |
| St-Martin-de-Communes | 11 230 | 12 412 | 11 925 | 14 763 | 13 638 | 12 130 | 11 277 | -7,0% | -853 |
| St-Maurice-les-Couches | 7 681 | 7 670 | 8 233 | 7 892 | 8 266 | 8 605 | 7 907 | -8,1% | -698 |
| St-Sernin-du-Plain | 30 616 | 31 177 | 30 069 | 32 465 | 30 516 | 31 213 | 28 913 | -7,4% | -2 300 |
| Saisy | 18 244 | 18 524 | 17 688 | 18 508 | 19 407 | 19 068 | 19 300 | 1,2% | 232 |
| Sampigny-les-Maranges | 6 470 | 6 301 | 7 159 | 10 505 | 2 036 | 5 961 | 5 719 | -4,1% | -242 |
| Sully | 28 757 | 24 798 | 27 748 | 29 004 | 24 032 | 27 681 | 26 303 | -5,0% | -1 378 |
| Tintry | 5 634 | 6 040 | 5 396 | 5 406 | 4 865 | 5 747 | 5 417 | -5,7% | -330 |
| TOTAL | 1 332 698 | 1 255 143 | 1 249 819 | 1 219 675 | 1 193 148 | 1 165 884 | 1 173 723 | 0,7% | 7 839 |

Tableau 12 : Volume vendu aux abonnés du service

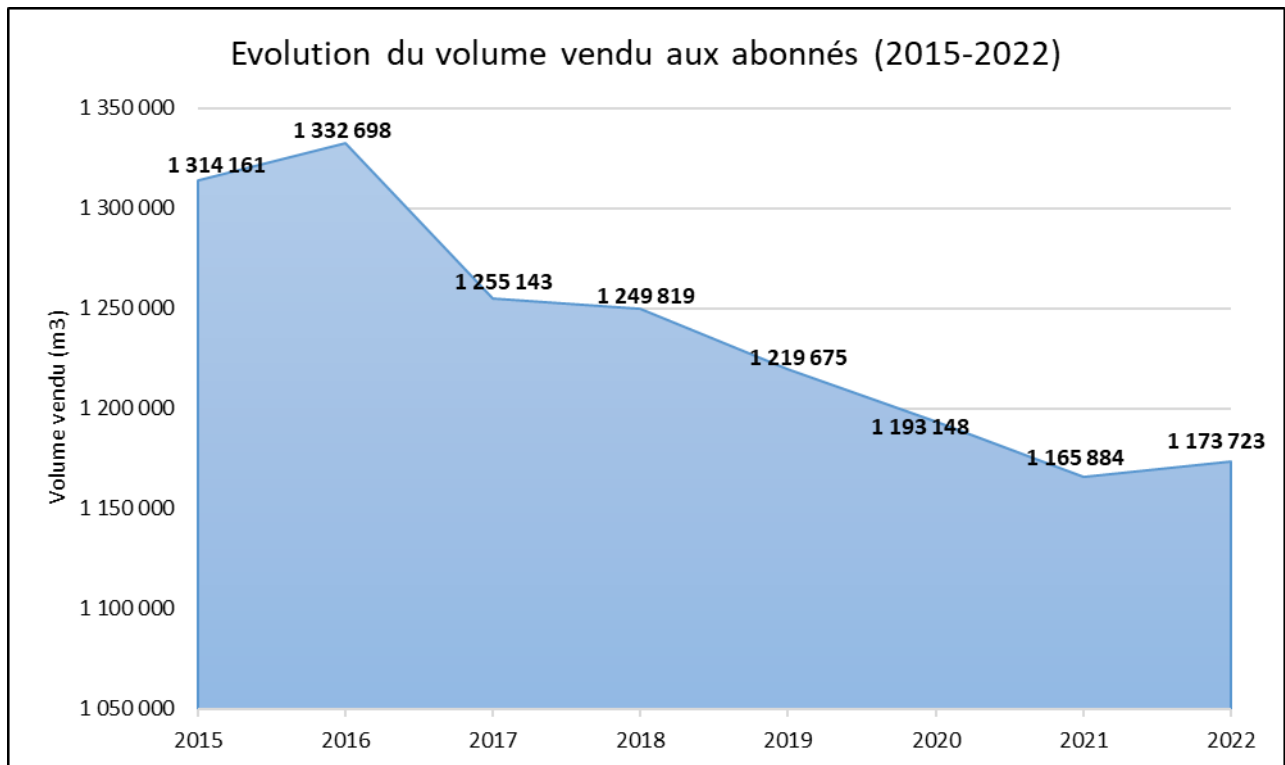


Figure 2 : Evolution du volume vendu aux abonnés sur les 8 dernières années

La tendance est à la baisse depuis 2015. Le pic observé en 2016 coïncide avec l'entrée de Broye au SMEMAC. Entre 2021 et 2022, le volume vendu aux abonnés a augmenté de 0,7 %. Sur la période entre 2015 et 2022, ce volume vendu diminue de 10,7 %.

I - 7 - 8 – Volume vendu aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont des abonnés au service de l'eau, équipés d'un compteur, et consommant un volume d'eau important du fait de leur activité : piscine, établissement hospitalier, industrie...

En 2021, le SMEMAC compte 12 gros consommateurs sur son territoire, dont 11 sur la commune d'Autun et 1 sur la commune de Couches.

| Gros consommateur | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Abattoirs SICA (Autun) | 8 089 | 8 574 | 7 767 | 8 422 | 8 830 | 14 788 | 11 532 | -22,0% |
| Centre Médical Mardor (Couches) | 10 440 | 9 985 | 9 542 | 4 094 | 16 | 0 | 0 | - |
| Chauffage Urbain (Autun) | 10 059 | 4 362 | 4 119 | 10 456 | 3 826 | 8 546 | 4 274 | -50,0% |
| Clinique du parc (Autun) | 12 376 | 11 879 | 14 248 | 11 692 | 11 749 | 11 695 | 7 155 | -38,8% |
| DIM (Autun) | 77 178 | 75 651 | 64 713 | 63 596 | 54 773 | 41 662 | 39 104 | -6,1% |
| Ecole Militaire (Autun) | 14 511 | 14 234 | 14 709 | 13 904 | 11 278 | 16 894 | 14 557 | -13,8% |
| EHPAD Croix Blanche (Autun) | 5 467 | 5 150 | 5 023 | 5 025 | 5 216 | 5 908 | 5 483 | -7,2% |
| Hôpital (Autun) | 12 584 | 11 068 | 10 846 | 12 819 | 13 685 | 8 515 | 8 339 | -2,1% |
| Lycée militaire (Autun) | 28 689 | 5 021 | 7 443 | 7 703 | 5 847 | 7 590 | 6 568 | -13,5% |
| Piscine intercommunale (Autun) | 22 335 | 20 335 | 15 449 | 14 658 | 8 902 | 11 476 | 12 610 | 9,9% |
| SEMCODA (Autun) | 5 520 | 6 851 | 8 224 | 7 463 | 8 043 | 6 935 | 6 760 | -2,5% |
| UDEP (Autun) | 5 820 | 5 820 | 11 568 | 5 784 | 3 499 | 2 354 | 4 661 | 98,0% |
| TOTAL | 213 068 | 178 930 | 173 651 | 165 616 | 135 664 | 136 363 | 121 043 | -11,2% |

Tableau 13 : Volume vendu aux gros consommateurs

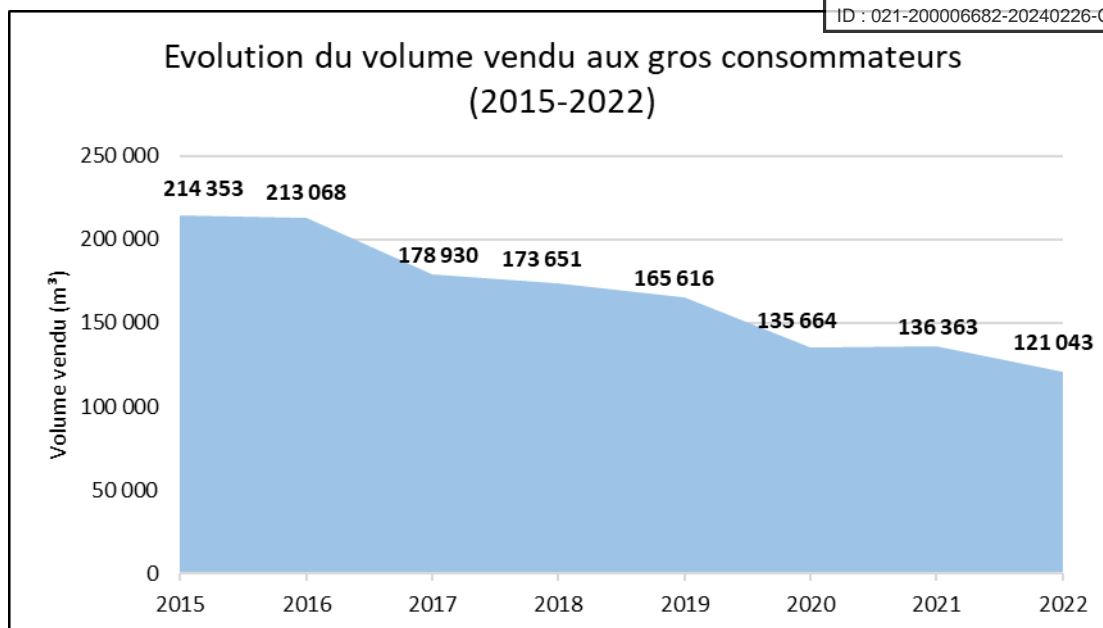


Figure 3 : Evolution du volume vendu aux gros consommateurs sur les 7 dernières années

La tendance à la baisse du volume consommé des gros consommateurs se confirme. Au total, depuis 2015, le volume vendu aux gros consommateurs a diminué de 43,5 % (environ 93 300 m³).

I - 7 - 9 – Autres volumes

Le volume « consommateurs sans comptage » (V8) correspond au volume utilisé sans moyen de comptage par des usagers connus, avec autorisation (essais de poteaux incendie...). Il s'agit d'un volume estimé et est fourni par le délégataire.

Le volume de service du réseau (V9) correspond au volume utilisé pour l'exploitation du réseau et des ouvrages du service d'eau potable (purges du réseau de canalisations, lavages des réservoirs...). Il s'agit d'un volume estimé et est fourni par le délégataire.

Le volume des « consommations comptabilisées » (V7) est égal au volume consommé autorisé (V6) auquel on soustrait les deux volumes V8 et V9, décrits précédemment.

| Volume | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------|
| Volume consommé autorisé (V6) | 1 341 375 | 1 348 126 | 1 309 618 | 1 273 891 | 1 251 068 | 1 241 960 | - 0,7 % |
| Volume "consommateurs sans comptage" (V8) | nd | 3 508 | 3 116 | 3 532 | 3 909 | 4 884 | + 24,9 % |
| Volume de service (V9) | 54 965 | 59 601 | 61 800 | 58 525 | 54 030 | 48 200 | - 10,8 % |
| TOTAL V _{comptabilisé} (V7) (V7 = V6 - V8 - V9) | nd | 1 285 017 | 1 244 702 | 1 211 834 | 1 193 129 | 1 188 876 | - 0,4 % |

*nd : non disponible (donnée non fournie par le délégataire)

Tableau 14 : Autres volumes mis en œuvre

I - 7 - 10 – Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable

Sur la base des volumes présentés précédemment, le bilan de l'ensemble des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable au cours de l'exercice 2022 est le suivant :

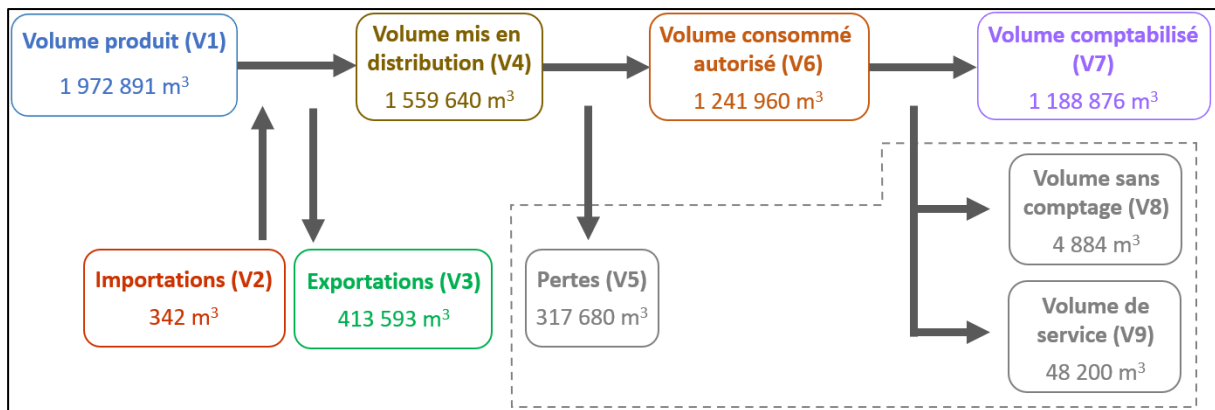


Figure 4 : Bilan des volumes mis en œuvre au cours de l'exercice

NB : Le volume V4 comprend l'ensemble des abonnés au service, y compris les gros consommateurs.

I - 8 – LINEAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION

| Type de canalisation | Linéaire du réseau de canalisations du SMEMAC (km) | | | | | | Variation N/N-1 (%) |
|--------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | |
| Interconnexions / Adduction | 47,02 | 47,02 | 46,99 | 47,54 | 47,59 | 48,00 | + 0,86 % |
| Distribution | 595,62 | 606,79 | 606,58 | 607,96 | 607,09 | 608,22 | + 0,19 % |
| dont canalisations | 470,26 | 481,30 | 480,77 | 481,99 | 481,12 | 482,25 | + 0,23 % |
| dont branchements (estimation) | 125,36 | 125,49 | 125,81 | 125,97 | 125,97 | 125,97 | 0,00 % |
| TOTAL | 642,6 | 653,8 | 653,6 | 655,5 | 654,7 | 656,2 | + 0,23 % |

Tableau 15 : Linéaire du réseau de canalisations (hors branchements)

NB : Le nombre réel du linéaire de branchement n'est pas fourni par le délégataire. Par extrapolation, nous estimons une longueur totale d'environ 125 km, avec une moyenne de 10ml par branchement.

II - INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

II - 1 – QUALITE DE L’EAU - CONTROLE REGLEMENTAIRE DE L’ARS (P 101.1 ET P 102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies par l’Agence Régionale de Santé (ARS) de Bourgogne et correspondent aux prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la Santé Publique, pour analyse des paramètres microbiologiques et physico-chimiques sur eau traitée.

| | Nombre de prélèvements réalisés | Nombre de prélèvements non conformes | Taux de conformité | Paramètres déclassants |
|--------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|--------------------|------------------------|
| Conformité microbiologique (P101.1) | 78 | 0 | 100 % | - |
| Conformité physico-chimique (P102.1) | 35 | 1 | 97,1 % | Ethephon |

Tableau 16 : Qualité de l’eau distribuée (contrôle ARS)

II - 2 – INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX (P 103.2)

L’arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l’arrêté du 2 mai 2007 relatif aux RPQS d’eau potable et d’assainissement définit le barème de notation de l’indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux.

Cet indice permet d’évaluer le niveau de connaissance des réseaux d’eau potable de la Collectivité, connaissance permettant d’en assurer une gestion patrimoniale de qualité et le suivi de son évolution au cours du temps (programmes de renouvellement).

La note minimale à atteindre est de 40/120.

La valeur de l’indice est obtenue en faisant la somme des points figurant dans les parties A, B et C et sous les conditions suivantes :

- Les 30 pts d’inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 pts des plans des réseaux (partie A) sont obtenus ;
- Les 75 pts des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 pts des parties A + B sont acquis.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale 2022 du SMEMAC : 110/120

| | Barème | Points obtenus |
|--|------------|----------------|
| PARTIE A : PLANS DES RESEAUX (15 pts) | | |
| Existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable | 10 | 10 |
| Définition d'une procédure de mise à jour annuelle du plan des réseaux | 5 | 5 |
| PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 pts) | | |
| Existence d'un inventaire des réseaux et mise à jour pour au moins la moitié du linéaire total du réseau | 10 | 10 |
| Si au moins 50 %, 1 pt en plus par tranche de 10 % connus et mis à jour | 5 | 5 |
| Inventaire des réseaux mentionne date et période de pose pour au moins la moitié du linéaire total du réseau | 10 | 10 |
| Si au moins 50 %, 1 pt en plus par tranche de 10 % connus et mis à jour | 5 | 5 |
| PARTIE C : AUTRES ELEMENTS (75 pts) | | |
| Localisation des ouvrages annexes et des servitudes | 10 | 10 |
| Inventaire pompes et équipements électromécaniques | 10 | 10 |
| Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux | 10 | 0 |
| Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologie | 10 | 10 |
| Inventaire secteurs de recherche de pertes d'eau | 10 | 10 |
| Localisation des autres interventions | 10 | 10 |
| Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations | 10 | 10 |
| Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux | 5 | 5 |
| TOTAL | 120 | 110 |

Tableau 17: Détail du calcul de l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale

II - 3 – INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RESEAU

II - 3 - 1 – Rendement du réseau de distribution (P104.3) et indice linéaire de consommation

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution permettent notamment de caractériser la politique de lutte contre les pertes en réseau de la Collectivité.

La valeur de l'indicateur correspond au ratio entre la somme du volume consommé autorisé (V6) + les volumes exportés VEG (V3) et la somme du volume produit (V1) + les volumes importés VEG (V2).

$$\text{Rendement (\%)} = \frac{V6 + V3}{V1 + V2} \times 100$$

L'indice linéaire de consommation (ILC) est un indicateur permettant d'évaluer la conformité du rendement du réseau, en complément de l'indicateur de rendement P104.3. Il correspond à la somme du volume consommé autorisé (V6) et des volumes exportés (V3) journaliers par km de réseau. Il s'exprime en m³/jour/km. Le linéaire de réseau pris en compte correspond au linéaire de canalisations de distribution, hors branchements et hors canalisations d'adduction ; en 2022, il est de 482 km.

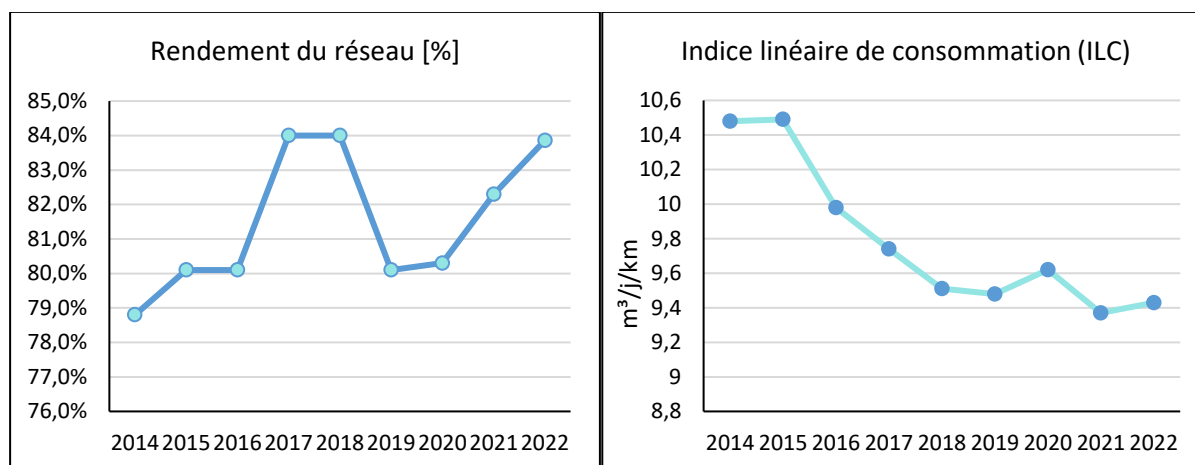
$$ILC (m^3/j/km) = \frac{V6 + V3}{\text{linéaire de distribution} \times 365}$$

⇒ **Sur le territoire global du SMEMAC**

L'évolution du rendement et de l'ILC sur le territoire global du SMEMAC depuis 2016 est la suivante :

| Indicateur | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 (%) |
|---------------------------------------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|---------------------|
| Rendement du réseau | 80,1% | 84,0% | 84,0% | 80,1% | 80,3 % | 82,3 % | 83,9 % | + 1,9 % |
| Indice linéaire de consommation (ILC) | 9,98 | 9,74 | 9,51 | 9,48 | 9,62 | 9,37 | 9,43 | + 0,6 % |

Tableau 18 : Evolution du rendement et de l'ILC du SMEMAC



Graphique 1 : Evolution du rendement et de l'ILC du SMEMAC

Concernant le rendement, le rendement est de 83,9 % en 2022, valeur comparable à 2017 et 2018.

En 2017 et 2018, l'usine de Saint-Blaise n'a pas fonctionné puisqu'elle était en travaux. Le réseau de distribution d'Autun, alors alimenté principalement par l'usine de Saint-Emiland et par l'unité mobile, a subi moins de pression qu'avec l'usine de Saint-Blaise, et donc moins de pertes en eau. Depuis 2019 et le redémarrage de l'usine, la pression dans les réseaux a de nouveau augmenté, et avec elle le volume de pertes.

Le délégataire a identifié 38 fuites en 2022 sur Autun, contre 47 en 2021.

Concernant l'indice linéaire de consommation, il est constaté une légère hausse par rapport à l'an dernier.

⇒ **Sur la commune d'Autun et sur les autres communes du SMEMAC**

Pour rappel, l'engagement contractuel du délégataire est l'atteinte, au terme des 4 premières années du contrat, des taux de rendement suivants :

- Sur Autun : 90%
- Sur le reste du SMEMAC : 80%

⇒ Soit une moyenne de 86% sur l'ensemble du SMEMAC.

Une analyse des données permettant de distinguer les rendements sur Autun et sur le reste des communes est donc proposée pour l'année considérée :

| Indicateur | Commune d'Autun | Autres communes | Total SMEMAC |
|---|-----------------|------------------|------------------|
| Volume produit (V1) | 883 898 | 1 088 993 | 1 972 891 |
| <i>Saint-Blaise</i> | <i>229 909</i> | <i>0</i> | <i>229 909</i> |
| <i>Saint-Emiland</i> | <i>653 989</i> | <i>1 085 243</i> | <i>1 739 232</i> |
| <i>Sources de Broye (estimatif)</i> | <i>0</i> | <i>3 750</i> | <i>3 750</i> |
| Volume importé (V2) | 0 | 342 | 342 |
| Volume exporté (V3) | 0 | 413 593 | 413 593 |
| Volume consommé autorisé (V6) | 753 284 | 488 676 | 1 241 960 |
| <i>Volume comptabilisé (V7)</i> | <i>723 231</i> | <i>465 645</i> | <i>1 188 876</i> |
| <i>Volume sans comptage (V8) + de service (V9)</i> | <i>30 053</i> | <i>23 031</i> | <i>53 084</i> |
| Linéaire de réseau de distribution (km) | 122 | 359 | 481 |
| Rendement du réseau (%) | 85,2% | 82,8% | 83,90% |
| Indice linéaire de consommation (ILC) (m3/jour/km) | 16,91 | 6,88 | 9,43 |

Tableau 19 : Indicateurs de rendement du réseau de l'année

| Année | Indicateur | Autun | Autres communes | Total SMEMAC |
|-------------|------------------|----------------|-----------------|----------------|
| 2020 | Rendement | 78,50 % | 81,90 % | 80,30 % |
| 2021 | | 80,00 % | 84,40 % | 82,30 % |
| 2022 | | 85,20 % | 82,80 % | 83,90 % |
| 2020 | ILC | 17,1 | 7,1 | 9,62 |
| 2021 | | 16,8 | 6,9 | 9,37 |
| 2022 | | 19,9 | 6,9 | 9,43 |

Tableau 20 : Evolution des rendements et ILC sur Autun et les autres communes depuis 2020

Par rapport aux objectifs contractuels, seul le rendement sur les communes du SMEMAC, hors Autun, est respecté.

On remarque que le rendement d'Autun a gagné 5,2 % entre 2021 et 2022.

Une solution visant à mieux gérer la pression dans les réseaux d'Autun a été étudiée en 2020. Les travaux ont été réalisés en 2022 et mis en service à l'automne 2022. Un meilleur rendement sur Autun est attendu pour les prochaines années.

Par ailleurs, l'engagement 111 du Grenelle de l'Environnement et son décret d'application 2012-97 du 27 janvier 2012 dit décret "fuites" fixe un rendement seuil à atteindre pour les services d'eau (conditionnant l'obtention de financements des Agences de l'eau notamment) :

Rendement seuil = 65 % + ILC/5

> Soit pour le SMEMAC cette année un rendement seuil à atteindre de 66,9%, largement dépassé.

Enfin, rappelons que les compteurs de sectorisation et les prélocalisateurs de fuite fixes mis en place en 2014/2015 permettent de disposer de données en temps réel qui sont analysées par le délégataire et constituent des outils de gestion patrimoniale indispensables à l'amélioration et à l'optimisation de la performance du service.

II - 3 - 2 – Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

L'indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC) permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$ILVNC (m^3/j/km) = \frac{V4 - V7}{\text{linéaire de distribution} \times 365}$$

| | | |
|---------------|--|-------------|
| SMEMAC | Volume mis en distribution (V4) | 1 559 640 |
| | Volume vendu aux abonnés (V7) | 1 188 876 |
| | Linéaire de réseau de distribution (km) | 482 |
| | Indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC) | 2,11 |

Tableau 21 : Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

| Indicateur | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 (%) |
|------------|------|------|------|------|------|------|------|---------------------|
| ILVNC | 2,81 | 2,18 | 2,22 | 2,67 | 2,71 | 2,34 | 2,11 | - 9,8 % |

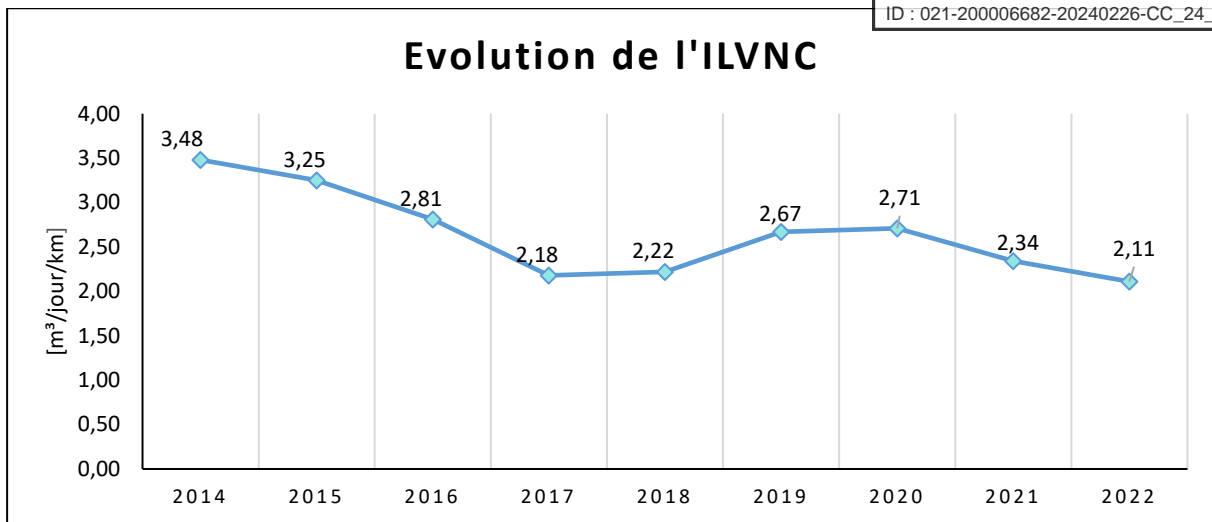


Figure 5 : Evolution de l'ILVNC sur le SMEMAC

II - 3 - 3 – Indice linéaire des pertes en réseau (P106.3)

L'indice linéaire des pertes en réseau (ILP) permet de connaître, par km de réseau de desserte, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service.

Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes perdus et améliorer la précision du comptage chez l'abonné.

L'ILP se calcule comme la différence du volume mis en distribution et du volume consommé autorisé par km de réseau et par jour. Il s'exprime en m³/jour/km

$$ILP (m^3/j/km) = \frac{V4 - V6}{\text{linéaire de distribution} \times 365}$$

| | | |
|---------------|---|-------------|
| SMEMAC | Volume mis en distribution (V4) | 1 559 640 |
| | Volume consommé autorisé (V6) | 1 241 960 |
| | Linéaire de réseau de distribution (km) | 482 |
| | Indice linéaire de perte (ILP) | 1,81 |

Tableau 22 : Indice linéaire des pertes en réseau (P106.3)

| Indicateur | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 (%) |
|------------|------|------|------|------|------|------|------|---------------------|
| ILP | 2,48 | 1,86 | 1,86 | 2,31 | 2,36 | 2,01 | 1,81 | - 10,0 % |

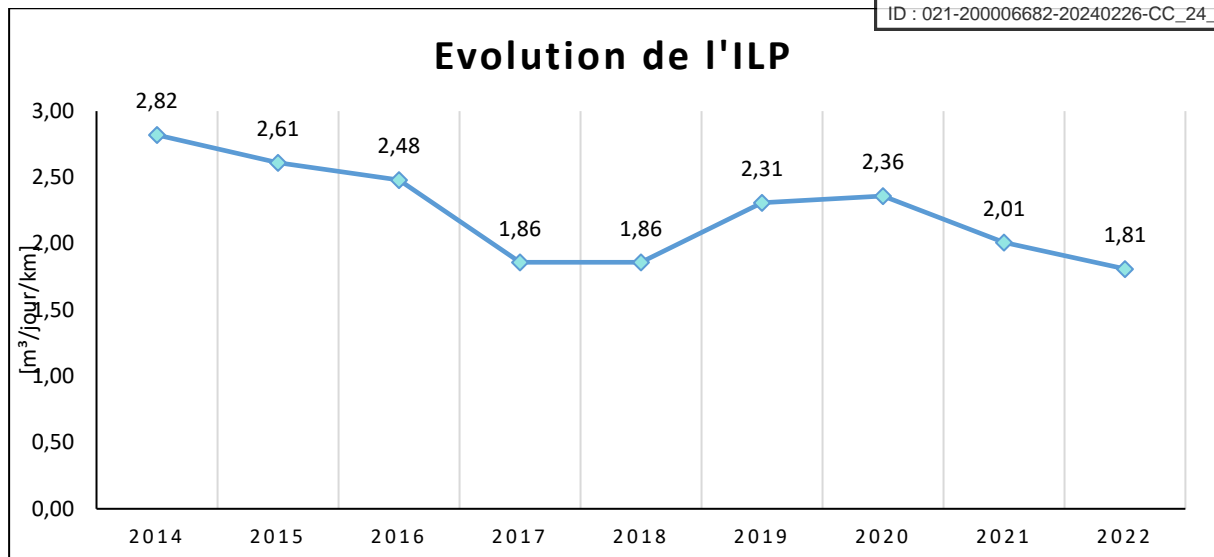


Figure 6 : Evolution de l'ILP sur le S MEMAC

| Année | Commune d'Autun | Autres communes | Total S MEMAC |
|-------|-----------------|-----------------|---------------|
| 2020 | 4,70 | 1,57 | 2,36 |
| 2021 | 4,20 | 1,27 | 2,01 |
| 2022 | 2,93 | 1,43 | 1,81 |

Tableau 23 : Comparatif de l'ILP sur Autun et les autres communes du S MEMAC

Pour mémoire, l'avenant 6 a défini un ILP maximum pour Autun de 3,35 m³/j/km (respecté en 2022) et un ILP maximum pour le Syndicat (hors Autun) de 2,42 m³/j/km (respecté en 2022).

II - 3 - 4 – Appréciation des ILP et ILC selon les critères de l'Agence de l'Eau

Les critères d'appréciation des ILC et ILP sont les suivants, selon les Agences de l'Eau :

| ILC | catégorie de réseau | rural (ILC < 10) | semi-rural (10 < ILC < 35) | urbain (35 < ILC < 55) | hyper-urbain (55 < ILC) |
|-----|---------------------|------------------|----------------------------|------------------------|-------------------------|
| ILP | <i>bon</i> | < 1,5 | < 4 | < 9 | < 13 |
| | <i>acceptable</i> | < 2,5 | < 6,5 | < 13 | < 20 |
| | <i>médiocre</i> | 2,5 < ILP < 4,5 | 6,5 < ILP < 10 | 13 < ILP < 19 | 20 < ILP < 25 |
| | <i>mauvais</i> | > 4,5 | > 10 | > 19 | > 25 |

Ainsi, en conclusion :

| Secteur concerné | ILC | ILP |
|------------------|------------|------------|
| Commune d'Autun | semi-rural | bon |
| Autres communes | rural | bon |
| Total S MEMAC | rural | acceptable |

II - 3 - 5 – Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient (en %) de la moyenne annuelle de linéaire de réseau (hors branchements) renouvelé par le délégataire et/ou la collectivité au cours des cinq dernières années, rapporté au linéaire total de réseau de distribution. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseau remplacées à l'identique ou réhabilitées (même diamètre de tuyau) et les sections renforcées (diamètre de tuyau augmenté).

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|-------|-------|--------|-------|--------|
| Longueur renouvelée par le délégataire (ml) | 2 248 | 600 | 597 | 1 955 | 830 |
| Longueur renouvelée par la collectivité (ml) | 3 644 | 2 238 | 9 970 | 2 440 | 3 530 |
| Longueur totale renouvelée (ml) | 5 892 | 2 838 | 10 567 | 4 395 | 4 360 |
| Taux moyen de renouvellement sur 5 ans | | | | | 1,16 % |

| SMEMAC | Taux moyen de renouvellement sur 5 ans (%) | | | | |
|--------|--|--------|--------|--------|--------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| | 1,23 % | 1,25 % | 1,40 % | 1,04 % | 1,16 % |

Tableau 24 : Evolution du taux moyen de renouvellement des réseaux sur 5 ans

En 2022, avec un linéaire total de réseau de distribution de 482 427 ml, le SMEMAC bénéficie d'un **taux moyen de renouvellement de 1,16 %** sur les 5 dernières années.

Rappelons qu'en comparaison, le taux moyen de renouvellement dans le Département de Saône-et-Loire est de 0,94 % (source : édition 2022 de l'Observatoire de l'Eau du 71 pour l'année 2020) ; il est de 0,67% à l'échelle nationale (source : édition 2022 de l'Observatoire de l'Eau du 71 pour l'année 2020).

Par ailleurs, dans leurs conclusions d'août 2018, les Assises de l'eau ont jugé qu'il était indispensable d'atteindre un taux de renouvellement de 1,2%, ce que le SMEMAC est parvenu à faire trois fois sur les cinq dernières années.

Il est à noter que le SMEMAC, en fin 2022 soit en douze années d'existence, a créé ou renouvelé 88 840 ml de canalisations soit environ 7,4 km par an pour un taux de 1,28 %.

II - 4 – INDICE D'AVANCEMENT DE LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU (P108.3)

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage d'eau brute.

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau. En fonction de son état d'avancement, un indice est déterminé selon le barème suivant :

- 0% : Aucune action de protection
- 20% : Etudes environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40% : Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50% : Dossier déposé en Préfecture
- 60% : Arrêté préfectoral
- 80% : Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (travaux, servitudes, acquisition de terrain)
- 100% : Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre + procédure de suivi de son application

| Ressources | Indice d'avancement de protection 2022 | Volume prélevé en 2022 | Proportion |
|--------------------------|--|--------------------------------|----------------|
| Etang de Brandon | 100 % | 526 274 m ³ | 24,11 % |
| Retenue du Pont-du-Roi | 80 % | 1 308 913 m ³ | 47,98 % |
| Captages de Saint-Blaise | 60 % | 343 651 m ³ | 9,45 % |
| Sources de Broye | 20 % | 3 750 m ³ | 0,03 % |
| TOTAL | - | 2 182 588 m³ | 81,57 % |

Tableau 25 : Indice d'avancement de la protection des ressources en eau du SMEMAC

⇒ Indice global pour le SMEMAC = 81,57 %

II - 5 – TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMEES (P151.1)

Cet indicateur permet de mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau pour lesquelles les abonnés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 abonnés. Généralement, ces interruptions sont dues à des ruptures de canalisations.

| SMEMAC | Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (en ‰) | | |
|--------|---|------|-----------------|
| | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 |
| | 3,79 | 2,71 | - 28 % |

Tableau 26: Taux d'occurrence des interruptions non programmées

Le taux de 2022 correspond à un nombre de 34 interruptions non programmées, pour 12 532 abonnés.

II - 6 – DELAI MAXIMAL D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS (D151.0 ET P152.1)

L'indicateur D151.0 donne le délai maximal auquel s'est engagé le service d'eau potable pour fournir de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel (branchement existant ou neuf).

L'indicateur P152.1 mesure le respect de cet engagement contractuel.

| SMEMAC | Délai maximal d'ouverture (contractuel) | Respect du délai contractuel | |
|--------|---|------------------------------|-------|
| | | 2021 | 2022 |
| | 1 jour | 100% | 100 % |

Tableau 27 : Taux du respect du délai contractuel d'ouverture de branchement

Pour mémoire, le délégataire s'engage à envoyer sous 8 jours un devis pour toute nouvelle demande de branchement au réseau d'eau potable. Après acceptation de ce devis et obtentions des autorisations administratives et municipales, il s'engage à réaliser les travaux de raccordement sous 15 jours.

II - 7 – TAUX D'IMPAYES SUR LES FACTURES DE L'ANNEE PRECEDENTE (P154.0)

Cet indicateur correspond au taux d'impayés constatés au 31/12/2021 sur les factures émises l'année précédente (2020). Il se calcule comme le rapport des factures impayées sur le montant total des factures d'eau émises par le service (chiffre d'affaire) : toute facture non payée, même partiellement, est comptabilisée, et ce quel que soit le motif de non-paiement. Les factures de réalisation de branchements et de travaux divers sont exclues.

Cet indicateur permet de connaître l'état de solvabilité des abonnés mais aussi d'apprécier les procédures de suivi et de relance mises en place par le délégataire et le Trésorier.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------------|
| Montants des impayés | 98 118 € | 139 006 € | 122 702 € | 141 559 | 147 079 | 128 808 | - 12,42 % |
| Montant facturé | 6 639 097 € | 5 767 731 € | 5 092 905 € | 5 852 190 | 6 079 051 | 6 178 246 | + 1,63 % |
| Taux d'impayés | 1,48 % | 2,41 % | 2,41% | 2,42 % | 2,42 % | 2,08 % | - 14,05 % |

Tableau 28 : Montants et taux d'impayés (€ TTC)

On constate que, suite à une hausse sensible du nombre d'impayés entre 2017 et 2018, le taux est resté stable de 2019 à 2021 puis a diminué en 2022.

Pour rappel, la loi Brottes du 15 avril 2013 et son décret d'application du 27 février 2014, interdisent de couper ou de réduire le débit de l'eau des abonnés qui ne payent pas leur facture d'eau. Ces dispositions s'appliquent uniquement dans le cas des résidences principales et demeurent possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel.

II - 8 – TAUX DE RECLAMATIONS (P155.1)

Cet indicateur donne le taux de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau (le délégataire et la Collectivité), rapporté à 1000 abonnés.

Ne sont prises en compte que les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Taux de réclamations écrites (‰) | 0 | 1,45 | 1,05 | 1,13 | 1,13 | 1,04 |

Tableau 29 : Taux de réclamations écrites

Pour 2022, il est fait état d'un taux de réclamation de **1,04 pour 1000 abonnés** (soit 13 réclamations écrites).

III - TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

III - 1 – MODALITES DE TARIFICATION EN VIGUEUR

III - 1 - 1 – Définition du prix de l'eau potable

La facture d'eau potable se décompose en 3 parties :

- **1) Part syndicale :**

La part du prix de l'eau revenant à la Collectivité est fixée par le Conseil Syndical. Les tarifs sont fixés par délibération du Conseil Syndical chaque année.

- **2) Part délégataire :**

La part du prix de l'eau revenant au délégataire est fixée par le contrat de délégation. Il est révisé annuellement par application au tarif de base d'un coefficient d'indexation ; ce coefficient est défini dans le contrat de délégation.

Par ailleurs, chacune des parts « syndicale » et « délégataire » comprennent :

- 1) Une **part fixe**, correspondant à l'abonnement ;
- 2) Une **part proportionnelle (ou variable)**, correspondant au volume consommé par l'abonné.

- **3) Redevances et taxes :**

- Redevances dues aux Agences de l'Eau :
 - « Lutte contre la pollution »
 - « Préservation des ressources en eau »
- TVA à 5,5%

III - 1 - 2 – Autres tarifs

- **Frais d'accès au service :**

Tarif 2022 : 54,82 € TTC (2021 : 52,53 € TTC)

- **Autres prestations :**

Certaines prestations réalisées par le délégataire sont facturées aux abonnés (exemple : travaux de branchement d'eau potable). Ces prestations font l'objet de devis individuels, sur la base du bordereau des prix annexé au contrat de délégation.

III - 1 - 3 – Modalités de facturation

La facturation aux abonnés est semestrielle et effectuée sur la base de 2 relevés réels par an, grâce aux compteurs équipés du système de radio-relève.

III - 1 - 4 – Détail des redevances dues aux Agences de l'Eau

Le territoire du SMEMAC s'étend sur deux bassins versants ; il dépend donc de deux Agences de l'Eau : Loire-Bretagne et Rhône-Méditerranée-Corse. Les tarifs des redevances appliquées par les deux Agences ne sont pas forcément les mêmes, les factures des abonnés peuvent donc légèrement différer sur cette part.

La répartition des 23 communes du SMEMAC par Agence est la suivante :

| Bassin de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB) | | Bassin de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) | |
|--|-----------|--|-----------|
| Autun Auxy Broye Collonge-la-Madeleine Epinac Morlet Saint-Emiland Saint-Gervais-sur-Couches Saint-Martin-de-Commune Saisy Sully Tintry | 12 | Change Couches Créot Sampigny-les-Maranges Dracy-lès-Couches Epertully Essertenne Perreuil Saint-Jean-de-Trézy Saint-Maurice-les-Couches Saint-Sernin-du-Plain | 11 |

- **Redevance pour pollution domestique :**

Elle se calcule proportionnellement au volume d'eau consommé par l'abonné.

Elle possède une valeur plafond fixée par le Parlement à 0,50 €/m³.

| Agences de l'Eau | Communes | Valeur (€/m ³) | |
|--------------------------|--|----------------------------|------|
| | | 2020 | 2021 |
| Loire Bretagne | Autun, Auxy, Collonge-la-Madeleine, Epinac, Morlet, Saint-Emiland, Saint-Gervais-sur-Couches, Saint-Martin-de-Commune, Saisy, Sully, Tintry | 0,23 | 0,23 |
| Rhône Méditerranée Corse | Change, Couches, Créot, Dracy-les-Couches, Epertully, Essertenne, Perreuil, Saint-Jean-de-Trézy, Saint-Maurice-les-Couches, Saint-Sernin-du-Plain, Sampigny-les-Maranges | 0,28 | 0,28 |

Tableau 30 : Valeur de la redevance « pollution domestique »

- **Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau :**

Cette redevance, due par les services d'eau, incite les collectivités à agir pour la préservation de leurs ressources en eau en agissant sur la surveillance de leurs réseaux, notamment la réduction des fuites ; l'idée étant de diminuer au maximum le volume des pertes.

En effet, l'Agence de l'Eau fixe annuellement le taux correspondant à cette redevance : en 2022, il est de 0,0330 €/m³ (0,0330 €/m³ en 2021) pour les deux Agences de l'Eau. Ce taux est ensuite multiplié par le volume d'eau prélevé au milieu naturel.

La répercussion sur les abonnés du montant de cette redevance est obligatoire dans son principe. C'est ensuite à l'exploitant qu'il revient d'en définir les modalités (par exemple : diviser le montant de la redevance Agence par le volume total d'eau facturé aux abonnés).

| | 2020 | 2021 |
|--|-------|-------|
| Valeur de la redevance « prélèvement » (€/m ³) | 0,048 | 0,048 |

Tableau 31: Valeur de la redevance « prélèvement sur la ressource en eau »



Pour plus d'information, voir les notes des Agences de l'Eau en fin de document.

III - 2 – FACTURES TYPES DU SMEMAC EN 2022 (PART « EAU POTABLE »)

En fonction de l'Agence de l'Eau dont dépendent les communes du territoire (AELB ou AERMC), les factures-types du SMEMAC, pour la part « eau potable », sont les suivantes :

- **Pour les communes de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB)**

Autun, Auy, Broye, Collonge-la-Madeleine, Epinac, Morlet, Saint-Emiland, Saint-Gervais-sur-Couches, Saint-Martin-de-Commune, Saisy, Sully, Tintry.

| | Désignation | 1er janv 2022 | 1er janv 2023 | Variation N/N-1 (%) |
|--|--|------------------|------------------|------------------------|
| Part délégitaire | Part fixe [€ HT/an] (abonnement ordinaire) | 46,15 | 49,37 | 6,98% |
| | Part proportionnelle [€ HT/m ³] | 1,0388 | 1,1037 | 6,25% |
| Part syndicale | Part fixe [€ HT/an] (abonnement ordinaire) | 49,06 | 50,53 | 3,00% |
| | Part proportionnelle [€ HT/m ³] | 1,3992 | 1,4844 | 6,09% |
| Redevances et taxes | Préservation des ressources en eau [€/m ³] | 0,048 | 0,048 | - |
| | Lutte contre la pollution [€/m ³] | 0,23 | 0,23 | - |
| | TVA [%] | 5,5 | 5,5 | - |
| Facture 120 m³ [€ TTC] | | 444,29 | 468,24 | 5,39% |
| Tarif indicatif du service au m³ [€/m³ TTC] | | 3,70 | 3,90 | 5,39% |

- **Pour les communes de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC)**

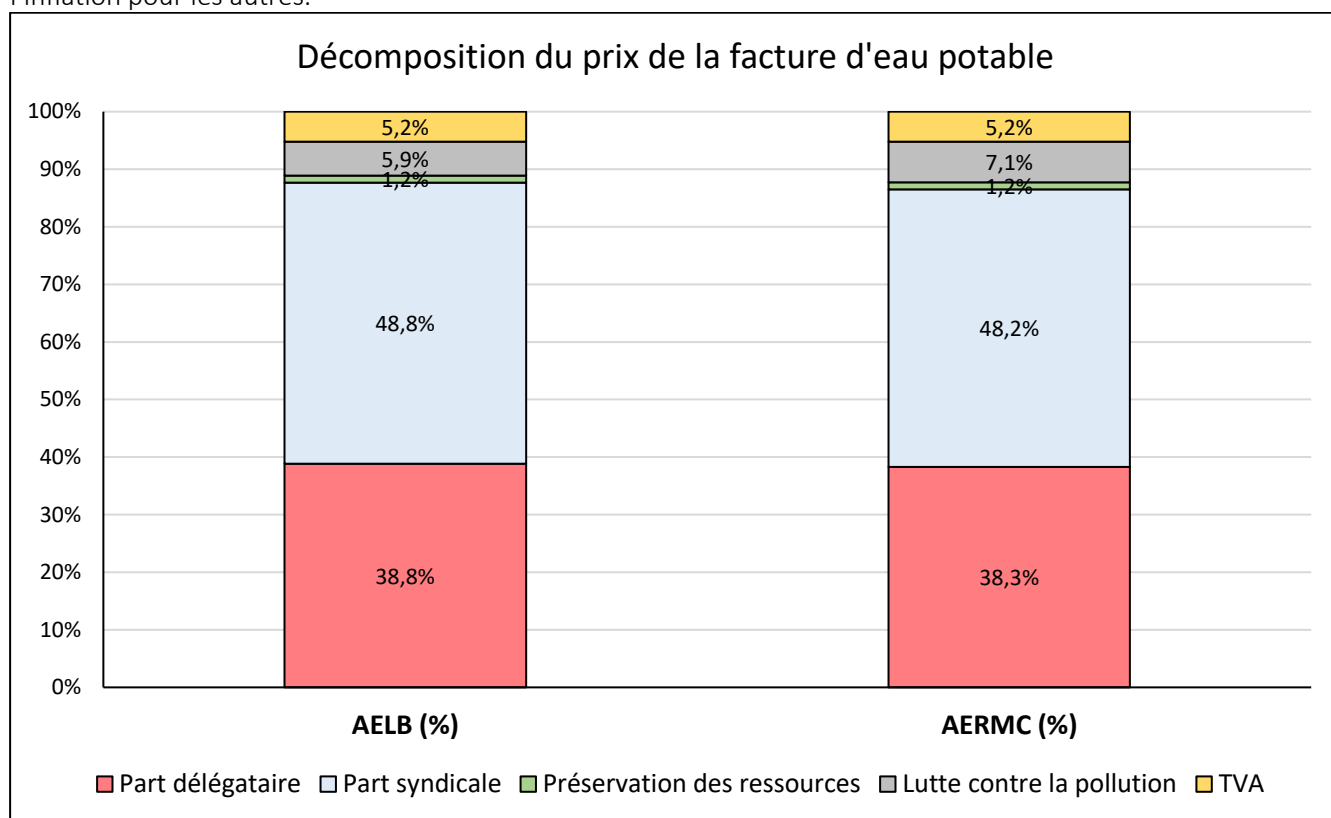
Change, Couches, Créot, Dracy-lès-Couches, Epertully, Essertenne, Perreuil, Saint-Jean-de-Trézy, Saint-Maurice-les-Couches, Saint-Sernin-du-Plain, Sampigny-lès-Maranges.

| | Désignation | 1er janv 2022 | 1er janv 2023 | Variation N/N-1 (%) |
|--|--|------------------|------------------|------------------------|
| Part délégitaire | Part fixe [€ HT/an] (abonnement ordinaire) | 46,15 | 49,37 | 6,98% |
| | Part proportionnelle [€ HT/m ³] | 1,0388 | 1,1037 | 6,25% |
| Part syndicale | Part fixe [€ HT/an] (abonnement ordinaire) | 49,06 | 50,53 | 3,00% |
| | Part proportionnelle [€ HT/m ³] | 1,3992 | 1,4844 | 6,09% |
| Redevances et taxes | Préservation des ressources en eau [€/m ³] | 0,048 | 0,048 | 0,00% |
| | Lutte contre la pollution [€/m ³] | 0,28 | 0,28 | 0,00% |
| | TVA [%] | 5,5 | 5,5 | 0,00% |
| Facture 120 m³ [€ TTC] | | 450,62 | 474,57 | 5,32% |
| Tarif indicatif du service au m³ [€/m³ TTC] | | 3,76 | 3,95 | 5,32% |

L'augmentation des parts du délégataire est due à l'application de la formule annuelle de révision ainsi qu'à l'application de l'avenant n°6. Notons que, pour la part variable, s'ajoute également la contribution demandée par le Conseil Départemental 71 pour les eaux du Pont du Roi ; elle est de 162 635 € HT en 2022.

L'augmentation des parts syndicales a été votée par délibération du Conseil Syndical en date du 13 septembre 2022 pour les tarifs 2023 ; elle correspond au montant de l'inflation pour les tranches de 0

à 170 m³, soit 6,1% et de 16,3 % pour les autres tranches pour la part consommation. La part abonnement a augmenté de la moitié de l'inflation pour les petits diamètres de compteurs, et de l'inflation pour les autres.



Graphique 2 : Décomposition du prix de la facture d'eau de 120 m³ (part eau potable)

Au 01/01/2023, la part syndicale représente environ 50% de la facture d'eau (part « eau potable »), tandis que la part délégataire en représente un peu plus d'un tiers. Le reste se répartit entre les redevances aux organismes publics (Agences de l'Eau) et la TVA.

III - 3 – RECETTES DU SERVICE

Les recettes intègrent à la fois les factures d'eau, les travaux de branchement et toutes les prestations réalisées dans le cadre de l'exécution du service public de l'eau.

| | RECETTES DU SERVICE (€ HT) | | | | | | | Variation N/N-1 |
|---|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | |
| COLLECTIVITE | 2 299 163 € | 2 093 157 € | 2 172 666 € | 2 380 554 € | 2 584 447 € | 2 307 747 € | 2 334 474 € | 1,2% |
| Vente d'eau aux abonnés ¹ | 2 299 163 € | 2 093 157 € | 2 172 666 € | 2 380 554 € | 2 584 447 € | 2 307 747 € | 2 334 474 € | 1,2% |
| AGENCES DE L'EAU | 423 977 € | 395 385 € | 405 320 € | 332 377 € | 358 990 € | 329 662 € | 321 658 € | -2,4% |
| Redevances | 423 977 € | 395 385 € | 405 320 € | 332 377 € | 358 990 € | 329 662 € | 321 658 € | -2,4% |
| DELEGATAIRE | 2 464 747 € | 2 187 647 € | 2 687 098 € | 2 357 262 € | 2 735 178 € | 2 860 287 € | 2 778 457 € | 1,3% |
| Recettes liées à la facturation du service | 1 326 167 € | 1 571 637 € | 1 644 107 € | 1 542 325 € | 1 889 545 € | 1 902 798 € | 1 891 451 € | -0,6% |
| Vente à d'autres services publics | 287 348 € | 128 350 € | 563 977 € | 470 071 € | 252 891 € | 378 209 € | 406 626 € | 7,5% |
| Autres recettes liées à l'exploitation du service | 10 670 € | 17 655 € | 6 233 € | 12 235 € | 16 421 € | 27 646 € | 8 207 € | -70,3% |
| Dotations au fond contractuel | 191 132 € | 112 077 € | 111 322 € | 114 389 € | 116 707 € | -116 707 € | 0 € | -100% |
| Travaux attribués à titre exclusif | 587 178 € | 245 356 € | 278 859 € | 95 962 € | 385 018 € | 441 565 € | 357 631 € | -19,0% |
| Produits accessoires | 62 252 € | 112 572 € | 82 600 € | 122 280 € | 74 596 € | 110 069 € | 114 542 € | 4,1% |
| TOTAL € HT | 5 187 887 € | 4 676 189 € | 5 265 084 € | 5 070 193 € | 5 678 615 € | 5 497 696 € | 5 434 589 € | +1,0% |

Tableau 32: Recettes d'exploitation du service de l'eau

IV - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

IV - 1 – MONTANTS

Les montants financiers payés au cours de l'exercice sont présentés par opérations budgétaires.

| Opération | Nature | Montant des opérations (en € HT) | | | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| 1001 | Unité de production | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1002 | Interconnexions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1003 | Protection des captages | 302 505,14 | 70 131,29 | 58 423,40 | 30 882,42 | 43 495,74 | 22 063,05 |
| 1004 | Renouvellement des réseaux | 272 659,73 | 937 184,61 | 446 425,71 | 1 337 735,79 | 1 026 032,72 | 1 129 360,13 |
| 1005 | Extensions de réseaux | 9 916,17 | 17 082,39 | 19 148,10 | 14 358,94 | 240 707,00 | 335 082,31 |
| 1006 | Divers | 188 245,14 | 68 341,16 | 72 049,97 | 0,00 | 40 861,88 | 124 198,00 |
| SOUS-TOTAL | | 773 326,18 € | 1 092 739,45 € | 596 047,18 € | 1 382 977,15 € | 1 351 097,34 € | 1 610 703,49 € |
| Chap. 21 | Dépenses usines | 0,00 | 3 267 000,00 | 66 066,20 | 728 927,81 | 5 399,96 | 20 319,81 |
| TOTAL | | 773 326,18 € | 4 359 739,45 € | 662 113,38 € | 2 111 904,96 € | 1 356 467,30 € | 1 631 023,60 € |

Tableau 33 : Montants financiers payés au cours de l'exercice

IV - 2 – BRANCHEMENTS EN PLOMB

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Variation N/N-1 |
|--|--------|--------|-----------|--------|--------|-----------|--------|-----------------|
| Nombre de branchements totaux | 10 956 | 10 969 | 10 999 | 10 933 | 12 548 | 10 807 | 10 830 | +0,2% |
| Nombre de branchements en plomb supprimés en 2022 | 55 | 46 | 23 | 26 | 65 | 77 | 41 | -46,8 % |
| Nombre de branchements en plomb restants | 380 | 334 | 311 (695) | 669 | 614 | (331) 653 | 290 | -12,4 % |

Tableau 34 : Nombre de branchements en plomb restants sur le territoire

IV - 3 – ÉTAT DE LA DETTE DU SERVICE

| | Etat de la dette | | | | |
|------------------------------------|------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Encours au 31 décembre de l'année | 21 620 901 € | 21 151 662 € | 20 709 527 € | 20 513 949 € | 19 966 898 € |
| Annuités de remboursement | 1 482 945 € | 1 670 541 € | 1 652 664 € | 1 668 335 € | 1 733 861 € |
| dont intérêts | 343 651 € | 401 302 € | 380 438 € | 370 657 € | 387 210 € |
| dont capital | 819 091 € | 949 036 € | 920 232 € | 977 475 € | 1 026 448 € |
| dont remboursement Agence de l'Eau | 320 203 € | 320 203 € | 320 203 € | 320 203 € | 320 203 € |

Tableau 35 : Etat de la dette du service

IV - 4 – AMORTISSEMENTS

| | Amortissements | | | | |
|-------------------------------|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Montant pour l'année en cours | 1 255 976 € | 1 359 528 € | 1 379 846 € | 1 431 875 € | 1 434 654 € |

Tableau 36 : Dotation annuelle aux amortissements

En 2019 avait été intégré l'amortissement des travaux de l'usine de St-Blaise.

IV - 5 – DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique (en années) nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service.

⇒ **Durée d'extinction de la dette en 2022 : 13,9 ans** (11,7 ans en 2021)

Ce taux n'est pas à comparer avec les ratios traditionnels des Collectivités dans la mesure où le SMEMAC ne porte pas l'exploitation (Délégitaire).

IV - 6 – TAUX D'ABANDON DE CREANCES OU VERSEMENTS A UN FOND DE SOLIDARITE (P109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Pour la définition de cet indicateur, plusieurs points entrent en ligne de compte :

- Les versements effectués par la Collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles (par exemple, Fonds de Solidarité Logement) ;
- Les abandons de créance à caractère social votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux liés au FSL).

| | 2021 | | 2022 | |
|--------------|---|---------|--|---------|
| | Nombre de demandes d'abandon de créances | Montant | Nombre de demandes d'abandon de créances | Montant |
| Délégitaire | 40 | 2 707 € | 38 | 2 805 € |
| Collectivité | Montant compris dans celui du délégitaire | | | |

ANNEXE 1 : SYNTHÈSE DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

| INDICATEURS DESCRIPTIFS | | 2021 | 2022 |
|----------------------------|---|----------------------------------|----------------------------------|
| D101.0 | Nombre d'habitants desservis (estimation) | 24 100 | 23 854 |
| D102.0 | Prix du service de l'eau (m ³ TTC) | 3,70 et 3,76 €/m ³ | 3,90 et 3,95 €/m ³ |
| D151.0 | Délai max. d'ouverture des branchements (nouveaux abonnés) | 1j | 1j |
| INDICATEURS DE PERFORMANCE | | 2021 | 2022 |
| P101.1 | Taux de conformité / Microbiologie | 100 % | 100 % |
| P102.1 | Taux de conformité / Physico-chimie | 100 % | 97,1 % |
| P103.2 | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux | 110 | 110 |
| P104.3 | Rendement du réseau de distribution | 82,3 % | 83,9 % |
| P105.3 | Indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC) | 2,34 m ³ /j/km | 2,11 m ³ /j/km |
| P106.3 | Indice linéaire de perte (ILP) | 2,01 m ³ /j/km | 1,81 m ³ /j/km |
| P107.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | 0,98 % | 1,10 % |
| P108.3 | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau | 84,41 % | 81,57 % |
| P109.0 | Nb d'abandons de créances et versement à un fonds de solidarité | 40 | 38 |
| P109.0 | Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds | 2 707 € | 2 805 € |
| P151.1 | Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées | 3,79 ‰ | 2,71 ‰ |
| P152.1 | Taux de respect du délai max. d'ouverture des branchements | 100 % | 100 % |
| P153.2 | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | 11,7 ans | 13,9 ans |
| P154.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente | 2,42 % | 2,08 % |
| P155.1 | Taux de réclamations | 1,13 u / 1000 | 1,04 u / 1000 |

ANNEXE 2 : SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX TRAVAUX RÉALISÉS PAR LE SMEMAC SUR L'ANNÉE 2022

| COMMUNE | OPERATION | | LINEAIRE (ml) | COÛT TOTAL 2022 (€ HT) |
|-----------------------------|--|----------------|------------------|---------------------------|
| | LOCALISATION | DESSCRIPTIF | | |
| AUTUN | Boulevard Laureau, Boulevard Mazagran, Rue du Clos Jovet, Ruelle Chaumont | Renouvellement | 850 | 295 951 € |
| AUTUN | Centre Equestre | Extension | 250 | 22 545 € |
| AUTUN | Interconnexion Smemac-Gourgeoise | Extension | 3 900 | 257 869 € |
| COUCHES | Rue Perche | Renouvellement | 700 | 88 740 € |
| EPINAC | Bas de Canada à Rue de Bellevue | Renouvellement | 2 800 | 564 347 € |
| SAINT-MARTIN-DE- COMMUNE | RD 343 | Extension | 500 | 42 028 € |
| SAMPIGNY-LES-MARANGES | Bourg | Renouvellement | 30 | 11 864 € |
| TOTAL | | | 9 130 | 1 283 345 € |

ANNEXE 3 : NOTES DES AGENCES DE L'EAU

Édition mars 2023
CHIFFRES 2022

Note d'information sur les redevances

L'agence de l'eau vous informe



LE SAVIEZ-VOUS ?

Vous pouvez retrouver le prix de l'eau de votre commune sur : www.services.eaufrance.fr

Les composantes du prix de l'eau :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- le service de collecte et de traitement des eaux usées
- les redevances de l'agence de l'eau
- les contributions aux organismes publics (OFB, VNF...) et l'éventuelle TVA

Le prix moyen de l'eau en Loire-Bretagne est de 4,37 euros TTC par m³ (Sejpas - données agrégées disponibles - 2019).

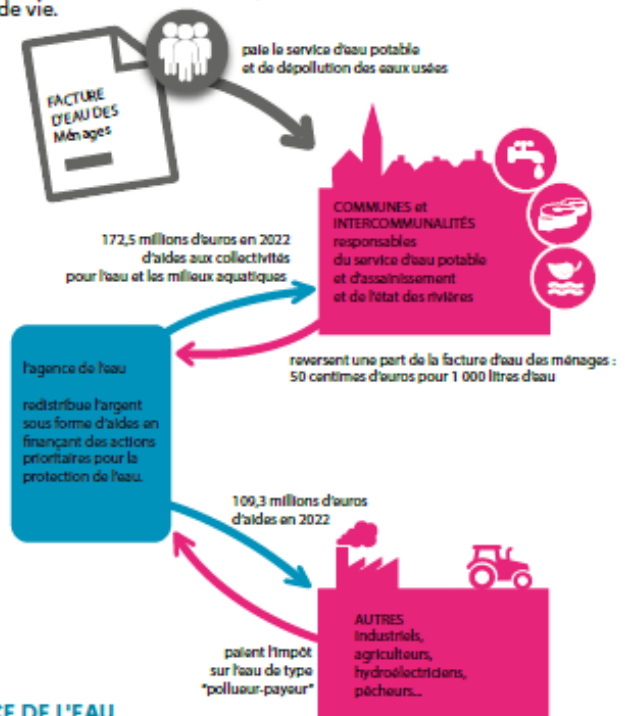
www.services.eaufrance.fr/docs/SEJPEA_video.mp4

POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.



NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Document à joindre au RPQS - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose à la ou le maire ou à la ou la président-e de l'établissement public de coopération intercommunale l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. La ou le maire ou la ou la président-e de l'établissement public de coopération intercommunale joint la présente note d'information établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention. RPQS > des réponses à vos questions : <https://www.services.eaufrance.fr/gestion/rpqs/vos-questions>

NOTE D'INFORMATION SUR LES REDEVANCES DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement / 1

Ed. mars 2023

D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2022 ?

En 2022, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) émises par l'agence de l'eau s'est élevé à près de 374 millions d'euros dont plus de 243 millions en provenance de la facture d'eau.

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2022 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Loire-Bretagne



À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2022 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2022) - source agence de l'eau Loire-Bretagne. 2022 est la quatrième année du 11^e programme d'intervention (2019-2024) de l'agence de l'eau.



En 2022, près de 107 millions d'euros d'aides, soit 40 % des aides de l'agence de l'eau Loire-bretagne, accompagnent des actions de lutte contre les effets du dérèglement climatique.

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE EN 2022

L'année 2022 marque la quatrième année du 11^e programme d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne et de son contrat d'objectif et de performance 2019-2024 signé avec l'État. Des indicateurs annuels permettent de mesurer et suivre les efforts des maîtres d'ouvrage et de l'agence de l'eau en faveur des ressources en eau et des milieux aquatiques.

EN 2022...



* MAEC : mesures agro-environnementales et climatiques / BIO : pour agriculture biologique / PSE : paiement pour services environnementaux

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'eau est un des marqueurs principaux du changement climatique.

Près de 40 % du programme d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne est consacré au changement climatique en 2022 :

- solutions fondées sur la nature ;
- gestion et partage de la ressource ;
- économies d'eau ;
- gestion durable des eaux de pluie ;
- étude ;
- sensibilisation ;
- communication...

4 100 projets ont été financés par l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour un montant de près de 270 millions d'euros d'aides.

Des projets portés par les collectivités, les acteurs économiques et les associations pour lutter contre les pollutions, restaurer les milieux aquatiques, améliorer la surveillance des milieux, sensibiliser aux enjeux de l'eau ou encore assurer la solidarité internationale.

SDAGE 2022-2027 ET PROGRAMME DE MESURES

Le 3 mars 2022, le comité de bassin Loire-Bretagne a adopté le Sdage 2022-2027 et donné un avis favorable au programme de mesures associé.



<https://sdage-sage.eau-loire-bretagne.fr>

LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km², soit 28 % du territoire métropolitain. Il correspond au bassin de la Loire et de ses affluents, du mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à Nantes, de la Vilaine et des bassins côtiers bretons, vendéens et du Marais poitevin.

Il concerne 336 communautés de communes, près de 6 800 communes, 36 départements et 8 régions en tout ou partie et plus de 13 millions d'habitants.

Délégation Armorique

Parc technologique du zoopôle
Espace d'entreprises Keraia - Bât. B
18 rue de Sabot
22440 PLOUFRAGAN
Tél. : 02 96 33 62 45
armorique@eau-loire-bretagne.fr

Agence de l'eau Loire-Bretagne (siège)

9 avenue Buffon - CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2
Tél. : 02 38 51 73 73
contact@eau-loire-bretagne.fr
agence.eau-loire-bretagne.fr

**Délégation Centre-Loire**

9 avenue Buffon - CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2
Tél. : 02 38 51 73 73
centre-loire@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Maine-Loire-Océan

→ Site de Nantes (dép. 44 - 49 - 85)
1 rue Eugène Varlin - CS 40521
44105 NANTES CEDEX 4
Tél. : 02 40 73 06 00
mlo-nantes@eau-loire-bretagne.fr

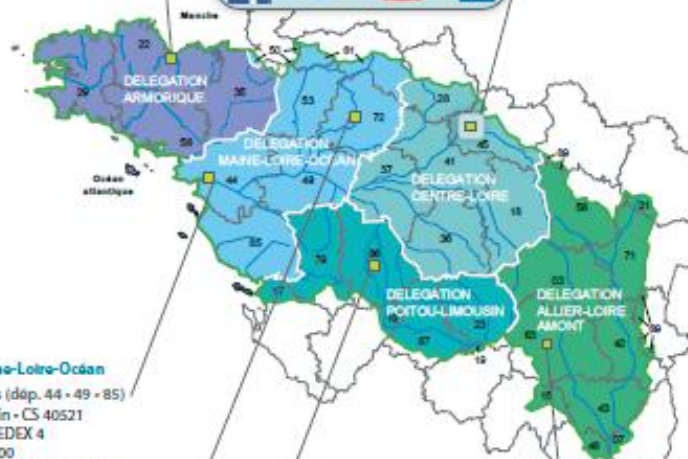
→ Site du Mans (dép. 49 - 50 - 53 - 61 - 72)
17 rue Jean Grémillon - CS 12104
72021 LE MANS CEDEX 2
Tél. : 02 43 86 96 18
mlo-lamans@eau-loire-bretagne.fr





Délégation Poitou-Limousin

7 rue de la Goulotte - CS 20040
86282 SAINT-BENOIT CEDEX
Tél. : 05 49 38 09 82
poitou-limousin@eau-loire-bretagne.fr

Délégation Allier-Loire amont

19 allée des eaux et forêts
Site de Marmilhat sud - CS 40039
63370 LEMPEDES
Tél. : 04 73 17 07 10
allier-loire-amont@eau-loire-bretagne.fr

**Les 7 bassins hydrographiques métropolitains**

➔ Suivez l'actualité    
de l'agence de l'eau Loire-Bretagne :

agence.eau-loire-bretagne.fr
& aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr



Retrouvez toutes les ressources sur le site
<https://www.lesagencesdeleau.fr/comprendre-apprendre-agir-pour-leau>

Nouveaux podcasts ➔ bit.ly/Podcasts-Eau



ÉDITION 2023

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

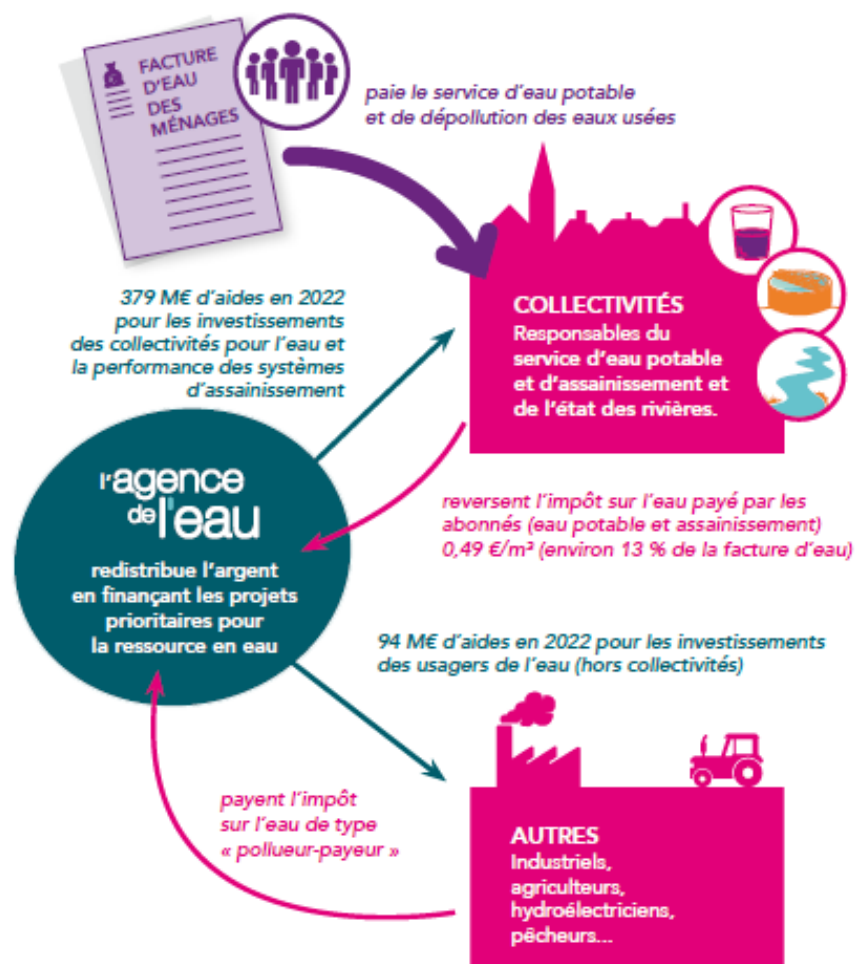
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse est de 3,87 € TTC/m³ et de 4,30 € TTC/m³ en France*. Environ 13 % de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, spécialisé dans la protection de l'eau.

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2021.



**SAUVONS
L'EAU!**

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2022

51% des aides attribuées en 2022 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

► Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (47,3 millions €)

407 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation...) permettent d'économiser 22,8 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 416 000 habitants.

► Pour dépolluer les eaux (156,1 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

40 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 70 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 36 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (89,4 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 65,4 M€ d'aides.

► Pour réduire les pollutions industrielles (21,5 millions €)

6 nouveaux territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.
2 opérations majeures lancées sur de grands sites industriels.

► Pour lutter contre les pollutions agricoles par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (6,6 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 30,6 millions € pour l'agriculture)

6 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.
30,6 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

► Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (70,5 millions €)

70,4 km de rivières restaurées et 75 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
5 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 465 ha d'herbiers.

► Pour la solidarité internationale (3,67 millions €)

48 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

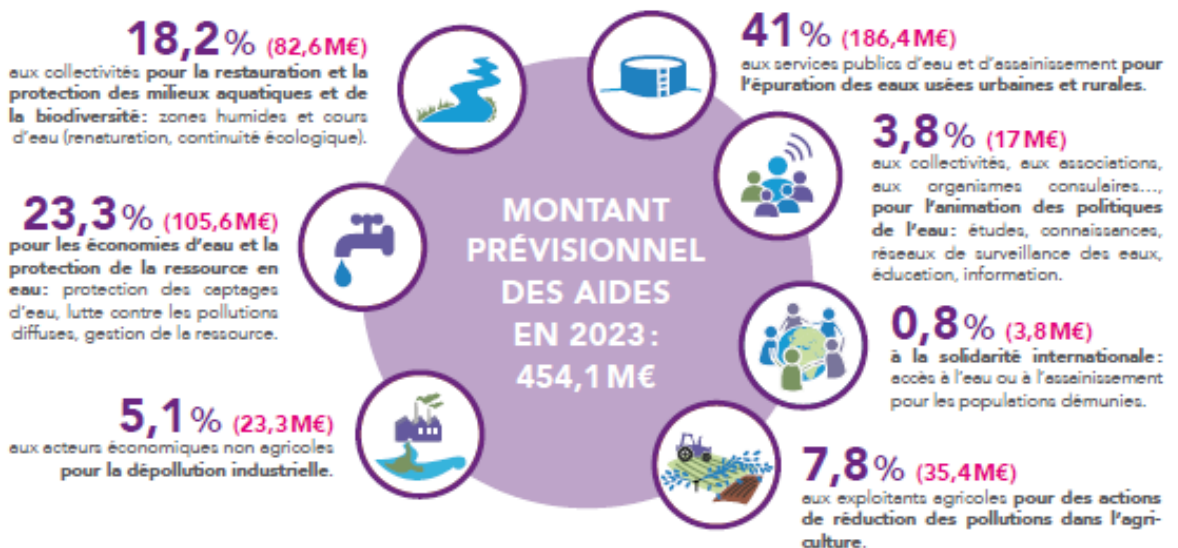
2023

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 13 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,9 € par mois pour les redevances.



Pour toutes les redevances (sauf celle sur les pesticides), les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

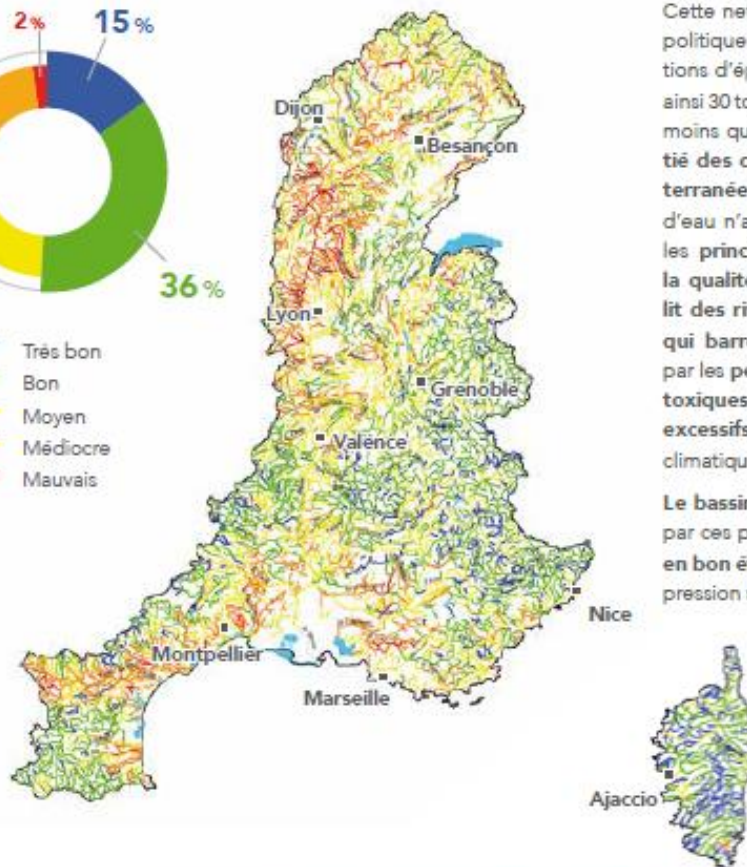
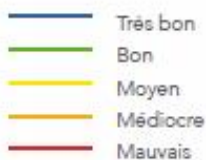
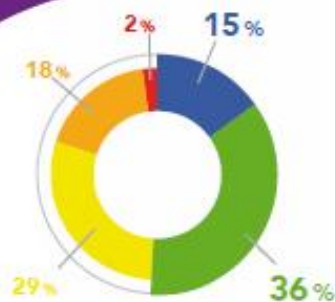


- **Solidarité envers les communes rurales:** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides** correspond essentiellement au financement, par l'agence de l'eau, de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2023 s'élève à 99,2 M€.

Découvrez le 11^e programme Sauvegarde de l'eau 2019-2024 en détail sur www.eaurmc.fr

QUALITÉ DES EAUX

État écologique des cours d'eau
Données 2021



Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les principales causes de dégradation de la qualité de l'eau sont l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau, les pollutions par les pesticides et les rejets de substances toxiques ainsi que les prélèvements d'eau excessifs dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, 91 % de ses rivières sont en bon état. Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

La qualité des rivières sur smartphone et tablette



Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- > 15,5 millions d'habitants
- > 20 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 50 % de l'activité touristique
- > 11000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- > 330000 habitants permanents
- > 3,4 millions de touristes chaque année
- > 3000 km de cours d'eau
- > 1000 km de côtes

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_011-DE



Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024
 Nombre de Conseillers en exercice : 90
 Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58
 Nombre de Procurations : 18
 Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président

Présents : *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,

Suppléants : M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
 Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
 M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
 M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),

Délégués ayant donné procuration :

Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
 Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
 Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
 M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
 M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
 Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
 Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
 Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
 M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
 Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
 M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
 M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
 M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
 M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
 Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
 Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
 M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
 M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,

Délégués absents non représentés :

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL REGIONAL POUR LE PROJET DE SENSIBILISATION A L'ART CONTEMPORAIN

RAPPORTEUR : M. CHAMPION

L'école des Beaux-arts est une école d'enseignement artistique à rayonnement intercommunal, assurant la formation et la conduite à la pratique amateur pour les usagers résidant principalement sur le territoire de la Communauté d'agglomération Beaune, Côte et Sud. Elle possède également un rayonnement national puisque chaque année elle accueille une trentaine d'étudiants du territoire français désirant se préparer à entrer dans les formations artistiques accessibles uniquement sur concours.

L'école développe sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Beaune, Côte et Sud des actions favorisant l'accessibilité et la sensibilisation à l'art contemporain. Ainsi, elle souhaite faire une demande de subvention auprès du Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté sur son dispositif d'aide aux actions de sensibilisation à l'art contemporain.

En effet, la création de l'atelier itinérant et de son projet de sensibilisation à l'art contemporain rentre dans les critères de cette subvention. Une proposition de partenariat avec les FRACS Bourgogne-Franche-Comté sera proposée dans le cadre de cette action en 2024. De même, quatre conférences d'art contemporain où l'école invite des artistes à présenter leur travail seront organisées. Cette aide permettra de développer davantage le projet de l'école et de financer le coût d'intervention des artistes.

Cette proposition est innovante et permettrait de toucher autant le public en milieu rural que les habitants de la ville de Beaune, et tant les élèves des pratiques amateurs que les étudiants de la classe préparatoire. Ce dispositif pédagogique, via la mise en place d'ateliers, la présentation des artistes lors de conférences et l'organisation d'expositions itinérantes sur le territoire communautaire, peut être valorisé auprès de la Direction des Affaires Culturelles et du Ministère de la Culture qui cherchent à développer davantage ces projets au niveau régional et national.

Le budget pour ce projet est estimé à environ 30 000€. Le montant de l'aide est plafonné à 40% du budget global et ne peut être supérieur à 10 000€.

DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- APPROUVE la demande d'aide auprès du Conseil régional dans le cadre du projet de l'école à la sensibilisation à l'art contemporain,
- AUTORISE le Président ou son Représentant à solliciter la subvention auprès du Conseil régional de Bourgogne,
- AUTORISE le Président ou son Représentant à effectuer toute démarche et signer tout document dans ce cadre.

**DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL REGIONAL POUR LE PROJET DE
SENSIBILISATION A L'ART CONTEMPORAIN
RAPPORTEUR : M. CHAMPION**

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Envoyé en préfecture le 29/02/2024
Reçu en préfecture le 29/02/2024
Publié le 04/03/2024
ID : 021-200006682-20240226-CC_24_011-DE




Jérôme CHIDO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024
 Nombre de Conseillers en exercice : 90
 Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58
 Nombre de Procurations : 18
 Nombre de Votants : 76

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_012-DE



Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président

Présents : *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,

Suppléants : M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
 Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
 M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
 M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),

Délégués ayant donné procuration :

Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
 Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
 Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
 M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
 M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
 Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
 Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
 Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
 M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
 Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
 M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
 M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
 M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
 M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
 Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
 Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
 M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
 M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,

Délégués absents non représentés :

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DU PLATEAU ET DES HAUTES COTES « VIVONS PLUS HAUT » : DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR CONTRIBUER A L'ORGANISATION DE 3 EVENEMENTS
RAPPORTEUR : M. G. ROY

Dans sa séance du 27 juin 2022, le Conseil Communautaire a pris acte d'un rapport d'information relatif au développement du territoire des Hautes-Côtes et du Plateau, réflexion et démarche portées par les élus des 15 communes concernées en vue de définir une stratégie de développement et de valorisation de ce secteur.

Ce projet de revitalisation dénommé « Vivons plus haut –Hautes-Côtes et Plateau, Territoire d'avenir » s'inscrit dans le cadre de l'aménagement des territoires de la Communauté d'Agglomération, et s'appuie en particulier sur la complémentarité et le lien entre les compétences du développement économique, de la promotion du territoire et du Tourisme, de l'aménagement de l'espace, de la protection et de la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et de la politique de circulation douce.

Les objectifs de cette démarche globale sont de :

- mener une réflexion avec les habitants, les partenaires et les Associations pour développer des projets de territoire,
- initier un territoire pilote pour accompagner les filières économiques, agricoles, artisanales, touristiques, et le commerce de proximité par des projets innovants,
- promouvoir le territoire et ses possibilités pour irriguer l'ensemble des secteurs,
- faciliter l'installation de nouveaux habitants impliqués dans la vie et l'économie locales.

Plusieurs actions ont été engagées en 2023, dont la mise en place de rencontres annuelles participatives et festives, organisées en roulement dans les communes du secteur, et qui s'appuient principalement sur des colloques, des animations culturelles, ludiques et sportives, des concerts, et sur un marché valorisant les produits locaux et régionaux de qualité.

La première édition de ces rencontres s'est déroulée entre les mois de mai et août, autour de 3 thématiques pensées comme des temps d'échange et de partage d'informations. Une attention particulière ayant été portée à l'implication du tissu associatif local et à la participation citoyenne.

Ainsi, lors des 3 week-end (27 et 28 mai à AUBIGNY-la-RONCE autour du thème « Agriculture et Paysages » ; 24 et 25 juin à THURY autour de l'« Artisanat et Commerce de proximité » ; 26 et 27 août à BAUBIGNY autour du « Tourisme »), ce sont 220 participants qui ont été acteurs des colloques, près de 450 personnes qui se sont réunies autour des repas et des concerts, 14 associations locales qui se sont impliquées, 19 exposants présents sur les différents marchés, et 9 partenaires institutionnels qui se sont investis.

Il faut ajouter à ces 3 rencontres, la présence d'un stand lors des Festives de MELOISEY qui ont également été l'occasion d'aller à la rencontre des habitants.

Une synthèse de l'ensemble de ces échanges a été réalisée, et des propositions ressortent pour passer d'une étape de réflexion à la mise en œuvre d'actions concrètes.

Aussi, dès 2024, seront portés par la Communauté d'Agglomération :

- la réalisation d'un premier tronçon d'une véloroute sur le plateau ; cette réflexion étant menée en lien avec la Communauté de Communes du Grand Autunois Morvan,
- la définition, en lien avec l'Office de Tourisme Intercommunal, de circuits dédiés à la pratique du VTT,
- la réflexion sur l'implantation de micro-zones d'implantation économique,
- une étude sur le potentiel agronomique des terres, permettant d'initier et de vérifier la faisabilité technico-économique de futures installations,
- la création d'une association qui prendra progressivement en charge le portage des actions événementielles en lien avec le tissu associatif local.

2024 sera aussi l'occasion de susciter de nouvelles rencontres et de débattre de 3 nouveaux sujets porteurs pour le territoire :

- « La viticulture, le tourisme et l'économie du vin », le samedi 4 mai à LA ROCHEPOT,
- « Les loisirs et sports de pleine nature », le samedi 8 juin à MELOISEY,
- « La culture en milieu rural », le samedi 29 juin à NOLAY pour l'ouverture de la biennale de sculpture.

Aussi, l'organisation de ces différents événements va nécessiter un portage et un financement par la Communauté d'Agglomération ; le coût pour la réalisation de ces événements (logistique, sécurité, intervenants, animations, ...) étant estimé à environ 40 000 €.

Il convient de solliciter des partenaires institutionnels quant au co-financement des actions, notamment le Département de la Côte-d'Or et la Région Bourgogne-Franche-Comté.

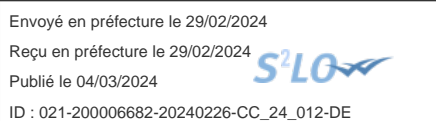
DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- AUTORISE la sollicitation de subventions liées à l'organisation du projet de rencontres annuelles,
- AUTORISE le Président à prendre les mesures nécessaires à l'engagement des démarches liées,
- AUTORISE le Président, ou son représentant, à effectuer toute démarche afférente à ce dossier, et à signer, le cas échéant, tout document.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES




Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 01/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_013-DE



Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024
 Nombre de Conseillers en exercice : 90
 Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58
 Nombre de Procurations : 18
 Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président

Présents : *Titulaires* : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,

Suppléants : M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
 Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
 M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
 M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),

Délégués ayant donné procuration :

Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
 Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
 Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
 M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
 M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
 Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
 Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
 Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
 M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
 Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
 M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
 M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
 M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
 M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
 Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
 Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
 M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
 M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,

Délégués absents non représentés :

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

TARIFS PRESTATIONS ENFANCE**RAPPORTEUR : M. CHAMPION**

Par délibération du 11 décembre dernier, le Conseil communautaire a délibéré pour adopter les tarifs des prestations Enfance à compter du 1^{er} janvier 2024.

Ces tarifs se composent d'une part fixe et d'une part variable.

La part fixe, repas et goûter, est constituée de la moyenne du prix coûtant des repas fournis (matières premières, transformation et livraison sur site) qui s'applique de manière uniforme pour chaque usager.

La part variable représente une partie des charges correspondant à l'environnement de la prestation, en particulier les frais divers de gestion (fluide et maintenance des locaux) et les dépenses de personnel.

Considérant le nouveau marché public de restauration applicable depuis le 1er janvier 2022 qui répond aux obligations de la loi EGALIM d'une offre bio et locale et à la réglementation à venir en matière de conditionnement, et par délibération n°23-013 du 27 février 2023 le conseil communautaire a adopté la grille tarifaire suivante :

| Prestations | Tarifs Au 1^{er} mars 2023* |
|---|--|
| Repas Restaurants périscolaires et accueils extrascolaires | 3,50 €* |
| Goûter Accueils périscolaires et extrascolaires | 0,76 €* |

**Sous réserve de modifications liées à l'évolution programmée dans le cadre du marché et s'appuyant sur un indice à la consommation*

En date du 1^{er} janvier 2024, ces tarifs ont été révisés en application de la formule de révision des prix prévue au contrat, soit un montant de la part fixe comme suit :

| Prestations | Tarifs |
|---|-------------------------------|
| | Au 1 ^{er} mars 2024* |
| Repas Restaurants périscolaires et accueils extrascolaires | 3,69 €* |
| Goûter Accueils périscolaires et extrascolaires | 0,78 €* |

**Sous réserve de modifications liées à l'évolution programmée dans le cadre du marché et s'appuyant sur un indice à la consommation*

Il est précisé que l'évolution tarifaire sur la période de janvier à février 2024 reste à la charge de la Communauté d'Agglomération et représente un montant de 504 € pour l'extrascolaire et de 10 133 € pour le périscolaire soit un montant total de 10 637 €.


DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, par 73 voix pour et 3 abstentions,

- **APPROUVE** l'actualisation des tarifs des prestations Enfance, telles que détaillées ci-dessus,
- **AUTORISE** le Président ou son Représentant à signer tout document et effectuer toute démarche dans ce cadre.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

| | |
|--|---|
| Envoyé en préfecture le 29/02/2024 |  |
| Reçu en préfecture le 29/02/2024 | |
| Publié le 01/03/2024 | |
| ID : 021-200006682-20240226-CC_24_013-DE | |


Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérécurse citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_014-DE

Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 90

Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58

Nombre de Procurations : 18

Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** Titulaires : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024
RAPPORTEUR : M. CHAMPION

L'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les Conseils Municipaux et Conseils de Communautés doivent débattre des orientations budgétaires dans un délai de deux mois précédant le vote de leur Budget Primitif.

Conformément à cette réglementation, un rapport détaillé est joint en annexe.

DECISION

Le Conseil communautaire, après en avoir pris connaissance, à l'unanimité,

- PREND ACTE des orientations présentées et susceptibles d'être retenues, dans le cadre de l'esquisse du Budget Primitif 2024 mis à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil communautaire.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le **PRESIDENT** et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_014-DE

S²LO

Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

2024



| | |
|--|-----------|
| I. PREAMBULE | 4 |
| II. UN CONTEXTE MACROECONOMIQUE CONTRAINT POUR 2024 | 5 |
| A. Une croissance faible et une inflation persistante | 5 |
| B. Un impact limité des augmentations annoncées des recettes pour les collectivités territoriales | 5 |
| III. SITUATION ET PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET PRINCIPAL..... | 6 |
| C. L'évolution de l'épargne..... | 7 |
| D. Les recettes de fonctionnement..... | 8 |
| a. Fiscalité..... | 8 |
| b. Dotations/concours de l'Etat | 9 |
| c. Autres recettes | 9 |
| d. Evolution générale des recettes de fonctionnement | 10 |
| E. Les dépenses de fonctionnement..... | 11 |
| a. Charges de personnel | 11 |
| b. Charges générales | 12 |
| c. Les relations avec les Communes | 13 |
| d. Evolution générale des dépenses de fonctionnement | 14 |
| F. Dépenses d'investissement | 16 |
| a. Les fonds de concours aux communes : | 16 |
| b. Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) : | 16 |
| G. Situation de la dette | 17 |
| IV. SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES DES BUDGETS ANNEXES..... | 19 |
| A. Transports..... | 19 |
| B. Assainissement | 20 |
| a. Assainissement affermage..... | 20 |
| b. Assainissement régie..... | 21 |
| c. Assainissement non collectif..... | 22 |
| C. Eau potable..... | 22 |
| a. Eau affermage..... | 22 |
| b. Eau régie..... | 23 |
| D. Zones d'activités économiques | 24 |

I. PREAMBULE

L'article L. 5217-10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les Conseils Municipaux et Conseils de Communautés doivent débattre des orientations budgétaires dans un délai de dix semaine précédant le vote de leur Budget Primitif.

Le présent rapport a pour objet d'une part, de situer la préparation budgétaire dans un contexte économique général et notamment les principales mesures prévues par la Loi de Finances, et d'autre part, d'indiquer les grandes lignes du budget à venir de la Communauté d'Agglomération.

Il est ainsi rappelé que ce débat ne donne pas lieu à un vote, mais le Conseil doit en prendre acte, par une délibération spécifique. Il doit s'inscrire dans le cadre de la préparation budgétaire de l'exercice à venir. Les données présentées permettront ainsi aux élus de s'exprimer sur les grandes orientations et les évolutions attendues concernant les budgets de la Communauté d'Agglomération.

Il est également précisé que le rapport d'orientations budgétaires n'a pas pour objet de présenter un budget définitif et précis, mais seulement les tendances et orientations à venir, celles-ci devant s'inscrire dans un contexte national qui n'a de cesse d'évoluer, au gré des différentes réformes. Le contexte ainsi repris dans le présent rapport se veut correspondre, le plus possible, au cadre actuel connu, avec toutefois les incertitudes qui sont induites, notamment concernant l'évolution de l'autonomie fiscale des collectivités ou encore les modalités de calcul des dotations de l'Etat et autres régimes de péréquation.

II. UN CONTEXTE MACROECONOMIQUE C 2024

A. Une croissance faible et une inflation persistante

La croissance française s'est réduite en 2023 à hauteur de 1% contre +2,5 % en 2022. Selon les estimations faites par le Gouvernement cette dernière devrait augmenter à hauteur de + 1,4 %. Cependant ces visions sont jugées optimistes selon le Haut Conseil des Finances Publiques, ce qui laisse entendre en tout état de cause que la croissance sera limitée sous la barre des 2%, et ce jusqu'en 2027.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024* | 2025* | 2026* | 2027* |
|---------------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|
| PIB en volume | +6,4% | +2,5% | +1% | +1,4% | +1,7% | +1,7% | +1,7% |

* Estimation du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027

Le 18 février dernier, le ministre de l'Économie et des Finances a abaissé de 1,4% à 1% la prévision de croissance du Produit intérieur brut de la France pour l'année 2024.

L'inflation devrait rester quant à elle à un niveau élevé en 2024 atteignant +2,5%. Après le pic de 2022, l'inflation semble toutefois en cours de normalisation en raison de la stabilisation de l'énergie, après trois années de forte hausse. Le ralentissement des prix liés aux produits alimentaires et manufacturés devrait également avoir un impact sur la diminution de l'inflation.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024* | 2025* | 2026* | 2027* |
|---------------|------------------|------------------|-------|-------|-------|--------|--------|
| PIB en volume | +1,6% (INSEE) | +5,2% (INSEE) | +4,8% | +2,5% | +2% | +1,75% | +1,75% |

*Estimation du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027

Malgré cette atténuation de la hausse des prix, ces derniers évoluent malgré tout et affectent les dépenses de la Communauté d'Agglomération dont certains achats courants (marché de restauration collective, dépenses énergétiques) ainsi que les rémunérations des agents qui ont bénéficié de plusieurs mesures nationales, notamment via la revalorisation de leur salaire afin de pallier aux hausses liées à l'inflation.

Cette dernière impacte également les recettes perçues par la collectivité et notamment celles liées à la fiscalité directe (CFE, TH, TF, TEOM) puisque l'évolution des bases fiscales dépend de l'évolution des prix. Ainsi, nous devrions passer d'une évolution des bases de +7,1% en 2023 à une évolution de 3,9% en concordance avec le ralentissement de l'inflation (indication faite par l'indice des prix harmonisés à la consommation (IPCH) enregistré entre novembre et la fin de l'année N-2 et N-1).

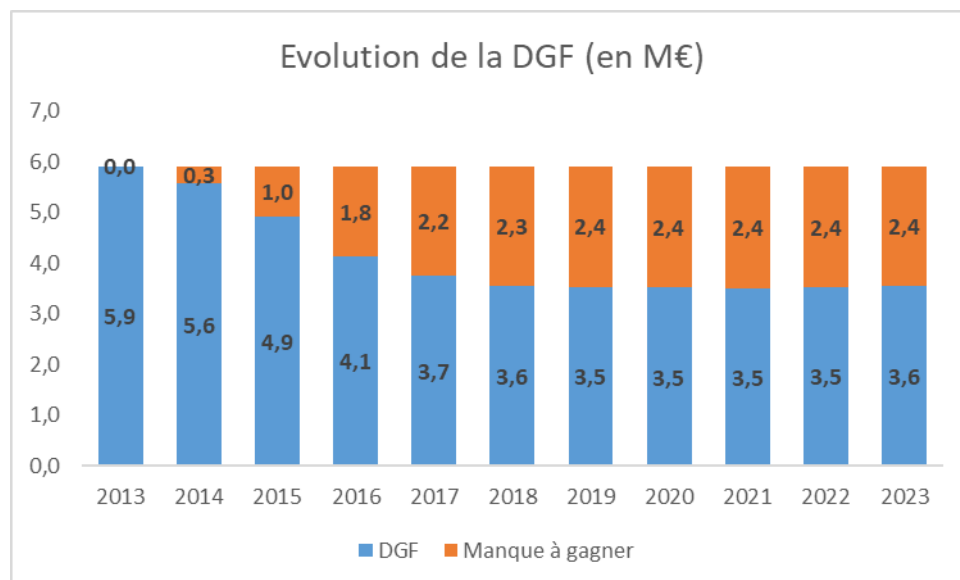
Enfin, si la collectivité devait souscrire de nouveau emprunts, il est important de noter que les Banques Centrales ont procédé à l'accroissement des taux d'intérêt dans le cadre d'une politique monétaire de resserrement dans l'objectif de revenir à une stabilité des prix (compris entre 4 et 4,75%). Ces taux sont à la hausse au 1^{er} semestre 2024 et atteignent 4,5% cependant nous pouvons espérer une diminution de ces derniers en lien avec l'inflation à compter du second semestre 2024.

B. Un impact limité des augmentations annoncées des recettes pour les collectivités territoriales

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), c'est-à-dire le reversement par l'Etat d'une partie des recettes fiscales nationales aux collectivités locales, a connu une forte diminution depuis 2013, liée à la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques sur la période de 2014 à 2017.

Pour 2024, malgré une hausse annoncée de la DGF à hauteur de + 320 millions d'euros, l'essentiel de la revalorisation bénéficiera pour l'essentiel aux communes (art. 240 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024) à travers la progression envisagée des dotations de péréquation (Dotation de Solidarité Urbaine et Dotation de Solidarité Rurale). En ce qui concerne les intercommunalités, il est rappelé que la DGF est composée de deux parts :

- La dotation de compensation de groupement de communes et communes membres du GFP qui remplace l'ancienne part salaire de la Taxe Professionnelle, et qui, chaque année est soumise à l'écêtement prévu par le mécanisme des variables d'ajustement de l'enveloppe normée. En 2024, 90 millions sont prévus dont 30 millions étant financés par l'Etat, les 60 autres millions venant de l'écêtement de la dotation de compensation des groupements de communes à fiscalité propre.
Il est ainsi estimé un montant perçu pour la CABCS de +50 k€ au titre de l'exercice 2024 ;
- La dotation d'intercommunalité est abondée de 30 millions d'euros au niveau de l'ensemble des EPCI (estimation à +20 k€ pour la CABCS en 2024)



III. SITUATION ET PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET PRINCIPAL

Les éléments présentés ci-dessous sont synthétiques et ont vocation à donner une tendance d'évolution, ainsi que les grandes orientations retenues à ce stade dans le cadre de la préparation des budgets. L'objectif n'est ainsi pas de détailler de manière exhaustive le contenu des budgets, mais seulement d'évoquer les grandes tendances qui guideront son élaboration, la présentation détaillée intervenant lors de l'examen du Budget Primitif.

Pour aider à la compréhension, les éléments sont présentés avec une partie rétrospective, des estimations prévisionnelles sur l'année en cours et une partie comprenant les orientations du budget à venir et qui doivent faire l'objet des présents débats.

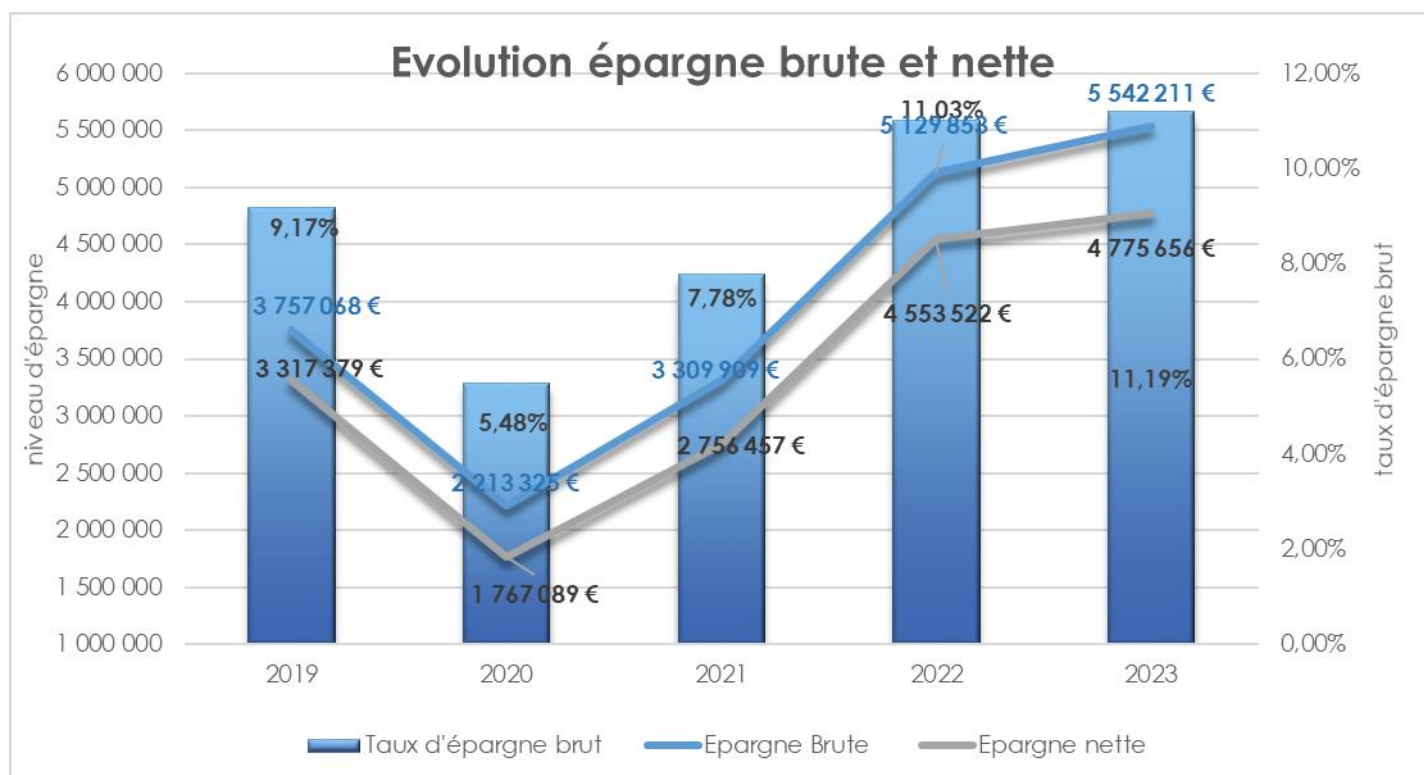
C. L'évolution de l'épargne

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des niveaux d'épargne.

L'épargne brute (ou autofinancement brut) correspond à la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle représente la capacité d'autofinancement globale de la collectivité (dette + autofinancement).

L'épargne nette mesure l'autofinancement disponible, c'est-à-dire après remboursement du capital de la dette de l'année.

Le taux d'épargne brut correspond à la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser la dette (ayant servi à investir). Il est généralement admis qu'un ratio à partir de 8% est satisfaisant, celui-ci devant toutefois être apprécié par rapport à d'autres collectivités similaires.



Après une baisse des niveaux d'épargne entre 2019 et 2020, le graphique ci-dessus montre un regain de l'autofinancement de l'EPCI de 2021 à 2023, le taux d'épargne passe exceptionnellement de 5,48% en 2020 à 11,79% en 2023, mais sans garantie pour l'avenir.

En 2020, le taux d'épargne de la collectivité a **brutalement chuté** principalement en raison de la crise sanitaire : avec une diminution des recettes de fonctionnement et une hausse des dépenses.

Le graphique ci-dessus montre une **forte augmentation de l'autofinancement** de l'EPCI depuis 2020 avec une évolution de + 3,3 M€ sur la période de 2020 à 2023.

L'épargne nette s'établit à 4,7 M€ euros, contre 1,7 M€ en 2020.

Cependant, la tension inflationniste reste forte malgré une diminution de celle-ci (6,6% à 4,3%). En effet, l'inflation hors énergie et alimentation se révèle plus tenace et risque de contribuer à une pénurie de main-d'œuvre déjà observée dans notre collectivité.

Les crises climatiques et géopolitiques que nous connaissons à l'échelle mondiale peuvent également provoquer de nouvelles flambées des prix sur les énergies fossiles. Ces éléments ont un impact direct sur nos dépenses courantes telles que les marchés de restauration en crèches/périscolaires, les dépenses énergétiques, l'achat de papier et autres charges de fonctionnement.

D. Les recettes de fonctionnement

a. Fiscalité

Pour 2024, malgré la situation actuelle et la baisse constante des dotations de l'Etat, une augmentation des taux d'imposition n'est pas envisagée.

Les taux de la fiscalité locale seraient ainsi maintenus pour l'année 2024 comme suit :

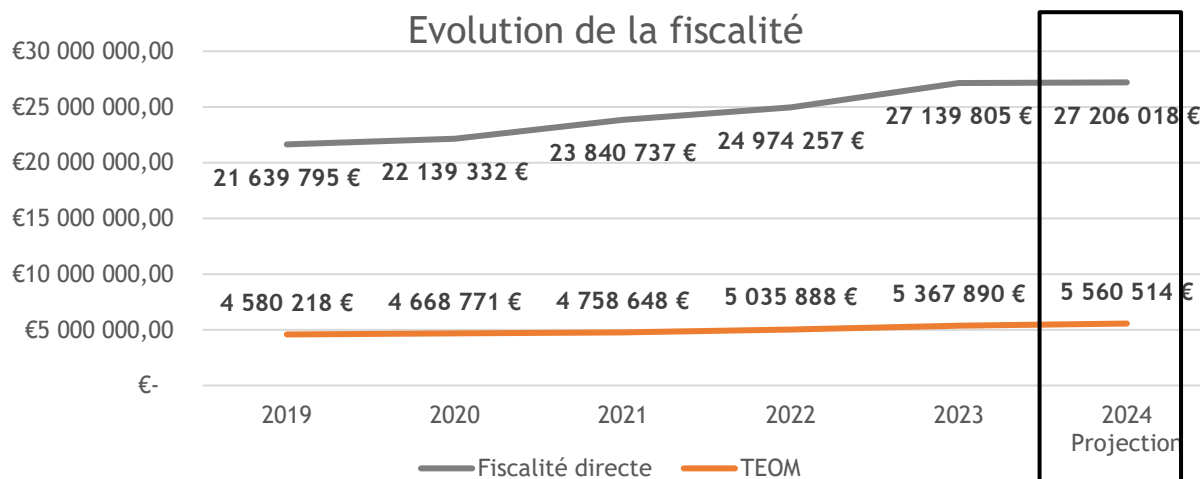
- Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : **taux actuel de 23,41%**, avec évolution des bases attendue à hauteur de 3,9%,
- La Taxe d'habitation (TH) sur résidence principale est supprimée mais compensée par une fraction de TVA nationale.
Par ailleurs, depuis 2023, la CABCS a la possibilité de voter un taux de TH sur les résidences secondaires dont le taux avait été gelé en 2020 : taux actuel maintenu de **8,70%**.
- Taxes foncières: taux actuels de **1,23% pour le Foncier Non Bâti et 1.89% pour le Foncier Bâti**, avec évolution des bases (3,9%) attendue pour 2024.
- TEOM : taux de **6,25%** sur BEAUNE et de **9,90%** hors BEAUNE, avec évolution des bases attendue à 3,9%.

Les autres éléments (IFER, TASCOM...) seraient retenus, sans évolution des bases pour 2024.

Le produit global 2024 des impositions directes atteindrait ainsi 25.2 M€.

On notera dans les projections ci-dessous une hausse des recettes de fiscalité directe, essentiellement due à une évolution des bases naturelles (+3,9%).

La prévision inscrite au budget prévoit ainsi une augmentation des recettes de + 259 k€ (+0,80%) représentant un montant de 32,76 M€ (fiscalité directe + TEOM).



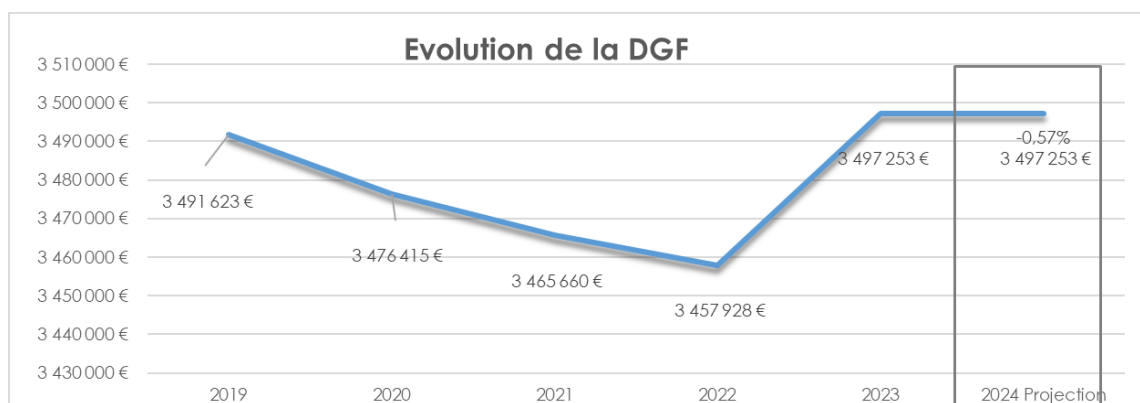
Le Projet de Loi de Finances 2024 prévoit relativement peu de mesures fiscales intéressantes pour les intercommunalités. Seule la réforme sur le maintien de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) jusqu'en 2027 fait exception. Le taux maximal d'imposition de la CVAE est ainsi abaissé progressivement jusqu'à sa suppression. L'impact pour l'exercice 2024 ne devrait pas être conséquent en terme de recettes pour notre collectivité.

b. Dotations/concours de l'Etat

Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2024 prévoit une augmentation de la DGF essentiellement à destination des communes (+320 M€) et une augmentation de son « soutien » à destination des collectivités à hauteur 2,5 milliards d'euros pour le fonds vert.

Dans les faits, la Communauté d'Agglomération a perçu 3.497M€ en 2023 contre 3.457M€ en 2022 (+1,15%). La projection 2024 s'établirait ainsi au même niveau que l'exercice 2023.

Il convient de noter que les dotations de l'Etat ont diminué de 2,37 M€ entre 2013 (5,83M€) et 2022 (3.57M€).



c. Autres recettes

→ Les tarifs

Au titre de l'exercice 2024, la Communauté d'Agglomération de Beaune Côte et Sud a revalorisé certains de ses tarifs pour d'une part absorber les hausses des prix désormais pérennes, mais également pour réaliser ses nombreux projets tout en apportant un service de qualité à ses usagers.

Ainsi, les tarifs des Déchets ont été revus en décembre dernier. De même, pour les tarifs de l'eau et de l'assainissement afin de mener à bien un programme de travaux ambitieux tant dans le domaine des économies d'eau (accélération du renouvellement des réseaux, limitant ainsi les fuites), que de la qualité de l'eau ou la mobilisation de nouvelles ressources.

Les tarifs des équipements sportifs ont quant à eux été maintenus pour 2024 puisque les énergies, dont le tarif avait fortement augmenté les années précédentes, commencent à se stabiliser.

Les tarifs des prestations Enfance (part fixe des repas et goûters) font l'objet d'un rapport inscrit à la présente séance afin de tenir compte de la révision du marché de restauration collective.

→ La taxe de séjour

Le produit de cette taxe est intégralement reversé à l'Office de Tourisme Intercommunal (OTI), sur la base du prévisionnel N. On retrouve donc également le même montant en dépenses.

En N+1, la différence entre le montant prévisionnel versé à l'OTI en année N et le montant réellement encaissé par la CA cette même année est ainsi ajouté au versement prévisionnel à l'OTI en N+1.

Pour mémoire, une réforme importante de la taxe de séjour a été opérée au 1^{er} janvier 2019, avec notamment la mise en place par le Conseil Départemental de Côte d'Or de la taxe additionnelle de 10% aux tarifs de taxe de séjour déjà appliqués par la CABCS.

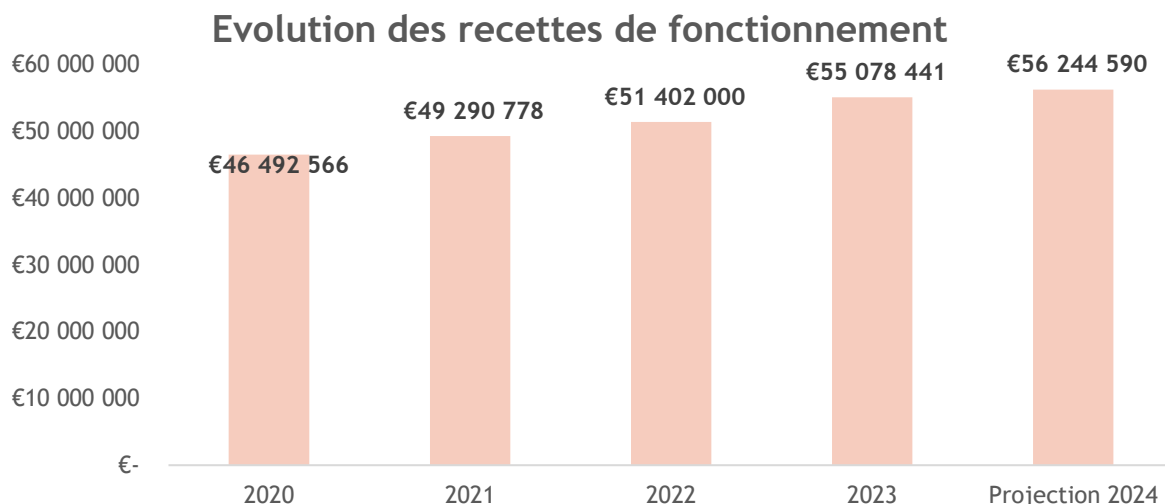
Le produit de la taxe de séjour est de 2,19 M€ pour 2023. Ce montant a été versé à l'Office de Tourisme à hauteur de 1,45 M€ sur l'exercice 2023 et 748 ke sur 2024 correspondant au reliquat de 2023.

| Contribution | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Versement taxe de séjour | 1 350 000,00 € | 1 350 000,00 € | 1 050 000,00 € | 1 350 000,00 € | 1 450 000,00 € | 1 600 000,00 € |
| Versement reliquat N+1 | 130 735,00 € | 110 766,45 € | 270 256,84 € | 100 531,55 € | 446 277,43 € | 748 095,75 € |
| Total | 1 480 735,00 € | 1 460 766,45 € | 1 320 256,84 € | 1 450 531,55 € | 1 896 277,43 € | 2 348 095,75 € |

Pour 2024, le versement de la taxe de séjour auprès de l'Office de Tourisme devra ainsi être ajusté. Il est ainsi proposé de verser 1,6 M€ à l'OTI au titre de l'exercice 2024.

d. Evolution générale des recettes de fonctionnement

Toutes recettes confondues, l'évolution des recettes attendues pour 2024 serait plutôt stable avec une hausse de +1,1 M€ (contre +3,6 M€ entre 2022 et 2023). Le principe de prudence étant appliqué chaque année concernant les recettes perçues.

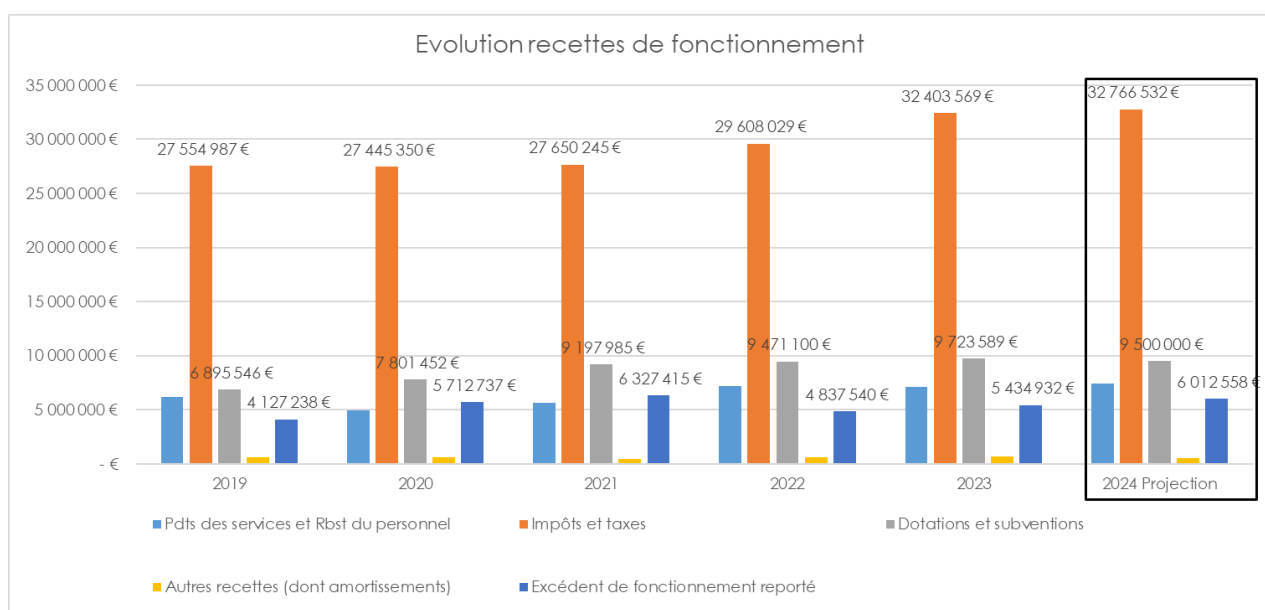


Il convient toutefois de noter une hausse des recettes de fonctionnement pour les raisons suivantes :

- Une hausse des produits issus de la fiscalité car la collectivité a fait évoluer ses taux de CFE, TFB, TFNB et THRS en mars 2023 (+ 1,22 points pour le CFE, + 0,09 points pour le TFB, +0,06 points pour le TFNB et intégration à hauteur de 8,70% pour la THRS anciennement gelée). Une évolution du produit de taxe de séjour de 400k euros entre 2022 et 2023.
- Une évolution des participations/dotations et subventions de +247 000 € depuis 2022.

Les recettes issues des ventes et du domaine se sont quant à elles maintenues à un niveau de 6,8 M€ contrairement aux années précédentes. A noter que pour 2023, seuls les trimestres 1 et 2 de la facturation des professionnels en déchetterie ont été comptabilisés, c'est ainsi près de 307 k€ qui seront à percevoir sur l'exercice 2024.

Toutes ces évolutions de recettes ont permis de maintenir un niveau d'excédent de fonctionnement satisfaisant.



E. Les dépenses de fonctionnement

a. Charges de personnel

L'évolution des charges de personnel a connu une hausse en 2020, en raison d'un plan de dé-précarisation dans le secteur de l'enfance et à des régularisations de cotisations des années antérieures, avec l'ajout en 2021 de l'élargissement des mesures en faveur de l'action sociale (titres restaurants, chèques Kadéos), mesures visant à renforcer l'attractivité de la collectivité et la fidélisation des collaborateurs. L'année 2022 a également connu son lot d'évolutions avec notamment la revalorisation du SMIC, le dégel du point d'indice, le GVT, la revalorisation des grilles indiciaires C et B, le chèque inflation, la poursuite du RIFSEEP, de l'action sociale et la poursuite du plan de dé-précarisation dans le secteur de l'Enfance.

En 2023, les charges de personnel sont en hausse en raison des évolutions réglementaires :

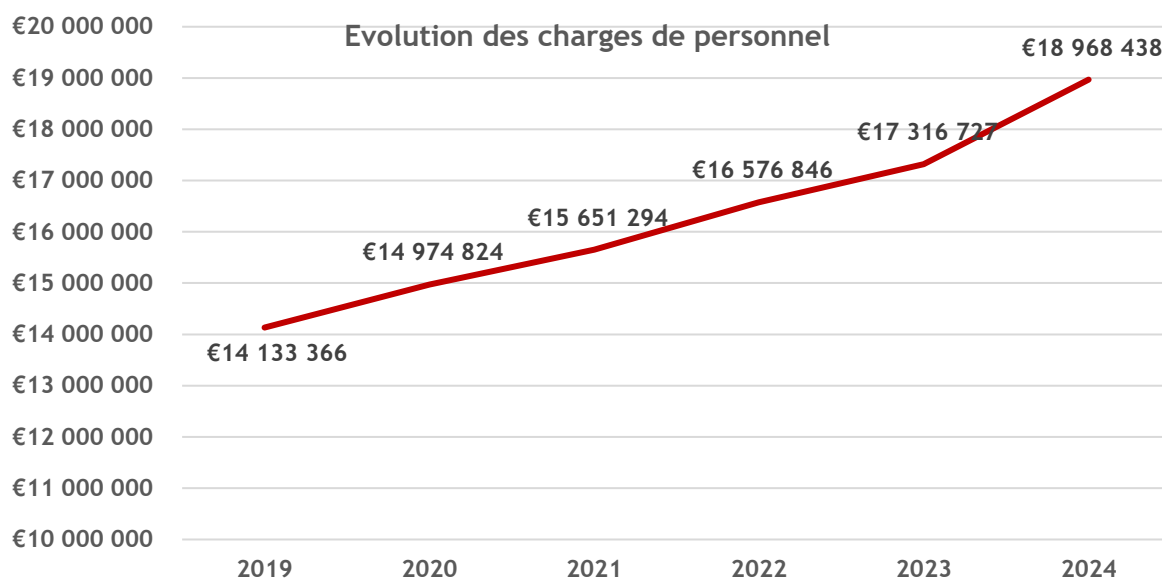
- La revalorisation du SMIC (+0.29 % au 1^{er} janvier 2023 et la revalorisation du point d'indice au 1^{er} juillet 2023),
- L'effet année pleine de la revalorisation de l'IFSE et du dégel du point d'indice,
- Le transfert d'agents de la Ville de Beaune vers la Communauté d'Agglomération de Beaune Côte et Sud dans le cadre de la mutualisation des services.

Pour 2024, une hausse est à prévoir par rapport à 2023. Cette hausse résulte de plusieurs mesures :

- D'une part de la contrainte liée à la mise en place de 5 points d'indice supplémentaires à compter du 1^{er} janvier 2024 (estimé à 182 251€), de l'avancement de carrière des agents (avancement d'échelons), de l'application du remboursement des abonnements transport à hauteur de 75% (contre 50% jusqu'à présent) et de l'intégration d'une hypothèse d'une nouvelle hausse du point d'indice à +2% au 01/04/2024,
- D'une part nécessaire au bon fonctionnement des services (mises en stage, vacances, créations de postes, avancements de grade, promotions internes, revalorisations salariales),
- De l'effet « année pleine » des mesures gouvernementales décidées en 2023 et du transfert de 18 postes de la Ville de Beaune en septembre dernier à la CABCS. L'effet année pleine de ce transfert est estimé à 611 283 €. Cette mutualisation sera compensée par une refacturation entre les 2 collectivités prorata temporis en 2024 et en année pleine en 2025.
- La poursuite de la politique sociale avec l'adhésion au CNAS à compter du 1^{er} janvier dernier,
- L'augmentation du coût de l'assurance du personnel.

La part de la masse salariale en 2023 était de 37,68% des dépenses de fonctionnement (hors écritures d'ordre).

La part du budget principal dévolu à la Masse Salariale devrait ainsi augmenter en 2024 puisque cette dernière devrait évoluer de +8,68%, soit + 1,5 M€.



b. Charges générales

Dans le cadre des préparations budgétaires, il a été demandé aux élus et services concernés de stabiliser leurs niveaux de charges de fonctionnement courant par rapport au prévisionnel 2023.

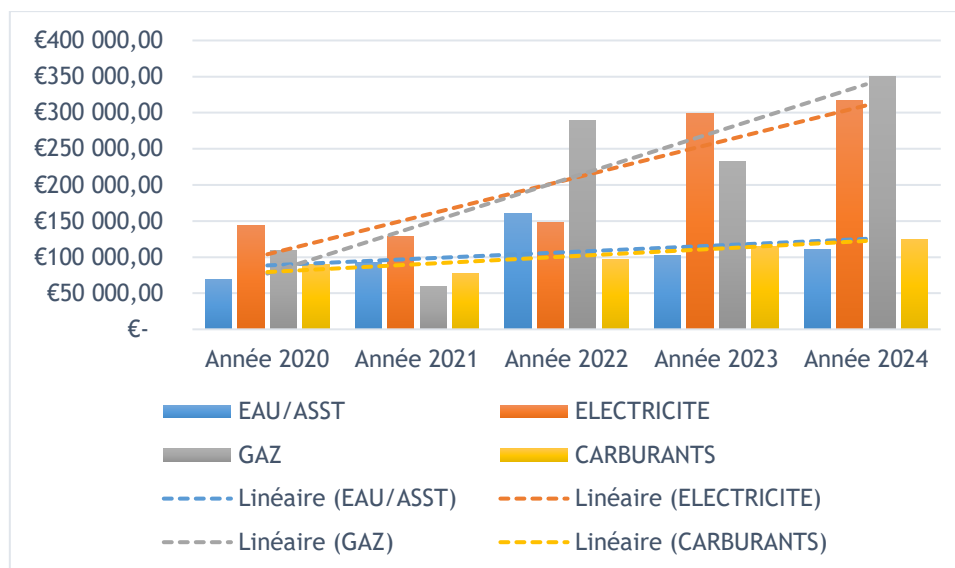
Cette évolution devra être poursuivie sur les prochaines années si l'EPCI souhaite maintenir sa capacité d'autofinancement.

Pour 2024, le contexte économique a des répercussions notamment sur les coûts de l'énergie. Les charges générales devraient augmenter de +21 % par rapport au budgeté 2023, soit + 2,3 M€ (NB : le consommé de 2023 représentait 88,25 %. Ce taux rapporté au budgeté 2024 devrait amener le consommé à +7% par rapport au budgeté 2024).

Zoom sur la consommation d'énergie :

Concernant la consommation d'énergie, les projections sont à la baisse par rapport à l'exercice 2023 (les données renseignées pour le consommé peuvent se voir réduites en raison du décalage de certaines facturations d'un exercice à un autre).

| Energie | Inscription budgétaire 2023 | Consommation 2023 | Inscription budgétaire 2024 |
|-------------|-----------------------------|-------------------|-----------------------------|
| Eau | 161 600 € | 102 218 € | 110 200 € |
| Electricité | 446 300 € | 298 883 € | 316 200 € |
| Gaz | 577 500 € | 232 751 € | 350 200 € |
| Carburant | 105 300 € | 114 981 € | 125 000 € |



Là où les dépenses en électricité et en gaz ont fortement augmenté, les dépenses en eau et carburant sont quant à elles restées relativement stables.

c. Les relations avec les Communes

→ Les Attributions de Compensation (AC)

Le montant des AC en 2024 sera identique à celui de 2023 soit **9 040 241€**.

→ La péréquation (FPIC et FNGIR)

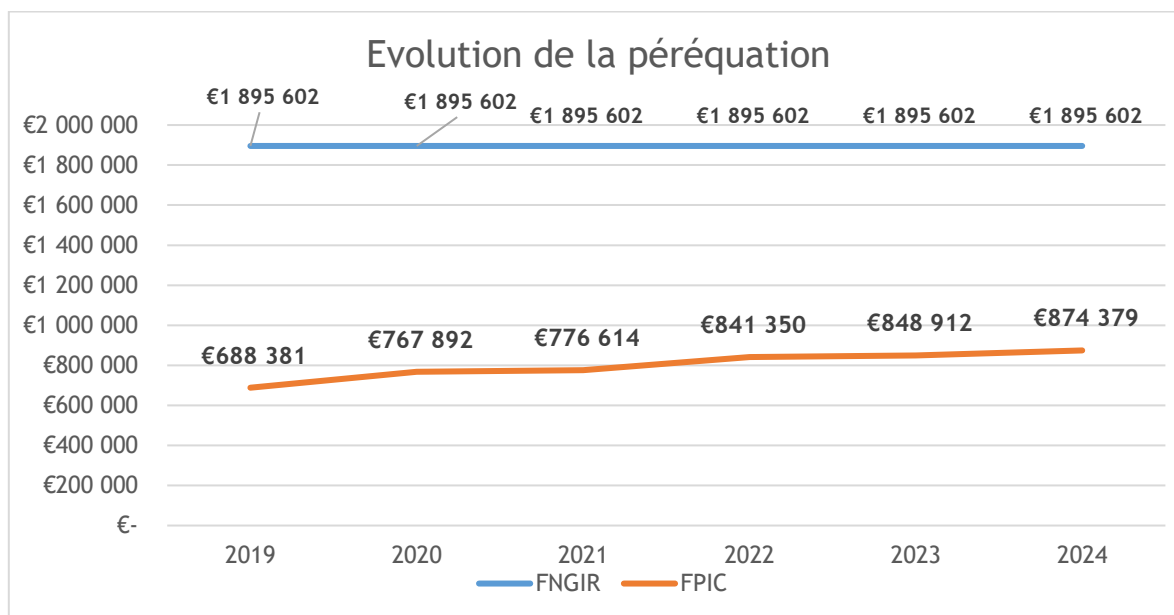
Le PLF 2024 annonce au niveau national une stabilité du Fonds national de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) avec le maintien de son montant à hauteur de 1 Md€, le niveau de richesse sur le territoire de la Communauté d'Agglomération et de ses Communes étant supérieur à la moyenne nationale, la contribution de la Communauté d'Agglomération de Beaune Côte et Sud et de ses communes membres devrait augmenter pour 2024 à l'instar des années précédentes.

Dans ce contexte, et afin de limiter les risques, il sera prévu des dépenses de la Communauté d'Agglomération, un montant comparé par rapport à 2023.

Ce montant serait alors ajusté en cours d'année en fonction de la notification définitive.

Le montant versé au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) devrait quant à lui rester stable comme depuis 2013 à hauteur de 1 895 602€.

Depuis 2013, la CABCS, sans intégrer les participations des Communes membres, a ainsi contribué à hauteur de 32,75 M€ à la péréquation (FPIC + FNGIR), somme qu'elle aurait pu utiliser pour construire d'autres équipements communautaires sur le territoire.



→ Les mises en commun de service et les mises à disposition :

Dans le cadre du schéma de mutualisation des services entre la Communauté d'Agglomération et la Ville de BEAUNE en particulier, un certain nombre de services sont communs aux deux entités. Les services ainsi pris en charge sur le budget de la Communauté d'Agglomération sont remboursés par la Ville de BEAUNE, et inversement.

Au titre de l'exercice 2024, un travail a démarré afin de définir au mieux les éléments refacturés entre les deux collectivités. Les impacts budgétaires devront encore être définis quant à l'élargissement du service commun Commande publique /Achats (intégration du service reprographie/nettoyage) en 2023.

d. Evolution générale des dépenses de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont connu une hausse entre 2020-2023 (+15%) liée aux charges de personnels ainsi qu'aux charges générales.

A partir de 2020, les charges de personnels ont augmenté en moyenne de 5% par an. Au titre de 2024, ces dernières évolueraient de + 9,54%.

Les dépenses issues du reversement de fiscalité sont relatives à l'exercice 2023.

Les charges générales ont augmenté de 9% en 2021 et 12% en 2023 avec un pic à 12% en 2022.

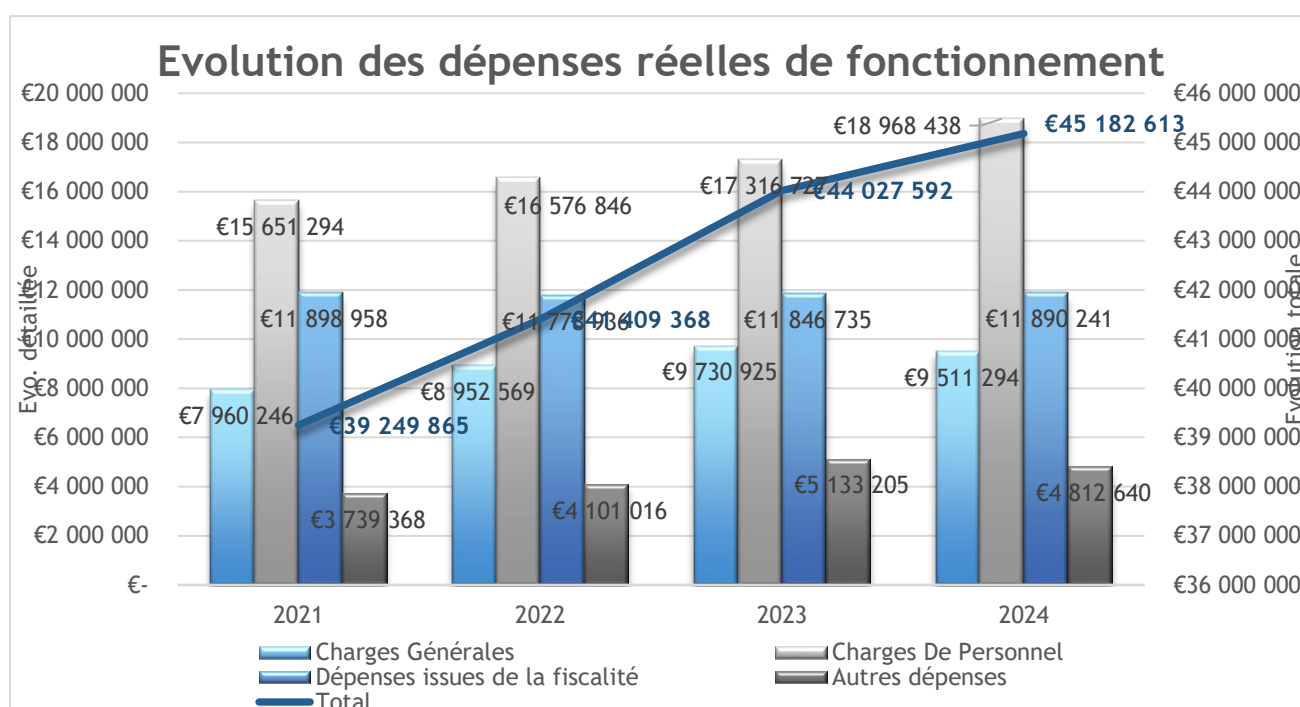
Au niveau des Déchets, nous allons faire face dans les années à venir à des enjeux importants en terme financier :

- Hausse du coût de traitement des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) au SMET 71: +12% en 2022, hausse qui va se poursuivre dans les prochaines années (+ 500 000 €/an d'ici 2026) (NB : A noter qu'une baisse des tonnages d'ordures ménagères a permis de réduire le montant versé en 2023 au SMET71) ;
- Hausse de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) : de 37 € à 45 €/T en 2022 puis hausse régulière pour aboutir à 65 €/T en 2025 (soit +170 000 €/an pour le budget communautaire). Au titre de 2024 le coût de la TGAP est de 52 € / T (NB : la baisse des tonnages collectés a permis en 2023 de compenser une partie de la hausse des coûts).

Sur un budget de fonctionnement qui s'élève aujourd'hui à 4,7M€, cela représentera en 2026 une augmentation très importante de 670 000€ par an soit + 14% du budget.

Toutes les pistes d'optimisation doivent donc être recherchées tant au niveau de la collecte (certaines tournées ont d'ailleurs été optimisées en 2023 et une réflexion sera menée en 2024 sur le secteur de la régie de collecte) qu'au niveau du tri des déchets.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement depuis 2021.

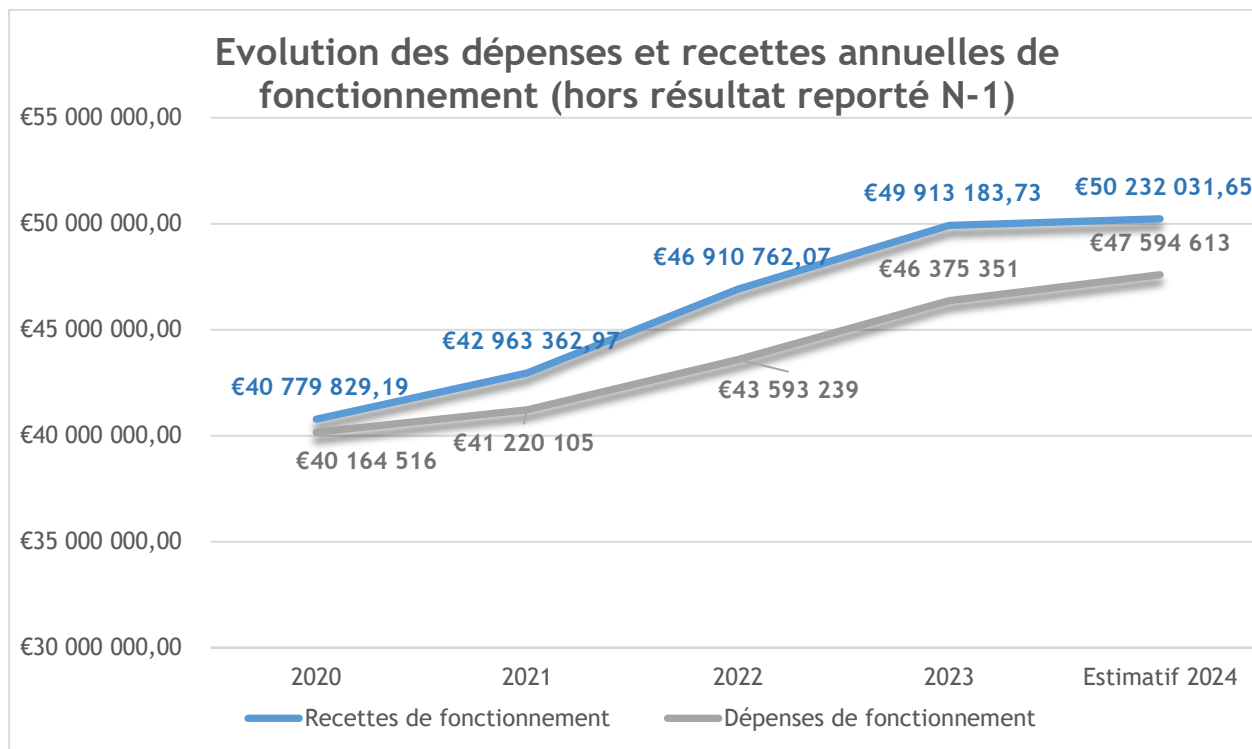


Le volume total inscrit en 2023 étant de 45,9M€ pour un montant réellement consommé de 44 M€, le **taux de réalisation** 2023 est de 95,91% (ce taux représente 88% pour les charges à caractère général). Si le niveau de consommation 2023 devait être appliqué aux projections 2024, nous serions à un consommé de 43,3 M€ sur les 45 M€.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement.

Sur 2022, la Communauté d'Agglomération a retrouvé des recettes de fonctionnement supérieures à celles de 2020 (crise COVID) avec une hausse des recettes de 6M€.

Cette marge de manœuvre est maintenue au titre de l'exercice 2023 et devrait s'amenuiser en 2024 au vu des projections faites (pessimisme dans la réalisation des recettes et réalisation à 100% du fonctionnement).



F. Dépenses d'investissement

a. Les fonds de concours aux communes :

La Communauté d'Agglomération dispose d'enveloppes triennales, 2022-2025, pour le financement :

- Des investissements des Communes dites à faibles ressources pour 20 communes,
- Des investissements réalisés sur les équipements mis à disposition de la Communauté d'Agglomération par les Communes pour l'exercice de ses compétences;
- Des projets dits « spécifiques », dont le montant est variable en fonction des projets financés;
- De la sécurisation des points d'arrêt.

Ainsi que d'un fonds de concours relatif aux investissements réalisés par les Communes bénéficiant du service de la plateforme ADS d'un montant reconduit pour l'année 2024 de 120 000 € .

b. Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) :

Dans le cadre du Budget Primitif 2024, un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) détaillé sera proposé, comme chaque année, au Conseil Communautaire.

Il est à noter que la rédaction de ce document intervient dans le cadre de l'élaboration du BP 2024 sont en cours. Ces derniers alimenteront le PPI et donc les données figurant ci-dessous peuvent être amenées à évoluer.

Les orientations de ce PPI, sur les prochaines années, sont tournées vers des projets structurants, et notamment les éléments suivants :

La poursuite des bonnes pratiques en matière de gestion des déchets

L'autorisation de programme votée par le Conseil communautaire en 2017 va se finaliser avec la rénovation de la déchetterie de MEURSAULT pour environ 1.2 M€ en 2024.

Pour 2024, sera proposée le commencement des études relatives à la rénovation de la déchetterie à NOLAY pour environ 1,5M€ au global, dont 60k€ d'études en 2024.

La poursuite des investissements relatifs à l'achat de bennes à ordures ménagères et mini-bennes pour les déchetteries pour un montant global de 620 k€ (550 k€ + 70 k€).

Structures périscolaires

La construction d'une structure périscolaire à SAVIGNY LES BEAUNE se poursuit avec un montant d'AP au global de 2.8M€ sur 3 ans (dont 570k€ réalisés en 2023, hors subventions et participations). Pour 2024, 1,5 M€ sont prévus.

L'accompagnement de l'attractivité touristique et culturelle du territoire

Des travaux de réhabilitation de la Baignade naturelle de MONTAGNY-LES-BEAUNE pour un montant global d'opération de 2,4 M€ TTC sont prévus en 2024.

La Communauté d'Agglomération poursuit par ailleurs ses projets en matière de voies cyclables.

D'importants investissements sur les équipements sportifs

La création de deux complexes sportifs à LADOIX-SERRIGNY pour 7.6 M€ sur 3 ans dont 3,2M€ en 2024 et NOLAY pour 8 M€ pour 3 ans également, avec 2, 2 M€ inscrits en 2024.

Au-delà de ces projets, l'Agglomération poursuivra ces investissements en matière d'accessibilité, de gestion des espaces naturels, d'entretien du patrimoine communautaire et plus largement des investissements liés à l'exercice de ses compétences.

Le Communauté d'Agglomération poursuit une recherche proactive de subventions pour réduire le coût de ces investissements.

G. Situation de la dette

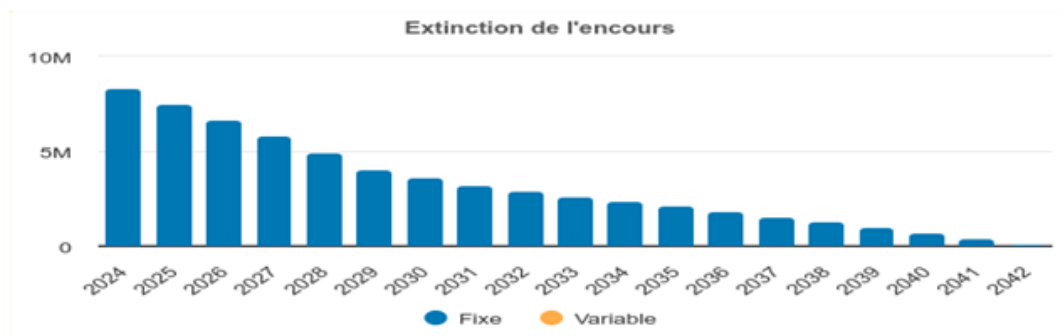
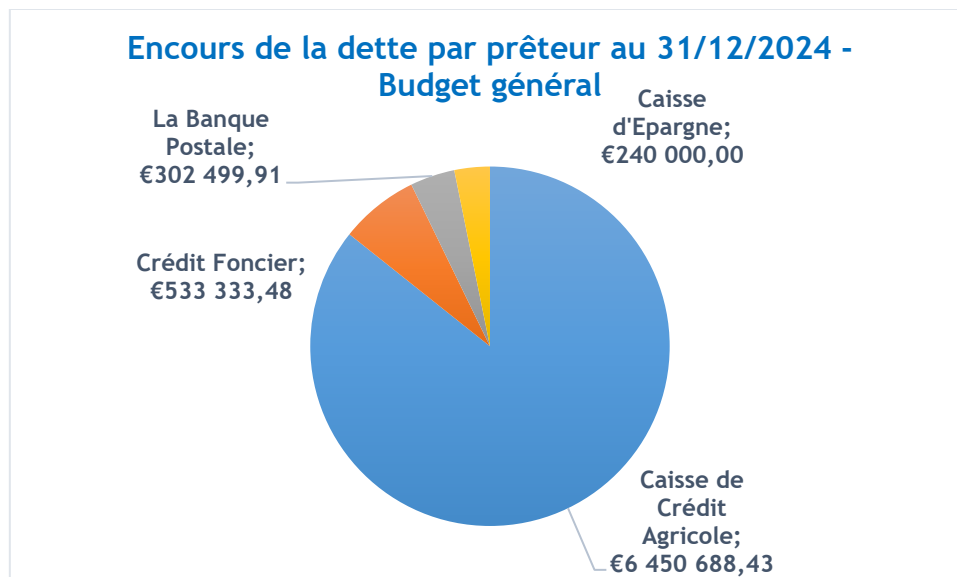
L'encours de la dette au 31 décembre 2023 s'élèvera à 7 355 759.17€.

En 2022, un emprunt de 5 M€ a été contracté à un taux de 1.55% et 4 M€ ont été utilisés afin de financer les investissements.

Sur l'exercice 2024, la dette du budget général s'établira
(en dehors d'éventuels nouveaux emprunts) :

| Catégorie | Encours 01/01 | Annuité | Intérêts | Capital - Amortissement | Encours 31/12 |
|--------------------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|-----------------------|
| 1641 - BUDGET PRINCIPAL DECHETS | 48 499,97 € | 10 959,03 € | 2 181,76 € | 8 777,27 € | 39 722,70 € |
| 1641 - BUDGET PRINCIPAL HORS DECHETS | 8 295 744,02 € | 979 396,51 € | 170 451,61 € | 808 944,90 € | 7 486 799,12 € |
| TOTAL | 8 344 243,99 € | 990 355,54 € | 172 633,37 € | 817 722,17 € | 7 526 521,82 € |

L'ensemble de la dette est à taux fixe, avec un taux moyen sur 2024 de 2.13% avec une notation GISSLER 1-A¹. L'encours de la dette au 31 janvier 2024 est de 7 523 522 euros, avec une annuité d'environ 990 356 euros.



¹ Charte de bonne conduite par le biais d'une classification des produits structurés relatifs à la dette permettant de mettre fin à la commercialisation des produits structurés risqués.

IV. SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES DES BUDGETS ANNEXES

A. Transports

Les orientations générales

Concernant le Transport Urbain, les recettes relatives au Versement Mobilité, permettent d'équilibrer le service, sans participation financière du Budget principal (2,9 M€ obtenus en 2023 hors reliquats antérieurs).

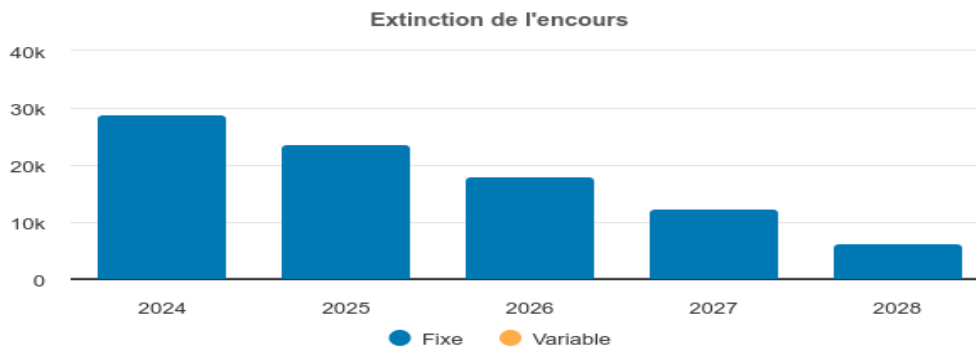
Les charges générales, devraient se situer aux alentours de 2.3 M€ au titre du contrat de délégation (début du nouveau contrat en avril 2023) et des marchés publics pour les lignes périurbaines.

En ce qui concerne le Transport Scolaire, le coût global du service devra être couvert en 2023 à hauteur d'environ 417 k€ par le budget général de la collectivité (369 k€ estimé pour 2022). Les charges directes concernant les contrats relatifs à la gestion du transport scolaire devraient être de 2,5M€ en 2024 (2,3 M€ estimés pour 2023).

La situation de la dette

L'encours de la dette au 31 janvier 2024 est de 23 621,55€, avec une annuité de 6 516,92€ et un taux moyen de 4.70% sur 2024. L'ensemble de la dette est à taux fixe (1 emprunt) avec une notation GISSLER 1-A.

Extinction de la dette existante



B. Assainissement

Les budgets d'assainissement sont essentiellement des budgets d'investissement, notamment dans le cadre de la création et le renouvellement de stations d'épuration et de réseaux. En tant que budgets annexes, ils sont financés en grande partie par les recettes des usagers et les subventions éventuelles.

L'enjeu du débat d'orientations budgétaires et plus largement de l'élaboration des budgets est donc de corréliser la volonté de réaliser des investissements avec la capacité à investir en fonction des recettes attendues, en lien notamment avec la tarification du service et/ou l'emprunt éventuel. Ce point sera d'autant plus vrai compte tenu de la réorientation des programmes de participations de l'Agence de l'Eau.

Un projet de fusion des budgets des deux modes de gestion (affermage et régie) a été acté à compter du 1^{er} janvier 2024. Désormais nous aurons une fongibilité des crédits d'un mode de gestion pour financer les dépenses d'un autre mode de gestion. Les opérations réalisées par mode de gestion seront toutefois retracées avec précision dans un suivi analytique pour se conformer aux différentes obligations afférentes aux SPIC selon laquelle la redevance de l'utilisateur doit trouver sa contrepartie directe dans le service rendu.

Des PPI détaillés seront proposés en annexe des budgets. Les tarifs en vigueur au 1^{er} janvier 2024 ont été délibérés en décembre 2023.

a. Assainissement affermage

Les orientations générales

| 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|------------|------------|------------|------------|
| 5 613 340€ | 2 958 000€ | 2 675 000€ | 1 850 000€ |

Les principales opérations en 2024 devraient concerner :

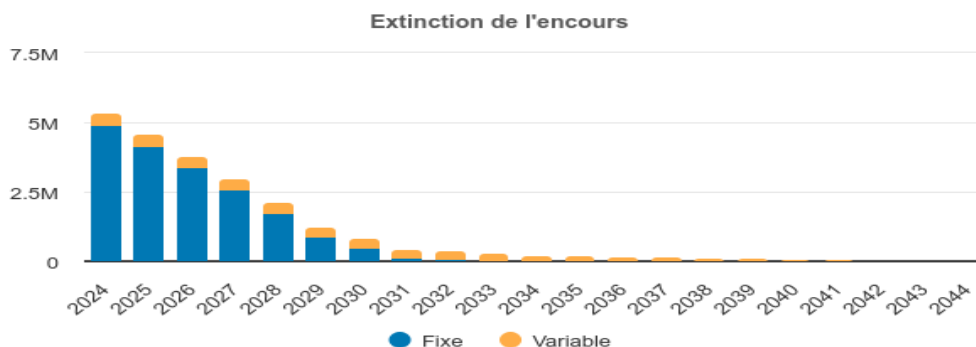
- Corcelles Ebaty Mimande : 2,9 M€
- Nolay : 690 k€
- Monge : 640 k€
- Meursault : 491 k€
- Corpeau : 350 k€
- CABCS : 261 k€
- Groupement Nord : 130 k€
- Sainte-Marie la Blanche : 55 k€
- Bligny : 30 k€
- Ruffey les Beaune : 20 k€
- Merceuil : 10 k€
- Bouilland : 5 k€ / Saint-Romain : 5 k€

La situation de la dette

L'encours de la dette au 31 janvier 2024 est de 4 597 293,52€ avec une annuité d'environ 983 641,79€ et un taux moyen de 3,95% sur 2024.

90% de l'encours de dette est à taux fixe, le reste étant à taux variable (29 emprunts dont 1 seul à taux variable basé sur le livre A), avec une notation GISSLER 1-A.

Extinction de la dette existante



b. Assainissement régie

Les orientations générales

Contrairement à l'assainissement affermage, l'équilibre de la régie est relativement précaire principalement en raison du lourd programme d'investissement prévu (5.8 M€ sur la période 2023-2027).

Les orientations générales

| 2024 | 2025 | 2026 | | 2027 |
|-------------|-------------|-------------|--|-------------|
| 1 043 000 € | 1 123 000 € | 1 314 000 € | | 1 189 000 € |

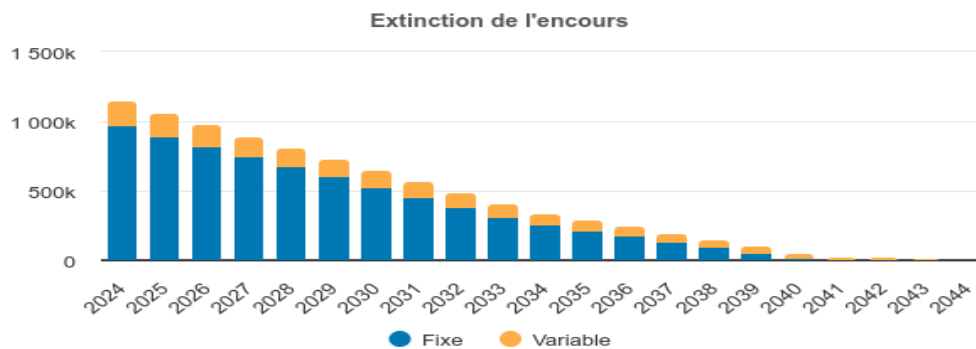
Les principales opérations en 2024 devraient concerner :

- Chagny : 805 k€
- CABCS : 163 k€
- Chaudenay : 30 k€
- Paris l'Hôpital 30 k€
- Meloisey : 15 k€

La situation de la dette

L'encours de la dette au 31 janvier 2024 est de 1 059 733,47€, avec une annuité d'environ 112 643,57€ et un taux moyen de 2.14% sur 2024.

85% de l'encours de dette est à taux fixe, le reste étant à taux variable (7 emprunts dont 1 seul à taux variable), avec une notation GISSLER 1-A.



c. Assainissement non collectif

Le budget de l'assainissement non collectif est relativement stable dans son contenu depuis un certain nombre d'années, et une légère hausse a été mise en œuvre fin décembre 2023. Une réflexion sera menée sur l'exercice 2024 afin de permettre au budget une plus grande amplitude d'intervention quant à ses grands projets. Les contrôles de bon fonctionnement sur les installations avec diverses réparations en 2024 sont prévues pour environ 52 000€ couverts par des recettes de facturation aux usagers (environ 572 contrôles).

C. Eau potable

Tout comme l'assainissement, les budgets de l'eau sont essentiellement des budgets d'investissement, qui, de la même manière, s'équilibrent principalement par les recettes des usagers.

L'enjeu est donc de faire un parallèle entre les investissements à réaliser et la capacité à investir en fonction des tarifs appliqués par la collectivité.

Une fusion des budgets des deux modes de gestion a également eu lieu au 1^{er} janvier 2024. Une étude tarifaire sera faite sur 2024 permettant d'ajuster au mieux les tarifs 2025 afin d'impacter de manière échelonnée la consommation d'eau pour les gros consommateurs et isoler les consommateurs collectifs de type copropriété dans la continuité de l'évolution tarifaire délibérée en décembre 2023 (tranches inférieures à 120 m³).

a. Eau affermage

Les orientations générales

Les charges de fonctionnement ne devraient pas augmenter sur 2024 par rapport au budget prévisionnel 2023.

Le PPI qui devrait être proposé se situera quant à lui sur les enveloppes d'investissement (dépenses d'équipement uniquement) suivantes :

| 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 4 979 000 € | 6 859 400 € | 4 908 400 € | 4 760 000 € | 3 347 000 € |

Les principales opérations en 2024 devraient concerner :

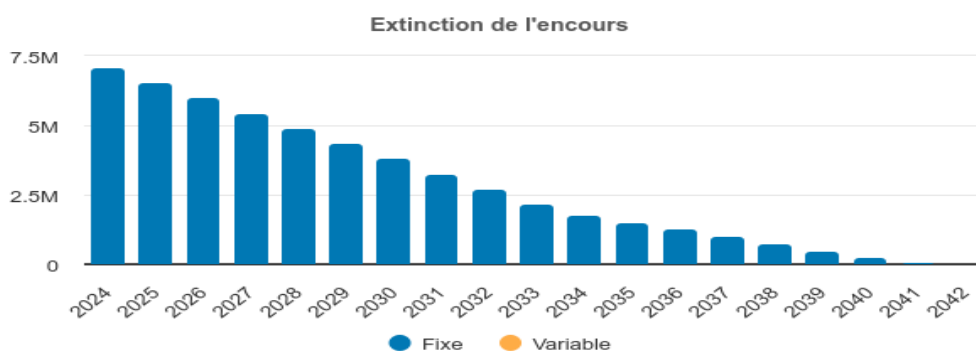
- CABCS : 1,766 M€
- Pays-Beaunois : 2,11 M€
- Beaune : 483 k€
- Meursault : 178 k€
- Santenay/Dezize/Paris l'Hôpital : 292 k€
- Savigny/Bouze les Beaune : 147 k€

Les investissements visent à garantir un rendement optimal du réseau permettant de limiter les prélèvements sur une ressource précieuse.

La situation de la dette

L'encours de la dette au 31 janvier 2024 est de 6 561 774,79 €, avec une annuité de 646 509,45 € et un taux moyen de 1.38% sur 2024. L'ensemble de la dette est à taux fixe (18 emprunts) avec une notation GISSLER 1-A.

Extinction de la dette existante



b. Eau régie

Les orientations générales

Au même titre que la régie assainissement, l'équilibre du budget de la régie des eaux est relativement précaire.

Pour 2024, les investissements sont envisagés à hauteur d'environ 804 k€.

Ce budget est, à l'instar du budget Eau Affermage, dans un travail de revalorisation des tarifs pour les gros consommateurs pour 2024.

La capacité d'autofinancement étant limitée, une hausse des tarifs a été votée pour 2024 afin de financer les travaux.

Les orientations générales

| 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|-----------|-------------|-------------|-------------|
| 804 050 € | 1 933 000 € | 1 810 000 € | 1 370 000 € |

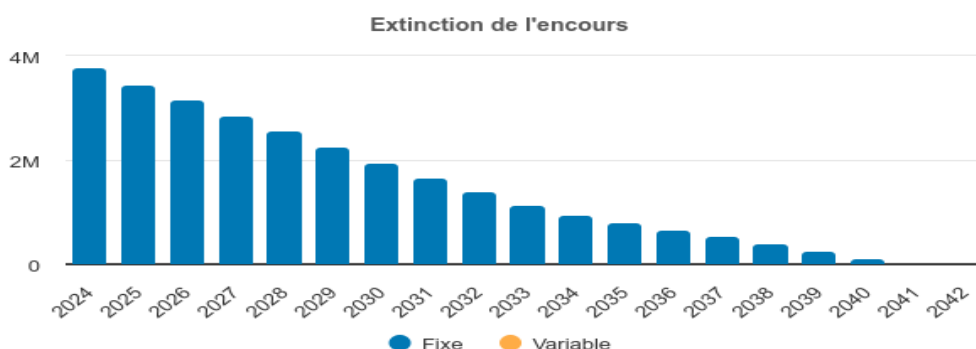
Les principales opérations en 2024 devraient concerner :

- Chagny : 430 k€
- CABCS : 207 k€
- Aubigny la Ronce : 40 k€
- Auxey Duresses : 20 k€
- Cormot-Vauchignon : 50 k€
- Molinot : 47 k€
- Nantoux : 10 k€

La situation de la dette

L'encours de la dette au 31 janvier 2024 est de 3 463 900,55 €, avec une annuité d'environ 365 577,97 € et un taux moyen de 1.44% sur 2024. L'ensemble de la dette est à taux fixe (18 emprunts) avec une notation GISSLER 1-A.

Extinction de la dette existante



D. Zones d'activités économiques

Depuis 2018, quatre nouvelles zones d'activités ont été intégrées au sein du budget de la Communauté d'Agglomération et ont fait l'objet de budgets annexes, à savoir :

- ZAC Porte de BEAUNE à BEAUNE
- ZAE En Mareau à SAINTE- MARIE- La -BLANCHE
- ZAE Les Noirots à CHAGNY
- ZAE Les Gouteaux à LADOIX -SERRIGNY (reprise SYMAB)

Depuis 2022, deux nouvelles zones d'activités ont été créés (ZA EN CARROUGE et CORVEE LISABEAU).

Ces nouvelles zones viennent s'ajouter aux budgets déjà existants, à savoir :

- ZAC des Cerisières
- ZAC du Pré Fleury
- ZA MONTAGNY
- ZAC des Templiers

Il est précisé que chaque zone fait l'objet d'un budget distinct afin de veiller au respect de l'équilibre financier de chacune d'elle une fois la zone terminée (équilibre entre le montant des dépenses réalisées et la somme des cessions effectuées).

La situation de la dette

L'encours de la dette au 1er janvier 2024 sur les différentes zones est de 4.23 M €. Cela concerne la ZAC des Cerisières, la ZAC Pré-Fleury et la ZA des Gouteaux. Ces emprunts seront à solder au 31/12/2024.

L'ensemble de la dette est à taux fixe en prêt relais (3 emprunts) avec une notation GISSLER 1-A.

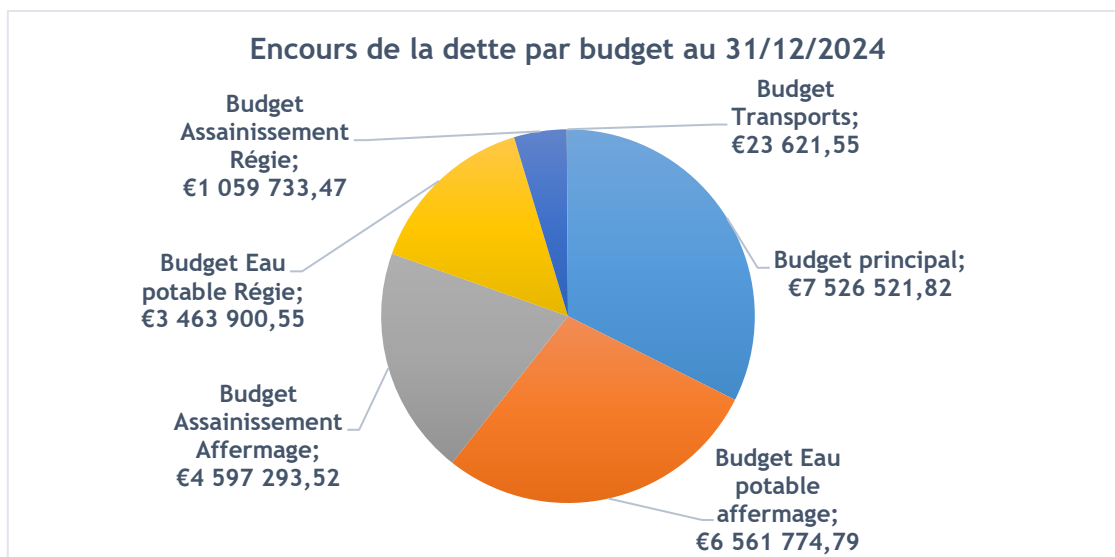
L'encours de la dette de la ZAE les Gouteaux au 1^{er} janvier 2024 est de 1 000 000€, avec une annuité d'environ 3 500€ et un taux moyen de 0.35% sur 2023. Le prêt relais de 1 M€ sur 3 ans a été contracté en 2021 au taux de 0.35% auprès de la banque postale et sera remboursé en 2024.

L'encours de la dette de la ZAC les Cerisières au 1^{er} janvier 2023 est de 2 000 000€, avec une annuité d'environ 7 000€ et un taux moyen de 0,35% sur 2023. Le prêt relais contracté sur 3 ans pour 2 M€ a été contracté en 2021 au taux de 0.35% auprès de la banque postale et sera remboursé en 2024.

L'encours de la dette de la ZAC du Pré-Fleury au 1^{er} janvier 2023 est de 1 230 000€, avec une annuité de 4 305€ et un taux moyen de 0.35% sur 2023.

Le prêt relais contracté sur 3 ans pour 1.230 M€ a été contracté en 2021 au taux de 0.35% auprès de la banque postale et sera remboursé en 2024.

La dette globale



NB : les prêts des Zones d'activités n'apparaissent pas puisque soldés en fin d'année 2024.

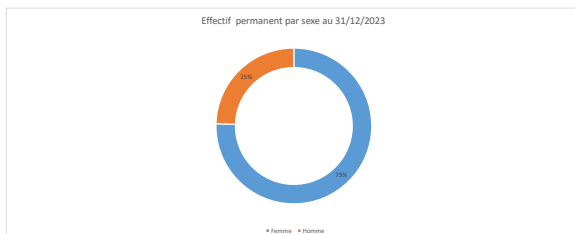
1 - Les effectifs

Les données suivantes sont issues du [tableau des effectifs permanents au 31 décembre 2023](#).

Effectif permanent

Le nombre d'agents permanents au 31 décembre 2023 est de 432
Dont 326 femmes (75,5%) pour 106 hommes (24,5%)

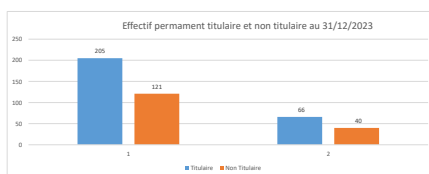
| Sexe | Nombre Agents | Pourcentage |
|----------------------|---------------|---------------|
| Femme | 326 | 75,5% |
| Homme | 106 | 24,5% |
| Total général | 432 | 100,0% |



Effectif permanent Titulaire et Non Titulaire

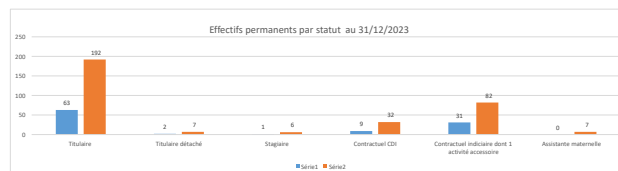
Sur 432 agents permanents, 271 sont titulaires, soit 63%
Sur 326 agents femmes, 205 sont titulaires ; soit 63%.
Sur 106 hommes, 66 sont titulaires ; soit 62%.

| Sexe | Femme | Homme | Total |
|----------------------|------------|------------|------------|
| Titulaire | 205 | 66 | 271 |
| Non Titulaire | 121 | 40 | 161 |
| Total général | 326 | 106 | 432 |



Détail des effectifs permanents par statuts :

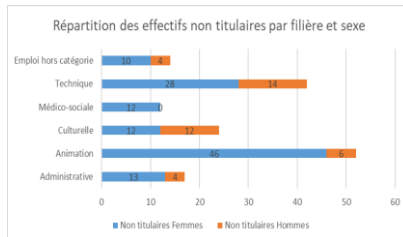
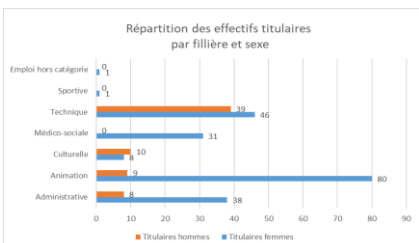
| Statuts | Homme | Femme | Total général |
|------------------------|------------|------------|---------------|
| Titulaire | 63 | 192 | 255 |
| Titulaire détaché | 2 | 7 | 9 |
| Stagiaire | 1 | 6 | 7 |
| Contractuel CDI | 9 | 32 | 41 |
| Contractuel indiciaire | 31 | 82 | 113 |
| Assistante maternelle | 0 | 7 | 7 |
| Total général | 106 | 326 | 432 |



Effectif permanents par filière

Les femmes représentent 75 % des agents de la collectivité.
 Les hommes sont minoritaires dans toutes les filières sauf dans la filière culturelle (52%)
 Globalement, la filière la plus importante est l'animation (36%), puis la filière technique (25 %).

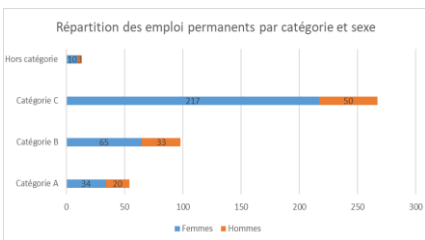
| Répartition détaillée par filière, sexe et statut | | | | | |
|---|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|------------|
| Filière | Titulaires femmes | Non titulaires Femmes | Titulaires hommes | Non titulaires Hommes | Total |
| Administrative | 38 | 13 | 8 | 4 | 63 |
| Animation | 80 | 46 | 9 | 6 | 141 |
| Culturelle | 8 | 12 | 10 | 12 | 42 |
| Médiso-sociale | 31 | 12 | 0 | 0 | 43 |
| Technique | 46 | 28 | 39 | 14 | 127 |
| Sportive | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Emploi hors catégorie | 1 | 10 | 0 | 4 | 15 |
| Total | 206 | 121 | 66 | 40 | 432 |



Effectif par catégorie

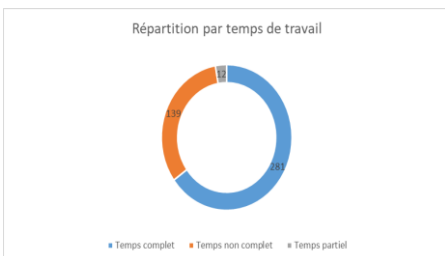
Les agents permanents sont majoritairement de catégorie C (62 %)
 Les femmes dominent dans cette même catégorie à 81 %.
 Au niveau de l'encadrement (catégorie A) les femmes sont présentes à 62 %.

| | Total | Femmes | Hommes |
|----------------|------------|------------|------------|
| Catégorie A | 54 | 34 | 20 |
| Catégorie B | 98 | 65 | 33 |
| Catégorie C | 287 | 217 | 50 |
| Hors catégorie | 13 | 10 | 3 |
| Total | 432 | 326 | 106 |

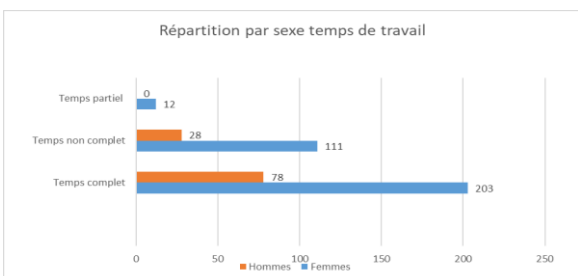


2 - Le temps de travail

Sur les 432 postes permanents, 281 sont des temps complets, soit 65 % de l'effectif total
 Aucun homme ne bénéficie de temps partiel.
 Sur les 326 postes permanents occupés par des femmes, 62 % sont des temps complets, 34% à temps non complet, 4% à temps partiel



| Temps de travail | Total | Femmes | Hommes |
|-------------------|------------|------------|------------|
| Temps complet | 281 | 203 | 78 |
| Temps non complet | 139 | 111 | 28 |
| Temps partiel | 12 | 12 | 0 |
| Total | 432 | 326 | 106 |



3 - La rémunération brute (hors charges patronales)

S²LOW

Les données suivantes sont issues de la paie du **1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 tous statuts confondus**

La rémunération brute (hors charges patronales) s'élève à 11 803 240 euros (paie du 01/01/2023 au 31/12/2023 tous statuts confondus).

Les agents de catégorie A représentent 54 postes.

Les agents de catégorie B représentent 98 postes

Les agents de catégorie C représentent 267 postes

Les agents hors catégorie représentent 13 postes

Parmi les 10 agents ayant les salaires les plus élevés, on compte 6 femmes et 4 hommes

La rémunération des titulaires ou stagiaires

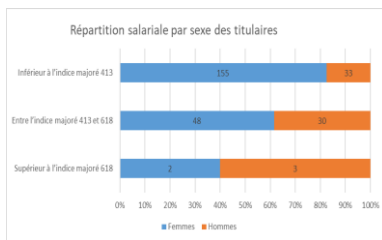
Sur 271 agents titulaires ou stagiaires,

69.4 % des agents titulaires ont un indice majoré inférieur ou égal à 413. (dont 82% des femmes)

28.8% des titulaires ont un indice majoré compris entre 413 et 618 (dont 61% de femmes)

1.8% des agents titulaires ont un indice majoré supérieur à 618. (40% de femmes)

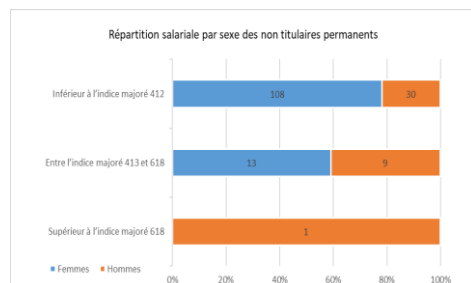
| Indice majoré | Femmes | Hommes |
|----------------------------------|------------|-----------|
| Supérieur à l'indice majoré 618 | 2 | 3 |
| Entre l'indice majoré 413 et 618 | 48 | 30 |
| Inférieur à l'indice majoré 413 | 155 | 33 |
| Total | 205 | 66 |



Sur 162 agents non titulaires permanents, 14% des agents non titulaires per+A331:L332manent ont un salaire brut compris entre l'indice majoré compris entre 413 et 618 (dont 59% de femmes)

85% des agents non titulaires ont un salaire brut inférieur à l'indice majoré 412 (dont 78% de femmes)

| Tranche de salaire brut | Femmes | Hommes |
|----------------------------------|--------|--------|
| Supérieur à l'indice majoré 618 | 0 | 1 |
| Entre l'indice majoré 413 et 618 | 13 | 9 |
| Inférieur à l'indice majoré 412 | 108 | 30 |

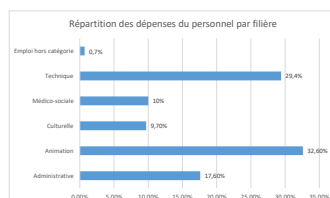


Rémunération par filière

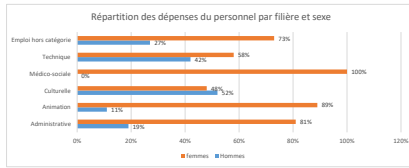
En première position, la filière animation : 32,6 % des dépenses du personnel (rémunération brute)

En seconde position, la filière technique : 29,4% des dépenses du personnel.

| Filière | Répartition des dépenses du personnel par filière |
|-----------------------|---|
| Administrative | 17,60% |
| Animation | 32,60% |
| Culturelle | 9,70% |
| Médecine-sociale | 10% |
| Technique | 29,4% |
| Emploi hors catégorie | 0,7% |
| Total | 100% |



| Répartition des dépenses du personnel par filière et sexe | | | |
|---|--------|--------|-------|
| Filière | Hommes | Femmes | Total |
| Administrative | 19% | 81% | 100% |
| Animation | 11% | 89% | 100% |
| Culturelle | 52% | 48% | 100% |
| Médico-sociale | 0% | 100% | 100% |
| Technique | 42% | 58% | 100% |
| Emploi hors catégorie | 27% | 73% | 100% |



Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024



ID : 021-200006682-20240226-CC_24_014-DE

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_015-DE



Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 90

Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58

Nombre de Procurations : 18

Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** Titulaires : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

**VŒU DE SOUTIEN POUR LA QUALITE DE LA RELATION CITOYENNE AVEC
L'ADMINISTRATION PAR L'AMELIORATION DES ACCUEILS PHYSIQUES DANS LES SERVICES PUBLICS
RAPPORTEUR : M. SUGUENOT**

Vus les articles L. 2121-29 alinéa IV et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales, en vertu desquels le Conseil communautaire émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local,

Vu le Rapport de la Défenseure des droits du 16 février 2022 reconnaissant les inégalités continues en matière d'accès aux droits de certains publics, et notamment pour les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les étrangers et les plus précaires,

Considérant que la dématérialisation des services publics et la fermeture progressive des guichets de proximité dans nos communes constitue un frein de plus en plus dommageable à l'accès de nos concitoyens aux services de l'État et des collectivités,

Considérant qu'il appartient à l'administration de s'assurer de l'accès de tous au service public et que la voie numérique seule constitue une exclusion d'une partie de la population,

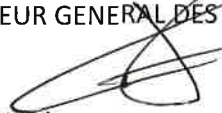
Considérant que cette problématique est encore plus prégnante pour les populations des communes rurales,

Considérant que l'accueil physique dans les services publics constitue un vecteur essentiel pour garantir l'effectivité des droits des usagers à avoir accès aux services publics de qualité,


Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, souhaite marquer avec force son engagement pour le maintien d'un service public de proximité et faire, de la qualité de l'accueil physique de l'administré, une priorité.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES


Jérôme CHIDO



| |
|--|
| <p>Envoyé en préfecture le 29/02/2024 Reçu en préfecture le 29/02/2024 Publié le 04/03/2024 ID : 021-200006682-20240226-CC_24_015-DE</p>  |
|--|

« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »

Conseil Communautaire du Lundi 26 février 2024

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 04/03/2024

ID : 021-200006682-20240226-CC_24_016-DE

Date d'envoi de la convocation : 20 février 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 90

Nombre de Délégués titulaires ou suppléants présents : 58

Nombre de Procurations : 18

Nombre de Votants : 76

Présidence de : M. Alain SUGUENOT, Président**Présents :** Titulaires : Mmes et MM. Maurice CHAPUIS, Gérard ROY, François LATOUR, Rémy MORIN, Jean-Luc BECQUET, Carole BERNHARD, Geffroy BRUNEL, Anne CAILLAUD, Jean-François CHAMPION, Xavier COSTE, Stéphane DAHLEN, Ariane DIERICKX, Philippe FALCE, Charlotte FOUGERE, Virginie LONGIN, Geneviève PELLETIER, Sébastien PICARD, Michel PIERRON, Olivia PUSSET, Virginie ROUXEL-SEGAUT, Didier DURIAUX, Jean-Noël MORY, Sébastien LAURENT, Delphine SAVARY, Patricia ROSSIGNOL, Richard BENINGER, Céline DANCER, Catherine PAPPAS, Jean-Claude BROUSSE, Arnaud GUICHARD, Didier SAINT-EVE, Jean-Christophe VALLET, Thierry DUBUISSON, Pierre BROUANT, Olivier ATHANASE, Jean-Luc PETIT, Véronique RICHER, Jérôme FOL, Jean-Louis BAUDOIN, Régis DEBOIBE, Denis THOMAS, Christian POULLEAU, Richard ROCH, Rémi CHAMPAUD, Sylvie FOURRIER, Olivier MENAGER, M. Gilles ARPAILLANGES, Serge GRAPPIN, Eric SORDET, Daniel TRUCHOT, Jean MAREY, Pascal BOULEY,**Suppléants :** M. Michel GIEN (suppléant de M. MALAQUIN – MELOISEY),
Mme JACQUET Sophie (suppléante de M. Jacques FROTEY – POMMARD),
M. Cyril VACHON (suppléant de M. Gérard GREFFE – RUFFEY-LES-BEAUNE),
M. Michel MANIERE (suppléant de M. Daniel CARRIER – VAL-MONT),**Délégués ayant donné procuration :**Mme Marie-France BRAVARD à M. Stéphane DAHLEN,
Mme Géraldine CHAMPANAY à Mme Olivia PUSSET,
Mme Carole CHATEAU à M. Xavier COSTE,
M. Alexis FAIVRE à Mme Ariane DIERICKX,
M. Thibaut GLOAGUEN à Mme Charlotte FOUGERE,
Mme Emmanuelle JEUNET-MANCY à M. Geoffroy BRUNEL,
Mme Sophie LEFAIX à M. Pierre BOLZE,
Mme Virginie LEVIEL à M. Jean-Luc BECQUET,
M. Bernard REPOLT à M. Jean-François CHAMPION,
Mme Sihème REZIGUE à Mme Anne CAILLAUD,
M. Jonathan VION à M. Alain SUGUENOT,
M. Pascal HUGUENIN à M. Gérard ROY,
M. Vittorio SPARTA à M. Sébastien LAURENT,
M. Gérard NAIRAT à Mme Delphine SAVARY,
Mme Sandrine ARRAULT à M. Jean-Christophe VALLET,
Mme Corinne GARREAU à M. Jérôme FOL,
M. Jean-Paul ROY à M. Denis THOMAS,
M. Jean-Pascal MONIN, à Mme Sylvie FOURRIER,**Délégués absents non représentés :**

Mmes et MM. Eric MONNOT, Estelle BRUNAUD, Christophe CASTELLANO, Marc DENIZOT, Michel BOULEY, Sylvain BRUCHARD, Cyril DEREPIERRE, Cladio PAGNOTTA, Alexandra PASCAL, Michel MOINGEON, Michel QUINET, Guy VADROT, Jacqueline METAIS, Sylvain JACOB.

Secrétaire : M. Pierre BOLZE

VCEU POUR LA DEFENSE D'UN CESSEZ-LE-FEU A GAZA
RAPPORTEUR : M. SUGUENOT

Le 7 octobre 2023, le Hamas a déclenché une action armée dans le sud d'Israël, faisant 1200 morts et 136 otages, dont certains sont toujours retenus par le Hamas.

Nous demandons leur libération et nous partageons la peine des familles endeuillées. Nous condamnons fermement cette attaque envers des civils israéliens. L'attaque du Hamas est un acte terroriste touchant notamment des civils œuvrant pour une solution entre les deux peuples.

Le gouvernement israélien a réagi à cette attaque en bombardant les civils de la bande de Gaza. Il y a un mois, le bilan après cent jours de guerre était de 24000 morts. A ce jour, le nombre de tués, combattants et civils, est estimé à près de 30000.

Nous condamnons fermement et sans condition l'ensemble de ces crimes qui ne font qu'alourdir le bilan de ce conflit.

1,9 million de personnes ont été déplacées par le conflit, et la situation humanitaire prend une tournure dramatique, avec des situations de famines qui apparaissent, et une aide humanitaire qui ne peut accéder aux populations : en six semaines, cinq convois des Nations unies seulement ont atteint le Nord.

Nous rappelons qu'aucune guerre ne justifie la mort de civils, qu'ils soient israéliens ou palestiniens.

La France qui s'est toujours tenue aux côtés du droit international, en s'attachant aux résolutions des Nations Unies, doit dénoncer fermement l'escalade de la violence.

Nous, membres du conseil communautaire de Beaune Côte et Sud, exprimons notre profonde préoccupation face à la situation humanitaire critique à Gaza et à garantir la fourniture de services de base et d'assistance humanitaire au peuple Palestinien de Gaza.

Souhaitant affirmer l'engagement de notre collectivité dans les 17 Objectifs de Développement Durables (ODD) de l'ONU et notamment le 16ème relatif à la paix et à la justice,


Le conseil communautaire de Beaune Côte et Sud, à l'unanimité :

1. Exprime sa préoccupation face à la situation humanitaire catastrophique à Gaza
2. Demande au gouvernement d'Israël de tout mettre en œuvre pour aboutir à un cessez-le-feu immédiat et à organiser la fourniture de services de base et d'assistance humanitaire.
3. Appelle la communauté internationale à user de son influence travailler en faveur d'une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien.

VŒU POUR LA DEFENSE D'UN CESSEZ-LE-FEU A GAZA
RAPPORTEUR : M. SUGUENOT

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus

Envoyé en préfecture le 29/02/2024
Reçu en préfecture le 29/02/2024
Publié le 04/03/2024
ID : 021-200006682-20240226-CC_24_016-DE



Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le **PRESIDENT** et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES


Jérôme CHIODO



« La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal administratif de DIJON, 22 rue d'Assas 21000 DIJON ou via l'application télérecours citoyen (www.telerecours.fr). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté d'Agglomération BEAUNE Cote et Sud, 14 rue Philippe TRINQUET, 21200 BEAUNE, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. »